3,60€ samedi 21 - dimanche 22 septembre 2024 LE FIGARO - N° 24 907 - www.lefigaro.fr - France métropolitaine uniquement
Première édition

LE FIGARO

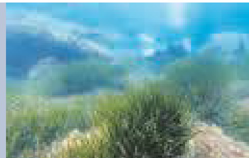
« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



FOOTBALL
ENTRE L'OL ET L'OM, LE MATCH DES MILLIARDAIRES AMÉRICAINS PAGE 11

John Textor et Frank McCourt.

MÉDITERRANÉE
CES BÉNÉVOLES QUI REPLANTENT DES HERBIERS DE POSIDONIE PAGE 12



ÉTATS-UNIS
Ces républicains qui appellent à voter Harris PAGE 7

RELIGION
Église : cette chape de plomb qui a protégé l'abbé Pierre PAGE 9

ÉDUCATION
Sciences Po : un énarque de la promotion d'Emmanuel Macron favori pour diriger l'école PAGE 10

MÉDIAS
Le Figaro reste la marque de presse la plus lue par les cadres et les dirigeants PAGE 26

GASTRONOMIE
Au Bristol, Arnaud Faye tourne en douceur la page des vingt-cinq ans du règne de Frechon PAGE 34

CHAMPS LIBRES
- De Jancovici à Todd, l'étonnant succès des BD « intellos »
- Les tribunes de Christophe Boutin et de Jérémie Patrier-Leitus
- La chronique de Mathieu Bock-Côté
- La chronique d'Albert Zennou

PAGES 15 À 17

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de vendredi :
Michel Barnier doit-il reconduire des ministres du précédent gouvernement ?

OUI	NON
35 %	65 %

VOTANTS : 191587

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
Laurent Wauquiez a-t-il eu raison de refuser d'entrer au gouvernement ?

TH. RIBEIRO/THIAGO RIBEIRO/AGIF VIA REUTERS - R. ROCHLIN/GETTY IMAGES VIA AFP - P. POCHARD-CASABIANCA/AFP

Les macronistes s'imposent dans le gouvernement Barnier

Après plusieurs jours de tensions et de discussions entre LR et le camp du président, le chef de l'État et le premier ministre espèrent dévoiler leur nouvelle équipe ce week-end.

Il y a eu les rendez-vous de la dernière chance, puis les tractations de la dernière heure. Vendredi, la composition du gouvernement a semblé buter sur *« trois ou quatre cas »* spécifiques, avant d'être ralentie par le MoDem. Une fois ces deux contretemps surmontés, Emmanuel Macron et Michel Barnier étaient convenus d'un ultime échange dans la soirée pour valider définitivement la liste finale, et permettre une annonce officielle. Si tout se passe comme prévu, le chef du gouvernement espère ouvrir les portes de Matignon aux Français à la faveur des Journées du patrimoine, dimanche, avant, peut-être, de s'expliquer dans le journal de 20 heures. Il souhaite ensuite organiser un petit déjeuner avec le gouvernement réuni au complet lundi, puis inaugurer son premier Conseil des ministres dans l'après-midi, à l'issue des différentes passations de pouvoirs.

→ BRUNO RETAILLEAU À L'INTÉRIEUR, UN SYMBOLE DE FERMETÉ PLACE BEAUVAU → LAURENT WAUQUIEZ VEUT PESER À L'ASSEMBLÉE NATIONALE PLUTÔT QU'AU SEIN DU GOUVERNEMENT → GÉRALD DARMANIN, QUATRE ANS À BEAUVAU ET LES YEUX SUR L'APRÈS → SÉBASTIEN LECORNU MAINTENU AUX ARMÉES → LES FRONTIÈRES DE BERCY RECTIFIÉES PAGES 2 À 6, 16, 17 ET L'ÉDITORIAL



FIEVEZ/SIPA/FIEVEZ/SIPA

Pour sa 41e édition, l'événement, qui propose l'ouverture au public de 17 000 sites et monuments, met en valeur le patrimoine maritime. L'occasion de découvrir quelques fleurons de la navigation. PAGES 28 ET 29

Danemark, Italie, Grèce... Ces pays qui repoussent l'âge de la retraite

Alors que le RN et la gauche veulent abroger la réforme des retraites de 2023, tous les pays comparables à la France accomplissent le chemin inverse. L'OCDE note une accélération des réformes pour retarder l'âge de départ et restreindre le recours aux préretraites, compte tenu de l'allongement de la durée de vie. Un actif entrant sur le marché du travail à 22 ans devra à l'avenir attendre ses 74 ans pour prendre sa retraite au Danemark, 71 ans en Italie, 70 ans en Suède ou 67 ans en Allemagne. PAGES 20 ET 21

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers

Un cheval, une alouette

Un cheval pour le camp du président, une alouette pour le parti du premier ministre. Les contours du nouveau gouvernement montrent déjà, au nom de l'*« équilibre »* demandé à Michel Barnier, un certain… déséquilibre. Le trio qui jusqu'à la dissolution gouvernait le pays - Emmanuel Macron, Gabriel Attal, Alexis Kohler - continue son ouvrage, malgré trois défaites cuisantes. Le président biffe une ministre, celle de la Famille, comme s'il s'agissait d'un domaine réservé, Gabriel Attal obtient sept maroquins de premier ordre qui pourraient lui valoir le rang de vice-premier ministre, quant au secrétaire général de l'Élysée, après avoir nommé le directeur du cabinet de Matignon, il pourrait voir arriver un jeune et brillant inspecteur des finances à Bercy. Permanence du macronisme : quand on gratte les couleurs criardes de la communication, on retrouve le gris acier de la haute fonction publique. Ce n'est donc pas l'alternance, pas tout à fait le renouvellement. L'optimiste se félicitera d'échapper aux folies du Nouveau Front populaire, le pessimiste s'inquiétera d'un pouvoir qui se prolonge, bien que minoritaire. En acceptant cette charge, Michel Barnier savait qu'il ne bénéficierait ni des largesses qu'offre la victoire ni de l'indulgence de ses opposants, encore moins de la bienveillance de ses partisans. Il devra s'appuyer sur les techniciens pour la bataille budgétaire et concentrer ses forces politiques sur un homme, Bruno Retailleau, et un ministère, celui de l'Intérieur. Si l'ordre dans les comptes sera un combat de chaque instant, l'ordre dans la rue devra l'être tout autant. Sur l'immigration, les macronistes demandent d'adjoindre l'*« humanité »* et la fermeté. Soit. Il s'agit d'être intraitable avec l'inhumanité des passeurs, des marchands de sommeil, des trafiquants qui prospèrent sur les mouvements migratoires, des islamistes conquérants qui franchissent les « frontières passoires ». Le bloc du président, figé sur ce sujet dans les années 1980, continue de camper très à gauche des gauches allemande, danoise, britannique. Avec lui ronronne le sans-frontiérisme des progressistes à digicode. Michel Barnier devra s'en affranchir et décider enfin qui peut entrer, qui doit sortir. Une alouette ne fait pas le printemps, mais c'est vers la Place Beauvau que se tournent déjà tous les regards. ■

> L'enjeu décisif de la Place Beauvau

M 00108 - 921 - F: 3,60 €

AND : 4,50 € - BEL : 3,70 € - CH : 4,60 CHF - D : 4,20 € - ESP : 4,30 € - GR : 3,70 € - LUX : 3,70 € - MAR : 37 DH - MTQ/GLP : 4,30 € - REU : 4,70 € - TUN : 11,00 TND ISSN 0182.5852

Derniers ajustements entre Barnier et Macron avant l'annonce du gouvernement

Loris Boichot, Emmanuel Galiero et Louis Hausalter

«Trois ou quatre cas» restaient au cœur des discussions vendredi, alors qu'une annonce est attendue ce week-end.



Michel Barnier, le 5 septembre, à Matignon.

SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

Après les consultations de la dernière chance, les réglages de la dernière heure. Vendredi en fin de journée, la composition du nouveau gouvernement restait suspendue à une énième discussion entre Emmanuel Macron et Michel Barnier. Un échange similaire à celui de la veille, lorsque le premier ministre s'est rendu à l'Élysée, jeudi soir, pour soumettre à la validation du président une première liste de ministres. *«Nous sortons d'une journée d'ajustements sur quelques profils et un certain nombre de postes. Le premier ministre est toujours au travail, guidé par la volonté d'avoir les bonnes personnes aux bonnes places et, toujours, de respecter les équilibres»*, expliquait-on à Matignon. Où l'on précise que la réflexion est partagée avec les différentes responsables des groupes parlementaires, mais qu'en aucun cas, les correctifs apportés ne remettront en cause l'architecture prévue. *«Michel Barnier est confiant*, assure-t-on, *il veut aller vite. Il souhaite que la stabilisation soit actée le plus tôt possible pour que le gouvernement puisse se mettre au travail.»* La dernière hypothèse sur la table de l'exécutif, avant le week-end, prévoyait que l'équipe ministérielle soit dévoilée samedi en fin d'après-midi, pour permettre à Michel Barnier d'ouvrir les portes de Matignon aux Français dans le cadre des Journées du patrimoine dimanche, avant peut-être de s'expliquer dans le journal de 20 heures. Si tout se passe comme prévu, un petit déjeuner du gouvernement au complet aura lieu autour du premier ministre lundi matin, avant les différentes passations de pouvoirs, puis un premier Conseil des ministres à l'Élysée.

Ce programme est longtemps resté suspendu à quelques complications apparues dans la dernière ligne droite. *«Trois ou quatre»* cas sont au cœur des discussions, glissait-on à Matignon. L'aile gauche du camp Macron a très vite pris pour cible Laurence Garnier, sénatrice Les Républicains pressentie au ministère de la Famille. Cette élue nantaise est critiquée pour son opposition au mariage pour tous et à l'inscription de l'IVG dans la Constitution. Ce qui a fait hurler la droite, surprise de constater que le macroniste Gérald Darmanin n'avait pas subi le même traitement alors que, dix ans plus tôt, il avait pris position contre la loi Taubira, avant de faire marche arrière en 2023 pour dire qu'il s'était *«trompé»*. Du côté de Laurent Wauquiez, qui a refusé le portefeuille de l'Économie pour rester à l'Assemblée où il dirige la Droite républicaine, on juge la polémique *«dommageable»* au moment où le premier ministre essaye de mettre en route son gouvernement «composite» : *«Des ajustements, il y a en toujours eu, mais il est préférable d'éviter les listes noires. Les oukases ne sont pas acceptables.»*

Mais d'aucuns estiment que s'attaquer à Laurence Garnier était aussi une manière d'atteindre Bruno Retailleau, dont elle est une proche collègue au Sénat, et qui est fléché vers le ministère de l'Intérieur. *«Qu'il y ait des personnalités de droite dans le gouvernement, c'est normal. Mais pourquoi va-t-on chercher des personnes qui représentent la ligne la plus dure?»*, s'est indigné sur BFMTV le député Renaissance Ludovic Mendes, allant jusqu'à reprocher au futur patron de Beauvau d'avoir un jour posé pour une photo *«avec un prie-Dieu dans son bureau»*.

En déplacement à Chartres (Eure-et-Loir), vendredi, Emmanuel Macron a refusé de commenter ces péripéties. Michel Barnier *«a pleine liberté, c'est son gouvernement*, a affirmé le chef de l'État. *Il faut que tout le monde l'aide à réussir.»* À l'Élysée, on assure que le président n'a posé *«veto»* sur aucun nom soumis par Michel Barnier. Mais *«il peut alerter dans la discussion»*, complète-t-on. *«Barnier doit régler ce problème*, observe un interlocuteur récent du chef de l'État. *Mais le président ne compte pas intervenir, et il est satisfait des personnalités proposées pour son secteur à lui.»* Autrement dit, pour les ministères qu'il considère comme ses «domaines réservés», le maintien aux Armées de l'ex-LR Sébastien Lecornu et la nomination aux Affaires étrangères du MoDem Jean-Noël Barrot lui conviendraient.

> **«Le premier ministre est confiant. Il veut aller vite et souhaite que la stabilisation soit actée le plus tôt possible pour que le gouvernement puisse se mettre au travail»**
>
> **Matignon**

Mais le MoDem, justement, a traversé une zone de turbulences quand Michel Barnier a acté jeudi la répartition des postes lors d'une réunion avec toutes les forces politiques partenaires. *«L'équilibre de l'Assemblée n'est pas respecté»*, pointait en sortant l'élue de Paris Maud Gatel, secrétaire générale du parti centriste. Le mouvement de François Bayrou obtiendrait pourtant deux ministères de plein exercice : le prestigieux Quai d'Orsay pour Jean-Noël Barrot et la Santé pour Geneviève Darrieussecq. François Bayrou s'en est d'ailleurs dit satisfait, jeudi, auprès de plusieurs interlocuteurs. Mais nombre de ses députés s'inquiètent d'une droitisation trop forte du gouvernement. Vendredi, le MoDem a donc enchaîné les réunions de crise, menaçant de retirer sa participation. *«Les centristes et la droite, ça ne fait pas l'Assemblée nationale. Il en manque un bout»*, s'est alarmée la députée Perrine Goulet. *«On veut des signes et des gages sur le flotteur gauche*, a abondé Bruno Millienne, porte-parole du parti. *Si c'est une pirogue tahitienne avec seulement un flotteur droit, ça ne passera pas l'hiver; il faut tenir compte des résultats des premiers tours.»* Finalement, les troupes de François Bayrou sont rentrées dans le rang. Certains mauvais esprits voyant, dans cet épisode, l'effet de rivalités internes, notamment entre le président du groupe MoDem, Marc Fesneau, et Jean-Noël Barrot, tous deux vice-présidents du parti et héritiers putatifs de François Bayrou. *«Fesneau a beaucoup de mal à avaler que Barrot reste au gouvernement avec une promotion»*, interprétait, de l'extérieur, un proche de Gabriel Attal.

L'ex-premier ministre, lui, se montre au contraire satisfait des équilibres, qu'il présente comme des victoires arrachées à un Michel Barnier qu'il soupçonnait de vouloir composer un gouvernement dominé par LR. De fait, l'ex-majorité macroniste conserverait des postes clés tels que l'Économie et le Budget, l'Éducation nationale ou encore le Travail. Édouard Philippe a, lui aussi, approuvé la répartition. *«Les noms, il s'en fout. Il voulait simplement être représenté, avec un ministère de plein exercice»*, confie un proche. Jeudi soir, lors d'un bureau politique de son parti Horizons, le maire du Havre a commenté l'avenir incertain de cet attelage. *«Aucun n'a intérêt à débrancher la prise en premier»*, a-t-il observé, en référence aux chefs de file des forces politiques associées à la coalition.

«Michel Barnier ne voulait pas dans son gouvernement de personnes qui ont des ambitions présidentielles», a aussi lâché Édouard Philippe. En allusion à Laurent Wauquiez, qui a présenté son absence du gouvernement comme un refus de sa part d'aller à Bercy, ainsi que Gérald Darmanin, qui briguait ouvertement les Affaires étrangères mais n'a pas réussi à convaincre Emmanuel Macron d'aller au bras de fer pour le garder. Ce qui fait deux grenades dégoupillées dans la nature, entend-on dans l'entourage philippiste : *«Darmanin et surtout Wauquiez vont tirer sur Barnier dès qu'il sera impopulaire. Quand tu n'es pas bien servi au premier service, tu attends le second!»*

Il est vrai qu'avant de connaître la mouture finale, les LR ont fait observer que leur présence dans l'équipe Barnier ne dépassait pas les 20%. Laurent Wauquiez a estimé que cela ne correspondait pas au poids parlementaire de la droite - en cumulant le Sénat et l'Assemblée -, même si d'autres ne voyaient pas comment le premier ministre, confronté à l'obligation de créer le moins d'hostilités possible, aurait pu faire autrement. On a entendu aussi quelques débats internes à la droite sur le poids des «retaillistes» dans ce gouvernement, comme si l'option choisie se rapprochait davantage du profil «majorité sénatoriale», incarnée par l'alliance parlementaire de la droite et des centristes. Pas de quoi convaincre ce LR du Sud-Est haussant les épaules en voyant se dessiner un gouvernement *«beaucoup trop centriste»* à ses yeux.

Combien de temps l'attelage tiendra-t-il? Sur le fond, beaucoup craignent que des malentendus sur une ligne politique encore peu précise ne deviennent rapidement des conflits. *«Ce qui peut poser problème, c'est l'immigration et la fin de vie*, décrypte un familier de l'Élysée. *Et sur la fiscalité, l'échange entre le premier ministre et les partis, jeudi, a été léger. On a l'impression qu'ils ont mis la poussière sous le tapis.»* ■

» Lire aussi PAGE 16



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Un centre de gravité moins à droite qu'attendu

Négocier, c'est aussi céder. Depuis son arrivée à Matignon, Michel Barnier prévenait qu'il ne se contenterait pas d'un *«remaniement»* mais nommerait bien un nouveau gouvernement. Or, sur la base des titulaires pressentis, les éléments de continuité seront aussi nombreux que lors des renouvellements successifs sous la majorité précédente.

Sébastien Lecornu, Catherine Vautrin, Jean-Noël Barrot, Agnès Pannier-Runacher, Rachida Dati, et même Geneviève Darrieussecq (présente de 2017 à 2023) : a priori, un tiers des ministres de plein exercice seront des sortants. Les choix du premier ministre étonnent d'autant plus que l'Élysée assure qu'Emmanuel Macron ne lui a imposé aucun nom. Au-delà des qualités ou des compétences des reconduits, il y a là un démenti partiel au message de *«rupture»* promis par Barnier et surtout envoyé par les électeurs qui ont sévèrement sanctionné aux législatives la majorité macroniste.

Cette continuité personnelle est cependant secondaire par rapport à la continuité politique. La possibilité d'un gouvernement reposait sur un accord entre le «bloc central» (Renaissance-MoDem-Horizons) et la droite (LR). Il fallait donc bien que le nouvel exécutif reflète cette nouvelle coalition. Mais le centre de gravité politique est très éloigné de ce qui était évoqué ces derniers jours. Certains anticipaient un *«hold-up»* de la droite et s'attendaient à voir LR rafler tous les postes clés. Au point que les troupes de Gabriel Attal commençaient à menacer de ne pas participer à l'aventure. À l'arrivée, c'est l'inverse qui se produit. Ensemble pour la République garde une position dominante et ce sont les Républicains qui se retrouvent en position un peu isolée au sein d'une équipe très macroniste.

Il y a même un paradoxe à entendre une partie du groupe de Gabriel Attal redouter un cap trop à droite et à voir le MoDem menacer de ne pas participer au gouvernement alors que LR s'y retrouve moins puissant qu'on pouvait l'imaginer. La nécessité dans laquelle était Emmanuel Macron de se trouver des alliés, le refus absolu de tout acteur de gauche de conclure le moindre accord, et le choix final de Michel Barnier conduisait obligatoirement à déplacer le centre de gravité plus à droite. Il n'était pas pensable pour les macronistes de rechercher l'accord de LR et de s'offusquer ensuite de la désignation de certains de ses représentants. Par définition, une coalition suppose des concessions. Elles ne peuvent pas être à sens unique.

> **Les choix du premier ministre étonnent d'autant plus que l'Élysée assure qu'Emmanuel Macron ne lui a imposé aucun nom**

Laurent Wauquiez a refusé Bercy et Michel Barnier n'a pas voulu garder Gérald Darmanin. C'est une autre donnée marquante de ce nouveau gouvernement. Si l'on y ajoute l'absence de Gabriel Attal et celles d'Édouard Philippe et François Bayrou, tous ceux qui se voient un destin présidentiel sont à l'extérieur du gouvernement. Barnier peut y voir un gage de tranquillité pour agir et d'autorité sur son équipe. Mais face à une équation budgétaire aussi effrayante et avec une assise politique aussi étroite, avoir tout le monde sur le pont n'aurait pas été forcément inutile. Cela aurait forcé à une solidarité plus forte d'une majorité inédite qui reste encore à façonner. Autant d'*«alligators»* à l'extérieur - pour reprendre une expression familière d'Emmanuel Macron - c'est aussi une menace constante pour un premier ministre qui sera contraint en permanence à ménager ou concilier des sensibilités si diverses. ■


PHOTOGRAPHIE RETOUCHÉE
TEL. 01.55.35.20.20

Bruno Retailleau à l'Intérieur, un symbole de fermeté Place Beauvau

Claire Conruyt

Le patron des sénateurs LR a accepté de rejoindre le gouvernement de Michel Barnier pour succéder à Gérald Darmanin.

« Je suis un marin, je ne saute pas du bateau quand ça va mal ; au contraire, j'ai plutôt tendance à m'accrocher au bastingage. Si on ne donne pas un grand coup de barre dans la bonne direction, on sera mal. » Ces mots sont ceux de Bruno Retailleau. Mais ils datent de juin 2019. Nul doute les trouverait-il, rétrospectivement, quelque peu prémonitoires. Après trente ans de vie politique, au cours desquels il fut notamment président du conseil général de Vendée, conseiller régional des Pays de la Loire, unique député villiériste en 1994 et, depuis 2014, chef de file des sénateurs Les Républicains (LR), ce fidèle soutien de François Fillon s'apprête à entrer au gouvernement Barnier, au poste de ministre de l'Intérieur.

L'un des hommes clés de la Haute Chambre, très proche de son président, Gérard Larcher, quitte donc la rive gauche parisienne pour rejoindre Beauvau, succédant à l'ancien LR Gérald Darmanin, et héritant ainsi de l'un des plus importants portefeuilles. Nouvelle qu'il a lui-même confirmée devant son groupe au Sénat, vendredi en début d'après-midi, estimant que cette participation était une *« question de responsabilité »* et *« parce que le premier ministre vient de notre famille »*, rapporte l'un des participants. Un premier *« point d'étape »* avant une nouvelle réunion, prévue mardi prochain.

Depuis la campagne chaotique de François Fillon en 2017, puis la débâcle de Valérie Pécresse à la dernière présidentielle, le sénateur aura vécu, comme tant à droite, des années fort tumultueuses. Qu'à cela ne tienne, en 2022, et après avoir longuement hésité, le Vendéen se décide à se lancer dans la course à la présidence du parti. Soutenu par 110 parlementaires, il se hisse en finale face à Éric Ciotti. *« Je ne suis pas en manque de responsabilités, mais je ne suis pas homme à me dérober »*, avait-il alors déclaré au *Figaro*, assumant un projet de *« rupture »*, un discours davantage souverainiste, et une prise de distance avec Nicolas Sarkozy. *« Je veux créer un nouveau parti parce que je considère que LR est une marque morte »*, déclarait-il à l'époque. Ce que, depuis, il n'a de cesse de marteler. Au point d'avoir mis en chantier un changement de nom du groupe « Les Républicains » qu'il dirige au Sénat.

Avant cela, LR avait continué de faire face aux vents contraires, avançant avec difficulté face à une macronie et un Rassemblement national rognant peu à peu l'espace électoral de la droite. Lors des négociations de décembre dernier autour de la loi immigration - objet d'un véritable bras de fer avec la première ministre de l'époque Élisabeth Borne -, Bruno Retailleau fut l'un des artisans d'un coup de force. Négociant jusqu'à la dernière minute pour y inclure des mesures de la droite, jusqu'à faire plier le gouvernement. *« Il fallait être inflexibles, nous l'avons été »*, s'était-il alors réjoui.

« Tous reconnaissent sa constance et sa loyauté, même parmi ceux qui ont pu parfois être des opposants »

François-Xavier Bellamy Député au Parlement européen

Souvent qualifié de pudique, le sénateur s'est forgé une réputation d'homme politique à la *« rigueur implacable »*. *« Ce qui le distingue, c'est le sérieux et l'exigence intellectuelle. Tous reconnaissent sa constance et sa loyauté, même parmi ceux qui ont pu parfois être des opposants »*, loue l'eurodéputé François-Xavier Bellamy, très proche de l'élu de Vendée. Un député renchérit : *« S'il y a un ministère qu'il nous fallait, c'était bien celui de l'Intérieur… Que ce soit Retailleau, c'est très bien, cela envoie un signal d'inflexibilité. »* À l'heure où la droite sent bien que le camp Macron compte maintenir la pression sur certains sujets brûlants, comme l'immigration, *« il est important d'avoir quelqu'un comme Bruno, qui est le contraire des petits coups politiques »*, résume Bellamy.

Bruno Retailleau fut de ceux que le choix solitaire d'Éric Ciotti de nouer une *« alliance avec le Rassemblement national »* a particulièrement atteints. Ce matin-là de juin, quelques jours après une dissolution surprise qui a profondément fragilisé le parti, le sénateur accuse le coup. Malgré un doux soleil d'été qui vient dorer son bureau du Palais du Luxembourg, le sénateur est fort contrarié. À mi-voix, il constate, effaré, *« la capricieuse bouffée d'orgueil »* d'Emmanuel Macron, et son choix *« anti-gaulliste »* qui, décidé *« au pire moment »*, fait courir le risque d'une *« crise de régime »*. Encore sous le choc de la *« trahison »* d'Éric Ciotti, il souffle : *« Comment peut-on faire ça ? Je veux dire, humainement, comment a-t-il pu nous faire ça ? »* Cette figure de la droite conservatrice en est convaincue : *« Avec le RN, on ne s'associe pas ; on se soumet. La droite a sa singularité : son approche libérale et sa fermeté. Nous sommes les seuls à tenir ce discours. »*

Le drame passé, la droite doit se remettre en ordre de marche et, surtout, tente d'apparaître unie. Les législatives anticipées approchent et LR ne pense qu'à survivre. Bruno Retailleau est l'un de ceux qui encouragent Laurent Wauquiez à se présenter en Haute-Loire, estimant que *« ceux qui ont à cœur le destin de la France doivent monter au front »*. Malgré tout, LR résiste tant bien que mal et envoie 47 députés estampillés Droite Républicaine à l'Assemblée, derrière le présidentiable Laurent Wauquiez. Place alors à la suite. Et le plus dur commence.

Emmanuel Macron cherche un premier ministre. Aux côtés de Gérard Larcher et de Laurent Wauquiez, Bruno Retailleau fait bloc, met en garde le chef de l'État contre les *« débauchages individuels »* tant redoutés, martèle le refus par la droite d'entrer au gouvernement ni dans une coalition. Avant que les ténors LR ne tempèrent leur position, avançant leur constat d'un *« blocage »* persistant du pays. Souvent, Bruno Retailleau a vanté l'indépendance et le pôle de stabilité du Sénat. À bon entendeur… Car nul doute que l'homme de 63 ans, qui écrit peut-être une nouvelle page de la droite, compte adopter la même attitude au ministère de l'Intérieur. ■



Souvent qualifié de pudique, le chef de file des LR au Sénat s'est forgé une réputation d'homme politique à la *« rigueur implacable »*. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Laurent Wauquiez veut peser à l'Assemblée nationale plutôt qu'au sein du gouvernement

Emmanuel Galiero

C'était Beauvau ou rien. Laurent Wauquiez n'a pas souhaité rejoindre le gouvernement de Michel Barnier et il s'en est expliqué devant les députés de son groupe à l'Assemblée, jeudi soir, après la dernière réunion organisée par le premier ministre et les chefs de parti à Matignon. *« J'avais dit que j'irai uniquement si je pouvais être utile au ministère de l'Intérieur. Michel Barnier m'a proposé Bercy et j'ai donc décliné pour rester à la tête du groupe »*, a annoncé le chef de file des parlementaires de la Droite républicaine, tout en assurant que ses troupes restaient mobilisées derrière le premier ministre pour *« faire en sorte que ça marche »*.

Sans remettre en question les qualités de Michel Barnier pour piloter ce gouvernement, le député LR de la Haute-Loire est toujours resté très prudent face aux marges de manœuvre existantes pour mener *« une vraie politique de droite »*. On avait observé un décalage entre sa position et celle de ses amis jusqu'aux journées parlementaires d'Aix-les-Bains et Annecy en Savoie, où le premier ministre avait été convié. Chez LR, et notamment parmi les députés, on avait entendu les regrets de ceux qui lui reprochaient de ne pas se réjouir plus fortement de l'accession d'un premier ministre LR à Matignon. Il est vrai aussi qu'avant la nomination de Michel Barnier, l'élu avait théorisé l'impossibilité de bâtir une coalition avec des gens qui *« ne pensent pas la même chose »*. Car pour lui, l'addition des contraires ne peut que condamner la possibilité d'agir. À charge pour le nouveau gouvernement de prouver qu'il sera possible de trouver des compromis pour réformer.

Jeudi soir, Laurent Wauquiez a voulu partager deux observations. Une première sur la représentation de la droite dans cette équipe ministérielle - 20 % de LR et 80 % de macronistes, selon lui -, qui lui semble *« largement en dessous »* du poids politique parlementaire de la droite. Il a également relevé qu'une *« forte pression »* de la macronie était déjà perceptible sur l'immigration et la fin de vie.

« J'avais dit que j'irai uniquement si je pouvais être utile au ministère de l'Intérieur. Michel Barnier m'a proposé Bercy et j'ai donc décliné pour rester à la tête du groupe »

Laurent Wauquiez Président du groupe Droite républicaine à l'Assemblée nationale

Le refus d'un portefeuille majeur comme celui de Bercy peut d'autant plus surprendre que la situation budgétaire est au cœur des urgences nationales, avant un débat parlementaire sur le budget 2025 qui s'annonce très compliqué. Mais il était compliqué aussi pour Laurent Wauquiez d'aller sur ce terrain, soutiennent ses proches. *« Au cours de la semaine, il a senti un flou sur la question des impôts et il était hors de question pour lui de se renier. Il est obsédé par une chose : ne pas poursuivre la politique du "en même temps" »*, souligne son entourage, en expliquant qu'il aurait accepté le ministère de l'Intérieur parce qu'il avait moins de doutes sur la volonté de Michel Barnier de conduire une *« vraie politique de fermeté »* sur la question de la sécurité. S'il reconnaît un choix *« politique »*, il le défend comme relevant simplement de la *« liberté de penser »*.



Sans remettre en question les qualités de Michel Barnier, le président de la Droite républicaine à l'Assemblée est toujours resté prudent face aux marges de manœuvre existantes pour mener *« une vraie politique de droite »*. MICHEL EULER/AP

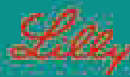
Mais certains à droite ont perçu le recul de Laurent Wauquiez sur Bercy comme un *« artifice »*, en soutenant qu'il aurait lui-même sollicité un *« grand Bercy »* quand la piste Xavier Bertrand à Matignon était dans les tuyaux. *« Ridicule »*, répond-on du côté du parlementaire, où l'on dément aussi les bruits de couloirs sur la dégradation prétendue de ses relations avec Michel Barnier au cours des dernières semaines. *« Laurent a toujours été clair auprès de lui. Il s'est toujours projeté à l'Intérieur, là où il se sentait le plus utile et le plus efficace pour agir. »* On juge tout aussi infondées les rumeurs d'une levée de boucliers macroniste contre sa présence au sein du gouvernement. *« Il n'y a eu aucun veto de l'Élysée et de la macronie contre lui. Ce gouvernement est le fruit des choix de Michel Barnier »*, soutient-on au sein du groupe DR.

Le retrait de Laurent Wauquiez peut-il bousculer les équilibres internes à la droite ? En observant l'architecture de l'équipe annoncée, certains ont noté que les « retaillistes » - Jean-Louis Thiériot, Patrick Hetzel, François-Noël Buffet, Sophie Primas, autant de noms de parlementaires en ligne directe avec le président du groupe LR au Sénat - y sont beaucoup mieux servis que les « wauquiézistes ». *« Laurent a d'excellentes relations avec Bruno, qui n'est en rien responsable de son absence au sein de ce gouvernement, bâti pour former une majorité composite »*, tempère-t-on dans l'entourage de l'ex-président de région.

Face à ses troupes, Laurent Wauquiez a défendu la nécessité *« d'aider »* un premier ministre confronté à une situation *« difficile »*. Mais pour soutenir la politique de rupture qu'il préconise depuis la dissolution, le député identifie le Parlement comme le centre névralgique des prochaines batailles. C'est à la tête de son groupe qu'il entend défendre, désormais, le chemin d'une alternative à droite pour le pays. *« Les groupes parlementaires vont avoir un rôle essentiel. Ce sera notre responsabilité de peser »*, a prévenu Laurent Wauquiez. ■

OBSERVATOIRE de la santé
observatoire

En collaboration avec



Il faut changer l'image de la maladie d'Alzheimer dans la société

Le 21 septembre, la Journée mondiale Alzheimer offre l'occasion de sensibiliser le grand public à une maladie qui touche, en France, plus d'un million de personnes. La Professeure Claire Paquet, neurologue et cheffe du Centre de Neurologie Cognitive/CMRR à l'Hôpital Lariboisière (AP-HP), nous éclaire sur l'importance d'un diagnostic et d'une prise en charge précoces mais aussi sur les outils de prévention possibles. Car oui, il en existe !

Institutionnalisée, la maladie d'Alzheimer est souvent associée au patient âgé… Mais le sujet est bien plus large : pouvez-vous nous en dire plus ?

La maladie d'Alzheimer concerne tout le monde : les personnes atteintes, quel que soit leur âge, mais aussi leur entourage, des enfants aux petits-enfants. Elle s'infiltre dans leur quotidien, avec des conséquences sur le plan humain, sociétal et économique. Il ne faut donc pas réduire le problème à une classe d'âge, car il s'agit d'un handicap silencieux, qui évolue sur 30 ans. Généralement, le diagnostic est posé alors que les anomalies dans le cerveau sont déjà présentes depuis une quinzaine d'années ! En moyenne, les dernières études montrent que la maladie est diagnostiquée autour de 68 ans. Il existe aussi d es cas beaucoup plus rares, avant 50 ans et d'autres qui sont diagnostiqués après 90 ans.

> Il existe aujourd'hui une prise en charge spécifique pour ralentir le développement de la maladie des patients diagnostiqués



On parle de l'importance d'un diagnostic précoce : mais existe-t-il des signes caractéristiques de la maladie auxquels être particulièrement attentif ?

En effet, la difficulté, c'est que les premiers signaux ne sont pas vraiment spécifiques. La mémoire qui, ponctuellement, fait défaut, un manque d'attention… peuvent être le signe d'une fatigue, d'un stress passager, d'un burn-out, d'une dépression… Il faut donc d'abord être attentif à la récurrence dans le temps. Lorsque les trous de mémoire se répètent pendant 6 mois, avec une difficulté à accéder aux souvenirs, il faut vraiment y percevoir un dysfonctionnement. La rupture avec un état antérieur doit aussi nous alerter, de même qu'une personne qui avait une très bonne mémoire des dates et qui, progressivement, perd cette aptitude…



La prévention est un enjeu de taille. Quels outils sont à notre disposition ?

La première prévention est d'avoir un cerveau sain dans un corps sain et donc de l'activité physique et une alimentation saine ! La littérature scientifique montre par ailleurs que, à âge égal, les personnes que l'on diagnostique aujourd'hui ont moins de lésions cérébrales que celles d'il y a 30 ans. Et ce n'est pas magique : s'il y a moins de diabète, d'hypertension, de consommation d'alcool…, il y a moins de risques de développer des troubles cognitifs. La prévention a donc joué son rôle. En outre, il est indispensable d'éviter les facteurs qui risquent d'aggraver brutalement les symptômes, les plus connus étant une infection, certains traitements, une hospitalisation et/ou une chute. Enfin, une prise en charge spécifique de stimulations cognitives permet à la personne d'adopter des stratégies de contournement qui mobilisent d'autres connexions, quand certaines sont défaillantes et améliorent les capacités de concentration. La prévention passe aussi par moins de stigmatisation qui permettra un diagnostic plus précoce et une meilleure adaptation de l'environnement. Peu de personnes souffrant de cette maladie témoignent ou osent parler par peur du changement du regard de leur entourage et de la société sur eux. Silencieusement, ils se battent pour vivre le plus normalement possible et pour certains, exercer une activité professionnelle. C'est aussi en changeant de regard vis-à-vis de la maladie que la prise en charge s'améliorera !



L'Observatoire de la santé est réalisé par l'agence Rouge & Red Médias | Directrice de la publication : Gaele Benguigui (gbengui@rougemedias.com) | Rédaction : Vanessa Bernard (vnss.bernard@gmail.com) | Photos : Getty | Siège : 10 rue du Président Wilson - 92300 Levallois-Perret

Gérald Darmanin, quatre ans à Beauvau et les yeux sur l'après

Loris Boichot

L'ambitieux quarantenaire, au bilan contrasté, se projette dans un rôle clé à l'Assemblée.



Réélu député en juin et bientôt libéré de ses contraintes ministérielles, Gérald Darmanin s'apprête à retrouver l'hémicycle du Palais Bourbon.
FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Gérald Darmanin préfère prendre les devants plutôt que subir. Vendredi, il n'a pas attendu d'être officiellement démis de ses fonctions de ministre de l'Intérieur et des Outre-mer pour annoncer son départ à ses équipes, après plus de quatre ans passés à l'Hôtel de Beauvau. Lui qui qualifiait ces derniers mois de «*morte*» la «*marque*» Les Républicains (LR), se prépare à céder ce puissant portefeuille à Bruno Retailleau, le chef de file des sénateurs du parti de droite, son ancienne formation de retour au pouvoir.

L'ambitieux député Renaissance de Tourcoing (Nord) n'a pas apprécié de ne pas figurer parmi les 16 ministres de plein exercice proposés à Emmanuel Macron par Michel Barnier, jeudi soir. Il a bénéficié du soutien du chef de l'État, en coulisses, dans sa volonté de ravir le ministère des Affaires étrangères. Mais il s'est heurté au nouveau premier ministre, agacé par ses manières fortes.

Le chef du gouvernement, méfiant envers ce protégé du président LR des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, n'a pas supporté qu'il ébruite l'une de leurs récentes conversations. En glissant aux députés Renaissance, mardi, que son interlocuteur lui avait dit vouloir «*augmenter les impôts*», Gérald Darmanin a dérouté son camp et provoqué une première crise avec Matignon.

À 41 ans, le numéro trois du gouvernement sortant rejoint désormais un club très restreint : il est devenu le titulaire de l'Intérieur resté à son poste le plus longtemps sans interruption, derrière les gaullistes Roger Frey et Raymond Marcellin. Ce ministère, «*c'est un cheval d'arçons*, a-t-il plusieurs fois raconté à ses proches. *Ce n'est pas tellement le style qui compte, c'est combien de temps au chronomètre vous restez sur le cheval. L'important, c'est que les gens voient que vous vous battez.*»

En première ligne

Tout à sa volonté d'inscrire ses pas dans ceux de son mentor Nicolas Sarkozy, Gérald Darmanin a multiplié les coups de communication et les signes d'activisme. De la loi sur le séparatisme jusqu'à des Jeux olympiques (JO) jugés réussis, en passant par sa gestion des émeutes de l'été 2023 et son plan antistupéfiants. À l'Intérieur, il revendique 15 milliards d'euros de plus d'ici à 2027, avec 8500 postes de policiers et gendarmes en plus, inscrits dans une vaste loi d'orientation.

Ses opposants, à droite et au Rassemblement national (RN), lui reprochent un bilan insuffisant. Sur le front de l'immigration, avec une hausse des régularisations de clandestins depuis 2021 et des expulsions inférieures à leur niveau d'avant-Covid, malgré leur augmentation. En matière de sécurité, avec une hausse des principaux crimes et délits, comme les homicides et les tentatives d'homicide.

À ce poste exposé, où il dit avoir passé «*les plus belles et les plus intenses années de sa vie*», Gérald Darmanin a soigné ses liens avec les syndicats de policiers. Tout comme avec Emmanuel Macron, cet homme pour lequel il a quitté son parti, LR, dès mai 2017, pour rejoindre le ministère des Comptes publics. Mais c'est à l'Intérieur qu'il a pu fortifier sa relation avec le chef de l'État, en gérant avec lui plusieurs dossiers institutionnels de premier plan, comme l'autonomie de la Corse et la grave crise en Nouvelle-Calédonie.

C'est à leur retour de Nouméa, le 24 mai, qu'il évoque auprès du président de la République l'hypothèse d'une dissolution de l'Assemblée nationale, après les élections européennes. Une option chamboule-tout qu'il imaginait en privé un an plus tôt, en pleine mobilisation sur les retraites.

Son assise s'est toutefois fragilisée à plusieurs reprises, à son grand dam. Le fiasco de la finale de la Ligue des champions au Stade de France, en mai 2022, l'a temporairement affaibli. Au Parlement, l'adoption de la loi immigration avec le soutien du RN, au prix d'un accord avec la droite et d'une fracturation du camp présidentiel, reste l'une de ses plus importantes épreuves.

En première ligne dans les médias, ce fils d'une famille aux origines modestes a aussi tenu à travailler son image de chantre d'une «*droite sociale*», attaché à garder une «*boussole populaire*». Une manière de se différencier de ses rivaux «*bien-nés*», comme Bruno Le Maire et Gabriel Attal.

«Joueur de poker»

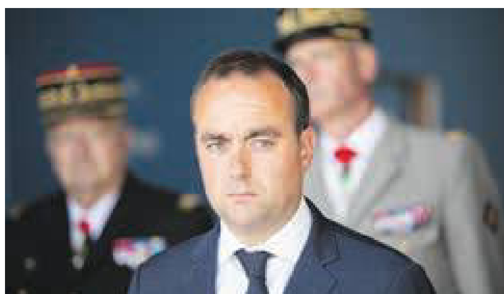
Du fait de sa proximité avec Édouard Philippe, plusieurs soutiens de l'ex-premier ministre espèrent obtenir son ralliement en vue de 2027. À condition qu'il y trouve son compte. «*Gérald est un joueur de poker*, avance un proche du maire du Havrais. *Il regarde constamment le coup d'après.*» L'intéressé l'admettait lui-même dans *Le Figaro*, en août 2023 : «*Ce qui m'intéresse, ce n'est plus de regarder ce qu'il s'est passé en 2017 et 2022. Ce qui m'inquiète maintenant, c'est ce qui se passera en 2027.*»

Réélu en juin député grâce aux voix de la gauche, bientôt libéré de ses contraintes ministérielles, Gérald Darmanin s'apprête à retrouver l'Hémicycle de l'Assemblée nationale. Là où il s'attend à retrouver ses adversaires Insoumis, mais aussi les présidentiables Laurent Wauquiez et Marine Le Pen. Certains députés Renaissance le projettent à la tête de leur groupe, si Gabriel Attal se hisse à la direction du parti présidentiel.

Lui promet de rester fidèle au chef de l'État et nourrit le projet d'écrire un livre. Sans jamais renoncer à s'adapter aux changements. Il a fait sienne cette citation de Talleyrand, l'une de ses préférées : «*En politique, il n'y a pas de convictions, il n'y a que des circonstances.*» ■

Sébastien Lecornu maintenu aux Armées

Nicolas Barotte



VICTORIA VALDIVIA/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

Dans un contexte géopolitique tendu, la reconduction de Sébastien Lecornu *(ici, le 7 juillet, à Paris)* est un signal de stabilité adressé à l'institution militaire.

S'il part, qui pour le remplacer ? Des noms de poids lourds politiques ont un temps circulé. Celui de l'ancien premier ministre Bernard Cazeneuve a été testé après avoir été évoqué pour Matignon. Lors du précédent remaniement, en janvier, le poste avait aussi été proposé à l'ancienne première ministre Élisabeth Borne. Elle avait refusé. Finalement, le portefeuille des Armées ne se joue pas au bonneteau politique quand le risque de guerre se fait entendre dans le monde. Alors, au bout de l'interminable feuilleton pour former le gouvernement Barnier, l'exécutif s'est entendu pour maintenir Sébastien Lecornu au poste qu'il occupe depuis la réélection d'Emmanuel Macron en 2022.

«*Il n'a jamais été réellement remis en question*», croit savoir un député bien informé. Depuis la dissolution, le ministre démissionnaire gère les affaires courantes et urgentes. Ces derniers jours, il a remercié les militaires qui ont participé aux Jeux olympiques. Il a reçu son homologue ukrainien. Il s'est aussi rendu à Rome pour une conférence sur la défense antimissile de l'Europe… «*Sébastien Lecornu n'est pas clivant pour les autres formations, il a bonne réputation parmi les militaires. N'importe quel premier ministre aurait eu intérêt à le garder dans son gouvernement*», ajoute-t-on de même source. Formé au sein de l'UMP et de LR, Sébastien Lecornu est un pur politique. Michel Barnier et lui se connaissent par ailleurs : ils avaient tous deux soutenu Bruno Le Maire durant la primaire de la droite en 2016.

À 38 ans, Sébastien Lecornu a su construire sa légitimité. Militant, élu local devenu sénateur, ministre des Collectivités territoriales, ministre des Outre-mer… L'institution militaire l'avait accueilli il y a deux ans avec une pointe d'interrogation. Dans ses discours, le nouveau ministre citait un peu trop souvent les territoires ultramarins. Son audition au Sénat en octobre 2022 avait surpris : il s'était présenté accompagné de l'état-major au complet. Puis il a «*montré qu'il travaillait ses dossiers*», observe un gradé.

Un fidèle à Brienne

Les militaires ont fini par apprécier Sébastien Lecornu, féru d'histoire et passionné des armées. Il est lui-même réserviste. Le ministre sait comment manœuvrer dans un paysage politique fragmenté. Il accorde du temps et de la considération aux élus. Pour faire adopter la loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030, alors que le gouvernement Borne ne disposait déjà pas de majorité, il avait fait le tour des régiments situés dans les circonscriptions les plus sensibles tenues par le Rassemblement national.

L'Élysée, en état de siège depuis la dissolution, est rassuré de pouvoir conserver un fidèle à Brienne. Le chef de l'État, qui est aussi chef des armées, est soucieux de garder la main sur son domaine réservé. Dans un contexte géopolitique de plus en plus tendu, c'est aussi un signal de stabilité adressé à l'institution militaire, inquiète de faire les frais des aléas politiques.

Depuis la dissolution, les militaires sont inquiets. L'instabilité politique ne leur plaît pas. Surtout, ils surveillent dans les détails l'application des décisions budgétaires. En accordant aux armées 400 milliards d'euros, puis 13 milliards d'euros de recettes extrabudgétaires, la LPM est à peine suffisante pour reconstruire des capacités, juge-t-on au sein de l'institution. Mais cette manne est susceptible d'intéresser Matignon et Bercy en quête des moindres économies. Les experts de la commission de la défense à l'Assemblée observent par exemple que les crédits d'aide à l'Ukraine pour 2024 seront bien financés en interministériel, comme prévu, ou sur le budget des armées. «*Nous serons vigilants mais nous sommes confiants*», assure le président de la commission, le député Jean-Michel Jacques.

«*Ne pas respecter la loi de programmation militaire telle qu'elle a été votée voudrait dire la rayer purement et simplement et jouer avec la sécurité de la France*», prévient le sénateur Cédric Perrin, président de la commission des affaires étrangères et de la défense. «*Si aujourd'hui on décidait d'étaler la LPM sur une plus longue période, cela signifierait que les besoins capacitaires des armées ne seraient pas comblés*», dit-il. La reconduction annoncée de Sébastien Lecornu devrait écarter ce risque. ■

Les frontières de Bercy rectifiées en vue d'un budget impossible

Bertille Bayart

Il n'y aura plus un seul maître à Bercy. Dans les tractations préalables à la formation de son gouvernement, Michel Barnier semble en effet faire le choix de redécouper la forteresse de l'Économie et des Finances, dont Bruno Le Maire a été depuis 2017 le seul ministre de plein exercice, épaulé de ministres délégués et de secrétaires d'État. Comme pendant le quinquennat de François Hollande, le nouveau gouvernement devrait compter dans ses rangs un ministre de l'Économie d'une part, et un ministre des Finances et des comptes publics d'autre part. L'hypothèse d'un rattachement direct du poste de ministre du Budget au premier ministre est très sérieusement envisagée, ce qui marquerait l'urgence et l'enjeu tout particulier que recouvre l'élaboration du prochain projet de loi de finances.

Selon les indiscrétions de ces dernières heures, le poste de ministre de l'Économie pourrait revenir à Antoine Armand, député (EPR) de Haute-Savoie et président de la commission des affaires économiques à l'Assemblée nationale. Pour le ministère des Finances et/ou du Budget, les noms de deux autres macronistes sont cités : Mathieu Lefevre, député du Val-de-Marne et membre de la commission des finances, et Laurent Saint-Martin, ancien député du Val-de-Marne et ex-rapporteur du Budget, devenu début 2023 le directeur général de Business France, l'agence de promotion économique de la France. Mais une surprise reste possible. Pour convaincre à la fois Bruxelles et les marchés financiers du sérieux de la nouvelle trajectoire de redressement des comptes publics sur laquelle le gouvernement va s'engager, un profil de poids lourd, sachant parler aux investisseurs, renforcerait utilement l'équipe Barnier.

La pente actuelle entraîne les comptes publics vers plus de 6% de déficit l'an prochain. De vigoureuses décisions d'économies, et peut-être d'augmentation des impôts et des taxes, seront nécessaires pour un volume d'au moins 20 milliards d'euros, voire une trentaine de milliards. Cet effort important menacera immanquablement le fragile équilibre politique du gouvernement et le soutien dont il pourra s'assurer à l'Assemblée nationale.

Attribution des tutelles

En distribuant le portefeuille de Bruno Le Maire à plusieurs ministres de plein exercice, Michel Barnier s'évite la constitution d'une citadelle puissante à l'intérieur même de son propre gouvernement. Seul Laurent Wauquiez, à qui ce Bercy unique a été proposé, aurait pu l'obtenir, mais le patron des LR à l'Assemblée a préféré refuser. Retour donc à l'architecture qui prévalait pendant le quinquennat Hollande, pendant lequel se sont succédé des duos comme ceux formés par Pierre Moscovici et Arnaud Montebourg ou Michel Sapin et Emmanuel Macron. Il faudra, comme à l'époque, lire en détail l'attribution des tutelles sur les puissantes directions du ministère, comme celle du Trésor.

Le risque d'un tel schéma est évidemment de faire éclore des conflits de plates-bandes. Michel Sapin, ministre des Finances, avait peu goûté qu'Emmanuel Macron parle dettes souveraines avec les journalistes à peine installé à Bercy en 2014. Inversement, séparer le ministre de l'Économie, sollicité pour signer des chèques en soutien aux secteurs d'activité ou à la réindustrialisation, du ministre qui tient les cordons de la bourse, peut être le gage d'une meilleure tenue des comptes.

Un autre point devra aussi être tranché d'ici l'annonce du nouveau gouvernement : la tutelle de l'énergie. Elle est revenue début 2024 après quinze ans d'absence à Bercy, dans le portefeuille du ministre délégué à l'Industrie, Roland Lescure. Si Agnès Pannier-Runacher, ex-ministre de la Transition énergétique, devait obtenir le ministère de l'Écologie, elle pourrait reprendre cette compétence. ■

Ces républicains qui appellent à voter Harris

Adrien Jaulmes Envoyé spécial à Phoenix (Arizona)

En Arizona, comme dans nombre d'États clés où se jouera le scrutin, des personnalités républicaines se rallient à la candidate démocrate.

Un grand portrait dédicacé de John McCain en maillot de football américain décore son bureau. Paul Hickman a été pendant dix-huit ans l'un des proches collaborateurs de l'ancien sénateur républicain de l'Arizona, décédé en 2018. Aujourd'hui président de l'association des banquiers de l'Arizona, Hickman est devenu l'un des créateurs du mouvement des Républicains pour Harris, qui soutient la candidate démocrate. Le long des voies express de Phoenix, des panneaux lumineux géants affichent ce slogan avec les couleurs de l'Arizona, l'un des sept États clés de l'élection présidentielle.

« *Je ne reconnais plus le Parti républicain que je connaissais*, explique Paul Hickman. *Il s'est transformé sous Donald Trump en un culte de la personnalité. Celui auquel j'appartenais et que représentait John McCain défendait le libre-échange, l'immigration légale et les valeurs américaines. Celui de Donald Trump ressemble à celui des années 1920 et 1930 : isolationniste, intolérant et protectionniste, et surtout irrationnel et contradictoire. En Arizona, le parti a été transformé. Ce ne sont plus les mêmes gens.* »

Hickman a vu les autres membres du parti faire le dos rond et s'adapter à la domination du courant Maga. « *La plupart des élus républicains savent très bien à quoi s'en tenir sur l'ancien président*, dit-il. *Ils ne pensent rien de bon à son égard, mais savent l'influence qu'il exerce sur leurs électeurs, et ils sont plus intéressés par leur propre carrière que par l'avenir de notre pays ou de notre parti.* » Il a fait un choix différent. « *La politique est devenue hostile et agressive*, dit-il. *Je ne sais pas trop où nous allons, mais autant faire quelque chose plutôt que de rester les bras croisés. C'est pourquoi, avec un groupe d'anciens collaborateurs de McCain, nous avons décidé de créer le mouvement des Républicains pour Harris.* »

« Il n'y a jamais eu d'individu qui représente une plus grande menace pour notre république que Donald Trump »

Dick Cheney
Ancien vice-président républicain

En Arizona, la personnalité de John McCain continue six ans après sa mort de rassembler l'opposition républicaine à Donald Trump. L'ancien pilote de l'aéronavale, prisonnier des Nord-Vietnamiens avant de devenir sénateur, avait été l'un des opposants les plus intransigeants à la prise de contrôle du parti par Trump en 2016. L'antagonisme entre les deux hommes était viscéral, aussi personnel que politique. McCain affichait ouvertement son mépris pour Trump. Celui-ci mettait en doute l'héroïsme de McCain. Lors de ses visites à des bases navales, Trump exigeait que l'US Navy fasse déplacer le destroyer John McCain, nommé d'après le grand-père du sénateur de l'Arizona, l'un des amiraux vainqueurs de la guerre du Pacifique. En 2018, Trump, alors président, n'avait pas été invité aux obsèques nationales de McCain à la cathédrale de Washington. Depuis, la famille McCain continue d'incarner une opposition stridente à Trump. Sa veuve, Cindy McCain, et sa fille, Meghan McCain, prennent publiquement position contre lui. Son fils, Jimmy McCain, a récemment annoncé qu'il soutenait Kamala Harris.

« *Les partisans de McCain ne sont pas forcément très nombreux, mais ils restent influents*, estime Paul Hickman. *On nous surnomme la "mafia McCain", mais on prend ça comme un compliment. Et nous sommes sans doute l'une des raisons pour lesquelles Trump n'a pas été réélu en 2020, après avoir perdu l'Arizona à 10 000 voix près.* »

Lancé au début du mois d'août, le mouvement rassemble de nombreux élus républicains de l'Arizona. John Giles, républicain de longue date et maire de Mesa, la troisième plus grande ville de l'État, voisine de Phoenix dans l'immense comté de Maricopa, est l'un des autres fondateurs. « *Le moment est venu pour nous, en tant que républicains de l'Arizona, d'admettre l'évidence et de dire tout haut ce que l'on n'ose pas dire : que le candidat de notre parti n'est pas qualifié pour le poste de président, et que nous devons voter pour la seule adulte dans la pièce, à savoir Kamala Harris* », avait lancé Giles lors du lancement du mouvement. Quelques semaines plus tard, il était l'un des orateurs à la convention démocrate à Chicago. « *J'ai une confession à faire : je suis un républicain depuis toujours* », avait lancé Giles à la tribune devant le parterre de délégués démocrates. « *Je suis un peu dépaysé ce soir, mais je me sens plus à l'aise ici que dans le Parti républicain d'aujourd'hui.* »



John Giles *(au centre)*, maire de Mesa (Arizona) et cofondateur des Républicains pour Harris, le 5 août dans sa ville. Ces républicains anti-Trump présentent le vote Kamala Harris comme un choix patriotique plutôt que partisan.

MARK HENLE/THE REPUBLIC/USA TODAY NETWORK VIA REUTERS CONNECT

L'ancienne attachée de presse de Trump Stephanie Grisham, originaire de Tucson, qui avait rompu avec Trump après le 6 janvier, est aussi apparue à la convention démocrate, pour raconter comment Trump se moquait de ses partisans à huis clos. Le message de ces républicains n'est pas destiné aux partisans de Trump, mais contribue à présenter Kamala Harris comme un choix patriotique plutôt que partisan, parlant plus de sa personnalité que de ses politiques.

« *Ce que nous faisons surtout est de créer une structure pour accueillir les républicains qui ne veulent pas de Trump*, explique Hickman, *et de leur faire comprendre que voter pour Kamala Harris n'est pas une transgression. Mes amis trouvent qu'elle est trop progressiste. Je leur explique les faits : elle est l'une des plus centristes des candidates démocrates. Et, comme le dit Liz Cheney, l'enjeu est tel que l'on n'est pas obligé d'adhérer complètement à sa politique. Et Cheney est une républicaine bien plus conservatrice que moi, et aussi plus que Trump.* »

Liz Cheney, fille de Dick Cheney, l'ancien vice-président de George W. Bush, a elle aussi annoncé au début du mois son intention de voter pour Harris. Ancienne élue du Wyoming, elle avait été l'une des principales responsables républicaines au Congrès avant de rompre avec Trump après les événements du 6 janvier 2021, pour devenir l'une de ses critiques les plus intransigeantes. « *Et en tant que conservatrice, qui croit en la Constitution, j'ai profondément réfléchi à cette question et au danger actuel que représente Donald Trump : non seulement je ne voterai pas pour lui, mais je voterai pour Kamala Harris* », a déclaré Cheney. Son père, longtemps un repoussoir pour les démocrates, a lui aussi appelé à voter pour la candidate démocrate. « *En 248 ans d'histoire de notre nation, il n'y a jamais eu d'individu qui représente une plus grande menace pour notre république que Donald Trump*, a déclaré dans un communiqué celui que les démocrates avaient surnommé Darth Vader. *Il a tenté de voler les dernières élections en utilisant le mensonge et la violence pour se maintenir au pouvoir alors que les électeurs l'avaient rejeté. On ne peut plus jamais lui confier le pouvoir.* »

Les ralliements n'ont pas cessé depuis. Mercredi, une centaine d'anciens responsables de la sécurité nationale ayant servi sous des présidents républicains et d'anciens membres républicains du Congrès ont publié une lettre ouverte pour soutenir Kamala Harris. « *Nous nous opposons fermement à l'élection de Donald Trump*, ont-ils expliqué. *En tant que président, il a encouragé le chaos quotidien dans le gouvernement, a fait l'éloge de nos ennemis et sapé nos alliés, a politisé l'armée et dénigré nos anciens combattants, donné la priorité à ses intérêts personnels plutôt qu'à ceux de l'Amérique… Nous estimons qu'en incitant à l'attaque violente contre le Capitole le 6 janvier 2021 et en défendant ceux qui l'ont commise, il a violé son serment et mis en danger notre pays. Comme l'a dit l'ancien vice-président Pence, "quiconque se place au-dessus de la loi ne devrait jamais être président des États-Unis".* »

« *Nous ne nous attendons pas à être d'accord avec Kamala Harris sur de nombreuses questions de politique intérieure et étrangère*, ont-ils aussi expliqué. *Mais nous pensons qu'elle possède les qualités fondamentales pour exercer la fonction de président, ce qui n'est pas le cas de Donald Trump. C'est pourquoi nous soutenons son élection à la présidence.* » Ils soulignent « *la vulnérabilité de Donald Trump à la flatterie et à la manipulation de Vladimir Poutine et de Xi Jinping, ses affinités inhabituelles avec d'autres dirigeants autoritaires, son mépris pour les normes de comportement décent, éthique et légal, ainsi que ses prises de décision chaotique en matière de sécurité nationale sont des traits dangereux… Il n'est pas apte à redevenir président, ni d'ailleurs à exercer une quelconque fonction publique* », conclut la lettre.

Parmi les signataires figurent deux anciens secrétaires à la défense, Chuck Hagel et William Cohen, des anciens directeurs de la CIA et du renseignement, comme Michael Hayden, William Webster et John Negroponte. La principale personnalité qui manque encore à la liste est celle de l'ancien président George W. Bush, resté jusqu'à présent silencieux. « *Je n'ai aucune information, mais je ne serai pas surpris qu'il annonce lui aussi son ralliement à Harris* », dit Paul Hickman.

Les événements hautement inhabituels qui rythment depuis le début la campagne de 2024 ont contribué à atténuer la portée de cet étrange ralliement de pans entiers du Parti républicain à une candidature démocrate. Le soutien fervent dont bénéficie Trump dans l'électorat Maga a aussi occulté le rejet qu'il suscite au sein d'une aile conservatrice plus traditionnelle. Ces voix, qui se sont portées sur Nikki Haley lors des primaires républicaines, représentent une minorité au sein du parti. Mais, dans une élection que les sondages annoncent comme extrêmement serrée, et dans un système électoral qui a déjà montré que quelques dizaines de milliers de voix pouvaient suffire à faire basculer un État clé, ces ralliements créent un facteur d'incertitude supplémentaire. Les voix de ce Parti républicain traditionnel balayé par la révolution Maga pourraient faire défaut à Trump le 5 novembre. ■

Brandebourg : le SPD désemparé face à l'AfD

Pierre Avril Envoyé spécial à Potsdam

L'extrême droite pourrait remporter dimanche cette région proche de Berlin, tenue depuis trente ans par les sociaux-démocrates.

Entre canapés et eau minérale, une poignée de militants sociaux-démocrates refait le monde dans un rez-de-chaussée plongé dans la pénombre. Après deux heures de discussion et un retour au buffet, force est de constater qu'au sein de parti du chancelier Olaf Scholz, l'atmosphère n'est guère réjouissante. L'exercice, baptisé en parfaite langue de bois «Update für die demokratie» («Mise à jour pour la démocratie»), se déroule mardi soir à Potsdam dans un centre culturel de la Französische Strasse, à la veille des élections régionales du Brandebourg où, pour la première fois depuis la réunification, le SPD pourrait perdre et céder la première place à l'AfD, son ennemi juré de l'extrême droite. Le land du Brandebourg est frontalier de Berlin.

Le coprésident du parti, Lars Klingbeil, s'est déplacé pour soutenir la tête de liste dans cette circonscription du centre-ville, Manja Schüle. Loin des estrades, tous deux sont venus chercher *«le dialogue»* et se lamentent sur la montée de l'extrême droite. *«Pour une personne comme moi qui a commencé à faire de la politique en luttant contre les néonazis, quand l'AfD obtient 30 %, c'est la pire chose qui puisse arriver»*, entame Lars Klingbeil, 46 ans.

Ce rez-de-jardin de l'ancien quartier français de Potsdam forme aujourd'hui un îlot au milieu d'une région que la capitale, qui elle-même semble étrangère à sa périphérie, n'est pas loin de juger hostile. Après Hambourg, Potsdam est le fief politique d'Olaf Scholz, où le député-chancelier avait recueilli 34 % des voix en 2021. Son épouse était ministre du gouvernement régional avant qu'il n'accède au pouvoir. Le siège de sa circonscription est installé dans un palais à colonnades du quartier huppé de l'Alleestrasse.

Trente-cinq ans après la réunification, la ville fermée de la guerre froide est redevenue l'ancienne capitale des rois de Prusse. Les touristes s'y pressent pour visiter le palais Sanssouci de Frédéric le Grand. Dans la rue Karl-Marx, les demeures où logeait l'élite du KGB sont occupées par des nouveaux multimillionnaires de l'Ouest, avec accès direct sur le lac de Griebnitz.

Parmi les récentes préoccupations publiques du maire SPD, Christian Schubert, figure la future localisation du marché de Noël… 2026. Le 10 septembre, l'élu a convoqué la presse pour délivrer les résultats d'un sondage populaire attribuant l'événement à un nouveau quartier. Mardi, il a distribué un message de soutien à la communauté LGBT qui se réunissait à l'occasion d'une journée parlementaire arc-en-ciel. À cette occasion, un activiste a expliqué comment celle-ci est parvenue à organiser une parade à Cottbus, et a osé défier *«les fascistes»* dans cette cité où l'extrême droite a pignon sur rue. *«Là-bas»*, toujours dans le Brandebourg mais à 100 kilomètres au sud-ouest de la douce Potsdam, *«être homosexuel, c'est prendre le risque de perdre son emploi et d'être mis à la porte de chez soi»*, résume ce militant, Christian Müller.



Des affiches électorales, à Potsdam (Brandebourg), le 11 septembre. IMAGO/MARTIN MÜLLER VIA REUTERS

Il suffit de sortir de Berlin pour découvrir une autre Allemagne, où les rues des gros bourgs, dépourvus de commerces de proximité, sont désertes le samedi après-midi. C'est cette *«réalité parallèle»* que la petite assemblée sociale-démocrate de Potsdam tente justement d'appréhender. *«Les transports publics ont été délaissés, aucun médecin à la campagne et à Potsdam, aucun logement abordable. Qu'a fait le SPD durant ces trente-cinq ans ?»*, interpelle une sexagénaire.

Face à de telles critiques, la candidate Manja Schüle, ministre régionale de l'Éducation et de la Culture, a rôdé son argumentaire et parle d'un Land « pionnier » en matière d'innovations et d'énergies renouvelables. Elle reconnaît des retards en matière médicale mais assure que le rattrapage s'effectue à *«un rythme effréné»*. *«Aujourd'hui, quand je me promène dans ma ville, je suis franchement assez contente de tout ce qui a été créé.»*

Ce genre de répliques, qui renvoient à l'assurance de plomb manifestée par le chancelier Scholz malgré des taux d'impopularité record, peinent à convaincre les électeurs. *«Le président SPD* (Dietmar Woidke) *lui aussi est persuadé d'avoir tout bien fait. La vérité est qu'il est incapable de faire son autocritique»*, tempête Norbert, un ancien militaire de l'armée est-allemande, supporteur de la gauche radicale. Pour ce dernier, la social-démocratie a perdu ses repères et ne sait plus *«se projeter dans le futur»*. En grand péril dans les sondages au début de l'été, le même Dietmar Woidke a menacé de quitter la vie politique si l'AfD arrivait en tête dimanche soir.

À l'Est, le SPD aux racines pacifistes est attaqué pour son soutien militaire à l'Ukraine et souffre des rivalités incessantes au sein de la coalition fédérale. Mais le malaise est plus profond. *«La démocratie se décompose et la frontière entre le pensable et le dicible s'estompe. Il y a cinq ans seulement, le fait de tenir des propos racistes ou chauvins à propos de l'immigration était sanctionné. Aujourd'hui, le curseur se déplace et ça fait peur»*, s'inquiète Manja Schüle. Elle et son parti s'estiment désarmés face à la suprématie acquise par l'extrême droite sur les réseaux sociaux et dont une manifestation a récemment enflammé la classe politique.

« Pour une personne comme moi qui a commencé à faire de la politique en luttant contre les néonazis, quand l'AfD obtient 30 %, c'est la pire chose qui puisse arriver »

Lars Klingbeil Coprésident du SPD

Au cours d'une visite scolaire du Parlement régional, le secrétaire général de la fraction AfD, Dennis Hohloch, a expliqué, ceci dans un but pédagogique assumé par l'intéressé, à des élèves de 10 ans que les *«réfugiés»* se prêtaient à des *«viols collectifs»*. Des enseignants et parents d'élèves, dont les échanges sur la messagerie WhatsApp ont fuité sur les réseaux sociaux, se sont plaints de ces propos. Par la suite, l'un d'eux a essuyé une violente campagne sur internet et a été menacé de mort.

Le SPD ne sait plus quoi faire de ces électeurs radicalisés. *«Que faisons-nous pour sortir de notre bulle politique et être compris par la population ?»*, questionne Joe, l'ancien chef de la branche jeunesse régionale du parti. Le coprésident Lars Klingbeil affirme s'y employer, mais entend ne s'intéresser qu'aux *«gens honnêtes»* et aux thèmes politiques *«pertinents»*. Au bout du compte, pense-t-il, les électeurs égarés finiront par revenir. *«J'en suis convaincu»*, dit-il. ■

Au Sri Lanka, une présidentielle porteuse d'espoir et de tensions

Emmanuel Derville New Delhi

Deux ans après une révolution populaire, le changement ne s'est pas concrétisé.

Le changement d'ère aura-t-il lieu ? Samedi, 17 millions de Sri Lankais sont appelés aux urnes pour élire leur président. Le scrutin se déroule deux ans après une révolution populaire qui avait forcé le président Gotabaya Rajapaksa, incapable d'enrayer la crise économique, à quitter le pouvoir. Mais la chute de Rajapaksa et de son clan n'a pas apporté le renouvellement tant espéré par la population.

En juillet 2022, le Parlement a élu Ranil Wickremesinghe à la tête de l'État, lequel a réprimé les aspirations révolutionnaires portées par le mouvement Aragalaya, qui veut dire « lutte » en cinghalais. Cette coalition d'associations, de syndicats, de jeunes et de personnalités de la société civile rêvait d'une aube nouvelle. Elle réclamait l'abrogation d'un système présidentiel source d'autoritarisme. Elle souhaitait que la justice poursuive les élites politiques coupables d'évasion fiscale et de détournement de fonds. Elle voulait une nouvelle Constitution instaurant une démocratie participative approuvée par référendum.

Las ! Ranil Wickremesinghe a réprimé le mouvement Aragalaya, jetant certains de ses leaders en prison pour terrorisme. Le Parlement a voté une loi restreignant la liberté d'expression sur internet en janvier. *«Ranil Wickremesinghe a étouffé toute contestation. C'était devenu difficile de manifester. La campagne présidentielle offre aux électeurs la possibilité de dire ce qu'ils pensent et de replacer les thèmes du mouvement Aragalaya dans le débat public»*, explique Vraie Balthazaar, une des figures de la révolution de 2022 qui fait campagne pour le candidat de la gauche Anura Kumara Dissanayake.

«Avant les gens craignaient de critiquer le pouvoir. Ils votaient pour le candidat que leur famille soutenait. Mais après avoir renversé Rajapaksa, ils n'ont plus peur», confirme Melani Gunathilaka, une jeune activiste impliquée dans la coalition Aragalaya. *«Les jeunes et la petite classe moyenne lisent les programmes des candidats et en débattent»*, constate-t-elle.

«Restructuration de la dette»

Avec Anura Kumara Dissanayake, deux hommes forment le peloton de tête dans les sondages : le leader de l'opposition au Parlement, Sajith Premadasa, et le président sortant. Pour Chameera Jeewantha Dedduwage, qui a participé à l'organisation de la révolution, Aragalaya a contribué à façonner les esprits et les idées, amorçant un changement d'attitude chez les électeurs et les partis politiques. *«La crise économique qui a surgi en 2021, combinée au mouvement Aragalaya, a forcé les gens à s'intéresser aux dérives du pouvoir en place : le gaspillage de l'argent public, le népotisme, la corruption, le capitalisme de connivence. Aragalaya a été l'expression d'une exaspération. Désormais, les médias et les internautes sur les réseaux sociaux exigent des candidats qu'ils détaillent leurs promesses. Il y a cinq ans, personne ne connaissait le niveau des réserves de change de la Banque centrale. Aujourd'hui, beaucoup comprennent les enjeux autour de la restructuration de la dette nationale.»*

Le gouvernement de Wickremesinghe a engagé des négociations autour de cette dette avec les créanciers étrangers, conformément aux demandes du FMI, qui a accordé un prêt de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans en 2023. Le prochain président devra poursuivre le redressement de l'économie tout en concrétisant les aspirations de la population à davantage de transparence et de démocratie.

«Certains leaders de la gauche n'ont pas fait mystère de leur intolérance vis-à-vis de ceux qui ne sont pas d'accord avec eux et indiqué qu'ils étaient prêts à passer outre la Constitution s'il le fallait», met en garde Alan Keenan, chercheur spécialiste du Sri Lanka pour le Crisis Group. Il n'exclut pas des violences si le résultat des élections est aussi serré que le disent les sondages : *«Le parti du candidat Dissanayake, le JVP, n'a guère demandé pardon pour ses exactions durant l'insurrection de 1987. Quant au leader de l'opposition, Premadasa, il n'a jamais fait acte de contrition pour les violences commanditées par son père quand il était président de 1989 à 1993.»* Il avait ordonné à l'armée de supprimer tous ceux suspectés d'être liés au JVP. Dans ce contexte, les mauvaises relations entre le JVP et l'élite politique, notamment Wickremesinghe, font craindre une montée des tensions après les résultats. Trois décennies après l'insurrection du JVP et quinze ans après la fin de la guerre contre les séparatistes tamouls, le Sri Lanka reste hanté par son passé. ■

» Lire aussi **PAGE 21**

Église : cette chape de plomb qui a protégé l'abbé Pierre

Jean-Marie Guénois

Le comportement du fondateur d'Emmaüs n'était pas passé inaperçu aux yeux de ses supérieurs.

Que savait vraiment l'Église catholique de l'abbé Pierre ? Les révélations successives de la Fondation Emmaüs portent actuellement à 24 le nombre de femmes, majeures et mineures au moment des faits, l'accusant de « violences sexuelles ». Comment le comportement de ce religieux, qui bénéficiait par l'ampleur de ses œuvres sociales du statut de personnalité internationalement reconnue, serait-il passé inaperçu aux yeux de ses supérieurs religieux à qui il devait obéissance ?

Comme d'autres grandes figures de l'Église, l'abbé Pierre, dont on déboulonne précipitamment les statues et plaques de rue, pourrait devenir un cas d'école de la gestion passée des prédateurs sexuels dans l'institution catholique : des automatismes institutionnels non écrits, quelques codes verbaux discrets, vissaient, de manière méthodique, une chape de plomb pour éloigner tout scandale public. Car il y a peu de traces écrites, et pour cause. Les fameux « dossiers » administratifs et ecclésiaux des diocèses ont été expurgés de tout texte compromettant. Il s'agissait de protéger le prêtre mis en cause mais aussi l'évêque informé. Ce nettoyage d'archives diocésaines a pu se vérifier dans de nombreuses affaires passées.

Deux récentes enquêtes de Radio France et *Libération* ont pu mettre au jour des bribes de documents démontrant que certains évêques et cardinaux avaient été dûment informés des infractions du prêtre. Notamment lors de son voyage aux États-Unis en 1955 puis au Canada en 1959 ainsi qu'à l'occasion de sa mise à l'écart en Suisse en 1957 sous le prétexte ecclésial de surmenage.

Propos imprécis du pape François

L'Église de France vient aussi de décider d'ouvrir ses archives concernées et demande au Vatican de faire de même. Un acte dicté par la pression médiatique. Cette transparence tardive révélera probablement quelques reliquats mais il y a longtemps que les dossiers en cause ont été aseptisés, surtout pour une personnalité aussi connue. Quant au Vatican, il considère que la responsabilité de l'Église de France est engagée et non la sienne.

Les propos imprécis du pape François à cet égard dans l'avion du retour de Singapour, vendredi dernier, ont été éloquents : *« Ce que le Vatican savait sur l'abbé Pierre ? Je ne sais pas quand le Vatican en a eu connaissance, je ne le sais pas. Je ne le sais pas parce que je n'étais pas là et que je n'ai jamais eu l'idée de faire des recherches à ce sujet. Mais après sa mort, sûrement ; avant, je ne sais pas. »* L'abbé Pierre est mort en 2007. Mais qui savait donc ? Mgr Éric de Moulins-Beaufort, président des évêques, a donné une réponse évasive dans une tribune publiée par *Le Monde* le 18 septembre : *« Il est désormais établi que, dès 1955-1957, quelques évêques au moins ont su que l'abbé Pierre avait un comportement grave à l'égard des femmes. »*

« Quelques évêques. » Il n'est pas d'usage, comme dans toute grande administration, de livrer des confrères sur la place publique. Mais il se trouve que dans les années 1950 à 1960, deux personnalités ecclésiales françaises ont joué un rôle décisif à Paris puis à Rome.

Le cardinal Jean-Marie Villot tout d'abord. Il a commencé sa brillante carrière ecclésiale comme secrétaire général de l'épiscopat français en 1950, charge qu'il a assumée tout en étant évêque auxiliaire de Paris en 1954 avant de devenir archevêque coadjuteur de Lyon en 1959, puis archevêque de Lyon en 1965. Il finira à Rome comme numéro deux de l'Église, c'est-à-dire secrétaire d'État, sous trois papes (1969-1979).

Le cardinal Roger Etchegaray, lui, fut nommé secrétaire général adjoint de l'épiscopat en 1961, puis secrétaire général en 1965, avant d'être évêque auxiliaire de Paris, puis archevêque de Marseille et de vivre un exceptionnel parcours au Vatican. Ces deux prélats étaient au courant, tout comme les hauts responsables de l'Église de France et du Vatican qui avaient évidemment entendu parler de ce cas parmi tant d'autres. Ce qui rompt la digue artificielle entre l'Église de France et le Vatican.

Une affaire impliquant un prêtre de renommée internationale comme l'abbé Pierre touche l'évêque de Grenoble de l'époque - où il a été ordonné mais à qui il n'a jamais obéi - mais surtout les instances nationales parisiennes de l'Église, le nonce apostolique, le Vatican, sans oublier l'ambassade de France près le Saint-Siège dont les archives seraient intéressantes à visiter.

Langage codé ecclésial

Que savaient précisément ces prélats au juste ? La renommée de l'abbé Pierre, le langage codé ecclésial et l'effacement des pistes dans les dossiers ecclésiaux brouillent les cartes. Car il était convenu à l'époque qu'il fallait couvrir le scandale à tout prix. Le langage codé tenait en quelques mots : « problème avec les femmes ». Seul un cercle restreint de décideurs en connaissait les détails d'ailleurs farouchement niés par l'intéressé. On traita donc l'abbé Pierre en maison psychiatrique spécialisée, on lui interdit de confesser, on lui nomma un adjoint surveillant. Et surtout pas de vagues. Même la plainte d'une victime de son vivant aurait eu toute chance d'être enterrée. Systématique, la chape de silence ecclésiale couvrait tout, jusqu'à l'amnésie. ■



À Lyon, le 25 janvier 2007, une messe présidée par le cardinal Barbarin rendait hommage à l'abbé Pierre.

PHILIPPE MERLE / AFP

ZOOM

Mort de Steve Maia Caniço : le commissaire relaxé

Le commissaire Grégoire Chassaing, seul poursuivi pour la mort de Steve Maia Caniço, noyé dans la Loire en 2019, a été relaxé vendredi par le tribunal correctionnel de Rennes. La justice a estimé que le commissaire n'avait pas commis de *« faute caractérisée »* ayant pu aboutir à la chute de Steve. Lors de l'audience, l'accusation avait réclamé la condamnation du fonctionnaire de police de 54 ans. Le ministère public avait trouvé des circonstances atténuantes au commissaire chargé de la sécurisation du site : les policiers sous ses ordres ont de leur propre initiative lancé des grenades lacrymogènes en réponse à des jets de projectiles de « teufeurs » refusant que la musique des sound-systems s'arrête à l'heure convenue, 4 heures du matin. Le procureur avait aussi déploré le fait que Grégoire Chassaing soit le seul à se retrouver sur le banc des prévenus, *« ce qui n'était pas l'option défendue par le ministère public »*.

Antisémitisme : une militante propalestinienne incarcérée à Nice

Nicolas Daguin Figaro Nice

Amira Z., aide-soignante et mère de famille, est poursuivie pour « apologie du terrorisme » après la publication de nombreux messages sur le réseau social X.

« *Le Hamas n'est pas une armée terroriste !* » : voici le genre de message qu'Amira Z. publie depuis des mois sur X. De nationalité française, cette militante propalestinienne est devenue à Nice l'une des figures les plus radicales du mouvement. Fondatrice de l'association De Nice à Gaza, elle a été de toutes les manifestations en soutien à la Palestine devant l'hôtel de ville où flotte, depuis le 7 octobre 2023, le drapeau d'Israël.

Dénonçant tantôt *« l'islamophobie »* de la France, tantôt la *« lâcheté infinie »* du maire de Nice, Christian Estrosi, qui brandirait *« le drapeau de la honte »*, cette aide-soignante de profession a partagé ou écrit des propos d'une telle violence sur le réseau social qu'une enquête a été ouverte, conduisant à son interpellation en début de semaine.

Placée en garde à vue, Amira Z. a reconnu être l'auteur des tweets, jurant par ailleurs n'avoir voulu provoquer ni blesser personne. Difficile à croire à la lecture de messages tel que *« la destruction d'Israël est imminente »* ou encore lorsque la jeune femme partage une photo de Gaza *« avant d'être détruite »* et qu'elle s'interroge : *« Et si c'était Nice ? »* Que dire encore de cette citation reprise dans un tweet : *« Hitler a fait une grosse erreur. Il aurait dû vous mettre tous dans les chambres à gaz. »*

À l'issue des 48 heures d'audition, l'intéressée âgée de 34 ans a été déférée puis mise en examen pour « apologie du terrorisme », « provocation à la haine, à la violence et à la discrimination » et « apologie de crimes contre l'humanité ».

Jugée en comparution immédiate devant le tribunal correctionnel de Nice jeudi, la prévenue a demandé un délai pour préparer sa défense. L'audience a donc été renvoyée au 21 octobre prochain. Suivant les réquisitions du parquet, le tribunal a placé Amira Z. en détention provisoire. Une décision supportée difficilement par cette dernière, maman d'une fillette handicapée de 12 ans et dont le casier judiciaire ne comporte aucune mention, souligne sa défense. *« Elle était bénévole au sein de la Protection civile pendant l'attentat du 14 juillet* (qui a fait 86 morts à Nice, en 2016, NDLR), *aide-soignante de nuit pendant trois mois pendant le Covid, elle a participé à des associations humanitaires. Son téléphone et son ordinateur sont mis sous scellés. Elle est même prête à supprimer son compte Twitter »*, a vainement plaidé son avocate comme le rapporte le quotidien régional *Nice-Matin*.

À l'approche du 7 octobre, le tribunal a jugé le risque de récidive trop important

À l'approche du 7 octobre, le tribunal a jugé le risque de récidive trop important. L'avocat général a d'ailleurs fait savoir pendant l'audience que des notes avaient été découvertes dans les affaires de la prévenue, laissant penser que de nouvelles publications étaient en préparation en vue de la date anniversaire.

« Il est évident que l'on a affaire à quelqu'un de particulièrement déterminé », commente Me Louis Bensa, l'un des trois avocats de la partie civile, représentant la Licra. L'avocat déplore également l'attitude des proches d'Amira Z. à l'issue du rendu de la décision de placement en détention provisoire. *« On a été pris à partie. Ils ont concentré leur colère sur nous, nous traitant notamment de "génocidaires" »*, assure-t-il.

La fondatrice de De Nice à Gaza dispose d'un délai de dix jours pour faire appel. Son avocate dit *« se réserver ce droit »*, jugeant l'incarcération de sa cliente *« injustifiée »* et *« incompréhensible »*. Une expertise psychiatrique a par ailleurs été demandée. ■

Sciences Po : un énarque de la promotion de Macron favori pour diriger l'école

Caroline Beyer

Luis Vassy, 44 ans, était en pole position vendredi pour prendre la tête de l'Institut d'études politiques. Le nouveau directeur aura pour mission d'apaiser le climat et de redorer l'image de l'établissement, largement écornée par les manifestations propalestiniennes.

Comme un goût de déjà-vu. Luis Vassy, quarantenaire et énarque – de la promotion Senghor, aux côtés d'Emmanuel Macron –, était le grand favori vendredi pour prendre les rênes de Sciences Po. La veille, à l'issue de longues heures (presque huit !), au cours desquelles les trois derniers candidats en lice ont été auditionnés, le conseil de l'IEP de Paris – qui administre l'école – a opté très largement pour ce profil qui rappelle étrangement celui de ses prédécesseurs Frédéric Mion et Mathias Vicherat, autres énarques parachutés à la tête de l'école, sans expérience du monde académique.

Ce vendredi, le Conseil d'administration de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) – qui compte parmi ses membres Laurence Parisot, Alexandre Bompard ou Henri de Castries – devait, sauf surprise, se prononcer en faveur du haut fonctionnaire. Cette fondation de droit privé est l'autre instance de gouvernance de Sciences Po, qui fixe les grandes orientations stratégiques.

« Luis Vassy était surtout le candidat de la FNSP, qui reste séduite par le profil de l'énarque, rapporte un proche du dossier. *Tout change pour que rien ne change ! Il a le même profil que ses prédécesseurs, qui se sont tous plus ou moins plantés… Pourquoi une procédure de nomination de six mois, digne du recrutement d'un patron de Renault, pour arriver à cela ?*, lâche-t-il. *Il fallait dire dès avril : "On veut un énarque, pas forcément un universitaire capable de manager une université de rang mondial." Reste que Vassy va forcément s'en sortir. Il a les bons réseaux. »* Luis Vassy, 44 ans, l'a emporté devant le conseil de l'IEP sur le spécialiste de droit international Rostane Mehdi, seul profil universitaire de la course et actuel directeur de l'IEP d'Aix-en-Provence, et Arancha Gonzalez, doyenne depuis deux ans de l'école des affaires internationales de Sciences Po.

En nommant Luis Vassy, Sciences Po prendrait donc le risque de rejouer un scénario éculé. Mais si les deux précédents directeurs de Sciences Po venaient du privé, Luis Vassy, lui, a fait sa carrière dans le public. Après avoir fait ses armes auprès de Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, ce normalien et énarque fut ambassadeur de France aux Pays-Bas, de 2019 à 2022, avant de diriger le cabinet des ministres des Affaires étrangères successifs, Catherine Colonna puis Stéphane Séjourné. Ses qualités de diplomate ont-elles fait pencher la balance en sa faveur – l'appel à candidatures paru en mai au *Journal officiel* insistait sur une nécessaire *« capacité d'adaptation et de gestion de crise »* ?

Un *« parcours impressionnant »* dans la haute fonction publique, une capacité avérée à gérer les crises, un homme *« très à l'écoute »*, *« un profil qui ne peut être réduit à une proximité avec la macronie »*. Si le probable futur directeur a séduit les deux conseils de l'école, *« il devra cependant démontrer son indépendance à l'égard du pouvoir politique »*, insiste un représentant étudiant.



Luis Vassy a fait sa carrière dans le public. JOËL SAGET/AFP

Pour ne rien gâcher, Luis Vassy affiche le visage de la méritocratie à la française. Fils de réfugiés politiques latino-américains (père uruguayen, ingénieur, et mère argentine, juriste), naturalisé à 2 ans, né à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), il a grandi dans un appartement HLM. À Louis-le-Grand, il est l'un des rares élèves à prendre le RER pour rentrer chez lui. Dans son projet pour Sciences Po, il envisage *« une triple rénovation »* de l'école, de son image, de sa gouvernance et de ses financements, avec l'Europe *« au cœur »*. Il devra apaiser le climat rue Saint-Guillaume, restaurer la confiance et redorer l'image de l'école largement écornée. Au cours de son audition devant le conseil de l'IEP, Luis Vassy a déjà averti que ce dernier défi prendrait des années.

Théâtre de mobilisations étudiantes propalestiniennes au printemps, Sciences Po a vécu une déflagration politico-médiatique, au cours de laquelle elle a perdu plusieurs de ses mécènes. Après l'affaire de « l'amphi Gaza », dont une étudiante juive avait été expulsée le 12 mars, la famille de l'économiste Jean-Paul Fitoussi, faisant part de sa *« consternation »*, annonçait interrompre le financement de sa bourse d'excellence. En juin, Politico révélait que le milliardaire Frank McCourt avait suspendu un partenariat, scellé en 2021, qui prévoyait le versement de 25 millions de dollars sur dix ans pour financer la recherche. Le nouveau directeur est donc très attendu sur sa capacité à calmer l'agitation estudiantine, menée par un petit groupe d'étudiants d'extrême gauche qui renvoient inlassablement, dans l'opinion publique, l'image d'une école infiltrée par le wokisme.

Depuis la rentrée, un petit noyau d'une vingtaine d'étudiants, emmenés par le Comité Palestine, organise déjà, chaque jeudi, une mobilisation dans le hall de l'établissement, au rythme du slogan *« From the river to the sea, Palestine will be free »*, ou encore de *« Tout le monde déteste Jean Bassères »*, pour dénoncer la décision de l'administrateur provisoire de faire intervenir la police sur le campus, en avril.

> **« M. Vassy est visiblement un homme de dialogue. Mais il va se rendre compte qu'à Sciences Po, il faut agir vite ! Dans les semaines à venir, il va prendre la mesure de l'état de l'école »**
>
> **Quentin Coton** Responsable de l'UNI, syndicat étudiant de droite à Sciences Po

Après les incidents qui avaient émaillé la conférence pro-Gaza du 12 mars, la commission disciplinaire de Sciences Po s'était saisie du cas de huit étudiants impliqués. *« Le nouveau directeur va devoir gérer la question des suites disciplinaires à donner ou pas »*, explique Quentin Coton, responsable de l'UNI, syndicat étudiant de droite à Sciences Po, rappelant que d'autres organisations comme l'Union étudiante et Solidaires demandent que l'on mette fin à ces procédures. *« M. Vassy est visiblement un homme de dialogue. Mais il va se rendre compte qu'à Sciences Po il faut agir vite ! Dans les semaines à venir, il va prendre la mesure de l'état de l'école. Un peu comme Michel Barnier découvre l'état des finances publiques »*, conclut Quentin Coton, avant d'insister sur deux défis de taille : relier les communautés entre elles et s'attaquer à la question du budget. En parallèle d'une subvention publique qui reste stable et de droits d'inscription déjà très élevés, Sciences Po doit développer ses ressources propres.

Le nouveau directeur sera-t-il celui qui mettra fin à une série noire dans la gouvernance de l'école ? En l'espace de douze ans, Sciences Po a traversé trois grandes crises : en 2012, après la mort brutale de l'emblématique Richard Descoings, en 2021, après la démission de Frédéric Mion, éclaboussé dans l'affaire Olivier Duhamel – accusé d'inceste –, et en mars dernier, après le départ précipité de Mathias Vicherat, renvoyé devant la justice dans un dossier de violences conjugales. ■

Un taux d'admission plus élevé chez les étudiants étrangers

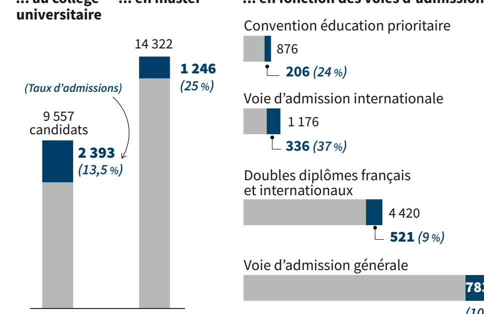
Eloi Passot

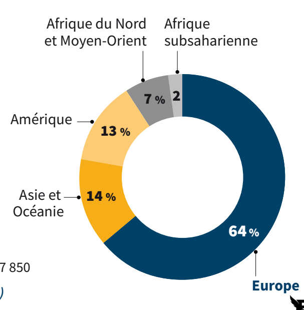
Si la majorité des admis en première année sont français, Sciences Po est et demeure une école particulièrement ouverte sur le monde. Près d'un élève sur trois qui a candidaté en première année par la voie internationale a ainsi été admis en 2023. En master, plus de la moitié des étudiants admis l'ont été par la filière internationale.

Ces chiffres – et beaucoup d'autres – ont été publiés par l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris dans son « Bilan des admissions 2023 », une enquête annuelle sur le nombre de candidats et d'admis selon les voies d'accès, ainsi que leur origine en France ou à l'international. Une mine d'or pour ceux qui envisagent d'entrer un jour rue Saint-Guillaume.

De manière générale, Sciences Po confirme son caractère sélectif, pendant de son excellence. Sur les 25185 candidats qui ont tenté leur chance, seuls 4507 ont été admis, soit 18 %. En première année, ce taux est encore plus faible, avec seulement 1946 admis pour 14322 candidats, soit un taux de réussite de 13,5 %. En master, les chances des candidats sont plus élevées. 9557 étudiants ont candidaté et un sur quatre a été admis.

Il est plus facile d'entrer à Sciences Po depuis l'étranger





Plus intéressant encore, les chances des candidats ne sont pas les mêmes en fonction de la filière dans laquelle ils candidatent. Ainsi, la voie d'admission générale reste la plus importante en valeur absolue, avec 783 admis en première année de bachelor en 2023. Mais c'est aussi celle où il y a le plus de candidats, 7850. 10 % des bacheliers qui ont candidaté dans cette filière ont été reçus. Contre 37 % par la voie d'admission internationale et 24 % par la convention éducation prioritaire destinée aux élèves de milieux modestes.

En master, les étudiants qui candidatent par la procédure française sont aussi ceux qui ont le moins de chance d'être admis. En 2023, 626 ont été reçus sur 3870 candidats, soit 16 % seulement. Les élèves issus de la procédure internationale sont les plus nombreux, avec 1354 candidats reçus, pour un taux de réussite de 32 %.

Dans son « Bilan des admissions », Sciences Po met aussi en avant la diversité des candidats en première année – sans préciser celle des admis. *« Les admis en première année viennent de 85 pays et de 843 lycées différents en France et dans le monde »*, se contente d'indiquer l'école. Ainsi, 41 % des candidats en France venaient d'une autre région que l'Île-de-France et 35 % venaient d'un pays étranger.

Des candidatures très européennes

Sur ces étudiants venus de l'étranger, très nombreux rue Saint-Guillaume, Sciences Po précise aussi leur continent d'origine. Ces candidatures sont à l'évidence très européennes, avec 64 % des candidats issus du Vieux Continent. Une réalité qu'on retrouve aussi chez les admis en bachelor, puisque les cinq pays étrangers les plus présents en 2023 sont, dans l'ordre, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, les États-Unis et la Belgique.

Hors Europe, les candidats sont beaucoup moins nombreux. Viennent ensuite l'Asie et Océanie d'où sont originaires 14 % des candidats. 2 % seulement sont issus d'Afrique subsaharienne. On notera que la présence d'étrangers extra-européens est beaucoup plus importante en master, y compris chez les admis. Les cinq pays les plus représentés sont le Royaume-Uni, suivis des États-Unis, des Pays-Bas, de la Chine et de l'Inde. ■

OL-OM : management, communication, projet… Textor et McCourt, les faux jumeaux

Christophe Remise

Leurs propriétaires américains dirigent les deux clubs, adversaires ce dimanche, de manière bien différente.

Jour d'Olimpico. L'Olympique Lyonnais reçoit l'Olympique de Marseille dimanche (21 heures, DAZN), en clôture de la 5e journée de Ligue 1. Un choc, une vraie rivalité. Point commun ? L'OL et l'OM sont chacun sous la coupe d'un propriétaire américain. John Textor (58 ans) a pris les rênes de Lyon en décembre 2022, tandis que Frank McCourt (71 ans) s'est invité à Marseille à l'été 2016. Sauf que la nationalité est à peu près tout ce qui les rapproche.

Textor s'expose, la sobriété de McCourt

En termes de communication, interne comme externe, les deux présidents ne pourraient pas être plus différents. S'il a su s'entourer pour gérer l'OL au quotidien, chamboulant l'organigramme en profondeur, John Textor, grand pragmatique, est régulièrement présent à Lyon, au stade mais pas seulement. On l'a, par exemple, vu au bord du terrain pour suivre les U17. Savoir-faire et faire savoir. Lorsque nous avions rencontré Frank McCourt à La Commanderie, fin mai, il n'y avait plus mis les pieds depuis… août 2023. Il fallait rassurer les équipes de son implication. C'est aussi le message qu'il tenait à faire passer aux fans : *« Le club n'est pas à vendre, je suis*

5E JOURNÉE LIGUE 1

NICE (12)	hier	SAINT-ÉTIENNE (16)
LILLE (8)	sam. 17h beIN Sp.	STRASBOURG (10)
RENNES (7)	19h	LENS (4)
REIMS (6)	21h	PARIS SG (1)
MONACO (3)	dim. 15h	LE HAVRE (9)
ANGERS (17)	17h	NANTES (5)
BREST (14)	-	TOULOUSE (11)
MONTPELLIER (18)	-	AUXERRE (15)
LYON (13)	20h45	MARSEILLE (2)

Sauf mention, en direct sur DAZN

là pour longtemps et totalement impliqué », avait-il indiqué au *Figaro*. Et d'ajouter : *« Je suis régulièrement en contact avec Pablo* (Longoria, NDLR) *et on a renforcé le mode de gouvernance. J'espère pouvoir être plus souvent là à l'avenir. J'aime l'OM, j'aime Marseille. »*

La parole de McCourt est rare, sa présence aussi, au risque d'irriter et de devoir se justifier. Tout l'inverse de Textor, en première ligne. Ce dernier est aussi plus offensif dans sa communication. *« Progresser et continuer à construire »*, tel est le projet de McCourt. *« Évidemment, on veut se battre pour le titre »*, ajoute-t-il, mais pas n'importe comment, pas forcément tout de suite. Textor, lui, n'hésite pas à s'attaquer frontalement au PSG et estime que ce serait *« un échec »* de ne pas gagner le titre cette saison ! *« Depuis, l'erreur de communication du "Champions' project", McCourt est très discret, sobre, davantage une approche à l'anglaise, où ce n'est pas le propriétaire qui s'expose. Il a appris de l'écosystème du football »*, résume Vincent Chaudel, fondateur de *l'Observatoire du sport business*.

Trading contre multipropriété

Via Eagle Group, l'OL s'inscrit dans une logique de multipropriété (MCO), avec Botafogo, Molenbeek et une participation minoritaire de Textor à Crystal Palace. *« Si on considère que la MCO est la dernière étape en date du foot business, l'approche de McCourt représente davantage la génération d'avant. Ce sont deux modèles totalement différents. Le modèle de l'OM, c'est celui qu'on a connu jusqu'ici du trading, avec beaucoup de mouvements de joueurs, mais pas forcément pour gagner de l'argent, parce qu'ils n'en gagnent pas nécessairement, et c'est aussi le cas parce qu'ils loupent la Coupe d'Europe. Or, dans l'économie du football aujourd'hui, c'est la Coupe d'Europe en général et la Ligue des champions en particulier qui change les données*, décrypte Vincent Chaudel. *Aujourd'hui, le trading lui sert surtout à essayer de retrouver la C1 sans devoir tout le temps mettre la main à la poche. À voir si ce n'est que temporaire, afin d'alléger la charge du propriétaire, ou s'il sera prolongé malgré un retour régulier en C1. »*

Pour ce qui est de la multipropriété, Vincent Chaudel juge l'approche *« économiquement pertinente mais philosophiquement dérangeante. Économiquement pertinente parce qu'elle permet d'avoir différents clubs sur différents marchés et de faire tourner ses effectifs, de sortir de sa poche droite pour mettre dans la gauche en termes d'effectif, d'argent ou les deux. Trois cents clubs sont concernés. Ce n'est plus une mode, c'est un modèle. »*

Le flou lyonnais face à la solidité marseillaise

Les Marseillais peuvent lui reprocher beaucoup de choses, mais Frank McCourt a les reins solides. Et l'OM aussi. *« En fait, même sous Robert Louis-Dreyfus et Margarita, le club n'a jamais été en danger, un danger qui est derrière les Marseillais depuis au moins vingt-cinq ans. Il peut y avoir du mécontentement ou un problème d'ambition, mais pas en termes de sécurité financière »*, rappelle Vincent Chaudel, soulignant que Textor et l'OL n'ont pas financé les derniers mercatos dispendieux – 210 M€ dépensés entre l'hiver dernier et le marché de cet été – *« par leur cash, mais par un jeu de passe-passe avec leurs autres clubs et en vendant des bijoux de famille, comme la section féminine »*.

Et de poursuivre : *« Le plus inquiétant du côté de Lyon, c'est que l'OL était supposé être la tête de gondole de la multipropriété de Textor. Or, il fonce sur Everton. En son nom propre ? Ce serait peut-être encore pire, avec son argent à lui. Dans tous les cas, il y aurait des liens avec la MCO »*, devine-t-il, craignant qu'à terme, les Toffees soient numéros un. *« Il doit rendre des comptes et/ou de l'argent. Son tour de table a mis du temps à se mettre en place. Il peut y avoir matière à s'inquiéter, un flou, même si ça ne veut pas dire que cela se passera mal. J'ai entendu parler de soucis de paiements de fournisseurs… C'est peut-être anecdotique, mais ça ne diffuse pas de bons messages. À Marseille, ça semble plus solide »*, conclut Vincent Chaudel, constatant que le trading *« montre ses limites quand on le met dans les mains d'un Gérard Lopez* (rires)*, sinon, c'est efficace »*. OL-OM, deux salles, deux ambiances. ■





John Textor *(à gauche)*, mercredi, à Rio de Janeiro.

Frank McCourt, en août 2018, au Stade-Vélodrome à Marseille.

SERGIO MORAES ET PHILIPPE LAURENSON/REUTERS

Adrien Rabiot à l'OM, une aubaine… et un déclassement

Baptiste Desprez

« Je ne quitterai pas l'OM avant de sentir qu'on a fait le maximum pour mener le club où il le mérite. » Cette phrase de Pablo Longoria date du 28 mai dernier quand il avait reçu, avec Frank McCourt, *Le Figaro* dans son bureau de la Commanderie. L'OM venait de sortir d'une saison ratée avec une piètre 8e place en Ligue 1, synonyme d'absence en Coupe d'Europe. Certains supporteurs mécontents de la politique du club réclamaient son départ, ainsi que celui du propriétaire américain. Un peu moins de quatre mois plus tard, la donne n'est plus la même. Vertige du football.

Adrien Rabiot, 29 ans et 48 sélections sur le CV, a été accueilli lundi soir par plusieurs centaines de supporteurs, entre chants et fumigènes, pour ce qui s'avance comme LE grand coup de ce mercato d'été en Ligue 1. Le terrain délivrera sa vérité, comme toujours, mais revoir « le Duc » dans le championnat de France, qui plus est à l'Olympique de Marseille, personne ne l'aurait imaginé. Dimanche soir, l'OM, 2e de L1, défie l'OL au Groupama Stadium et la folie s'est déjà emparée de la Canebière au regard du recrutement opéré. Les rêves de titre sont évoqués. La mesure est balayée. Le PSG peut trembler.

Passé sulfureux

Le président de 38 ans, entouré de Medhi Benatia, son conseiller sur le volet sportif, a renversé la situation. Dans les grandes largeurs. Jusqu'à la prochaine crise. Ainsi va la vie dans le sud de la France. Au terme d'un marché des transferts où il a notamment enrôlé Roberto De Zerbi, coach italien en vogue qui débarque de Brighton, Mason Greenwood, pépite anglaise de 22 ans au passé sulfureux, et, officiellement depuis mardi, Adrien Rabiot, titulaire en équipe de France, Pablo Longoria a frappé fort. Pour l'OM, attirer un joueur de cette trempe semblait impensable. Le joueur, formé au PSG et parti en froid de la capitale en 2019 pour la Juventus, n'était pas programmé pour renforcer les rangs d'un club au chômage technique en milieu de semaine avec l'absence d'Europe. Mais Medhi Benatia a senti le coup, l'a tenté… et réussi. Magistral.

Ce mouvement inattendu comporte plusieurs grilles de lecture. Celui du club, du joueur et de la Ligue 1. Du côté de l'Olympique de Marseille, à voir l'accueil et l'attente autour d'Adrien Rabiot, avec ses années au PSG déjà oubliées et balayées par le mistral, l'opération séduction opère. Sportivement, la direction olympienne s'est offerte, sans indemnité de transfert mais avec une prime, la signature conséquente et le plus haut salaire du club, sa plus belle recrue de l'été. Assurément son meilleur joueur, avec le plus de références et d'expérience après ses cinq années dans le Piémont. En termes de qualités, le profil de Rabiot sera intéressant à analyser avec le style de jeu énergivore mis en place par De Zerbi. Mais, avec un élément de cette trempe, l'entrejeu marseillais change de dimension. À 100 % de ses moyens, Adrien Rabiot regarde de très haut les Geoffrey Kondogbia ou Valentin Rongier, contraints de se contenter des miettes dans cette saison à un match par semaine.

Droits TV en perdition

Pour ce qui est de la Ligue 1, qui n'a plus aucune star européenne et mondiale à mettre en avant depuis les départs de Lionel Messi, Neymar avant Mbappé cet été, avec des droits TV en perdition et un championnat en souffrance, le retour au bercail de l'international français est une bonne nouvelle. Et montre aussi qu'avec des idées, un beau discours et un projet, les choses peuvent évoluer. Vincent Labrune peut s'en inspirer. Pour autant, réputé pour sa discrétion et son peu de goût pour se mettre en avant (Rabiot, pas Labrune), le classieux gaucher est tout sauf une star du ballon rond comme celles citées plus haut. Pas le genre de la maison de se muer en tête de gondole et de vanter les mérites d'une Ligue 1 toisée par les Anglais, Allemands et Espagnols.

Ce qui amène forcément une dernière question. La plus importante. Comment Adrien Rabiot, titulaire à la Juventus et désireux de jouer la Ligue des champions, a pu atterrir à l'OM, club de seconde zone sur le plan continental ? Son nom était murmuré à l'Atlético de Madrid, Manchester United ou encore à l'AC Milan… Le déclassement est réel. Factuel. Interrogé sur son choix étonnant, il assure avoir *« adhéré de suite au projet »* et ressenti *« une détermination, une envie »* de l'avoir à Marseille qu'il n'a *« pas forcément senti dans d'autres clubs »* qui le suivaient. Soit. Avec la clôture du mercato fin août et la fermeture des inscriptions sur les listes de Ligue des champions, les possibilités de début septembre n'avaient plus du tout le même visage qu'en plein été. Et l'OM a su en profiter. Un coup de maître. ■

EN BREF

F1 : Hamilton dénonce un discours « racial »

À la veille du GP de Singapour, (départ dimanche à 14 h, Canal+), Lewis Hamilton a répondu aux propos de Mohammed Ben Sulayem, président de la FIA, qui a déploré le langage de *« rappeurs »* utilisé par les pilotes pendant les courses. Le pilote Mercedes juge que *« le choix des mots n'est pas bon. Il y a un élément racial. »*

Cyclisme : Alaphilippe et Bardet aux Mondiaux

Thomas Voeckler a dévoilé les noms des huit coureurs retenus pour la course en ligne des Mondiaux, dimanche à Zurich. Alaphilippe, Bardet, Madouas et Gaudu en seront les fers de lance.

3E JOURNÉE TOP 14

MONTPELLIER (8)	sam. 14 h 30 C+	TOULOUSE (1)
VANNES (14)	16 h 30 C+	LYON (2)
CLERMONT (3)	-	BAYONNE (12)
CASTRES (5)	-	PERPIGNAN (13)
LA ROCHELLE (10)	-	PAU (9)
BORDEAUX-B. (7)	21 h 00 C+	RACING 92 (4)
ST. FRANÇAIS (11)	dim. 21 h 00 C+	TOULON (6)

Une association replante des herbiers de posidonie en Méditerranée

Delphine Chayet
Envoyée spéciale à Beaulieu-sur-Mer

Cet écosystème marin riche en biodiversité est régulièrement arraché par les ancres des gros bateaux de plaisance.



Un plongeur de l'association L'Œil d'Andromède replante des herbiers de posidonie, au large de Beaulieu-sur-Mer. Ces plantes aquatiques ont vu 30 % de leur surface disparaître en cent ans, et 250 hectares ont été détruits au cours des dix dernières années.

AGENCE DE L'EAU / GROUPE NAOS

Ignorée des plaisanciers qui quittent le port ensoleillé, une forêt se cache dans la baie de Beaulieu-sur-Mer (Alpes-Maritimes). Sous la surface, ses feuilles et tiges entremêlées abritent une kyrielle de bébés poissons, d'algues, d'anémones, d'oursins et de minuscules invertébrés. La posidonie, plante à fleurs qui couvre les fonds jusqu'à 20 mètres de profondeur, est beaucoup plus qu'une simple prairie sous-marine, rappelle Sébastien Personnic, biologiste marin à l'association L'Œil d'Andromède.

Depuis trois semaines, l'équipe de dix personnes dont il fait partie passe ses journées (et ses nuits) à bord d'un catamaran établi dans le secteur, le *Victoria IV*. Sa mission : régénérer cet écosystème ravagé par les ancres de bateaux qui arrachent des morceaux de plante et laissent des cicatrices fragilisant l'herbier. *« La posidonie perd malheureusement du terrain partout en Méditerranée ; 30 % de sa surface y a disparu depuis cent ans*, remarque le scientifique. *Rien qu'à Beaulieu, dont la côte est très attractive pour la plaisance, 250 hectares ont été détruits ces dix dernières années. »*

L'Œil d'Andromède a lancé en 2019 ce programme de restauration des herbiers sous-marins, nommé Repic. Dans la station balnéaire située à dix minutes en train de Nice, mais aussi à Golfe-Juan et à Villefranche-sur-Mer, l'idée est de « replanter » la posidonie pour l'aider à reconquérir les zones où elle a été détruite. Sans un coup de pouce humain, la recolonisation serait très lente : la croissance horizontale de la plante n'excède pas 5 centimètres par an.

Il est désormais interdit aux bateaux de plus de 24 mètres de mouiller dans les zones où s'étend l'espèce protégée. Mais les scientifiques voudraient que cette règle soit étendue aux embarcations de plus petite taille, et que les contrôles soient renforcés

« Nous utilisons des morceaux de plante qui viennent d'être arrachés et sont ballottés sur le sable par les courants, raconte Jo-Ann Schies, plongeuse professionnelle spécialisée en biologie marine, et autre pilier de la mission. *Ils ont des petites racines, et peuvent repartir si l'environnement est favorable. »* Espèce endémique de la Méditerranée, la posidonie se multiplie essentiellement par clonage en étirant ses tiges (les rhizomes) dans le sable pour agrandir son territoire. Elle fait aussi, selon les années, des fleurs et des fruits appelés « olives » dont les graines peuvent parcourir des milliers de kilomètres. Mais ce mode de reproduction n'est pas le plus efficace.

Sur le bateau, la semaine commence donc par une séance de plongée visant à récolter des bouts de posidonie dans la nature. Ils sont conservés dans de grands filets immergés, et sortis petit à petit pour être préparés et replantés. *« Il faut éviter de les exposer trop longtemps à l'air libre »*, commente Nina Grillon, une jeune plongeuse indépendante, tout en encerclant un fragment avec une tige de fer. *« Grâce à cette agrafe, il sera planté et bien maintenu en place »*, ajoute-t-elle, tout sourire, en reposant la bouture dans une grande caisse bleue. Ce matin, quatre personnes munies de gants sont mobilisées sur ces tâches de jardinage dans une ambiance joyeuse. *« On commence à avoir le coup de main : il ne nous reste plus que 3170 agrafes (sur 25 000) à poser jusqu'à la fin de la mission »*, s'amuse Marie Guillot, une salariée de l'association normalement chargée du travail administratif, embauchée cette semaine sur le catamaran.

Après avoir expérimenté diverses stratégies, en jouant sur la profondeur et la densité, l'Œil d'Andromède a finalement adopté un système de plantation en damier. *« Nous nous inspirons de ce qui se fait dans la nature quand de petits îlots de posidonie éloignés finissent par se rejoindre »*, explique Jo-Ann Schies. En fin de journée, les plants sont « repiqués » par lot de 45 dans des cerceaux de 1 m², placés à distance les uns des autres. Cette forte densité favorise le développement de la plante. La méthode semble très bien fonctionner : le taux de survie est de 90 % à Beaulieu-sur-Mer – un peu moins à Golfe-Juan, où les variations de températures de l'eau sont plus importantes.



Au total le contenu de plus de 500 caisses de boutures, représentant autant de cerceaux, a été planté en dix semaines de campagne cet été. L'équipe aura ainsi replanté 1800 m² de posidonie à la fin de la mission. *« C'est peu*, reconnaît Sébastien Personnic, *mais cela contribue à limiter la disparition d'un écosystème indispensable. La seule façon de sauver la posidonie française est cependant d'arrêter de l'arracher ! »* Il est désormais interdit aux bateaux de plus de 24 mètres de mouiller dans les zones où s'étend l'espèce protégée. Mais les scientifiques voudraient que cette règle soit étendue aux embarcations de plus petite taille, et que les contrôles soient renforcés. Pour faciliter l'information des plaisanciers, l'association L'Œil d'Andromède a réalisé une cartographie des fonds dans la Méditerranée française, qu'elle actualise régulièrement. Elle la met à disposition gratuitement, via l'application Donia, qui permet de vérifier la nature du sol sous un bateau avant de l'ancrer.

Le programme Repic, dont le coût est évalué à 500 000 euros environ, est en partie financé par la Maif. Depuis 2023, la mutuelle d'assurance reverse 10 % de ses bénéfices à des actions en faveur de la biodiversité et de l'adaptation au changement climatique. Elle a soutenu onze projets l'an dernier, dont la restauration d'un lit de rivière et le rétablissement de corridors de migration pour les animaux. Au large du port de Beaulieu-sur-Mer, L'Œil d'Andromède mène une autre mission de protection de la posidonie. À bord du trimaran de l'association, ancré à quelques mètres du *Victoria IV*, trois plongeurs se battent contre une algue envahissante, la caulerpe, qui colonise le territoire de la plante méditerranéenne. Ils aspirent et nettoient la zone pour libérer de l'espace.

Production d'oxygène, protection du littoral contre la houle et l'érosion, purification de l'eau, nurserie pour une trentaine d'espèces de poissons (dont les dorades), garde-manger pour poulpes et mérous : la posidonie rend de nombreux services en Méditerranée… *« Elle est pleine de vie : on est entouré de poissons pendant nos plongées pour replanter »*, confirme Jo-Ann. Souvent très anciennes, ces étendues de forêt sous-marine, dont les racines et feuilles mortes s'accumulent au fil des siècles sur plusieurs mètres de hauteur, sont aussi des puits de carbone très efficaces. ■

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de **9h** à **13h** et de **14h** à **18h** **(excepté les jours fériés)** et tous les dimanches de **9h** à **13h**.

carnetdujour@media.figaro.fr
01 56 52 27 27

fiançailles

Le baron Olivier de LAITRE et la baronne, née Claire Giraud-Charreyron,

M. Cyril de RIOLS de FONCLARE et Mme, née Brigitte Sturtz,

sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants

Sibylle et Ladislas

Le comte Marc de Pontevès d'Amirat et la comtesse, née Inès Le François des Courtis de La Groye,

le médecin chef des services Éric d'Andigné et la comtesse, née Emmanuelle de Saint Germain,

sont heureux de vous faire part des fiançailles de

Mlle Aliénor de PONTEVÈS d'AMIRAT
et du
comte Charles d'ANDIGNÉ

M. et Mme Jean SÉGUINEAU de PRÉVAL

le comte et la comtesse Jacquelin de LA ROCHEFOUCAULD

sont heureux de vous annoncer les fiançailles de leurs enfants

Philippine et Alexandre

Saint-Germain-en-Laye.
Saint-Rémy-lès-Chevreuse.

communications

Anciens élèves, collaborateurs et professeurs,
l'École Pascal
à Paris (16e),
fête cette année ses 125 ans !

Faites-vous connaître pour participer aux festivités en envoyant un email avec vos coordonnées à : 125ans@ecolepascal.fr

---

Le Prix Claude Pompidou pour la recherche sur la maladie d'Alzheimer et autres maladies neurodégénératives
d'un montant de 100 000 euros a distingué cette année les travaux du professeur Véronique Paquis-Flucklinger du CHU de Nice sur le rôle des dysfonctionnements mitochondriaux dans la sclérose latérale amyotrophique et la démence fronto-temporale.

Grâce à ce financement, la lauréate et son équipe pourront acquérir un système automatisé d'imagerie cellulaire hautement performant.

Aider la Fondation Claude Pompidou c'est aussi lutter contre la maladie d'Alzheimer et les maladies dégénératives du cerveau.

Fondation Claude Pompidou
42, rue du Louvre, 75001 Paris.
Téléphone : 01 40 13 75 10.

La Galerie Guillaume

est heureuse d'annoncer son programme d'expositions 2024-2025

octobre-novembre 2024 :
Jean-Paul Agosti
« Métanoïa »,
catalogue avec un texte de Pascal Bonafoux,

novembre 2024-janvier 2025 :
Jérémie Lenoir
« Lisières »,
livre avec un texte de Pierre Wat,

janvier-février 2025 :
Elzbieta Radziwill
« Jardins secrets »,

mars-avril 2025 :
Jean-François Rauzier
« Muséal »,

mai-juillet 2025 :
Christian Renonciat
« Du bout des doigts ».

32, rue de Penthièvre, Paris (8e).
www.galerieguillaume.com

La Galerie Guillaume

sera heureuse de recevoir pour ses Rencontres 2024-2025 dont le thème est

« Transmettre »

Xavier de Moulins,
Hubert Védrine,
Anne-Dauphine Julliand,
Clara Gaymard,
Catherine Chalier,
Raphaëlle Bacqué et Vanessa Schneider,
Augustin d'Humières,
Michel Guyot,
Daniel Rondeau,
Philippe Cassard.

32, rue de Penthièvre, Paris (8e).
www.galerieguillaume.com

L'association Heraldica
M. Michel Pastoureau, président d'honneur, propose un cours du soir d'héraldique en présentiel et en distanciel sur un cycle de deux années d'octobre à février.

Écrire à : association.heraldica@gmail.com
16, rue Cauchy, 75015 Paris.

conférences

La Maison Christie's
région
Provence-Alpes-Côte d'Azur,

vous convie à la conférence, le mercredi 2 octobre 2024, à 18 h 30,
Muses et créatrices
L'empreinte féminine en joaillerie,

par Violaine d'Astorg, directrice du département joaillerie, Christie's France.

Réservation obligatoire : event@michaelzingraf.com

Michaël Zingraf Real Estate,
12, rue des États-Unis,
06400 Cannes.

L'Église protestante unie de l'Étoile
54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17e),

vous convie à une conférence interreligieuse

Quel avenir pour les religions au XXIe siècle ?

avec
Haïm Korsia,
Ghaleb Bencheikh,
François Euvé
et Frédéric Chavel,

le jeudi 26 septembre 2024, à 20 h 30.

Entrée libre.
Renseignements et inscription : www.etoile.pro/150ans

Le Cercle France-Amériques
vous convie à assister au

Débat de campagne sur les éléctions aux USA
entre les représentants des Démocrates et des Républicains,

le lundi 30 septembre 2024, à 18 h 30,

avec
Randy Yaloz, président des Républicains à l'étranger en France,
Amy Porter, porte-parole des Démocrates à l'étranger en France.

Modérateur,
Aubin Gonzalez Lapos, président de la section Avenir & Innovation, France-Amériques.

Accueil à partir de 18 heures.

Participation à prévoir.
Inscription par mail à manifestations@france-ameriques.org

9, avenue Franklin-D.-Roosevelt, Paris (8e).

La rentrée des
Rencontres des Ternes

aura lieu le mercredi 2 octobre 2024, à 20 h 30, sur le thème :

La nouvelle Notre-Dame
« Quand Notre-Dame offre son fils au monde. Paris, 8 décembre 2024 »,

avec
le père Henry de Villefranche, chapelain à Notre-Dame, enseignant au Collège des Bernardins.

Entrée libre. Église Saint-Ferdinand-des-Ternes, 23, rue d'Armaillé, Paris (17e).

deuils

Mme Pascal Allilaire, son épouse,
Mathieu et Caroline, ses enfants,
Raphaël, Anatole, Hugo, ses petits-fils,
et toute sa famille

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Pascal ALLILAIRE

le 10 septembre 2024, dans sa 71e année, à Athènes.

34 bis, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 75005 Paris,
Paris (7e). Île-de-France.

M. Baudoin Azam, son beau-fils,

Mme Bernard Noetzlin, sa belle-sœur,

M. et Mme Lionel Noetzlin,
Mme Juliette Noetzlin,
M. Édouard Noetzlin,
M. et Mme Jérôme Stern,
Mme Diane Stern,
ses neveux et nièces,

Jacques, Laure, Claire, Alexandre, Olivier, Sacha, Rodolphe, Talitha et Samuel, ses petits-neveux et petites-nièces,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Mme Laure AZAM
née Noetzlin,

survenu le 15 septembre 2024, dans sa 95e année.

Les obsèques auront lieu au cimetière des Gonards, à Versailles (Yvelines), dans l'intimité familiale.

Frédérique et Antoine Dérot,
Guillaume et Delphine Bailly,
ses enfants,

Agathe, Léa, Esteban et Romain, ses petits-enfants,

et toute sa famille

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Aline BAILLY
née Aussedat,

le 19 septembre 2024, à l'âge de 83 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 25 septembre, à 10 h 30, en l'église de l'Immaculée-Conception, 63, rue du Dôme, à Boulogne-Billancourt.

Le vicomte et la vicomtesse Yann Huon de Kermadec,
M. et Mme Nicolas Ramette Kermadec,
M. et Mme Mélaine Ferré,
Basile, Joseph, Théodore, Héloïse,
M. et Mme François-Xavier Etaix,
Léonore, Iris, Apolline, Louis,
M. et Mme Edouard de Vimal du Bouchet,
Marin, Clément, Gaspard,

M. et Mme Eric Barrier,
le baron et la baronne Jean-Marie de Jerphanion,
Camille, Agathe, Paul, Romain,
M. et Mme Augustin Heidsieck,
Damaris, Malcy, Melchior,
M. Louis Barrier,
M. et Mme Pierre de Kerhor,
Amélie, Maxence,

M. et Mme Jérôme Barrier,
M. et Mme Grégoire Barrier,
François,
M. et Mme Gaspard Barrier,
M. et Mme Louis-Evrard Quilliard,
Jeanne,

ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

Mme Jean BARRIER
pupille de la Nation,

munie des sacrements de l'Église, dans sa 96e année, le 13 septembre 2024, à Pinson.

La messe de funérailles sera célébrée ce samedi 21 septembre, à 10 heures, en l'église d'Illiers-l'Évêque (Eure).

Souvenez-vous dans vos prières du
professeur Jean Barrier
rappelé à Dieu le 15 octobre 2011.

Pinson,
27770 Illiers-l'Évêque.

Mme Béatrice Bonneau, née Boisdon, son épouse,

Natacha, Virginie et Alexandre, ses enfants,

Grégoire, Stanislas, Léopold, Pénélope et Charlotte, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès du

docteur Pierre BONNEAU

survenu le 14 septembre 2024, dans sa 80e année, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Hubert Bosquillon de Frescheville, née Frédérique Soumoy, son épouse,

Marguerite et Léopold, ses enfants,

M. et Mme Pierre-Charles Bosquillon de Frescheville, ses parents,

M. et Mme Jean-Michel Soumoy, ses beaux-parents,

Mme Alain Bosquillon de Frescheville,
Mme Montjean,
Mme François Marquis,
ses grands-mères,

M. et Mme Benoît Vonau,
le comte et la comtesse Étienne de Roffignac,
M. et Mme Édouard Bosquillon de Frescheville,
M. et Mme Ghislain Bosquillon de Frescheville,
M. et Mme Olivier Gas,
M. et Mme Renan Lefebvre,
le comte (†) et la comtesse Yves de Roquefeuil,
ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, et leurs enfants

ont la profonde douleur de vous faire part du rappel à Dieu, le 17 septembre 2024, de

Hubert BOSQUILLON de FRESCHEVILLE

à l'âge de 47 ans, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 25 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, à Paris (16e).

La messe d'À-Dieu sera célébrée le vendredi 27 septembre, à 10 h 30, en l'église d'Abense-de-Haut (Pyrénées-Atlantiques), suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

« Le Seigneur est mon berger, rien ne saurait me manquer. »
Psaume 22.

Toulon.

Béatrice Brosset Heckel, son épouse,

Sophie et Olivier Maurer,
Laure et Edouard de Jotemps,
Marc Brosset Heckel,
Guillaume et Tanya Brosset Heckel,
Marie et Loïc Alirand,
ses enfants,

ses dix-sept petits-enfants,
ses deux arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Bertrand BROSSET HECKEL

le 19 septembre 2024, à l'âge de 87 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 24 septembre, à 10 heures, en l'église Saint-Flavien, à Toulon.

Arles (Bouches-du-Rhône).

Anne et Olivia Clergue, ses filles, et leurs époux,

Anne Alers, sa sœur,

ont la tristesse de faire part du décès de

Yolande CLERGUE
née Wartel,

Infirmières pilotes secouristes de l'air (Ipsa) 54,
fondatrice de l'association Fondation Vincent Van Gogh à Arles,
chevalier de la Légion d'honneur,

veuve de
Lucien Clergue

survenu le 18 septembre 2024, à l'âge de 95 ans, à Arles.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la primatiale Saint-Trophime, à Arles, le lundi 23 septembre 2024, à 15 h 30.

Elle sera inhumée en famille au cimetière de Meung-sur-Loire, le mercredi 25 septembre.

Fleurs blanches.

Cet avis tient lieu de faire-part.

François et Maïten Villetard de Laguérie,
Geoffroy et Bénédicte de La Taille,
Jean et Brigitte Clavery,
don Vincent François Clavery,
André et Guilhemette de Chefdebien-Zagarriga,

ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants

font part du rappel à Dieu de

M. Daniel CLAVERY

le 6 août 2024, à Montpellier, muni des sacrements de l'Église.

Une messe de requiem sera célébrée en la chapelle Notre-Dame-de-Grâce, 6, rue Fondary, à Paris (15e), le samedi 28 septembre, à 11 heures.

Mme André Coville, son épouse,

Bertrand, Arnaud, Vincent, Jérôme, ses fils, et leurs conjoints,

ses onze petits-enfants,
son arrière-petite-fille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. André COVILLE

survenu le 18 septembre 2024, dans sa 89e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 24 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine.

L'inhumation aura lieu le mercredi 25 septembre, à 15 heures, au cimetière d'Erquy (Côtes-d'Armor).

Alain et Claire Debry,
Béatrice et Bertrand Nusbaumer,
Gilles Debry,
Bernard Debry (†) et Geneviève Chaux-Debry,
ses enfants,

ses huit petits-enfants et leurs conjoints,
ses huit arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Jacques DEBRY
officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 14 septembre 2024, dans sa 100e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Croix de Fourqueux (Yvelines), le mercredi 25 septembre, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière Beauregard de Bourgoin-Jallieu (Isère), le vendredi 27 septembre, à 11 heures.

« Le Bachais », Meylan (Isère).

Le colonel et Mme Nicolas Derély,
M. et Mme Gonzague Derély,
le contre-amiral et Mme Marc du Boucheron,
ses enfants,

Adrien, Louis, Lorraine, Ferdinand, Victor, Blandine, Anne, Jean, Thomas, Alexandre, Mathieu, François, Pierre, ses petits-enfants,
ses seize arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Philippe DERÉLY
née Bénédicte Le Masson,

survenu le 16 septembre 2024, dans sa 88e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Victor, à Meylan, ce samedi 21 septembre 2024, à 10 h 30.

Ses enfants et petits-enfants

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Antoine DESCHAMPS
chirurgien,

survenu à l'âge de 78 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de La Nativité-de-Marie, à Alex (Haute-Savoie), ce samedi 21 septembre 2024, à 11 heures.

« Je suis le Chemin, la Vérité et la Vie. »
Jean 14, 6.

Fontenay-le-Comte (Vendée).

Mme Jean Delpont, née Claire Fradin de La Renaudière, son épouse,

Vincent et Anne-Laure Delpont
Aurélie et Benoît Peyron,
Timothée et Agathe Delpont,
ses enfants et beaux-enfants,

Clément et Adrien, Corentin, Maÿlis, Tiphaine et Eugénie, Sixtine, Baudouin et Maxence, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Jean DELPONT

le 13 septembre 2024, à l'âge de 77 ans, à Fontenay-le-Comte, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Notre-Dame, à Fontenay-le-Comte, le vendredi 20 septembre 2024. Elle a été suivie de l'inhumation au cimetière Notre-Dame de Fontenay-le-Comte.

Cet avis tient lieu de faire-part.

famillejeandelpont@gmail.com

Patrick, Éric, Bénédicte et Paola, ses enfants,
ses petits-enfants
et toute sa famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Mme Bernadette ÉCOUTIN

survenu le 15 septembre 2024, à Paris, à l'âge de 101 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 24 septembre, à 11 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, Paris (4e).

Michel-Jean Floc'h,
François Plessier,
Yvon et Chantal Floc'h-Tock,
Maryvonne Mocaër (†),
Brigitte Mocaër,
Marie-Hélène et Jacques Carmes-Mocaër,
Joël Mocaër,
ses neveux et nièces,
les familles Bilhant, Queinnec et associées,
toutes ses « filles » de la Guichardière et du Moulin de l'École des Roches à Verneuil-sur-Avre,
ses élèves et ses collègues,
ses voisins et nombreux amis

ont la tristesse de vous annoncer le décès de

Jeanne Marie Thérèse FLOC'H
née Bilhant,
« Jeanne-Thé »,

survenu le 19 septembre 2024, à Cagnes-sur-Mer, dans sa 99e année.

Jeanne-Thé aimait la vie et par-dessus tout les autres. Chacun de nous a récolté sa bienveillance. À nous maintenant de la semer…

La messe sera concélébrée par le père Laurent Giallo-Perret, curé, et Mgr Jean-Michel Di Falco, évêque émérite, en l'église Notre-Dame-de-la-Pinède, à Juan-les-Pins, le samedi 28 septembre 2024, à 11 heures, suivie d'une cérémonie, à 14 heures, au crématorium de Nice.

L'inhumation aura lieu ultérieurement au cimetière Saint-Martin de Morlaix (Finistère), dans l'intimité familiale.

Comme pour la cérémonie en l'honneur de son époux,
Jean Floc'h
décédé en 2006,
Jeanne-Thé souhaite que les personnes présentes soient habillées en blanc ou en tenue claire.
Cette couleur sera également choisie pour les fleurs.

La famille et les amis tiennent à remercier les personnels de l'hôpital d'Antibes et de la maison médicalisée la Villa des Collettes, à Cagnes-sur-Mer, pour la qualité de leurs soins et leur grande humanité.

Vous pouvez vous recueillir auprès de Jeanne-Thé, à la Villa des Collettes de Cagnes-sur-Mer de 14 heures à 18 heures.

fjeannethe@gmail.com

LE CARNET DU JOUR suite en page 14

Mme Meredith Frapier,
née Martindale, son épouse,
Laure Klarwein,
Stéphanie Frapier,
ses filles,
Balthazar et Salvador
Klarwein,
Coloman, Théodore
et Sébastien Young-Smith,
ses petits-fils,
et la famille Wahbi

ont l'immense tristesse
de faire part du décès de

Olivier FRAPIER

survenu le 14 août 2024,
à l'âge de 93 ans, à Majorque.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'ancienne église
Notre-Dame-de-Grâce-
de-Passy, 12, rue
de l'Annonciation, à Paris (16e),
le vendredi 27 septembre 2024,
à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu
dans l'intimité familiale,
au cimetière d'Auteuil,
Paris (16e), dans l'après-midi.

Cet avis tient lieu de faire-part.

29, rue Singer, 75016 Paris.

Lyon (Rhône).

Anaïs Gateau,
son épouse,
Erwan et Noémie,
ses beaux-enfants,
Anne-Bénédicte (†), Benoît,
Thierry, Christophe,
Marie-Astrid (†) et Nathalie,
ses frères et sœurs,
ses beau-frère
et belles-sœurs,
ses neveux et nièces

font part du décès de

Damien GATEAU

survenu le 11 septembre 2024,
à l'âge de 57 ans.

Jullouville (Manche).
Brezolles (Eure-et-Loir).
Paris (15e).

Mathilde, Renaud,
ses enfants,
Marie, Victor, Martin,
ses petits-enfants,

ont la grande tristesse
de vous faire part du décès de

Jacqueline GUETTIER
née Vivier.

La messe aura lieu
le samedi 28 septembre 2024,
à 10 heures,
en l'église de Jullouville.

Vincennes (Val-de-Marne).

Renaud et Karine Guiffray,
Christophe et Anne Heulot,
ses enfants et leurs conjoints,

Laure, Henri, Guillaume
et Mathis,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part
du rappel à Dieu de

M. Benoît GUIFFRAY

le 17 septembre 2024,
à l'âge de 87 ans, à Créteil.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Notre-Dame-de-Vincennes,
à Vincennes,
le jeudi 26 septembre, à 14 h 30.
Elle sera suivie de l'inhumation
au cimetière du Montparnasse,
à Paris (14e).

Un registre à signatures
tiendra lieu de condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le comte (†) et la comtesse
Christian d'Aboville,
le lieutenant-colonel (e.r.)
et Mme Bruno Houdart,
le colonel (e.r.) et la comtesse
Christian
Greyfié de Bellecombe,
ses enfants,

ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants

vous font part
du rappel à Dieu de

Mme Claude HOUDART
née Francine Honnorat,

le 15 septembre 2024,
dans sa 92e année, munie
des sacrements de l'Église.

La messe d'À-Dieu aura lieu
le mardi 24 septembre, à 10 h 30,
en l'église Saint-Augustin,
Paris (8e).

gmdu35@gmail.com

Mme Jean Krebs,
née Brigitte Duval,

Guillaume et Anne Krebs,
Arthur, Valentin et Maxence,
Anne-Charlotte Krebs
et Hervé Mazurel,
Sacha et Hadrien,
Guillaume et Claire Fradet,
Aurélien, Victor et Antoine,
Tanguy et Sophie Fradet,
Maxime, Erik et Nicolas,
ses enfants, beaux-enfants
et petits-fils,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

M. Jean KREBS

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mardi 24 septembre 2024,
à 15 heures, en l'église
Notre-Dames-des-Sablons
d'Aigues-Mortes.

Olivier
Le Harivel de Gonneville,
son époux,

Guillemette et Didier
du Payrat,
Agnès et François Labesse,
Marie-Alix et Pierre
Gentilhomme,
Cécile et Ghislain
de La Hougue,
ses enfants,

ses 15 petits-enfants,
ses 9 arrière-petits-enfants

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Marie
LE HARIVEL de GONNEVILLE
née de Venel,

le 18 septembre 2024,
à l'âge de 94 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mardi 24 septembre 2024,
à 10 h 30, en l'église
Notre-Dame-de-l'Assomption,
à Meudon.

L'inhumation aura lieu
le vendredi 27 septembre,
à 14 h 30, au cimetière
du Beausset (Var).

Nathalie, Norbert, Sylvie, Léa
et Gauthier

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

M. Daniel MAIRE
chevalier
de la Légion d'honneur,
officier
de l'ordre national du Mérite,

ingénieur au Commissariat
à l'énergie atomique (CEA),
ancien membre
du Conseil scientifique
du CEA,
ancien membre
du Conseil supérieur
de la sûreté nucléaire,
ancien auditeur
de l'Institut
des hautes études de défense
nationale (IHEDN)
et membre du comité directeur,
ancien président de la
Commission défense nationale
des officiers de réserve
(UNOR),

survenu le 15 septembre 2024,
à l'âge de 93 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mardi 24 septembre,
à 14 h 30, au temple protestant
de Rambouillet (Yvelines),
49, rue Gambetta, suivie
de l'inhumation dans le caveau
familial, au cimetière
des Essarts-le-Roi.

Norbert Maire,
22, rue de Rome,
78690 Les Essarts-le-Roi.

Marie-Claude Mialaret,
née Ngo Dinh Luyen,
son épouse,

Charles, Constance, Cédric,
Capucine et Côme,
ses enfants,
Jérôme, Vincent et Caroline,
leurs conjoints,
Abigaïl, Eliott,
Auguste et Achille,
Charlotte, Angélique
et Melchior,
Cassandra, Lucas et Jeanne,
ses petits-enfants,

Nicole, Marianne, Benoît
et Catherine,
ses frère et sœurs,
ainsi que toute la famille

ont la douleur de faire part
du rappel à Dieu de

M. Laurent MIALARET

le 18 septembre 2024,
dans sa 82e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église de
Saint-Martin-de-Fressengeas
(Dordogne),
ce samedi 21 septembre,
à 11 heures.
Elle sera suivie
de l'inhumation au cimetière de
Saint-Martin-de-Fressengeas.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Christine de Tarr-Michel,
son épouse,
Diane de Tarr-Michel,
sa fille,

sa famille et ses amis

ont la profonde tristesse
de faire part du décès de

Alain MICHEL
inspecteur général honoraire
de l'Éducation nationale
(sciences économiques
et sociales),
ancien directeur adjoint
des études de l'École nationale
d'administration (ENA),
ancien directeur
de l'École nationale supérieure
de sécurité sociale (En3S),
président d'honneur
de l'Association française des
acteurs de l'éducation (AFAE)
et de l'Institut européen
d'éducation et de politiques
sociales (IEEPS),
conseiller scientifique
de Futuribles international,
membre
du comité de rédaction
de *European Journal
of Education et Futuribles*,
expert auprès de l'OCDE,
de la Commission européenne,
du Conseil de l'Europe,
de la Banque mondiale,
de l'Unesco
et du ministère français
des Affaires étrangères,

survenu le 17 septembre 2024,
à l'âge de 79 ans.

La cérémonie aura lieu
dans le caveau familial
du cimetière du Père-Lachaise,
à Paris (20e),
le samedi 28 septembre,
à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Contact : + 33 6 76 09 21 55.

Mme Montégudet,
née Béatrice Azaïs,

M. et Mme
Stéphane Delort-Laval,
Mme Isabelle Montégudet,
M. et Mme
Guillaume Montégudet,
M. et Mme
Alexandre Montégudet,
ses enfants,

Maxime et Alexia, Gaspard,
Timothée, Inès et Jean, Louis,
Éloi, Claire, Marielle,
Nathanaël, Aurélien, Flore
et Diane,
ses petits-enfants,

Thaïs et Côme,
ses arrière-petits-enfants,

vous font part du décès de

Gilles MONTÉGUDET

le 16 septembre 2024,
dans sa 92e année.

La messe sera célébrée
ce samedi 21 septembre,
à 14 h 30, en l'église
Saint-Vincent d'Urrugne
(Pyrénées-Atlantiques).

Mme André Philippe,
née Marie
de Laulanié de Sainte-Croix,
son épouse,

Agnès et Georges Monbrun,
Véronique et Olivier de Clock,
Hélène et Christian
de Coularé Delafontaine,
François et Sophie Philippe,
Henri et Valéria Philippe,
Marc et Isabelle Philippe,
Catherine et Christophe Perret,
Monique et Benoît Coudert,
Quitterie et Jean Colomb,
ses enfants,

ses 40 petits-enfants
et leurs conjoints,
ses 49 arrière-petits-enfants

vous font part
du rappel à Dieu de

M. André PHILIPPE

le 16 septembre 2024,
à l'âge de 97 ans.

La cérémonie religieuse
aura lieu le lundi 23 septembre,
à 11 heures, en l'église
de Saint-Julien-l'Ars (Vienne).

L'inhumation se déroulera
le mardi 24 septembre,
à 11 heures, au cimetière
de Sainte-Croix-de-Beaumont
(Dordogne).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).

Philippe Tribondeau
et Pascale Motillon,
Marion et Christian Peillon,
ses enfants,
Pierre, Jeanne, Arthur, Martin,
ses petits-enfants,

les familles Tribondeau
et Peillon

ont la tristesse
de faire part du décès de

Claude TRIBONDEAU
née Murat,
veuve de
Daniel Tribondeau

survenu le 17 septembre 2024,
à l'âge de 89 ans, à Saint-Malo.

Paris.

Jean-Pierre Paty,
son mari,

Marguerite, Cécile, Sophie
et Béatrice (†),
ses filles, et leurs conjoints,
Augustin, Timothée, Juliette,
Adèle, Guillaume, Madeleine
et Yseult,
ses petits-enfants,

François (†), Dominique,
ses frère et sœur,
leurs conjoints,
leurs enfants, petits-enfants
et arrière-petite-fille,
Élisabeth Béatrix,
sa belle-sœur,
ses enfants et petits-enfants

et toute la famille

ont la douleur
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Marie PATY
née Druesne,

le 17 septembre 2024,
dans sa 81e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mardi 24 septembre 2024,
à 10 heures, en l'église
Saint-Léon, à Paris (15e).

L'inhumation des cendres aura
lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue du Laos,
75015 Paris.

Bruno Piette,
Michel et Virginie Piette,
Stéphane et Anne-Caroline
Piette,
ses enfants,

Julien, Marie, Margaux,
Charlotte, Guillaume, Louise,
Benoît, Camille et Alexis,
ses petits-enfants,

Achille,
son arrière-petit-fils,

en union avec son épouse,
Nicole Piette (†),

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Jacques PIETTE

dans sa 95e année,
le 17 septembre 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le lundi 23 septembre,
à 10 heures, en l'église
Saint-Charles-de-Monceau,
22 bis, rue Legendre, Paris (17e).

L'inhumation aura lieu
à 16 heures, au cimetière
de Pierrefitte-sur-Sauldre
(Loir-et-Cher).

Paris (15e).

François Rosier,
Agnès Binsztok,
ses enfants,
Marie, Alice, Benoît, Léa,
ses petits-enfants,
Juliette et Gabrielle,
ses arrière-petites-filles,

ont la tristesse
de faire part du décès du

docteur Jacques ROSIER
ancien médecin
à l'hôpital Foch de Suresnes,

survenu le 15 septembre 2024,
à l'âge de 96 ans.

La cérémonie religieuse
a été célébrée
en l'église Saint-Léon,
1, place du Cardinal-Amette,
à Paris (15e),
le vendredi 20 septembre 2024.

L'inhumation aura lieu
le mardi 24 septembre,
à 10 h 30, au cimetière
de Digoin (Saône-et-Loire).

Mme Loys Rubat du Mérac,
son épouse,

M. et Mme Denis Reverseau
et leurs enfants,
Mme Inès Rubat du Mérac,
le baron et la baronne
Pierre-Antoine de Bouvet
et leurs enfants,
ses filles, ses gendres,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de faire part du décès de

M. Loys RUBAT du MÉRAC

survenu le 19 septembre 2024,
dans sa 84e année, muni
des sacrements de l'Église.

La messe d'obsèques
sera célébrée
le mercredi 25 septembre,
à 15 heures, en l'église
de Saint-Vaury (Creuse),
suivie de l'inhumation
au cimetière.

Guillaume et Élisabeth Dard,
Angélique et François
Sutra Fourcade,
ses enfants,

Alice, Pierre, Nicolas, Henri,
Roland, Hermine,
ses petits-enfants,

en union de pensée avec
Philippe Dard
et Antoine Seyrig,

Alain Vidart,
son frère,
Cécile et Thomas Ferenczi,
sa sœur et son beau-frère,
Charlotte Vidart,
sa belle-sœur,

ont la grande tristesse
d'annoncer le décès,
le 14 septembre 2024, de

Francine VIDART SEYRIG
chevalier
de l'ordre national du Mérite,

survenu dans sa
quatre-vingt-quinzième année.

Engagée à l'âge de 20 ans,
au lendemain de la guerre,
dans le Mouvement européen,
Francine aura œuvré toute
sa vie pour la construction
européenne et la place
des femmes en Europe.

L'inhumation aura lieu
ce samedi 21 septembre,
dans l'intimité,
au cimetière protestant
de Saint-Étienne-de-Tulmont
(Tarn-et-Garonne).

Un culte d'action de grâce
se tiendra
le mercredi 25 septembre,
à 15 heures, en l'église
protestante unie de l'Étoile,
54, avenue de
la Grande-Armée, Paris (17e).

remerciements

Mme Vincent
Bourgoing Dumonteil,
née Marie-Antoinette Giscard,
son épouse,

M. Nicholas Davidson
et Mme, née
Pauline Bourgoing Dumonteil,
Mlle Charlotte
Bourgoing Dumonteil,
Mme Clémence Bourgoing Joly,
M. et Mme Maxence
Bourgoing Dumonteil,
ses enfants,
ses petits-enfants
et toute sa famille,

très touchés
des marques de sympathie
qui leur ont été témoignées
lors du rappel à Dieu du

colonel (e.r.) Vincent
BOURGOING DUMONTEIL

le 7 septembre 2024,

vous prient de trouver ici
leurs sincères remerciements.

Dominique Jacques,
née Petro, son épouse,
ses filles et petites-filles,

très touchées des marques
de sympathie qui leur ont été
témoignées lors du décès de

Paul JACQUES

le 28 août 2024,

vous prient de trouver ici
leurs sincères remerciements.

Mme Marilou Tremil,
son épouse,
M. Jacques Tremil,
son fils,

remercient tous ceux présents
à la cérémonie d'adieu
du 18 septembre 2024, de

M. Charles TREMIL

messes

Une messe à l'intention de

Patrick
ASSIER de POMPIGNAN

rappelé à Dieu le 10 avril 2024,

sera célébrée
le jeudi 10 octobre, à 17 h 30,
en l'église
Saint-Pierre-du-Gros-Caillou,
Paris (7e).

souvenirs

Il y a un an, le

docteur Philippe POINTUD

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu
aient une pensée ou une prière
pour lui.

Après le succès du « Monde sans fin », vendu à p lus de1 million d'exemplaires, les sciences humaines s'emparent de plus en plus du neuvième art. Économistes, historiens et sociologues visent un public plus large, à l'heure où l'image triomphe de l'écrit.



PAR
Martin Bernier



1

De Jancovici à Todd, l'étonnant succès des BD « intellos »

Zzz. Les trois consonnes ne sont *« pas vraiment un mot, pas même une onomatopée, tout juste le sigle imprononçable du sommeil dans les bandes dessinées »*, reconnaît Antoine Compagnon*. Cela n'a pas empêché l'Académie française, *« qui se réunit à l'heure de la sieste »*, de les inscrire dans le dernier volume de son dictionnaire à paraître. « Zzz » ponctuera donc l'encyclopédie de la langue française, et la BD, symboliquement, fermera le bal des quelque 55 000 mots reconnus par les Immortels. Cette consécration pour le neuvième art accompagne une tendance de fond, et elle pourrait bien acter la reconnaissance institutionnelle d'un genre longtemps snobé par les milieux intellectuels. Car désormais, économistes, anthropologues, historiens et ingénieurs se bousculent dans les vignettes de bande dessinée. Dans le sillage de l'album réalisé par Jean-Marc Jancovici et Christophe Blain, *Le Monde sans fin* (Dargaud), et son million d'exemplaires vendus, toujours plus de chercheurs se mettent à plancher sur une adaptation dessinée de leurs travaux. Cet automne, les étals de BD fleurissent de noms familiers des rayons de sciences sociales : Emmanuel Todd, Thomas Piketty ou encore Bruno Latour.

« Il ne se passe pas trois jours sans qu'un auteur ne sollicite une BD inspirée de ses travaux, observe Thomas Ragon, éditeur de bande dessinée au Seuil. *Ils ont compris que c'était un moyen de toucher un lectorat plus important par rapport à des textes de sciences humaines et sociales "austères" »*, poursuit-il. Lui voit dans le succès phénoménal de la BD de Jean-Marc Jancovici et Christophe Blain le *« point culminant »* de cette dynamique. Car si ce qu'on appelle la « bande dessinée du réel » existe depuis un certain temps, et qu'une collection comme « Sociorama », qui fait dialoguer dessinateur et sociologues, a été créée dès 2016, les collaborations scientifiques se sont accélérées depuis trois ou quatre ans. Les éditeurs eux-mêmes sont parfois à l'initiative du projet. C'est le cas de Néjib, éditeur chez Casterman. Passionné par les livres d'Emmanuel Todd sur les systèmes familiaux, il l'a contacté pour lui proposer une adaptation dessinée de ses travaux. Très vite il le met en contact avec un dessinateur répondant au pseudonyme de Terreur Graphique; le projet naît, et une amitié aussi. *« C'est un mariage arrangé entre Terreur et moi, avec Néjib dans le rôle de la marieuse*, s'amuse Emmanuel Todd. *Et souvent ça marche mieux que pour le mariage romantique »*, ajoute-t-il en réajustant ses lunettes d'anthropologue. *« On s'est bien trouvé. Emmanuel Todd est quelqu'un de très drôle et de passionnant. Même si son café est moyen… »*, reconnaît Terreur Graphique, qui le dépeint dans la BD comme un savant fou, autoritaire et orgueilleux.

Un texte exigeant

Car, pour eux, il n'était pas question de faire une adaptation « sérieuse » de *La Diversité du monde*, ouvrage paru en 1999 dans lequel Todd déploie sa théorie des structures familiales. *« On voulait faire une BD d'aventure »*, expliquent les deux compères qui se prêtent volontiers à l'autodérision. *« Todd sait tout, Todd voit tout, Todd prévoit tout »*, peut-on lire dès les premières bulles de la BD *Il était une fois la famille* qui vient de sortir chez Casterman. *« J'avais du mal à évaluer la façon dont le livre serait reçu*, confesse Emmanuel Todd, *mais depuis que j'entends ma femme hurler de rire en le lisant, je suis rassuré. »* Il faut dire que peu d'auteurs acceptent d'être à ce point caricaturés. Dans la BD de Jean-Marc Jancovici et de Christophe Blain, l'humour pointe aussi, mais l'ingénieur expert du climat s'en tire avec un ego intact. Ce qui n'a pas empêché l'album de trouver son public et de franchir les frontières. Traduit dans plus d'une vingtaine de langues, il sort cet automne en Angleterre et aux États-Unis, et a dépassé depuis un moment le cap du million d'exemplaires vendus. L'idée, cette fois, était venue du dessinateur, Christophe Blain, connu notamment pour sa BD *Quai d'Orsay*. Converti par son frère aux travaux du fondateur de Carbone 4, il lui a écrit pour lui proposer son coup de crayon. La mayonnaise a pris et, après deux ans de visioconférences hebdomadaires, ils ont accouché d'un livre phénomène. *« Jancovici a vite compris que, pour le combat qu'il menait depuis des années, la BD était le médium parfait »*, raconte son éditeur, François Le Bescond.

À la question de savoir quel public ces albums visent, les réponses sont partagées, mais la plupart s'accordent sur les « jeunes adultes ». Car le texte dans les bulles reste exigeant. *« Il ne faut pas être si jeune que ça »*, reconnaît l'historien Sylvain Venayre. Professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il dirige la collection « L'histoire dessinée de la France », qui fait travailler historiens et dessinateurs main dans la main, et supervise une collection de BD de sciences humaines et sociales lancée par les Éditions Delcourt et La Découverte qui publie en octobre un album inspiré des travaux de Bruno Latour. L'audience que les éditeurs visaient à l'origine, reconnaît-il, *« ce sont des gens comme nous, mais qui ont lâché l'affaire en matière de connaissances »*. Si le souhait de toucher un public jeune est présent chez l'historien, il a bien dû se rendre à l'évidence : lors d'un déplacement dans un collège de Normandie avec Étienne Davodeau pour présenter leur bande dessinée *La Balade nationale*, seuls deux élèves sur vingt-cinq connaissaient l'existence du maréchal Pétain. Pas de quoi désespérer l'universitaire pour autant. Son ambition d'*« aller proposer des livres de sciences humaines et sociales à des gens qui n'en liraient jamais »* reste intacte.

Les résultats sont au rendez-vous : la BD *La Balade nationale* s'est vendue à plus de 50 000 exemplaires, soit quinze fois plus que *Les Origines de la France* (Seuil), le livre d'histoire dont elle est inspirée. À une époque où les ventes en sciences humaines se tassent, la bande dessinée apparaît dès lors comme une respiration pour des chercheurs soucieux de ne pas s'adresser qu'à leurs pairs. *« Il faut retrouver l'énergie du récit face à une histoire savante*, affirme Sylvain Venayre, *l'histoire loufoque et fantaisiste permet d'apprendre des tas de choses ! »* Et les vignettes de BD permettent également de s'initier à la philosophie depuis que l'agrégé Charles Pépin a publié avec le dessinateur Jul une série d'albums revisitant les idées des plus grands penseurs, de *La Planète des sages* à *50 Nuances de Grecs* (Dargaud).

Chez les économistes aussi, la formule séduit. Après une adaptation en BD de *Capital et idéologie* dont les chiffres de vente ont déjà dépassé ceux du livre original en grand format (autour de 150 000 exemplaires), Thomas Piketty a sollicité les Éditions du Seuil pour une adaptation de sa *Brève histoire de l'égalité*. L'album, réalisé par Stephen Desberg et Sébastien Vassant, sortira au mois de novembre.

« Un message de tolérance »

L'économiste Esther Duflo s'est laissé tenter par l'expérience, mais cette fois pour s'adresser aux plus jeunes. *« Après avoir eu le prix Nobel, elle s'est dit : "Ça y est, je suis légitime pour parler aux enfants" »*, raconte son éditrice Céline Ottenwaelter, au Seuil Jeunesse. La rencontre entre l'économiste spécialiste du développement et l'illustratrice Cheyenne Olivier a abouti à la publication entre 2022 et 2023 d'une série de dix albums, à mi-chemin entre la BD et le livre pour enfants. Inspirés du livre *Repenser la pauvreté*, ils se destinent à des enfants à partir de six ans, et jusqu'à la fin de l'école primaire. *« Le public le plus exigeant*, estime son éditrice, *car cela nécessite d'avoir une pensée très claire. »* Un projet qui a motivé la maison d'édition à lancer une nouvelle série de BD pour jeunes, adaptant les livres de la collection « Un sujet expliqué à mon fils ou ma fille », et dont le premier volume verra le jour en mars 2025.

Qu'il s'agisse du sujet de la pauvreté, du changement climatique, ou des structures familiales, les intellectuels font donc feu de tout bois pour diffuser leurs idées. Et ils ne prennent pas cette activité à la légère. *« Dans le contexte de guerre sans fin qui est le nôtre, cette BD, en plus d'être une grosse rigolade, c'est un acte civique*, lance Emmanuel Todd. *Il est important de rappeler que nos valeurs sont enracinées dans des mécanismes inconscients qui puisent leur origine dans les structures familiales. C'est un message de tolérance sur la diversité du monde civilisé »*, poursuit-il en expliquant comment la famille communautaire russe et la famille nucléaire égalitaire française ont façonné les rapports des peuples à l'autorité et à l'égalité.

Le cahier des charges entre Todd et Terreur Graphique était clair : *« Tu peux te moquer de moi autant que tu veux, mais pas de mes travaux »*, impose d'emblée l'anthropologue. Ensuite le dessinateur travaille le scénario, et s'amuse en revêtant Todd des habits les plus étonnants. *« Emmanuel Todd a adoré se voir en samouraï »*, raconte l'illustrateur. *« Et je lui ai demandé de me représenter en prophète de l'Ancien Testament, le rêve de tout petit enfant juif »*, confesse à son tour le chercheur qui dévorait les BD *Spirou et Fantasio* dans sa jeunesse.

Dans le travail commun émergent aussi des questionnements nouveaux : *« On s'est demandé comment représenter l'héritage égalitaire d'ouvriers agricoles du bassin parisien qui n'ont pas grand-chose »*, se souvient Emmanuel Todd. Résultat : *« Terreur a résolu le problème par une blague »*, en représentant des frères qui scient une table à manger en quatre et s'arrachent un mouchoir. Mais cela ouvre aussi de nouvelles perspectives de recherche. Sylvain Venayre l'a observé également en coordonnant « L'histoire dessinée de la France ». Dans l'élaboration du tome VI, *Chevaliers, moines et paysans : de Cluny à la première croisade*, le dessinateur Vincent Sorel interroge le médiéviste Florian Mazel : *« À quoi ressemblent les foulards que portaient les femmes du peuple ? »* Les livres d'histoire du Moyen Âge attestent tous du fait qu'elles en portent dans les cheveux, mais en l'absence de sources graphiques, personne ne les a jamais décrits. *« Comme il faut faire du visuel, il faut descendre d'un cran dans l'abstraction »*, reconnaît à son tour Emmanuel Todd; et des grandes idées, faire des petits personnages. *« Ça va avoir un effet à long terme sur ma façon de travailler »*, poursuit le spécialiste des structures familiales. *« Enfin, même si à mon âge il n'y a plus de long terme »*, ironise-t-il. Cela ne l'empêche pas de caresser l'idée de réaliser une autre BD avec son compère. Et l'envie a pris à d'autres : à la rentrée 2025, l'historien Johann Chapoutot devrait cosigner une bande dessinée adaptée de son livre *Libres d'obéir, le management du nazisme à aujourd'hui*. Reste à savoir, ensuite, si le public demeurera réceptif face à cette effervescence de bulles. ■

**Antoine Compagnon, « La littérature, ça paye » (Équateurs, 2024).*



**1. et 2. *Il était une fois la famille*, d'Emmanuel Todd, illustré par Terreur Graphique.
3. *Le Monde sans fin*, de Christophe Blain et Jean-Marc Jancovici.
4. *50 Nuances de Grecs*, de Jul et Charles Pépin.** CASTERMAN ; DARGAUD

Laurence Garnier sur la sellette avant même d'être nommée ministre : le conservatisme, voilà l'ennemi !

» Lire aussi PAGE 2



CHRISTOPHE BOUTIN

Sur la liste de Michel Barnier pour le ministère de la Famille, Laurence Garnier pourrait être écartée du gouvernement en raison de ses positions jugées «rétrogrades». Un épisode qui illustre la persistance d'un clivage profond entre progressistes et conservateurs, estime Christophe Boutin, professeur de droit public.

La question de la nomination de la sénatrice de Loire-Atlantique Laurence Garnier au ministère de la Famille a fait bruisser les médias et agité la classe politique. Le président de la République lui-même, tout en ne s'opposant pas à une telle nomination – ce que la Constitution ne lui permettait de toute manière pas –, mais entendant bien négocier avec Michel Barnier un certain nombre de ministères, et surtout, au-delà, redorer dans les médias et auprès de son électorat une image passablement ternie par la dissolution et ses suites, aurait « alerté sur le cas » le nouveau premier ministre. À l'heure où nous écrivons, il semble que la sénatrice ait été écartée de tout ministère.

Si l'on a pu connaître par le passé, en période de cohabitation, des présidents négociant le choix des titulaires de certains ministères dont l'action pouvait recouper une partie de leurs prérogatives constitutionnelles, comme les Affaires étrangères ou la Défense, on ne savait pas que la Famille faisait partie du prétendu « domaine réservé » du chef de l'État. La première information que donne cet épisode est donc de prouver, si besoin en était, la place centrale – parce que médiatiquement hautement sensible – qu'ont maintenant dans notre vie politique les questions dites « sociétales », qui sont autant de vitrines de la doxa actuelle.

Cet épisode est aussi instructif en ce qu'il démontre quelles sont les vraies oppositions idéologiques. Après la tentative de création d'un vaste centre attrape-tout, s'auto-qualifiant de « républicain » pour mieux en exclure des extrêmes inaptes à s'unir contre lui, œuvre d'Emmanuel Macron depuis 2017, à laquelle il n'a nullement renoncé après l'échec de son camp aux législatives de 2024, certains écrivent que le clivage droite-gauche renaîtrait de ses cendres. Mais il semble bien que la véritable opposition soit plus que jamais aujourd'hui entre le conservatisme et le progressisme.

Rappelons-le, l'approche conservatrice ne saurait se confondre avec la réactionnaire, visant à revenir à une situation antérieure, ou avec un fixisme refusant toute évolution de la société. Elle veut seulement mettre en garde contre les conséquences imprévues de certains choix, et éviter toute politique de la table rase, puisque les cadres sociétaux préexistants nous ont permis d'être ce que nous sommes. Pour le progressisme au contraire, toute nouveauté étant progrès, et donc amélioration, il conviendrait, pour parvenir à la société idéale, de se libérer des ancrages passés.

Or que reproche-t-on à la sénatrice ? Le mot est souvent lâché, son conservatisme… et, de fait, sa prudence. Sa participation à la Manif pour tous ? On y mettait en garde contre les conséquences qu'aurait nécessairement la reconnaissance du mariage homosexuel en termes de droit de la famille, si ce n'est de droit à l'enfant. Reconnaissons que ces craintes, comme l'accès à la PMA, raillées alors par les tenants de la nouvelle loi, étaient fondées. Elle se serait ensuite opposée à la constitutionnalisation du droit à l'avortement, jugée inutile ? Mais le rapporteur du texte à l'Assemblée nationale, aujourd'hui si critique de cette nomination, écrivait alors que ce droit n'était nullement menacé en France, quand l'exposé des motifs, après une interprétation fautive de la décision de la Cour suprême américaine, se contentait d'exalter une *« voix de la France (…) attendue par toutes celles et ceux qui résistent aux menées les plus rétrogrades »*.

Laurence Garnier n'est pas la première personnalité soupçonnée d'avoir fait preuve de conservatisme dans les domaines sociétaux. Les nouveaux gardiens du temple se sont ainsi successivement penchés ces dernières années sur les cas des nominations de Catherine Vautrin, de Christophe Béchu ou de Gérald Darmanin, à des ministères bien différents de celui de la Famille, sans pour autant parvenir à les écarter de leurs fonctions. Ils examinent aujourd'hui ceux de Bruno Retailleau ou de Patrick Hetzel – qui ne devront peut-être de conserver les ministères qu'on semble leur promettre qu'au sacrifice de leur ex-future collègue sur l'autel des temps nouveaux. Demain en tout cas, une autre chasse à l'homme sera menée, disséquant des propos privés, épluchant les contenus des réseaux sociaux, sondant de prétendues arrière-pensées.

Face à cette machine politique et médiatique bien huilée, toute modération est fatale : fort de ces concessions, le progressisme demandera toujours plus, et l'on sait qu'il n'hésite pas au besoin à broyer les modérés de son camp. Ce que montre clairement la complaisance affichée envers ses diktats sociétaux, à gauche comme à droite – des élus LR se sont aussitôt inquiétés et désolidarisés de ce projet de nomination –, c'est où, non pas dans les discours, mais dans les faits, dans les choix, passe la frontière idéologique. Laurence Garnier serait ainsi inapte à diriger le ministère de la Famille aussi bien pour l'association Gaylib, qui s'inquiète de sa capacité *« à défendre les droits de toutes les familles »*, que pour Geoffroy Didier, secrétaire général délégué des Républicains, qui se demande si elle pourrait à ce poste oublier ses choix personnels. Autant de questions qui ne se sont pourtant pas posées pour la dernière titulaire de la fonction, la MoDem Sarah El Haïry, qui a fait son coming out et a bénéficié de la PMA. C'est qu'aux yeux de la pensée dominante la première est « coupable, forcément coupable ». ■

**Christophe Boutin est professeur de droit public à l'université de Caen. Il a notamment publié, avec Olivier Dard et Frédéric Rouvillois, « Le Dictionnaire du conservatisme » (Cerf, 2017).*

Après la renaissance de Notre-Dame de Paris, sauvons le reste de notre patrimoine



DESSINS FABIEN CLAIREFOND

JÉRÉMIE PATRIER-LEITUS

À l'occasion des Journées européennes du patrimoine qui se tiennent samedi et dimanche, le député du Calvados et coprésident du groupe d'études patrimoine et tourisme de l'Assemblée nationale* rappelle l'importance de protéger les monuments qui font la fierté de la France.

Le 8 décembre prochain, après un chantier exceptionnel qui aura duré cinq ans, les Français retrouveront « leur » cathédrale : la cathédrale Notre-Dame de Paris. En attendant, ils seront des millions, ce week-end encore, à (re)découvrir les joyaux de notre patrimoine à l'occasion de la 41e édition des Journées européennes du patrimoine.

Cependant, à l'ombre des tours de Notre-Dame qui a pu renaître grâce à un élan de générosité sans précédent et au travail d'orfèvre mené par des artisans d'art venus de tout le pays, notre patrimoine local et notamment religieux continue de souffrir, malgré les moyens sans précédent mobilisés par les acteurs publics (État, collectivités locales) ou privés (Fondation du patrimoine, loto du patrimoine, mécènes privés).

Sur les presque 45 000 édifices religieux encore ouverts au culte, plus de la moitié seraient menacés. 75 % d'entre eux se trouvent dans des communes de moins de 3 000 habitants qui n'ont plus les moyens de les entretenir. Et d'ici à 2030, entre 2 000 et 5 000 églises pourraient être abandonnées, vendues ou détruites, en particulier des églises du XIXe siècle. Par ailleurs, un quart des 46 463 monuments historiques protégés sont en mauvais état ou en état de péril. Le 2 septembre dernier, le spectacle funeste de l'incendie criminel de l'église de l'Immaculée Conception à Saint-Omer nous a rappelé, s'il le fallait, la fragilité de notre patrimoine et les différentes menaces qui pèsent sur lui.

Façonné au fil des siècles par le génie des hommes, notre patrimoine est pourtant notre héritage commun le plus précieux, ce qui nous rassemble et nous unit malgré les ferments de haine et de division qui traversent notre société. Si nos chefs-d'œuvre patrimoniaux sont des lieux qui disent ce que nous sommes, notre héritage, notre identité, ils sont avant tout des lieux qui nous lient et relient, des lieux qui permettent de faire nation. De tout temps, c'est au chevet de nos monuments, que les Français se sont rassemblés dès qu'ils sentaient le besoin de retrouver ce qui faisait leur unité, « leur destin commun ».

« Il faut des monuments aux cités de l'homme, autrement où serait la différence entre la ville et la fourmilière ? », insistait Victor Hugo, ardent défenseur du patrimoine français. Une nation qui laisse son patrimoine se déliter est une nation qui s'oublie et se perd.

« Une nation qui laisse son patrimoine se déliter est une nation qui s'oublie et se perd »

Alors que notre pays cherche un grand projet politique, son récit national, faire de la sauvegarde de notre patrimoine une grande cause nationale permettrait d'unir les Français autour d'une ambition fédératrice et universelle. Témoin de notre histoire, âme de notre pays, mémorial de notre nation, le patrimoine est un trésor symbolique et politique pour celles et ceux qui cherchent à dépasser les croyances individuelles et les clivages partisans, pour bâtir un projet de société universaliste qui rassemble les Français et répare les fractures sociales et territoriales.

La préservation et la valorisation de notre patrimoine doivent être au cœur des priorités politiques de notre pays car elles permettront :

D'abord, de redonner aux habitants des territoires ruraux leur fierté et de lutter ainsi contre le sentiment d'abandon. Une église en état de péril, un monument qui se délite contribuent au sentiment de relégation d'une France périphérique qui se sent abandonnée.

Ensuite, de contribuer à la vitalité économique de nos territoires à travers la préservation et la transmission des 231 métiers d'art et du patrimoine qui sont autant d'emplois non délocalisables. Chaque euro engagé dans un chantier de restauration patrimoniale génère jusqu'à 21 euros de retombées économiques. Restaurer un lieu patrimonial permet d'employer la main-d'œuvre locale, de développer des filières professionnelles et de préserver nos savoir-faire.

Mais aussi de renforcer le rayonnement et l'attractivité touristique de la France, première destination touristique au monde. Sur les 100 millions de touristes qui viennent en France chaque année, la moitié visite au moins un site culturel et patrimonial. Notre patrimoine est le pilier de l'attractivité touristique de notre pays qui représente près de 2 millions d'emplois sur le territoire et de peser pour près de 8 % du PIB dans le monde.

Et enfin, d'offrir aux jeunes de France des lieux pluriséculaires où ils peuvent prendre la mesure du temps long, éprouver physiquement l'histoire de notre pays. Quitter, le temps d'une visite, le monde virtuel, les écrans et les torrents d'informations et d'images charriées par les réseaux sociaux pour faire l'expérience, matérielle d'une identité enracinée et d'une histoire commune, d'une mémoire collective. Le patrimoine contribue à former des citoyens éclairés qui ont un passé en partage et peuvent ainsi forger une communauté de destins.

« Ce qui constitue une nation, ce n'est pas de parler la même langue, ou d'appartenir à un groupe ethnographique commun, c'est d'avoir fait ensemble de grandes choses dans le passé et de vouloir en faire encore dans l'avenir », nous rappelait Ernest Renan. Le patrimoine est bien ce trait d'union entre un héritage en partage et un avenir en commun, un projet politique pour faire nation. ■

**Député du Calvados et rapporteur du budget 2025 de l'État pour le patrimoine, Jérémie Patrier-Leitus copréside le groupe d'études patrimoine et tourisme de l'Assemblée nationale. De 2019 à 2022, il a été directeur au sein de l'établissement public chargé de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris.*

Le dernier spasme d'une classe politique agonisante ?



CHRONIQUE
Mathieu Bock-Côté

En l'espace de quelques jours, la droite, qui se croyait de retour au pouvoir, a compris qu'elle ne l'était pas vraiment. Certes, Michel Barnier semble installé à Matignon. Mais il n'a pu former son gouvernement qu'en deux temps, et a dû multiplier les contorsions pour y parvenir, l'Élysée, d'abord, et les résidus parlementaires du bloc central, ensuite, jugeant sa première proposition trop LR. Michel Barnier n'avait finalement pas les mains libres. Le nouveau gouvernement sera, pour l'essentiel, une version remaniée de l'ancien, sans que ne s'y greffent des éléments trop « conservateurs ». Le gouvernement Barnier se présente moins comme un recours pour réparer et réunifier autant qu'il le peut un pays politiquement fragmenté qu'à la manière du dernier spasme d'un régime agonisant, et qui sait l'être.

C'est une classe politique en fin de parcours qui se révèle, et nous oblige à revenir à 2017, au moment du premier macronisme, triomphant. On se souvient peut-être, à moins qu'on ne se souvienne plus, que le macronisme est moins né d'un élan populaire que d'une ruse élitaire, qui a vu une caste liquider le président sortant et exécuter celui qui était appelé à lui succéder, par une manœuvre juridico-médiatique relevant du coup de force maquillé en sursaut éthique. Il fallait empêcher le candidat d'une droite décomplexée d'arriver au pouvoir. L'oligarchie qui coopta alors Emmanuel Macron réussit un coup de maître : un système agonisant se ripolinait la façade en lui donnant un coup de jeune. Une classe politique venait de se sauver en criant révolution.

Mais, bien qu'on continue de le nier aujourd'hui, Emmanuel Macron fut un président claudicant dès les premiers jours. D'abord parce qu'au deuxième tour de 2017 il fut moins porté par une majorité d'adhésion que par le carnaval de l'antifascisme involontairement parodique. Le front républicain se voulait déjà de retour. Il s'accompagne toutefois toujours d'une forme de légitimité négative : il conduit moins au pouvoir des hommes et un programme qu'il n'a pour fonction d'empêcher à tout prix une force politique médiatiquement disqualifiée d'y parvenir. Cette légitimité n'est pas une d'adhésion, et on ne peut pas vraiment s'appuyer sur elle pour engager une grande transformation politique. La procédure démocratique est sauve, l'esprit démocratique n'est plus là.

D'ailleurs, la crise n'allait pas tarder, avec la révolte des « gilets jaunes », authentique mobilisation populaire, avant son détournement par l'ultragauche. Les profondeurs du pays larguées par le nouvel élan mondialiste et européiste se révoltaient. Emmanuel Macron fera par ailleurs tout en son pouvoir pour installer durablement un clivage entre le bloc central et les nationalistes – avant de le retraduire en un affrontement entre les républicains et les extrêmes. Il s'agissait de disqualifier toute forme d'alternance ou d'alternative véritable, en fédérant tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, tirent avantage de ce qu'est devenu l'ordre établi, et de faire peur aux autres en leur parlant du grand retour de la bête immonde – ou de les intimider en leur promettant la mauvaise réputation s'ils ne répétaient pas les bons slogans.

La même séquence s'est produite en 2022. On oublie, aujourd'hui, l'enthousiasme des voix les plus importantes du système quand se répandit la rumeur voulant que ni Le Pen, ni Mélenchon, ni Zemmour, qui totalisaient alors entre 45 % et 50 % d'appuis, n'obtiendraient leurs signatures pour participer à la présidentielle, parce qu'ils ne seraient pas « républicains ». Comprenaient-elles, alors, qu'elles décrétaient la moitié des Français factieux ? La même histoire s'est reproduite en 2024 au moment des législatives, le système électoral étant cette fois détourné par une grossière manœuvre pour produire des résultats contraires aux préférences populaires. La légitimité négative arrivait alors à son point culminant. La France est devenue politiquement ingouvernable avec une classe politique concassée, qui ne parvient plus à dissimuler sa médiocrité.

En 2017, comme en 2022 puis en 2024, les Français furent privés d'un véritable exercice démocratique. Des élites usées, mais s'accrochant rageusement à leurs privilèges et redoutant une insurrection populaire, qu'elles materont à tout prix, ont privatisé la république. On appelle désormais cela l'État de droit. Le peuple vote mal, se rend coupable de populisme, et n'est plus pour cela le bienvenu en démocratie. Il le sera à nouveau quand il se sera calmé, rééduqué ou submergé. Entre-temps, le système politique tourne en rond, incapable désormais d'engendrer un gouvernement qui tiendra, qui saura vraiment piloter le pays, alors qu'il est confronté, avec la crise migratoire et l'insécurité généralisée, à sa plus grave crise depuis la guerre d'Algérie. C'est ce qu'on appelle une crise de régime. ■

Motion de destitution de Macron : pour LFI, la démarche compte bien plus que le résultat



CHRONIQUE
Albert Zennou

Pourquoi entreprendre une procédure qu'on est sûr de perdre ? Lorsque La France insoumise s'est lancée dans le processus de destitution d'Emmanuel Macron, pas une seconde le mouvement de Jean-Luc Mélenchon n'a pensé réussir à aller au-delà de la présentation à l'Assemblée. Jamais il n'a cru possible de mener l'opération à son terme. Les mathématiques sont aussi inflexibles que les théories trotskistes. Faute d'avoir 385 députés à son actif pour réussir à faire voter la loi, LFI est dans l'incapacité de faire passer son texte. Macron n'a rien à craindre, il ne sera pas destitué. Le chef de l'État le sait. La France insoumise et ses alliés du NFP le savent aussi. L'article 68 de la Constitution est compliqué à mettre en œuvre. En pratique, une telle destitution ne peut se faire que si le président est reconnu coupable de *« manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat »*. La destitution d'un président de la République ne peut pas être engagée sur des bases purement politiques ou idéologiques. Il faut prouver une faute grave. Mais alors pourquoi entreprendre une démarche qui n'a aucune chance d'aboutir ? Comme souvent avec LFI, le résultat compte moins que la démarche.

Le but de la démarche se trouve donc ailleurs. L'agenda politique de LFI, et singulièrement celui de Jean-Luc Mélenchon, est indexé sur la présidentielle. LFI est persuadé que la démission de Macron est inéluctable après un ou deux gouvernements censurés. La motion de destitution serait une première étape vers cette échéance. Le chef des insoumis doit donc rappeler régulièrement à ses « alliés » du NFP et surtout aux électeurs qu'il reste le candidat de gauche le plus apte à être au second tour de la présidentielle. Car c'est l'une des caractéristiques de l'électorat dit progressiste d'être bien plus unitaire que les partis politiques qui le représentent. En 2017, comme en 2022, Mélenchon est arrivé largement en tête des candidats de gauche au premier tour, manquant même de peu sa qualification il y a deux ans. C'est ce vote utile qui a permis au patron de LFI d'obtenir un tel résultat. C'est sur ce vote utile qu'il compte encore pour 2027 ou avant.

En demandant la destitution, LFI fait d'une pierre deux coups, lundi dernier, en réussissant à obliger le PS à voter la recevabilité de la motion au bureau de l'Assemblée, où la gauche est majoritaire. Ainsi, la motion sera débattue en commission des lois. La victoire est symbolique mais loin d'être anodine. Le PS s'est retrouvé coincé par LFI pour ne pas laisser les insoumis truster le leadership de la gauche. Les socialistes savent bien qu'en bons trotskistes Jean-Luc Mélenchon et ses troupes auraient traité les socialistes de sociaux-traites, l'accusation classique de l'extrême gauche envers les réformateurs. LFI est dépositaire du brevet de la vraie gauche alors que les autres ne sont capables que de compromis avec le pouvoir. LFI peut se vanter devant ses électeurs qu'il est pur et ne transigera jamais sur ses idéaux. Du coup, le PS se trouve embringué dans

L'agenda politique de LFI, et singulièrement celui de Jean-Luc Mélenchon, est indexé sur la présidentielle. LFI est persuadé que la démission de Macron est inéluctable après un ou deux gouvernements censurés. La motion de destitution serait une première étape vers cette échéance

une bataille institutionnelle qui pourrait se retourner contre lui et l'arrime idéologiquement à La France insoumise. En mettant sur la table un projet aussi clivant que la destitution, LFI pousse les autres partis de gauche à se positionner clairement : soit ils soutiennent cette initiative, soit ils se désolidarisent. Pour réussir la prochaine présidentielle, LFI est dans l'obligation d'apparaître comme étant le parti le plus à même de gagner. La compétition se joue donc en premier contre le PS et les Verts.

LFI est un mouvement qui s'appuie sur une base militante convaincue. En posant cet acte fort, le parti montre à ses soutiens qu'il n'abandonne pas son rôle de contestation radicale contre Emmanuel Macron. Cette démarche lui permet de mobiliser son électorat sensible au thème du référendum révocatoire. En mettant en avant une position de rupture face au système, LFI occupe une place dans le débat public en tant que force d'opposition non seulement politique, mais aussi morale, face à ce qu'il considère être un mépris de Macron.

En appelant à la destitution de Macron, LFI envoie un message aux Français mécontents. Cette initiative veut montrer que certains responsables politiques sont prêts à mener des actions fortes pour exprimer le ras-le-bol social. L'objectif n'est donc pas uniquement de réussir la destitution, mais de susciter un débat national sur la légitimité de Macron, notamment en le peignant comme un président déconnecté des réalités sociales.

L'échec annoncé de la destitution sera alors utilisé pour illustrer la difficulté de changer les choses dans un système politique jugé bloqué et figé. LFI pourrait se présenter comme l'un des seuls mouvements à s'opposer frontalement au président, en appelant à un changement plus radical des institutions et sa fameuse VIe République. Cette motion de destitution pourrait permettre à LFI de se positionner en leader de l'opposition pour les échéances à venir. La seule chose qui importe au parti de Jean-Luc Mélenchon. ■

LE FIGARO

Dassault Médias (actionnaire à plus de 95 %) 23-25, rue de Provence 75009 Paris
Président-directeur général Charles Edelstenne
Administrateurs Thierry Dassault, Olivier Costa de Beauregard, Benoît Habert, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS (société éditrice) 23-25, rue de Provence 75009 Paris
Président Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication Marc Feuillée

Directeur des rédactions Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

Directeur artistique Pierre Bayle
Rédacteur en chef Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news Bertrand Gié
Éditeurs Robert Mergui, Anne Pican

FIGAROMEDIAS 23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité
Président-directeur général Aurore Domont
Direction, administration, rédaction 23-25, rue de Provence 75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7 h à 18h ; sam. de 8 h à 13 h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

LE TRI + FACILE

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de : Édition nationale 1er cahier 18 pages **Cahier 2 Économie** 8 pages **Cahier 3 Le Figaro et vous** 16 pages **Sur certaines éditions : Supplément 4 Magazine** 172 pages **Cahier TV** 68 pages **Supplément 5 Madame** 172 pages **Promo portage Wall Street Journal : diffusion sur une partie du territoire national**

BALENCIAGA

LES SUBTILITÉS D'UN DIALOGUE

EXPOSITION

JOURNÉES EUROPÉENNES DU PATRIMOINE

21 & 22 SEPTEMBRE 2024 – 40 RUE DE SÈVRES, 75007 PARIS

LE FIGARO économie



RESTAURATION

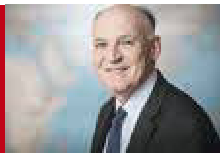
FAUCHON, HÉDIARD, DALLOYAU... LA MALÉDICTION DES GRANDS TRAITEURS

PAGE 23

GRAND TÉMOIN

PIERRE-ANDRÉ DE CHALENDAR : « SUR LE CLIMAT, L'EUROPE AGIT DE MANIÈRE EXCESSIVE ET INCOHÉRENTE »

PAGE 24





CHRISTIAN LINDGREN / RITZAU SCANPIX VIA AFP ; THOMAS SAMSON / AFP ; FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO ; IMAGO/ANDREA CALANDRA VIA REUTER

Retraites : ces pays qui repoussent l'âge de départ

Alors que le RN et la gauche rêvent d'abroger la réforme des 64 ans et que Michel Barnier est prêt à l'aménager, nos voisins continuent d'allonger la durée du travail. PAGES 20 ET 21

L'Europe va prêter 35 milliards d'euros à l'Ukraine

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, en a fait l'annonce à Kiev, aux côtés du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, lors d'une conférence de presse commune. L'Union européenne envisage d'accorder un prêt de 35 milliards d'euros à l'Ukraine, qui sera financé sur les profits exceptionnels dégagés par les avoirs russes gelés en Europe. Les États membres doivent encore approuver cette proposition mais la procédure devrait être accélérée. Ce prêt n'est soumis à aucune condition. *« Ce sera à vous de décider comment utiliser ces fonds »*, a assuré la présidente. Et *« ce prêt ira directement dans votre budget national »*, a-t-elle ajouté. Quelque 200 milliards d'euros d'avoirs russes ont été gelés dans l'UE après l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, dont environ 90 % se trouvent en Belgique, siège de l'organisme international de dépôts de fonds Euroclear.

Les Vingt-Sept avaient trouvé un accord en mai pour utiliser les intérêts produits par ces avoirs gelés de la banque centrale russe. Ils sont censés dégager entre 2,5 et 3 milliards d'euros par an, afin d'aider à armer l'Ukraine et à financer sa reconstruction. Ce gel dépend d'un régime de sanctions que les États membres doivent renouveler tous les six mois. La Commission a proposé que ce renouvellement portant sur les avoirs de la banque centrale russe se fasse désormais tous les trois ans.

(AVEC AFP)

> FOCUS

MICROSOFT EN APPELLE AU NUCLÉAIRE POUR SES DATA CENTERS

Le symbole est fort. L'unité 1 de la centrale nucléaire de Three Mile Island (Pennsylvanie) où avait eu lieu le plus grave accident nucléaire américain en 1979, va être relancée pour fournir en électricité des centres de données de Microsoft. Le géant de l'informatique et l'énergéticien Constellation Energy ont annoncé vendredi la signature d'un accord aux termes duquel un réacteur sera redémarré. Ses 835 mégawatts de capacité de production – correspondant à la consommation électrique de 800 000 foyers américains – seront entièrement dédiés à l'alimentation de data centers de Microsoft, dans quatre États américains, pendant vingt ans.

La relance de ce réacteur, arrêté depuis cinq ans, est une première aux États-Unis. Elle devrait être effective en 2028, sous réserve de l'approbation des autorités nucléaires américaines. L'opération illustre la nécessité pour Microsoft de réduire ses émissions des CO_2 alors que ses besoins énergétiques explosent avec l'envolée de l'intelligence artificielle. Bill Gates, le fondateur de Microsoft, a affirmé à plusieurs reprises être *« convaincu que l'énergie nucléaire peut nous aider à répondre aux défis climatiques »*.

Constellation Energy va investir 1,6 milliard de dollars pour relancer l'unité 1, voisine de celle qui avait été le théâtre de l'accident de 1979. L'énergéticien a aussi engagé un process de renouvellement de ses autorisations pour étendre la vie de la centrale à au moins 2054. L'unité 1 a fêté cette année ses 50 ans. Les États-Unis ont engagé un processus permettant d'allonger la durée de vie des centrales à 80 ans.

ELSA BEMBARON

le PLUS du FIGARO ÉCO

SRI LANKA
L'île toujours étranglée par sa dette chinoise PAGE 21

LA SÉANCE

DU VENDREDI 20 SEPTEMBRE 202

CAC 40	7500,26	-1,51%
DOW JONES	41950,71	-0,18%
ONCE D'OR	2449,75	(2490,00)
PÉTROLE (Brent)	74,420	(74,850)
EUROSTOXX 50	4872,73	-1,43%
FOOTSIE	8229,99	-1,19%
NASDAQ	19740,86	-0,50%
NIKKEI	37723,91	+1,53%

L'HISTOIRE

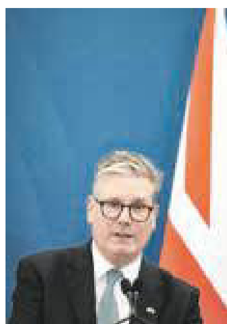
La dette britannique atteint 100 % du PIB… mais c'est moins que la France

Alerte outre-Manche. En août, la dette publique du Royaume-Uni a atteint un niveau inédit depuis les années 1960 : 100 % du produit intérieur brut (PIB), soit 2 546 milliards de livres (3 032 milliards d'euros), selon des chiffres publiés vendredi. Pourtant, même à ce niveau record, la Grande-Bretagne fait mieux que la France, dont la dette a grimpé à 110,7 % du PIB à la fin du premier trimestre 2024, soit 3 159,7 milliards d'euros. Un mauvais chiffre seulement dépassé dans l'UE par l'Italie (près de 138 %) et la Grèce (presque 160 %).

La dette britannique est sur une trajectoire qui risque d'être *« insoutenable »*, a prévenu l'organisme public de prévisions budgétaires (OBR) la semaine dernière, jeugeant que si le pays continue dans cette direction, elle *« triplera presque »* dans les prochaines décennies.

Ce nouveau dérapage s'explique par *« des dépenses plus élevées »*, avec la hausse des prestations sociales et des salaires dans les services publics.

Ce record met la pression sur le gouvernement travailliste de Keir Starmer *(notre photo)*, arrivé au pouvoir en juillet après une campagne axée sur une *« discipline budgétaire de fer »*. L'exécutif blâme 14 années de gouvernements conservateurs pour un *« trou noir »* de 22 milliards de livres dans les finances publiques. Et le premier ministre a déjà prévenu que son premier budget, attendu le 30 octobre, serait *« douloureux »* avec de probables réductions des dépenses publiques et des augmentations d'impôts. Des deux côtés de la Manche, malgré les divergences de coloration politique, les mêmes causes produisent les mêmes effets. ■



ARMELLE BOHINEUST

Un quart des demandes de la Cour des comptes restent sans suite

Que deviennent les nombreuses recommandations de la Cour des comptes ? Si la majorité d'entre elles sont bel et bien appliquées, 24 % n'ont pas été mises en œuvre en 2023, indique cette dernière dans un rapport publié vendredi. *« Après une baisse entre 2018 et 2021, la tendance sur les deux dernières années est une stabilisation du nombre des recommandations complètement ou partiellement mises en œuvre, le nombre de recommandations non mises en œuvre étant passé de 20 % en 2018 à 24 % en 2023, avec un pic à 34 % en 2022 »*, note la juridiction financière.

Pour arriver à ce résultat, la Cour des comptes a examiné les mesures prises par les administrations qu'elle avait contrôlées en 2020 : ministères, Caisse des dépôts et consignations… Elle constate ainsi que trois ans après avoir été formulées, un peu plus de 65 % de ses préconisations ont été mises en application en 2023. Les recommandations des chambres régionales et territoriales des comptes (CRTC) sont davantage suivies, puisque 79 % d'entre elles ont été partiellement ou intégralement suivies d'effets en 2023. Un pourcentage en hausse de trois points par rapport à 2022 (76 %). Au final, Cour des comptes et CRTC confondues, 76 % des recommandations des juridictions financières ont été partiellement ou intégralement mises en application en 2023. *« Après avoir fléchi à la suite de la crise sanitaire, dont la gestion avait fortement mobilisé les administrations publiques (…), ce taux a recommencé à progresser »*, se félicite le premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, dans l'introduction du rapport. *« Son niveau est d'autant plus satisfaisant qu'une proportion non négligeable de recommandations non encore suivies d'effets porte sur la conception de politiques publiques associant souvent plusieurs partenaires »*, donc plus complexes et lentes à mettre en œuvre, conclut-il.

J.-R. P.

Pendant que la France envisage de détricoter sa les autres pays repoussent l'âge de départ à la

Anne Cheyvialle avec nos correspondants **Pierre Avril** (Berlin) et **Valérie Ségond** (Rome)

La tendance se généralise, en Europe et ailleurs, avec de plus en plus d'États qui instaurent un lien automatique avec

Principe de réalité. L'inexorable vieillissement de la population imposera de travailler plus longtemps. Faute de quoi les systèmes de retraite seront en péril car il n'y aura plus assez d'actifs pour compenser le nombre de retraités. Les velléités en France de détricoter la dernière réforme, voire de l'abroger comme le souhaitent le RN et la gauche, vont à rebours d'une tendance généralisée, en Europe et ailleurs, de reculer l'âge de départ à la retraite. Nombre de pays européens – Allemagne, Espagne, Pays-Bas… – l'ont déjà relevé à 67 ans. Vendredi dernier, annonce plus que symbolique, même la Chine, confrontée elle aussi à une crise démographique profonde a décidé d'agir. À la chinoise, en faisant immédiatement taire la vague de colère sur internet. Pour les hommes, l'âge de départ passera progressivement à partir de 2025 à 63 ans contre 60 ans.

« La bonne réponse face à l'augmentation de la longévité est l'allongement de la durée de vie au travail, sinon, il faut augmenter les cotisations ou baisser les retraites »

Hervé Boulhol Expert pour l'OCDE

L'OCDE, qui analyse les systèmes de pensions, note une accélération des réformes ces dernières années pour à la fois retarder l'âge et restreindre le recours aux préretraites. « *La bonne réponse face à l'augmentation de la longévité est l'allongement de la durée de vie au travail, sinon, il faut augmenter les cotisations ou baisser les retraites* », confirme Hervé Boulhol, expert retraite pour l'organisation internationale basée à Paris. De nombreux pays vont voir leur population active diminuer drastiquement dans les quarante prochaines années : de 25 % en Allemagne, à plus de 30 % en Italie, Espagne ou Grèce, et jusqu'à 50 % en Corée. « *Il faut prendre conscience de ce choc* », insiste l'économiste. L'âge dit « normal » doit être repoussé dans 23 pays de l'OCDE sur 38 et passera progressivement de 64,4 ans pour les hommes qui prennent leur retraite aujourd'hui à 66,3 ans pour ceux qui débutent leur carrière maintenant.

Les systèmes variant beaucoup d'un État à un autre – certains sont simples avec un âge légal comme au Danemark ou aux États-Unis, d'autres complexes tels la France qui combine plusieurs critères (âge d'ouverture de droits, taux plein, carrière longue) – l'OCDE, pour établir des comparaisons, regarde à quel âge un jeune entré sur le marché du travail à 22 ans pourra partir en retraite sans pénalités. L'éventail est large entre, au plus haut, le Danemark, aujourd'hui à 67 ans et qui passera à 74 ans, et à l'inverse, la Slovénie et le Luxembourg (à 62 ans). La France se situe dans la moyenne de l'OCDE à 64 ans, la durée de cotisation étant pour l'Hexagone le critère principal pour l'âge normal, note Hervé Boulhol. Le passage de 62 à 64 ans, c'est l'âge minimum.

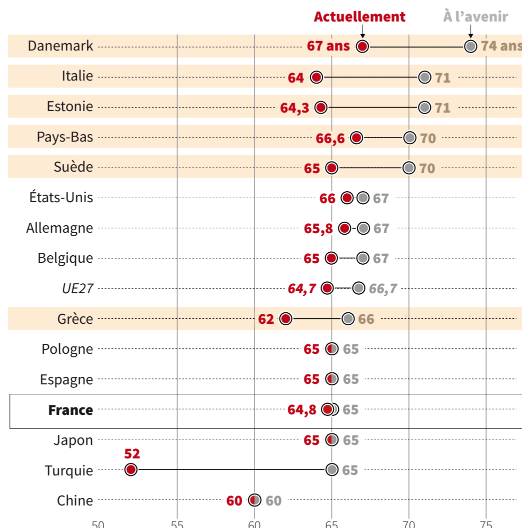
Le Danemark a le seuil le plus haut car l'âge actuel s'élève déjà à 67 ans et il se combine à la mise en place d'une indexation automatique sur l'espérance de vie. Le lien est assez « *extrême* », juge l'OCDE, à raison d'un pour un, c'est-à-dire un an de plus à travailler pour un an d'espérance de vie gagné. Cette indexation tend à se généraliser, neuf pays l'appliquent. La règle aux Pays-Bas, au Portugal, en Suède et en Finlande est plus souple : un an supplémentaire d'espérance de vie contraint à travailler huit mois de plus. C'est ce ratio que recommande l'OCDE.

L'Italie, où le système des retraites a été régulièrement réformé depuis trente ans, a également voté dès 2011 une clause prévoyant une révision tous les deux ans en fonction de l'espérance de vie, avant d'être suspendue, en 2019. Chez nos voisins italiens aussi, la question des retraites est politiquement inflammable. Le report de l'âge légal à 67 ans a fait chuter le gouvernement Renzi en 2016 et réveille à la moindre évocation les crispations de tous bords. D'où l'extrême prudence de Giorgia Meloni, bien qu'elle ait promis pendant la campagne une réforme systémique, avec l'introduction de plus de flexibilité et des fonds de capitalisation. Elle est d'autant plus circonspecte qu'elle compte dans sa majorité le leader de la Ligue, Matteo Salvini. Lequel avait instauré en 2019 la retraite anticipée à 62 ans, moyennant 38 ans de cotisation, dit « quota 100 », régime qui a donné lieu au départ anticipé de 435 000 personnes et a coûté 40 milliards d'euros au budget de l'État.

La chef du gouvernement a tenté sans succès de réintroduire dans le budget 2024 le lien automatique avec l'espérance de vie, qui après avoir marqué une pause pendant le Covid, est repartie à la hausse (81,1 ans pour les hommes, et 85,2 ans pour les femmes en 2023). La clause s'applique tout de même aux jeunes entrant aujourd'hui sur le marché du travail, précise Hervé Boulhol, si bien, estime l'OCDE, que l'âge normal devrait passer à 71 ans. En attendant, faute de véritable réforme, Rome pare au plus pressé, là où les pénuries d'emplois sont les plus criantes. En février 2024, l'Italie a ouvert la possibilité pour les médecins d'exercer jusqu'à 72 ans et réfléchit à permettre aux fonctionnaires de travailler jusqu'à 70 ans. Le tout sur une base volontaire et sans bonus supplémentaire.

Danois, Italiens et Néerlandais travailleront au-delà de 70 ans

Âge de départ à la retraite pour les hommes entrant sur le marché du travail à 22 ans, avec une carrière complète





IMAGO/DEAN PICTURES VIA REUTERS

Une employée d'une boutique d'articles de seconde main à Copenhague, au Danemark. Le royaume, où l'âge de départ à la retraite est déjà fixé à 67 ans, va progressivement le porter à 74 ans.

Usure professionnelle, emploi des seniors… comment Barnier pourrait modifier

Marie-Cécile Renault

Ce sera le premier grand dossier politique du gouvernement. Le RN va utiliser sa niche parlementaire le 31 octobre pour tenter d'abroger la réforme des retraites de 2023 portant l'âge de départ à 64 ans, mais aussi la réforme Touraine votée par la gauche en 2014 fixant à 43 annuités la durée nécessaire pour toucher sa retraite à taux plein. Logiquement, la gauche ne devrait pas voter l'abrogation d'une loi qu'elle a elle-même instaurée, d'autant qu'elle ne souhaite pas soutenir un texte porté par le RN. Mais, hostiles aux 64 ans, certains s'interrogent. Ce qui place Michel Barnier face à une « *menace atomique* », s'alarme-t-on dans les couloirs du pouvoir.

Cherchant à calmer le jeu, le premier ministre a déclaré dès sa première allocution au « 20 Heures » de TF1 vouloir « *ouvrir le débat* » pour une « *amélioration* » de la réforme des retraites, sans pour autant « *tout remettre en cause* », et tout en « *respectant le cadre budgétaire* ». Mais ses marges de manœuvre sont étroites. Revenir sur l'âge est impossible. Ce serait un désaveu majeur pour Emmanuel Macron qui détricoterait sa seule réforme d'ampleur. Mais aussi, en plein dérapage des finances publiques, un très mauvais signal envoyé à Bruxelles et aux agences de notation – à l'heure où tous les autres pays augmentent l'âge de départ, de l'Allemagne à l'Italie en passant même par la Chine. Car le report de l'âge rapporte des cotisations supplémentaires en faisant travailler les Français deux ans de plus et évite des dépenses en retardant d'autant le paiement des pensions.

Sans compter que la réforme des retraites, à force de concessions sociales imposées par le Parlement, est déjà bien peu ambitieuse. Elle ne permettra pas d'atteindre l'équilibre en 2030 comme prévu, a d'ores et déjà averti le Conseil d'orientation des retraites (COR) : le système accusera encore un déficit d'environ 10 milliards d'euros. « *Quand on regarde l'évolution démographique, on sait déjà qu'il va falloir revisiter la réforme en place. Si on veut partir deux ans plus tôt, il faut dire aux Français avec quel montant de retraite ! Le jeu politique est dangereux car il s'affranchit de tout principe de réalité* », observe François Asselin, président de la CPME. « *Seul Édouard Philippe a le courage de dire que l'âge de départ devrait être relevé à 67 ans* », conforte un député Horizons.

« *Mais s'il veut renouer avec les syndicats, le gouvernement est obligé de distribuer quelques gâteries. Il devra faire un geste, il ne pourra pas y échapper, car il n'a pas de majorité* », affirme Raymond Soubie, ex-conseiller social de Nicolas Sarkozy et président du cabinet Alixio. Quelles mesures pourraient alors être envisagées ? Les petites pensions ont déjà été revalorisées et le dispositif carrières longues – pourtant jugé « *injuste et coûteux* » par la Cour des comptes – a déjà été élargi sous la pression du Parlement. Au point que 30 % des Français partent aujourd'hui avant l'âge légal, du simple fait d'avoir commencé à travailler avant 20 ans.

En revanche, le sujet de l'usure professionnelle pourrait être rouvert, c'est-à-dire des carrières pénibles – à ne pas confondre avec les carrières longues. « *La pénibilité est un vrai problème dans le bâtiment, les travaux publics, par exemple. En revanche, quelqu'un qui est entré à 18 ans dans la fonction publique territoriale, à 65 ans il n'est pas usé, avec les jours du maire, les RTT, moins de 35 heures* », observe un chef d'entreprise. « *On n'est pas allé au bout du sujet de l'usure professionnelle, on l'a laissé en plan* », reconnaît Éric Chevée, vice-président de la CPME. Les partenaires sociaux s'étaient en effet emparés du sujet mais n'ont pas trouvé d'accord. « *L'idée n'est pas de faire partir des salariés plus tôt mais d'éviter qu'ils terminent en inaptitude, en suivant mieux leur parcours professionnel ou en facilitant les reconversions* », poursuit Éric Chevée. Une mesure qui aurait le mérite de ne pas être dispendieuse : au contraire, elle éviterait des dépenses supplémentaires et augmenterait le taux d'emploi des seniors. Mais les branches professionnelles sont frileuses à l'idée de rouvrir ce dossier qui s'était transformé en usine à gaz sous le quinquennat Hollande.

« Si on veut partir deux ans plus tôt, il faut dire aux Français avec quel montant de retraite ! Le jeu politique est dangereux car il s'affranchit de tout principe de réalité »

François Asselin Président de la CPME

L'emploi des seniors est un autre levier qui pourrait être activé, avec incitations ou obligations pour les entreprises à conserver leurs travailleurs âgés. Cela pourrait signer le retour de l'index senior, obligeant à publier des indicateurs sur le modèle de l'index égalité hommes-femmes, ou du CDI senior imaginé par la droite sénatoriale, deux dispositifs introduits dans la réforme des retraites avant d'être censurés par le Conseil constitutionnel, non sur le fond mais car ils n'avaient pas leur place dans un texte financier, en l'occurrence une loi de financement rectificative de la Sécurité sociale.

Autre piste : les retraites des femmes. « *Si Michel Barnier veut faire du petit replâtrage, il peut éventuellement agir sur la carrière des femmes, les périodes de maternité. Il y a peut-être des voies et moyens mais c'est marginal* », indique un expert des retraites. Grandes perdantes de la réforme, les mères de famille qui pouvaient – grâce à leurs trimestres pour enfant – prendre leur retraite à 62 ans doivent désormais attendre 64 ans, leurs trimestres ne leur servant plus à rien. Pour compenser, le gouvernement leur a concédé un petit bonus de 5 %. Quant au sujet plus large, et ultrasensible, des droits familiaux – majoration de pension pour les parents de trois enfants, pension de réversion etc. –, il est au programme de travail du COR, avec un rapport attendu à l'automne… 2025.

Mais vu la tension politique du moment, est-il judicieux de rouvrir l'explosif dossier des retraites, même à la marge ? « *Le gouvernement ne peut pas faire autrement. C'est l'occasion de renouer avec les syndicats qui sont en attente* », affirme Raymond Soubie. S'ils sont prêts à prendre toute amélioration

réforme, retraite

l'espérance de vie.

En Allemagne, le débat sur l'avenir des retraites est permanent. Partir *« après 67 ans, c'est bien aussi »*, avait ainsi lancé, il y a un an, Olaf Scholz, le chancelier social-démocrate, lorsque son gouvernement avait entériné le relèvement à ce même âge du seuil permettant de bénéficier d'une pension à taux plein, contre 63 ans auparavant. La nouvelle règle entrera en vigueur, par paliers, en 2031. *« À long terme, nous ne pourrons pas éviter de lier l'âge légal de la retraite à l'espérance de vie lointaine et de continuer à l'augmenter lentement au-delà de 67 ans à partir de 2031 »*, a prévenu cet été Veronika Grimm, membre du Conseil des sages, chargé d'orienter la politique économique du gouvernement. *« Deux cotisants doivent aujourd'hui financer un retraité, alors qu'ils étaient encore six après la Seconde Guerre mondiale. Bientôt, ce ne sera plus qu'un et demi »*, argumente l'universitaire auprès du *Rheinische Post*.

Outre la promesse d'un gel du niveau des pensions – 48 % du salaire d'ici à 2039 – actée au printemps dernier, le ministre des Finances Christian Lindner planche sur le développement d'un système par capitalisation susceptible de rendre plus attrayant le travail au-delà de 67 ans. Les futurs retraités allemands doivent apprendre à nager *« sans moniteur »* et privilégier *« le lac »* à la *« piscine »*, a appelé le dirigeant libéral, autrement dit prendre des risques. L'État pourrait néanmoins abonder le produit des marchés financiers : soit une prime publique de 66 000 euros sous conditions, si les cotisants prolongent leur activité de 67 à 70 ans.

Ces incitations butent néanmoins sur une réalité : les tendances à la retraite anticipée croissent, encouragées aussi bien par les salariés que par les entreprises. Selon un sondage commandé par la caisse d'assurance Techniker, un salarié sur trois âgé d'au moins 50 ans planifie son départ avant 67 ans et la moitié tout de suite après cette date anniversaire. Des projets que seuls des aménagements professionnels ou financiers pourraient contrecarrer, disent-ils. Or, selon ce même sondage, seule une entreprise allemande sur deux envisage une flexibilité du temps de travail pour les seniors. *« Une grande réforme est nécessaire »*, en conclut Veronika Grimm. L'allongement de l'âge de départ doit s'accompagner d'une politique prioritaire sur l'employabilité des seniors dans un marché du travail en mutation rapide, qui passe par une adaptation des compétences, recommande l'OCDE. ■

les règles

de la réforme, les syndicats ne désarmeront pas sur leur opposition aux 64 ans. *« On ne veut pas parler des retraites sans parler d'âge légal. Il faut tout mettre sur la table : l'âge, la durée de cotisation, les exonérations de cotisation dont bénéficient les entreprises »*, martèle Dominique Corona, représentant Unsa. De son côté, la CFDT demande *« a minima »* une suspension de la réforme avant de *« discuter »*.

En voulant donner quelques gages pour un gain incertain, le risque est fort pour Michel Barnier de rouvrir la boîte de Pandore. *« Il cherche à raccrocher la gauche mais il n'aura pas les syndicats, pas même la CFDT. Il ne pourra faire tout au plus que des mesurettes qui ne serviront à rien »*, conclut un fin connaisseur du sujet. Alors qu'Emmanuel Macron n'a jamais fait le deuil de sa première réforme des retraites avortée, l'exécutif pourrait aussi se projeter sur un horizon plus lointain, en relançant le sujet d'un système par points, par exemple, ou en engageant une réflexion sur l'introduction d'une dose de capitalisation. *« On peut lancer un chantier dont on sait qu'il n'aboutira pas dans les deux-trois prochaines années. Lancer un processus d'étude permet de montrer qu'on est ambitieux, sans prendre de risques »*, conclut Raymond Soubie. ■

Le Sri Lanka, étranglé par la Chine, peine à sortir de la crise économique

Armelle Bohineust

Deux ans après les émeutes liées aux pénuries, le pays, endetté auprès de Pékin, élit son président.



Des partisans du chef de l'opposition au Parlement, Sajith Premadasa, candidat à la présidentielle, lors d'une réunion électorale, le 18 septembre, à Colombo. THILINA KALUTHOTAGE / REUTERS

Ils sont 39, tous des hommes, à candidater pour devenir président du Sri Lanka, un pays grand comme l'Irlande qui compte 22 millions d'habitants. Mais le jeu se jouera, lors de l'élection ce samedi 21 septembre, essentiellement entre quatre prétendants, dont le président sortant, Ranil Wickremesinghe.

Quel que soit le résultat, le vote est dominé par les enjeux économiques. *« Le scrutin servira de référendum sur les mesures d'austérité difficiles imposées au pays sur la voie de la reprise »*, résume Chietigj Bajpaee, de l'institut de réflexion britannique Chatham House. L'île s'est retrouvée en défaut de paiement en avril 2022. La dette publique, due en grande partie à des créanciers étrangers, s'élevait alors à plus de 83 milliards de dollars (74 milliards d'euros) pour un PIB de 74 milliards de dollars. Les réserves de change étaient épuisées. Le manque de devises étrangères, indispensables pour payer les factures d'importation de matières premières renchéries par l'invasion de l'Ukraine, a entraîné des pénuries sévères. Les carburants et des produits alimentaires ont manqué. Les coupures de courant se sont multipliées et l'inflation a atteint 70 %.

> **« L'économie n'est pas encore résiliente même si elle est sur une trajectoire adéquate »**
>
> **Françoise Huang**
> Senior économiste chez Allianz Trade

Et c'est sans compter la gestion des chefs d'État successifs qui avaient multiplié les réductions d'impôts, les coûteuses augmentations de subventions et les dépenses d'infrastructures alimentées par la dette. En avril 2021, Gotabaya Rajapaksa a carrément interdit les importations d'engrais et de pesticides afin de transformer le Sri Lanka en champion de l'agriculture bio. La mesure a fait fondre les récoltes et fait bondir la facture des importations de denrées alimentaires.

Une situation catastrophique pour la population alors que celle-ci souffrait déjà de l'impact de la pandémie de Covid et des attaques terroristes de 2019, qui ont paralysé l'industrie touristique nationale (alors supérieure à 5 % du PIB).

Nommé après les mouvements de protestation, le chef de l'État par intérim Ranil Wickremesinghe a obtenu un plan de sauvetage de 2,9 milliards de dollars du FMI, le dix-septième dans l'histoire du petit voisin de l'Inde. Depuis, le Sri Lanka est sur la voie de la reprise, grâce à une inflation et des coûts d'emprunt plus faibles et à une roupie renforcée. Des réformes ont été mises en place pour maîtriser les dépenses publiques et augmenter les recettes fiscales. La croissance, qui devrait dépasser 5 % en 2024 après deux années de contraction, selon l'assureur-crédit Allianz Trade, est plus élevée que prévu. L'industrie touristique repart.

Le FMI a estimé en août que les réformes économiques mises en œuvre par les autorités *« ont continué de soutenir la reprise, avec une faible inflation* (inférieure à 5 %)*, une augmentation des recettes et une accumulation de réserves extérieures »*. De quoi générer *« de meilleures conditions de vie pour l'ensemble de la population sri lankaise »*, juge le Fonds monétaire international.

Mais les défis restent énormes. Entre 2019 et 2023, la pauvreté a plus que doublé et un quart de la population est aujourd'hui fragilisé. *« L'économie n'est pas encore résiliente même si elle est sur une trajectoire adéquate »*, résume Françoise Huang, chez Allianz Trade. *« La bonne nouvelle est que les négociations menées en juillet ont abouti et permis la continuation du programme du FMI »*, ajoute l'économiste spécialiste de l'Asie.

Reste que la dette publique continue d'empoisonner l'économie du Sri Lanka. Elle provient notamment d'énormes projets d'infrastructures financés par de lourds emprunts auprès de la Chine. Pékin avait placé l'île sur la carte de ses « nouvelles routes de la soie ». Les prêts bilatéraux ont été difficilement renégociés car la Chine n'a accepté de discuter que très tard. Pékin, le plus important des créanciers bilatéraux, a plongé Colombo pour longtemps dans le « piège de la dette ». Championne des prêts opaques et des activités économiques dites prédatrices dans le cadre des développements d'infrastructures qu'elle finance, la Chine a, par exemple, obtenu un bail de 99 ans pour le projet de port de Hambantota en 2017. Colombo a dû consentir ce bail, faute de pouvoir rembourser sa dette sur cet investissement considéré de façon générale comme inutile.

Le Sri Lanka doit encore lutter contre la corruption et *« maintenir l'élan des réformes »*, a pointé le FMI dans son rapport du mois d'août. Et les autorités cherchent à maintenir un équilibre délicat entre les deux géants asiatiques, l'Inde et la Chine. Tout en accueillant, si possible, d'autres investisseurs. L'an dernier, la Société américaine de financement du développement international (IDF), qui dépend de Washington, a ainsi annoncé un engagement d'un demi-milliard de dollars pour soutenir la création d'un terminal à conteneurs en eau profonde dans le port de Colombo. Un projet qui vise à diluer l'influence économique de la Chine et à réaffirmer l'importance géostratégique du Sri Lanka le long des routes commerciales maritimes vitales de l'océan Indien. ■

» Lire aussi PAGE 8

L'Inde aide la Russie à contourner les sanctions en lui fournissant des équipements militaires

Emmanuel Derville New Delhi

New Delhi vend à Moscou des composants pour missiles et des pièces aéronautiques.

Juillet 2024. Le premier ministre Narendra Modi se rend en visite officielle à Moscou pour rencontrer Vladimir Poutine. Les images du chef de la plus grande démocratie du monde prenant dans ses bras le maître du Kremlin en plein conflit ukrainien sonnent comme un pied de nez à l'Occident. Seulement voilà : la Russie est un partenaire stratégique pour l'Inde depuis la signature du traité d'amitié et de coopération de 1971. Elle est son premier fournisseur de pétrole et d'armement. Difficile dans ces conditions pour New Delhi de suivre les sanctions occidentales imposées depuis l'invasion. L'Inde n'applique que celles de l'ONU.

Des entreprises indiennes peuvent donc exporter du matériel militaire vers la Russie, mais aussi des biens conçus pour un usage civil qui pourraient être détournés à des fins militaires. Selon des informations communiquées au *Figaro* par ImportGenius, un agrégateur de données douanières basé aux États-Unis, BrahMos Aerospace a ainsi envoyé par avion des composants électriques à Mashinostroyenia l'an dernier. Installée à Moscou, Mashinostroyenia conçoit et fabrique des missiles. Les deux sociétés se connaissent bien. BrahMos Aerospace, dont le siège est à New Delhi, est une coentreprise fondée en 1998 par l'agence indienne de recherche militaire (DRDO) et Mashinostroyenia pour développer et produire un missile de croisière. La cargaison partie de Hyderabad est arrivée à l'aéroport moscovite de Sheremetyevo le 23 décembre 2023. Montant de la marchandise : 79 000 dollars. Mashinostroyenia est sous sanctions américaines depuis 2014.

Ce n'était pas la première vente de ce type. Le quotidien économique japonais *Nikkei* avait révélé l'année dernière que le fabricant de missiles russes NPK KBM avait acheté au ministère indien de la Défense des composants pour des systèmes de vision nocturne de missiles sol-air facturés 150 000 dollars, en août et en novembre 2022.

Et début septembre, le *Financial Times* indiquait que la société indienne Innovio Ventures avait fourni pour 4,9 millions de dollars d'équipements électroniques, dont des drones, à la Russie en 2022. Cette vente s'inscrivait, selon le média anglais, dans le cadre d'un plan élaboré par le ministère russe de l'Industrie et du Commerce en octobre 2022 pour se procurer en Inde plus de 1 milliard de dollars de biens électroniques à double usage afin de contourner les sanctions.

Ce plan semble avoir porté ses fruits si l'on en croit le registre des exportations du ministère indien du Commerce. Le pays a vendu à la Russie des pièces pouvant servir à des systèmes radars, des antennes et des équipements de brouillage, pour environ 320 millions de roupies (3 à 4 millions d'euros) entre avril 2022 et juin 2024. Le ministère du Commerce liste également des pièces et systèmes de communication radio, mais aussi des cargaisons classées dans la catégorie « bombes et grenades » pour 852 millions de roupies (9 millions d'euros).

Des achats réglés en roupies

La hausse des exportations est particulièrement significative dans l'aéronautique. D'avril 2022 à juin 2024, environ 5,7 milliards de roupies de pièces détachées pour avions, hélicoptères ou drones ont été vendues aux Russes (65 millions d'euros). Et Moscou a acheté pour 6 millions d'euros de petits aéronefs de 2 à 15 tonnes sur l'exercice 2023-2024, qui s'étale d'avril à mars, alors qu'il n'en achetait presque pas en Inde avant. Enfin, 46 millions de roupies de pièces pour des outils de navigation aéronautique ou spatiale ont été exportées en 27 mois (environ 500 000 euros).

L'Inde et la Russie ont mis en place des mécanismes de paiement pour faciliter ce commerce sans recourir au dollar ni à l'euro. La Banque centrale indienne autorise les banques russes à ouvrir des comptes en roupies qui leur permettent de régler les marchandises dans la devise indienne. Le quotidien économique indien *Mint* avait révélé en octobre 2023 que les entreprises russes avaient accumulé l'équivalent de 8 milliards de dollars sur ces comptes. Un phénomène qui s'explique, en grande partie, par les achats indiens de pétrole russe.

New Delhi en a importé pour 77 milliards de dollars sur les exercices 2022-2023 et 2023-2024 d'après le CMIE, un institut de statistiques de Bombay, importations qu'il a pu régler en roupies notamment. Les avoirs placés sur les comptes en Inde sont tombés à 3,5 milliards de dollars à en croire des informations publiées dans la presse locale début septembre. Ce recul s'expliquerait, entre autres, par la hausse de 35 % des exportations vers la Russie qui ont atteint 4 milliards de dollars l'an dernier.

L'essor du commerce bilatéral n'en est peut-être qu'à ses débuts. Le complexe militaro-industriel russe cherche à développer sa capacité de production en Asie du Sud, ce qui lui permettrait d'exporter davantage d'équipements vers la Russie en utilisant les réserves de roupies accumulées depuis deux ans. À l'issue de la visite de Narendra Modi à Moscou cet été, les deux pays sont convenus de coproduire *« en Inde, des pièces détachées pour la maintenance des armes et des équipements militaires d'origine russe via la création de coentreprises. »* ■



Nike anticipe un recul d'environ 5% de son chiffre d'affaires au cours des prochains mois.
NATHAN LAINE/BLOOMBERG

Nike rappelle un vétéran pour retrouver du souffle

Manon Malhère

En difficulté, le géant américain du sport écarte son PDG et confie son avenir à un ex-dirigeant parti à la retraite en 2020.

Remue-ménage chez Nike. En perte de vitesse, le premier équipementier sportif au monde se sépare de son PDG, John Donahoe. Pour le remplacer, il vient de rappeler un *« vétéran de longue date »*, un ex-dirigeant de l'entreprise qui avait pris sa retraite en 2020, Elliot Hill, qui reprendra les rênes de Nike le 14 octobre.

« Il est devenu évident que le moment est venu de procéder à un changement de direction, et Elliott est la personne adéquate », reconnaît John Donahoe. PDG depuis cinq ans, ce dernier restera conseiller du groupe, afin d'assurer une transition en douceur jusqu'au 31 janvier 2025. La marque à la virgule, créée dans les années 1960, n'est pas au meilleur de sa forme : ses ventes baissent depuis plusieurs trimestres.

Entre mars et mai, le chiffre d'affaires du groupe a baissé de 2 % sur un an à 12,6 milliards de dollars. Les perspectives ne sont pas encourageantes pour le plus gros équipementier du sport mondial, anticipant un recul d'environ 5 % de son chiffre d'affaires au cours des prochains mois, selon l'AFP. L'exercice 2025 *« sera une année de transition »*, avait averti John Donahoe fin juin. Et la parenthèse enchantée des Jeux olympiques de Paris 2024 n'aurait pas permis de relancer les ventes, selon la presse américaine.

Pour redresser la barre, la direction opère un retour aux racines en choisissant Elliott Hill. Ce dernier a passé 32 ans au sein de l'entreprise avant de prendre sa retraite en 2020. Père de deux enfants, ce passionné de sport – qui occupe *« une grande place »* dans sa vie – a commencé sa carrière comme stagiaire en 1988 avant de gravir les échelons et d'occuper des postes de direction en Europe et en Amérique du Nord. C'est un pur produit Nike, très apprécié en interne, confie un bon connaisseur de l'entreprise.

Des stocks d'invendus

Ce n'est pas la première fois qu'une entreprise demande à un ancien cadre de revenir en période de turbulence. Enregistrant de mauvaises performances en 2004, Coca-Cola avait ainsi demandé à Edward Neville Isdell, parti à la retraite en 2001 en qualité de vice-président, de revenir à la tête du groupe.

Durant ses nombreuses années chez Nike, Elliott Hill *« a contribué à la croissance de l'entreprise à plus de 39 milliards de dollars »* de chiffre d'affaires, insiste de son côté la direction. *« L'expertise globale d'Elliott, son style de leadership et sa connaissance approfondie de notre industrie et de nos partenaires, associés à sa passion pour le sport, nos marques, nos produits, nos consommateurs, nos athlètes et nos employés font de lui la personne idéale pour diriger la prochaine étape de croissance de Nike »*, estime Mark Parker, le président du conseil d'administration du groupe.

La tâche s'annonce ardue pour le nouveau dirigeant. Dans un contexte économique difficile, avec des ménages qui restent inquiets pour leur pouvoir d'achat, Nike fait face à un essoufflement du marché des sneakers après avoir connu une période d'euphorie. Ces articles « lifestyle » très prisés ont enregistré une croissance de leur vente à deux chiffres ces dernières années. Certes, selon le cabinet d'analyses Statista, ce marché devrait continuer de croître de plus de 5 % par an au cours des quatre prochaines années. Pourtant, pour le géant américain et son concurrent historique l'allemand Adidas, l'atterrissage n'est pas facile. Les deux mastodontes avaient surévalué la demande après la période du coronavirus. Ils se retrouvent avec des stocks d'invendus qu'ils doivent écouler. La forte concurrence dans le secteur avec l'arrivée de nouveaux challengers, comme Hoka et On, n'arrange pas les affaires.

Mais depuis l'arrivée de son nouveau patron en janvier, Adidas a retrouvé une bonne dynamique et connaît une accélération. En juillet, le groupe allemand a révisé à la hausse ses perspectives annuelles après une progression de son chiffre d'affaires de 9 % à 5,8 milliards d'euros au deuxième trimestre.

Contrairement à Adidas, Nike n'a pas suffisamment innové sur ses produits et son marketing, selon certains analystes. Enfin, en misant sur les achats dans ses magasins et sur ses propres plateformes en ligne, le groupe américain n'a pas profité des autres canaux de distribution pour doper ses ventes.

Un plan d'économies de 2 milliards de dollars

C'est dans ce contexte que le géant américain a lancé, en décembre dernier, un plan d'économies de 2 milliards de dollars sur trois ans, impliquant une baisse de 2 % des effectifs mondiaux. De quoi susciter de l'inquiétude chez les salariés, qui espèrent certainement beaucoup de l'arrivée du *« vétéran »* Elliott Hill pour relancer le succès de la légendaire marque à la virgule. *« Avec nos équipes talentueuses, j'ai hâte de proposer des produits audacieux et innovants, qui nous distingueront sur le marché et captiveront les consommateurs pour les années à venir »*, souligne Elliott Hill. ■

La filière aluminium investit massivement pour se verdir

Emmanuel Egloff

La baisse des émissions de CO_2 passe, à court terme, par le recyclage et, à plus long terme, par la capture de carbone.

L'investissement est massif pour une usine déjà existante. Après avoir dépensé 130 millions d'euros, Constellium, spécialiste des produits en aluminium, a inauguré en début de semaine l'extension du centre de recyclage de son site de Neuf-Brisach, en Alsace. Groupe international ayant son siège à Paris même s'il est coté à la Bourse de New York, Constellium est l'héritier d'une partie des activités de l'ex-Pechiney. C'est le cas du site de Neuf-Brisach. Construite en 1967 et employant 1500 salariés, c'est l'une des plus grandes usines de Constellium dans le monde. Les bobines et tôles en aluminium qui sortent de ses chaînes de fabrication sont destinées aux secteurs de l'emballage et de l'automobile pour l'essentiel. Ce développement à marche forcée du recyclage est un sujet qui touche aujourd'hui l'ensemble de la filière française de l'aluminium.

La première raison tient à l'environnement. *« Quand on recycle, on consomme beaucoup moins d'énergie, et donc on émet beaucoup moins de CO_2 »*, expliquait Guillaume de Goÿs, président de France Aluminium mais également d'Aluminium Dunkerque, principal site fabricant de l'aluminium primaire en France, lors d'une conférence réunissant l'ensemble de la filière et ayant pour thème l'aluminium bas carbone. *« Une tonne d'aluminium recyclé produit quatre fois moins de CO_2 qu'une tonne d'aluminium primaire produite en France et huit fois moins qu'une tonne produite hors d'Europe »*, confirme David Marchal, de l'Ademe. Avec l'envolée des coûts de l'énergie en Europe depuis le début de la guerre en Ukraine, les producteurs ont également un intérêt économique à réduire leur exposition à l'aluminium primaire.

D'où le projet de Constellium. Le spécialiste de l'aluminium utilisait déjà des déchets recyclés pour sa production, mais il change réellement de dimension avec l'extension de ses capacités. *« Nous augmentons nos capacités de recyclage de 135 000 tonnes »* pour les passer à 300 000 tonnes, explique ainsi Emilie Laé, responsable du projet décarbonation chez Constellium. La teneur moyenne en métal recyclé des produits va augmenter de 40 % à 75 %. Avec, à la clé, la création d'une centaine d'emplois supplémentaires sur le site.

Et Constellium n'est pas le seul acteur à investir dans le recyclage. Aluminium Solutions Group (ASG), une PME fabricant des profilés en aluminium, notamment pour le secteur du bâtiment, a ainsi décidé de remonter en amont de la chaîne de valeur en investissant dans une fonderie destinée à recycler des déchets en fin de vie pour produire des billettes d'aluminium. *« Nous investissons 50 millions d'euros pour pouvoir produire 80 000 tonnes de billettes d'ici le second semestre 2025,* précise Édouard Guinotte, PDG d'Aluminium Solutions Group. *Cette fonderie nous permettra de diviser par trois nos émissions de CO_2. »*

« Nos clients nous demandent plus d'aluminium recyclé, nous investissons dans des capacités de production, mais nous ne pouvons recycler que les déchets que nous avons »
Cyrille Mounier
Délégué général d'Aluminium France

Dernier projet en date, mais qui sortira de terre avant celui d'ASG, la jeune entreprise Coralium a misé 42 millions d'euros pour construire un autre site de recyclage capable de produire 40 000 tonnes de billettes par an. La mise en service est prévue pour le tout début de l'année prochaine.

Pour alimenter ces nouvelles unités de recyclage, il faut de la matière première. Et c'est là que le bât blesse. *« Nos clients nous demandent plus de produit recyclé, nous investissons dans des capacités de production, mais nous ne pouvons recycler que les déchets que nous avons »*, souligne Cyrille Mounier, délégué général d'Aluminium France. C'est bien le problème. Chaque année, 500 000 tonnes de déchets d'aluminium sont exportées. Et une bonne part de ces exportations se font en direction de l'Asie du Sud-Est. Pour preuve, la nouvelle unité de recyclage de l'usine de Neuf-Brisach sera alimentée exclusivement par des canettes usagées provenant d'Allemagne et de Scandinavie. Il y a évidemment une question de prix – les acteurs étrangers sont disposés à payer le prix fort pour des déchets –, mais aussi d'un certain manque de capacité à bien trier. Car c'est le point clé pour produire de l'aluminium de qualité, que les clients sont disposés à payer le prix fort. C'est aux spécialistes de la collecte et du recyclage d'investir pour y parvenir.

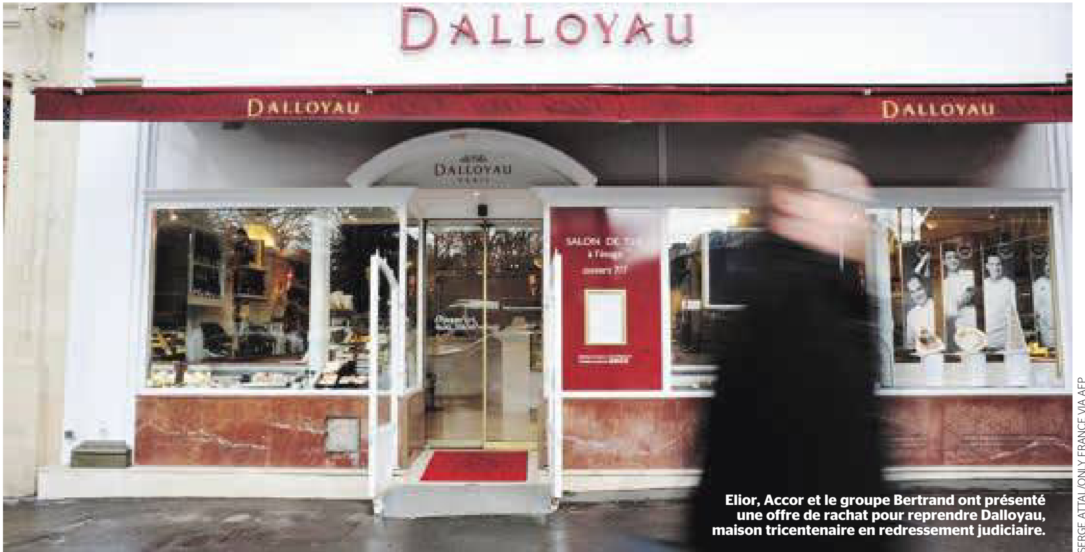
Le recyclage n'est toutefois pas la seule solution pour abaisser les émissions de CO_2 de l'aluminium. *« Nous travaillons sur la capture de carbone,* explique Guillaume de Goÿs. *Mais il reste une grande complexité technologique. C'est pourquoi, nous avons décidé d'associer nos forces. »* Les deux producteurs d'aluminium primaire en France, Aluminium Dunkerque et Trimet, à Saint-Jean-de-Maurienne, en Savoie, travaillent en effet sur le sujet avec le groupe d'ingénierie Fives et Rio Tinto (qui possède en France un centre de R&D spécialisé sur l'aluminium). C'est un projet de longue haleine, avec une première étape en laboratoire, puis une usine pilote et une mise à l'échelle industrielle. Au global, l'investissement se montera à quelques centaines de millions d'euros et une mise en œuvre à grande échelle à l'horizon 2030-2032.

Si tout va bien. Car avant de se lancer dans le projet dans son ensemble, il faudra que tous les acteurs soient convaincus de l'intérêt économique de l'aluminium bas carbone. Il y a deux écueils à gérer. *« Il faudrait que l'aluminium sans carbone soit valorisé par le marché,* souligne Guillaume de Goÿs. *Et nous n'avons pas la réponse aujourd'hui. »* La concurrence des producteurs hors d'Europe et non soumis à de quelconques contraintes environnementales pose également question. L'Europe travaille sur la mise en place d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières à l'horizon 2026. C'est même une question de survie pour l'industrie européenne, et française, de l'aluminium. *« Si nous ne sommes pas compétitifs, nous ne serons plus là »*, estime, lapidaire, Guillaume de Goÿs. ■

Dalloyau, Fauchon, Hédiard, Lenôtre : pourquoi les traiteurs de luxe ont perdu leur aura

Mathilde Visseyrias

Ces fleurons de la gastronomie française n'ont pas su s'adapter à l'évolution des modes de consommation.



Elior, Accor et le groupe Bertrand ont présenté une offre de rachat pour reprendre Dalloyau, maison tricentenaire en redressement judiciaire.

SERGE ATTAL/ONLY FRANCE VIA AFP

Trois mastodontes dans les starting-blocks pour reprendre Dalloyau, un fleuron français de la gastronomie en perdition. La semaine dernière, Elior, Accor et le groupe Bertrand ont présenté une offre de rachat de cette maison tricentenaire (sa création remonte à 1682 à la cour du château de Versailles), en redressement judiciaire. Venant d'univers différents (la restauration collective et les services pour Elior, l'hôtellerie pour Accor, la restauration pour le groupe Bertrand), ils ne demandent qu'à la développer en France et à l'international. Accor est déjà propriétaire du traiteur de luxe Potel & Chabot. Il se verrait bien utiliser l'enseigne pour ouvrir des points de vente Dalloyau dans certains hôtels. À l'image de son grand concurrent Sodexo, propriétaire de Lenôtre, Elior ajouterait du prestige à sa cuisine s'il remportait Dalloyau. *« Nous avons pour objectif d'enrichir notre offre de restauration,* déclare Boris Derichebourg, PDG d'Elior France. *En tant que groupe familial français, notre ADN nous permettra d'insuffler un nouvel élan à cette belle maison. »* Une institution parisienne dont les performances financières n'ont pourtant jamais décollé.

Après Hédiard, qui a disparu, et Fauchon, devenu l'ombre de lui-même, la déconfiture de Dalloyau n'est pas tellement surprenante. Malgré leur renommée, les maisons de gastronomie française n'en finissent pas d'aller mal, incapables de s'adapter à de nouveaux modes de consommation. Symboles d'une excellence à la française, on les a longtemps crus indestructibles. Au contraire, elles périclitent.

« Une niche concentrée dans la région parisienne »

Lorsqu'en 2014 l'autrichien Do & Co s'empare d'Hédiard en redressement judiciaire, il affiche de grandes ambitions pour la marque d'épicerie fine. Il ne s'est jamais rien passé. La boutique emblématique de la place de la Madeleine est restée fermée pendant une dizaine d'années. LDLC, une enseigne de matériel informatique et high-tech, doit maintenant s'y installer. Il se dit que Do & Co a racheté le fleuron français pour décrocher le contrat de traiteur exclusif de l'Euro 2016 de foot. Il n'en a rien fait après. *« On se souvient d'Hédiard surtout pour ses thés et ses pâtes de fruits,* pointe un bon connaisseur. *Mais c'était une coquille vide. »*

Dalloyau, pour sa part, réalise 60 % de son activité en tant que traiteur organisateur de réceptions auprès d'une clientèle de professionnels. Le reste, dans des boutiques (huit en France et une vingtaine à l'international avec des partenaires au Japon, en Chine et au Moyen-Orient), dont le vaisseau amiral de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris. La maison parisienne ne s'est jamais remise du Covid. Mais depuis toujours, sa renommée dépasse la taille de l'entreprise : une PME longtemps restée familiale, dont le volume d'affaires n'a jamais dépassé quelques dizaines de millions d'euros. L'arrivée aux commandes du fonds d'investissement Perceva (il détient 100 % du capital depuis 2015) n'a pas empêché le désastre.

« Contrairement à ce qu'on aurait pu attendre au pays de la gastronomie, aucun traiteur n'a jamais atteint la taille d'une multinationale, constate François Blouin, président fondateur de Food Service Vision. *Cette activité représente un marché de 3,5 milliards d'euros en France, où l'offre de luxe est une niche concentrée dans la région parisienne. En plus, la province fait essentiellement travailler des traiteurs locaux (comme La Truffe noire à Marseille et Maison Pignol à Lyon). Il y a un potentiel à l'export »*, mais c'est difficile. Des marques comme Fauchon et Dalloyau sont ancrées dans une tradition culinaire française. Or, un Italien ne mange pas comme un Français, un Chinois encore moins…

Alors que la demande des entreprises pour des événements et des réceptions est difficilement prévisible, les boutiques devaient assurer des revenus quotidiens. Elles ont toujours constitué l'activité principale de Fauchon. Las. Signant la fin d'un temple de la gastronomie parisienne, le groupe a fermé ses adresses emblématiques de la place de la Madeleine. Lorsqu'en mai le breton Galapagos (Gavottes) a repris l'entreprise en redressement judiciaire, il en restait 85 autres, pour la plupart à l'étranger.

En France, les boutiques des traiteurs de luxe n'ont pas su évoluer avec les changements de comportements alimentaires. Les Français cuisinent davantage chez eux. Ils ont aussi moins recours aux services des traiteurs depuis l'émergence de la livraison à domicile. Des plateformes comme Deliveroo ou Uber Eats ne se contentent plus de référencer pizzas, sushis et burgers. Elles sont capables de livrer de bons petits plats. À cela s'ajoute la montée en puissance des pâtissiers stars (Michalak, Lignac, Grolet…), des maîtres fromagers qui proposent eux aussi de livrer à domicile des plateaux de fromages et de charcuterie, pains variés et vins (comme Quatrehomme à Paris). Plus agiles, ultra actifs sur les réseaux sociaux, ces nouveaux venus plaisent aux Parisiens comme aux touristes du monde entier. Ce n'est plus la même euphorie chez Dalloyau.

« Un métier d'artisanat »

Passé dans le giron de Sodexo en 2011, Lenôtre fait figure de résistant, même si c'est un poids plume chez le géant mondial de la restauration française. Il profite de la puissance de Sodexo Live! dans l'événementiel pour imposer sa marque. *« Notamment grâce aux Jeux olympiques et la Coupe du monde de rugby, 2024 est une très bonne année pour Lenôtre, avec un chiffre d'affaires en hausse de 25 %,* assure Nathalie Bellon-Szabo, DG de Sodexo Live!. *D'un côté, Lenôtre apporte son excellence dans les sites gérés par Sodexo Live!. Et de l'autre, Sodexo Live! ouvre des opportunités commerciales à Lenôtre. »*

Habituellement, l'activité traiteur représente 30 % du chiffre d'affaires de Lenôtre, autant que les 16 boutiques (dont 5 à l'étranger). Cette année, ce sera exceptionnellement 50 %. La maison fondée en 1957 par Gaston Lenôtre, qui assure la restauration du Pré Catelan en plus de former de futurs professionnels dans son École des arts culinaires, navigue à vue. *« Un traiteur de luxe crée des émotions, grâce à un savoir-faire et des produits d'excellence. Il a structurellement des hauts et des bas avec l'actualité événementielle,* insiste Nathalie Bellon-Szabo. *Avec Sodexo Live!, nous le faisons grandir à l'international. Mais c'est un métier d'artisanat, qui doit le rester pour conserver toute sa valeur. »* ■

La grève chez Boeing menace ses sous-traitants français

Véronique Guillermard

Ce mouvement social conduit le géant américain à réduire le volume de ses achats auprès de ses fournisseurs. En France, où l'avionneur achète pour 4,3 milliards de dollars d'équipements et de services par an, une centaine sont concernés.

Les sous-traitants de Boeing sont dans l'expectative. Inquiets, ils se préparent à encaisser l'onde de choc provoquée par la grève, commencée le 13 septembre dernier à Seattle (État de Washington) par 33 000 salariés, après un vote organisé par l'IAM, le syndicat des techniciens et ouvriers spécialisés. Cette grève dure, la première depuis 2008, a conduit la direction du géant américain de l'aéronautique en difficulté, à prendre des décisions radicales (lire nos éditions du 16 septembre), notamment de réduire ses achats auprès de ses fournisseurs dans le monde entier. *« Nous prévoyons de réduire considérablement les dépenses des fournisseurs et cesserons d'émettre la majorité des bons de commande sur les programmes 737, 767 et 777 »*, a précisé Brian West, directeur financier de Boeing en début de semaine. Seul le programme 787, assemblé à Charleston (Caroline du Sud), échapperait à ces restrictions, car l'usine est, pour l'heure, épargnée par le mouvement de grève.

Après avoir mené une analyse programme par programme, Boeing prévoit d'informer directement, dans les prochains jours, chacun de ses partenaires des révisions de volume de commandes décidées et de leur préciser le calendrier. En France, ce sont une centaine de partenaires, dont les 16 membres de la Boeing French Team, qui sont potentiellement concernés. Parmi ces derniers, des grands noms de l'aéronautique française tels que Safran, Thales, Latécoère, Daher, Michelin, mais aussi des PME et entreprises de taille intermédiaire (ETI) telles que Lisi Aerospace (composants de structures et de moteurs), Crouzet (capteurs, disjoncteurs, commandes de cockpit, actionneurs notamment) ou encore Aubert & Duval (aciers spéciaux), filiale d'Airbus et de Safran.

Boeing est le premier client à l'international des sous-traitants aéronautiques tricolores auxquels il achète en moyenne pour 4,3 milliards de dollars d'équipements, de systèmes et de services par an. Premier partenaire des programmes de Boeing, le motoriste et équipementier Safran est en première ligne. Il est un fournisseur majeur des deux avions américains construits à Seattle : le 737 Max et le 777, ainsi que le 777X, sa version modernisée. Associés à parité au sein de CFM International, General Electric (GE) et Safran fournissent 100 % des réacteurs Leap du Max.

> **« Nous prévoyons de réduire considérablement les dépenses des fournisseurs et cesserons d'émettre la majorité des bons de commande sur les programmes 737, 767 et 777 »**
>
> **Brian West**
> Directeur financier de Boeing

Plusieurs filiales du groupe français livrent aussi des câblages et des harnais électriques, des roues et des freins en carbone, des équipements cabines (sièges et multimédia de bord) et de sécurité (toboggans). Safran est également partenaire de GE pour livrer les moteurs (GE90 et GE9X) des deux versions du long-courrier 777. Le français fournit aussi les tuyères en titane, les roues et freins carbone, ainsi que des câblages électriques du 777X.

Comme les autres partenaires de Boeing, Safran estime qu'il est *« trop tôt »* pour *« avoir une vision globale de l'impact »* des récentes décisions de la direction de Boeing. Le groupe travaille programme par programme pour organiser la chaîne de sous-traitance et cadencer ses livraisons. Pour l'heure, Safran livre les Leap à un entrepôt aux États-Unis, dont les salariés ne sont pas grévistes. Le groupe pourrait toutefois être contraint de réviser à la baisse ses prévisions de livraison de Leap pour 2024 et 2025, afin de tenir compte de la situation actuelle. Ce qui aura un impact sur le site français de Villaroche (Seine-et-Marne), ainsi que sur celui de GE à Cincinnati aux États-Unis. Mais aussi, en amont, pour tous les sous-traitants de Safran et de GE.

Déjà, en février dernier, Olivier Andriès, directeur général de Safran, avait préparé le terrain, en déclarant *« anticiper un potentiel impact en 2024 ainsi qu'en 2025 »*, du gel des cadences de production du Max, à 38 appareils par mois, décidée par l'Agence américaine de la sécurité aérienne (FAA) le temps que Boeing mette un terme aux multiples défauts de fabrication affectant ses programmes, en particulier le Max. *« Nous nous y préparons, en étudiant plusieurs scénarios »*, avait précisé Olivier Andriès. Or, Boeing produisait, avant le déclenchement de la grève, 20 Max par mois en moyenne. Bien en deçà du seuil autorisé par la FAA. La grève et les mesures d'économies annoncées en début de semaine aggravent la situation.

De son côté, Thales qualifie de *« faible »* son exposition au risque Boeing. Le constructeur représente entre 2 et 3 % de son activité avionique (1,9 milliard d'euros, soit 10 % environ de son chiffre d'affaires consolidé). En outre, le groupe de défense et de hautes technologies a réduit son exposition en cédant, en octobre 2023, son activité systèmes électriques aéronautiques à Safran. Quant aux équipements de multimédia de bord, ils ne sont pas commandés directement par Boeing mais par les compagnies aériennes. ■

LE GRAND TÉMOIN

PIERRE-ANDRÉ DE CHALENDAR

EX-PDG DE SAINT-GOBAIN

Propos recueillis par
Ivan Letessier et **Cécile Crouzel**

L'ex-PDG de Saint-Gobain souligne que les entreprises restent très engagées dans la transition écologique et que c'est compatible avec leurs performances.

« Sur le climat, l'Europe agit de manière excessive et incohérente »

SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

BIO EXPRESS

1983
Sort de l'ENA (promotion Solidarité) et entre à l'Inspection générale des finances (IGF).

1987-1989
Haut fonctionnaire au ministère de l'Industrie.

1989
Entre à la Compagnie de Saint-Gobain, dont il devient DG de 2007 à 2021 et président de 2010 à 2024.

2023
Président de l'Institut de l'entreprise.

PDG de Saint-Gobain de juin 2010 à juillet 2021, Pierre-André de Chalendar est depuis janvier 2023 président de l'Institut de l'entreprise, dont la mission est de rapprocher les Français de l'entreprise, et coprésident de la Fabrique de l'industrie. Il estime que les États-Unis et la Chine ont une méthode plus simple que l'Europe pour accompagner les entreprises dans la transition climatique.

LE FIGARO. – **Les entreprises semblent ralentir le pas depuis quelques mois en termes d'engagement ESG (environnemental, social et de gouvernance), en particulier sur les sujets climatiques, avec des ambitions revues à la baisse et des calendriers décalés. Comment expliquez-vous cette évolution ?**
PIERRE-ANDRÉ DE CHALENDAR. – Ce n'est pas le cas. On parle un peu moins du sujet, mais en Europe, les entreprises n'ont pas changé de ligne et aux États-Unis, elles sont peu nombreuses à le faire. En fait, la stratégie RSE (responsabilité sociétale au sens large) est devenue la stratégie des sociétés. Une entreprise qui n'a pas le souci de son impact environnemental, social et sociétal ne peut pas survivre. Ce sont des sujets vitaux en termes d'image, de réputation et de modèle d'affaires. La transition écologique, ce sont aussi des opportunités de business ! Dès 2007, je l'avais mise au cœur de la stratégie de Saint-Gobain. Désormais, dans les entreprises, tous les échelons sont impliqués sur le sujet, et pas uniquement le conseil d'administration et la direction générale. Les salariés poussent à la transformation, et plus seulement les plus jeunes ; les gens veulent que leur travail ait du sens. Là-dessus, on ne reviendra pas en arrière.

Les PME sont-elles autant impliquées ?
Les grandes entreprises sont en avance. Mais les PME sont de plus en plus impliquées. Un mécanisme pousse à cela : les grands groupes passent de plus en plus au « scope 3 » quand ils mesurent les émissions de gaz à effet de serre, c'est-à-dire qu'ils y intègrent les activités de leurs clients et fournisseurs. Cela incite ces derniers, souvent des entreprises plus petites, à s'intéresser au climat.

Néanmoins, de grands investisseurs anglo-saxons, qui étaient très pro-verdissement, ont changé leur fusil d'épaule. BlackRock, par exemple, a dit dans sa lettre annuelle se concentrer désormais sur le business.
Les investisseurs européens n'ont pas changé. Mais c'est vrai que les investisseurs américains sont divisés : certains ont changé, d'autres non. La polarisation du débat politique aux États-Unis accentue cela : l'ESG est devenu un critère de clivage, et les entreprises et les investisseurs subissent du coup des pressions des deux camps.

Les entreprises font-elles désormais preuve de plus de bon sens dans leurs engagements climatiques, leurs actionnaires attendant d'abord un retour sur investissement ?
Les investisseurs américains sont plus focalisés sur le compte de résultat que les Européens. Là-bas, c'est la question principale. Mais partout, s'intéresser à l'impact climatique n'exonère pas de s'intéresser au compte de résultat : il faut faire les deux, et les deux sont compatibles. La transition écologique, c'est plus d'opportunités que de problèmes : ce sont de nouveaux marchés, et la décarbonation, ce sont des sources d'économies. Ne nous y trompons pas, les entreprises américaines ne lèvent pas le pied, elles accélèrent même leurs investissements verts. Les États-Unis ont une politique très ambitieuse de transition écologique : l'IRA se traduit par des subventions massives. Les entreprises s'en saisissent.

L'Europe est-elle à la hauteur ?
L'Union européenne a mis des moyens financiers importants sur la table avec le Net-Zero Industry Act. Mais le système est trop complexe, avec trop de contraintes administratives. Les États-Unis et la Chine font simple avec leurs subventions. L'Europe a un problème de méthode. Elle agit par une réglementation et des taxes, de manière excessive et incohérente. L'exemple le plus flagrant est la voiture : on a fixé un objectif très ambitieux, sans en mesurer l'impact pour l'industrie.
On taxe même les entreprises quand elles n'atteignent pas les objectifs. Et les subventions à l'achat d'un véhicule électrique, qui sont indispensables pour soutenir la demande, peuvent être supprimées d'un coup, comme ça a été le cas en Allemagne. Or les entreprises ont besoin de visibilité. Je suis convaincu que le véhicule électrique s'imposera à terme. Mais tout ceci peut créer un rejet de la transition écologique. Autre exemple, la directive CSRD, qui impose depuis cette année de nouvelles obligations de reporting sur les critères ESG, est beaucoup trop lourde pour les PME européennes.

Justement, les citoyens européens ne se montrent-ils pas plus réticents à la transition climatique ?
Il y a besoin de mécanismes de subventions temporaires au démarrage de ces nouveaux marchés, comme cela a été le cas pour les énergies renouvelables. L'enjeu est de bien les calibrer. Surtout, il faut absolument accompagner ces transitions. En imposant une taxe carbone sans mesure d'accompagnement pour les ménages ayant absolument besoin de leur voiture, on a déclenché le mouvement des « gilets jaunes ». On veut éradiquer les passoires thermiques, mais on n'aide pas assez les gens à faire des travaux. Le dispositif MaPrimeRenov' n'a cessé de changer ! Le dispositif de leasing social pour la voiture électrique a été un succès, mais est-il suffisant et durera-t-il ?

Il faut donc une inflexion de la politique européenne et française…
Oui, et j'espère que la nouvelle Commission européenne le fera. Les entreprises vont tenir les engagements climat qu'elles s'étaient fixés pour 2030, mais pour réussir ceux à horizon 2050, elles ont besoin de politiques publiques adaptées.

Est-ce bien le rôle des entreprises de se battre pour le climat ? De s'engager sur les questions sociales, sociétales ?
Alors que la défiance est grande envers les politiques, les Français ont confiance en l'entreprise. Ils la voient comme un lieu où on peut agir. Ils en attendent davantage, aussi. Donc oui, l'entreprise a un rôle à jouer sur le plan environnemental, social, sociétal, sans se substituer à la puissance publique. ■

LES DÉCIDEURS

nominations@lefigaro.fr

ADAM NICOL
Grant Thornton

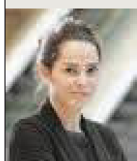
Les associés du groupe d'audit et de conseil Grant Thornton ont élu Adam Nicol comme président pour un mandat de quatre ans, à partir du 1er octobre 2024. Expert-comptable et commissaire aux comptes, il a rejoint l'entreprise en 2008 et a gravi les échelons depuis. Il exerçait dernièrement comme directeur national du métier expertise conseil, siégeant au comité de direction depuis 2022. Il remplace Robert Dambo, président du cabinet depuis 2019.

KARINE HYON-VINTROU
École Ducasse

Directrice marketing de Sommet Education (Glion, les Roches), Karine Hyon-Vintrou rejoint l'École Ducasse comme DG. Celle qui a consacré sa carrière à l'hôtellerie, aux États-Unis et en France, remplace Élise Masurel, qui a passé cinq ans à la tête de l'établissement.

FRANCK HÉLARY
Coffim

Le groupe familial de promotion immobilière Coffim accueille Franck Hélary en tant que directeur général, en charge de la stratégie. Ce professionnel reconnu dans le secteur exerçait dernièrement comme directeur général de Crédit agricole immobilier corporate et promotion.



Back Market fête ses dix ans avec une nouvelle directrice générale

Dix ans constitue un indéniable cap de maturité. *« À cet âge-là, un enfant s'interroge sur son avenir »*, souligne Charlotte Souleau, nouvelle directrice générale France de Back Market. L'entreprise d'appareils technologiques reconditionnés n'échappe pas à la règle. Pour la prochaine décennie, elle s'est fixé comme objectif de les démocratiser et d'ériger cette pratique en norme. Elle pourra s'appuyer sur l'arrivée de l'ancienne cadre de Carrefour aux commandes de la filiale tricolore, vaisseau amiral de la marque.
En quête d'impact, Charlotte Souleau a suivi un cursus à la faculté Dauphine. Elle a complété sa formation avec des stages chez L'Oréal ou Danone. Ces fleurons lui ont proposé des postes à l'issue de ses études. En vain. Elle a préféré rejoindre Carrefour, dont elle avait rencontré des dirigeants lors d'un cas d'école. *« Leur expertise et leur humanité m'ont convaincue »*, justifie-t-elle. Son impression s'est confirmée, elle a consacré douze ans au distributeur. Elle a commencé en 2010 en planchant sur les points de vente à l'international, réfléchissant à la réinvention des concepts existants, puis a évolué, dès 2012, en tant que bras droit d'Alexandre Falck, l'actuel PDG de But-Conforama, qui supervisait alors la branche Carrefour Market. Après s'être initiée à ce qui se déroulait *« en haut »*, elle a souhaité découvrir la *« vraie vie sur le carrelage »*. Elle a récupéré les rênes d'un magasin en 2013, observant ce que le premier employeur du pays offre en matière de richesse et de mélange.

Interlocuteur de référence

Elle a regagné le siège deux ans plus tard, à la tête du développement des ventes, avant de gérer les articles culturels à partir de 2017, puis de s'occuper de l'opérationnel et de la transformation au sein de la division Carrefour Proximité. En 2022, de retour de son deuxième congé maternité, elle aspirait à explorer d'autres horizons. Aussi a-t-elle endossé la direction commerciale de la société de voitures d'occasion Aramisauto. *« Je tenais à sortir de ma zone de confort »*, explique-t-elle. Cette expérience l'a immergée dans l'univers de la seconde main, qu'elle ne veut plus quitter. Elle arbore d'ailleurs fièrement un pull déniché sur Vinted et travaille sur un bureau chiné sur Leboncoin. Elle espère désormais diversifier l'activité de Back Market, au-delà du segment des smartphones, le plus connu, et installer le groupe comme interlocuteur de référence dans le débat public sur l'économie circulaire.

MAUD KENIGSWALD
mkenigswald@lefigaro.fr

ALICE ROUDAUT
Belambra



Directrice immobilier Europe, Moyen-Orient et Afrique du groupe The Estée Lauder Companies, Alice Roudaut rallie la société de clubs de vacances Belambra comme directrice de l'immobilier et du développement. Elle supervisera sept personnes et sa mission consistera à développer le portefeuille immobilier et déployer la valorisation des actifs. Elle siège au comité de direction.

PATRICK SULLIOT
Vinci Construction

À la tête de la division Amériques Océanie de Vinci Construction depuis 2021, Patrick Sulliot accède à la présidence du groupe et siège au comité exécutif. Il remplace Pierre Anjolras, en poste depuis 2021, qui se consacrera désormais à sa fonction de DG opérationnel de Vinci.

XAVER BENZ
Nissan

Chez Nissan depuis 2018, ex-directeur financier pour l'Allemagne, Xaver Benz est promu chez le constructeur japonais comme directeur financier pour les marchés du nord et de l'ouest de l'Europe, intégrant le comité de direction. Il remplace Marco Villa, qui évolue comme directeur financier pour l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Inde, l'Europe et l'Océanie. **M. K.**

Les valeurs qui vont profiter de la baisse des taux

Hervé Rousseau

L'assouplissement des politiques monétaires est généralement une bonne nouvelle pour les marchés.

Après la Banque centrale européenne la semaine dernière, la Réserve fédérale américaine (Fed) a annoncé à son tour, mercredi soir, une baisse de ses taux directeurs, la première en plus de deux ans. En abaissant son principal taux directeur de 50 points de base (0,5 %), la Fed a frappé plus fort que prévu. Les deux plus grandes banques centrales de la planète sont désormais engagées dans des campagnes d'assouplissement de leurs politiques monétaire. Pour les marchés d'actions, il s'agit généralement d'une excellente nouvelle. Les investisseurs ont d'ailleurs salué avec enthousiasme le geste de la Fed. Le lendemain, le CAC 40 s'est adjugé 2,3 %, le Dax de la Bourse de Francfort s'est hissé à plus de 19 000 points pour la première fois de son histoire et, à Wall Street, le Dow Jones et le Standard & Poor's 500 ont tous deux inscrit des records historiques en clôture.

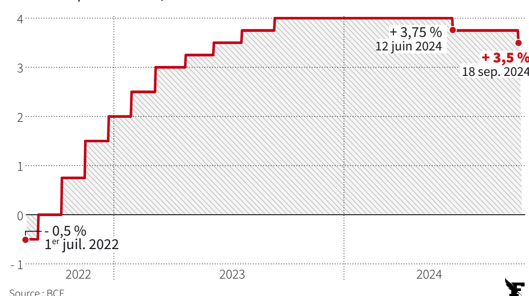
« Dans 86 % des cas, le Standard & Poor's 500 grimpe dans les douze mois qui suivent une première baisse des taux de la Fed », constatent les spécialistes du courtier californien Charles Schwab, après avoir passé au crible les données de Wall Street depuis la grande dépression de 1929. Au cours des 14 campagnes d'assouplissement monétaire de la Fed recensées en près d'un siècle, Wall Street a reculé à seulement deux reprises, *« en 2001, avec l'éclatement de la bulle internet, puis en 2007, avec le début de la crise des subprimes, des circonstances totalement exceptionnelles »*, note John Plassard, directeur chez Mirabaud AM. Dans l'immense majorité des cas, la Bourse grimpe *« avec en moyenne une progression de 13,4 % un an après une première intervention »*, ajoute ce spécialiste.

Les mécanismes sont multiples. Avec la chute des taux d'intérêt, les rendements de nombreux produits (fonds monétaires, livrets d'épargne…) fondent. Les investisseurs se dirigent alors naturellement vers les actions qui deviennent comparativement plus attractives. Le rendement des actions, qui dépend des bénéfices des entreprises, n'est directement pas affecté par ces mouvements de taux. Au contraire, ces ajustements monétaires favorisent les entreprises endettées qui vont pouvoir emprunter moins cher. Une condition doit toutefois être remplie pour que la hausse des marchés soit au rendez-vous. Il faut que l'assouplissement de la politique monétaire soit efficace et permette d'éviter une récession.

Les banques sous-valorisées

Cette perspective d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine est aujourd'hui largement privilégiée par les spécialistes. Dans ce scénario de *« soft landing de l'économie américaine en période de baisse des taux, pratiquement tous les secteurs parviennent à tirer leur épingle du jeu »*, explique Raphaël Olszyna-Marzys, économiste chez J. Safra Sarasin. Le précédent le plus récent remonte à 1995, lorsque Alan Greenspan était à la tête de la Fed. La période avait été particulièrement favorable pour les valeurs bancaires. *« Les banques s'étaient appréciées en moyenne de 30 % sur les douze mois qui avaient suivi la première hausse des taux de la Fed, le secteur voisin des assurances avait grimpé de 32 % et la santé de 29 % »*, poursuit Raphaël Olszyna-Marzys. La baisse des taux est généralement perçue comme pénalisante pour les valeurs financières. Mais, bon nombre de professionnels estiment que cet effet est aujourd'hui surévalué par le marché et que les banques sont injustement sous-valorisées. Pour Alexandre Baradez, stratégiste marchés chez IG France, *« avec la baisse des taux et le rebond de la demande de crédit, les banques devraient profiter d'un effet volume favorable »*. Les analystes sont très majoritairement positifs sur BNP Paribas, le bon élève du secteur en Europe. Le titre offre aujourd'hui un rendement sur dividende supérieur à 8 %, un solide argument en période de baisse des taux.

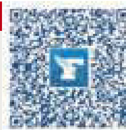
La perspective d'un assouplissement monétaire progressif avec une croissance économique faible devrait également favoriser les valeurs défensives comme les spécialistes de la santé. Un secteur représenté à Paris par Sanofi ou Air liquide, très présent dans les gaz médicaux. L'immobilier coté, promoteurs et foncières, laminé ces dernières années par le recul du marché et la hausse des taux, devrait également figurer parmi les grands gagnants. Le mouvement est déjà en marche : à Paris, la foncière Unibail Rodamco s'est adjugé 10 % en un mois et Nexity près de 25 %. Les valeurs de croissance, qui offrent de belles perspectives mais servent de faibles rendements, devraient aussi largement bénéficier de la baisse des taux. À Wall Street, ce sont les valeurs technologiques avec à leur tête les Sept Magnifiques (Google, Amazon, Apple, Meta Platforms, Microsoft, Nvidia et Tesla), et à Paris les fameux Khol (Kering, Hermès, L'Oréal et LVMH). Enfin, l'or, actif purement spéculatif qui n'offre pas de rendement, est également bien positionné. Vendredi, l'once de métal précieux a grimpé à plus de 2 600 dollars pour la première fois. Et les spécialistes de Bank of America et Citi estiment qu'elle devrait franchir la barre des 3 000 dollars dans les prochains mois. ■



Source : BCE

à suivre sur **lefigaro.fr/bourse**

- Les matières premières et les produits dérivés
- Le crible des sicav et des fonds
- Les cotations en direct sur iPhone



QUESTIONS D'ARGENT AVEC LeParticulier www.leparticulier.fr

Comment sécuriser son achat immobilier dès l'avant-contrat ?

Une fois trouvé le bien idéal, il faut accomplir plusieurs formalités avant de finaliser votre achat. La principale est la signature de l'avant-contrat. Il fixe les engagements des parties et pose les bases de la future vente, protégeant ainsi les intérêts du vendeur et de l'acheteur.

1 Faut-il opter pour un acte authentique ou sous seing privé ?

Pour s'engager dans l'achat d'un bien immobilier, vous avez le choix entre deux formes d'actes : l'acte authentique ou l'acte sous signature privée. Le premier est rédigé et signé par un officier public, généralement un notaire, tandis que le second est conclu entre l'acheteur et le vendeur, même si la signature a lieu chez un agent immobilier ou un notaire, sans formalisme particulier. Attention, l'acte authentique, devant notaire, est obligatoire si le vendeur est une personne physique et que la durée de validité du compromis dépasse 18 mois. Recourir à un acte authentique offre une sécurité juridique importante, car il implique la présence d'un notaire tout au long du processus. *« L'acte authentique donne date certaine. La date de l'acte sera incontestable, ce qui simplifie la preuve »*, explique Me Jean-Jacques Perez, notaire du groupe Monassier. Cependant, ce processus est plus long et a un coût : de 150 à 1 000 euros, selon l'étude notariale et la complexité du dossier. L'acte sous signature privée est plus flexible et rapide d'exécution mais n'offre pas la même sécurité juridique. Il est donc conseillé de faire appel à un professionnel du droit (avocat, notaire) ou à un agent immobilier pour sa rédaction et sa signature.

2 Quelles informations doivent figurer sur l'avant-contrat ?

La promesse ou le compromis doivent mentionner toutes les informations relatives à l'immeuble ainsi que les conditions qui entourent la vente : identité des parties, origine de propriété et, bien entendu, prix. Chaque clause doit être rédigée le plus précisément possible. La description du bien, souvent négligée, est primordiale, surtout en présence de travaux importants effectués par le vendeur comme, par exemple, la transformation d'une cave en chambre. *« Il faut s'assurer que la description soit actualisée »*, recommande Me Aurore Mérigoux, avocate associée du cabinet ATP avocats. Toute information déterminante doit être délivrée par le vendeur ; sinon, ce dernier s'expose à une possible annulation de la transaction. Par exemple, si l'acheteur découvre ultérieurement que le locataire du logement acquis occupé est en situation d'impayés. L'annulation peut aussi frapper la vente si un des diagnostics techniques (performance énergétique, surface, amiante…) qui doivent être annexés à l'avant-contrat se révèle inexact.

3 Quelles conditions suspensives prévoir ?

Les conditions suspensives insérées dans l'avant-contrat sont à rédiger minutieusement : en effet, la vente va reposer sur l'accomplissement d'une ou de plusieurs d'entre elles. Leur réalisation ne peut dépendre ni de la volonté du vendeur ni de celle de l'acheteur. Lorsque toutes les conditions suspensives sont remplies, la vente n'est qu'une réitération de l'avant-contrat. En revanche, si l'une de ces conditions n'est pas satisfaite, l'acte devient caduc : il est censé n'avoir jamais existé, comme la vente elle-même. Les parties sont libérées de leurs obligations et l'acheteur peut récupérer les sommes versées, sauf s'il se montre de mauvaise foi.

Si une condition suspensive ne se réalise pas par la faute de l'acheteur (par exemple, il n'a pas effectué les démarches nécessaires pour obtenir son prêt, ce qui a entraîné le refus de son financement), le vendeur est en droit de réclamer des dommages et intérêts, voire de forcer la vente devant le tribunal. La condition d'obtention d'un prêt est une clause suspensive obligatoire pour les particuliers. Elle prévoit habituellement un montant maximal, mais pas toujours un montant minimal, à financer à crédit. Pour éviter que l'acheteur ne soit incapable de payer la somme convenue si le prêt est insuffisant, il est conseillé de spécifier un montant maximal et minimal de financement. Si l'acquéreur achète comptant, il y a une mention manuscrite à renseigner pour confirmer cette modalité de paiement. Une autre condition suspensive courante concerne l'absence de servitude d'urbanisme ou d'utilité publique grevant le bien. Afin d'éviter tout malentendu sur les conséquences de constructions voisines, il convient de spécifier dès l'avant-contrat les raisons de votre achat, y compris vos motivations, tels que votre désir d'investir dans un lieu calme et préservé, par exemple. ■

CAMILLE ROUGEAU

LA SÉANCE DU VENDREDI 20 SEPTEMBRE

LE CAC

LE CAC	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12
ACCOR	39,39	-0,25	39,88	39,28	1,53	+13,84
AIR LIQUIDE	167,72	-1,95	171,56	167,6	0,236	-4,77
AIRBUS	130,84	-1,95	133,9	130,76	0,272	-6,4
ARCELORMITTAL SA	21,49	-1,87	21,82	21,31	0,496	-16,3
AXA	36,25	+0,06	36,66	36,25	0,424	+22,92
BNP PARIBAS ACT.A	64,78	-0,6	65,6	64,52	0,397	+3,5
BOUYGUES	32,01	-0,84	32,42	31,92	0,462	-6,18
CAPGEMINI	188,05	-3,61	195,1	187,8	0,401	-0,37
CARREFOUR	15,545	-0,96	15,74	15,515	0,763	-6,16
CREDIT AGRICOLE	14,46	+0,42	14,56	14,31	0,28	+12,51
DANONE	64,46	-0,28	65	64,44	0,342	+9,85
DASSAULT SYSTEMES	36,01	-1,48	36,7	35,97	0,224	-18,59
EDENRED	35,34	-4,46	37,15	35,25	0,513	-34,72
ENGIE	15,795	+1,45	15,85	15,555	0,476	-0,77
ESSILORLUXOTTICA	203,4	-2,35	208,2	203,4	0,298	+12
EUROFINS SCIENT.	52,5	-3,63	54,36	52,5	0,5	-10,99
HERMES INTL	1930	-3,11	1975	1919	0,149	+0,58
KERING	225,25	-3,33	229,9	222,7	0,627	-43,55
L'OREAL	370,5	-2,24	377,45	369,9	0,149	-17,79
LEGRAND	103,25	-1,29	104,65	103,25	0,339	+9,72
LVMH	591,9	-3,6	606,9	591,9	0,219	-19,32
MICHELIN	36,56	-1,08	36,98	36,51	0,367	+12,63
ORANGE	10,83	+0,51	10,92	10,78	0,492	+5,1
PERNOD RICARD	128,1	-0,54	128,55	127,45	0,527	-19,81
PUBLICIS GROUPE SA	99,24	-0,68	100,9	98,9	0,302	+18,14
RENAULT	38,47	-2,61	39,03	37,55	0,665	+4,24
SAFRAN	210,2	+0,57	211,7	209	0,242	+31,82
SAINT GOBAIN	83,38	-1,35	84,46	83,22	0,379	+25,08
SANOFI	103,54	-0,56	104,98	103,26	0,336	+15,35
SCHNEIDER ELECTRIC	234,2	-1,76	239,45	233,7	0,228	+28,84
SOCIETE GENERALE	22,635	-1,09	22,98	22,635	0,482	-5,79
STELLANTIS NV	13,486	-3,42	13,712	13,464	0,155	-36,22
STMICROELECTRONICS	24,87	-4,88	25,85	24,71	0,582	-45,03
TELEPERFORMANCE	98,42	-3,51	104,2	98,42	0,649	-25,47
THALES	147,8	-0,3	149,4	147,65	0,332	+10,34
TOTALENERGIES	61,99	-1,05	62,58	61,74	0,313	+0,63
UNIBAIL-RODAMCO-WE	76,4	+0,37	77,04	75,76	0,469	+14,17
VEOLIA ENVIRON.	30,18	+0,13	30,54	30,18	0,451	+5,67
VINCI	109,85	-0,68	111,15	109,6	0,346	-3,39
VIVENDI SE	10,185	-1,36	10,33	10,15	0,271	+5,26

LES DEVISES

AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6388	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,5148	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8391	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,7022	HKD
JAPON	YEN	161,08	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9486	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1166	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,374	TND
MAROC	DIHRAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	38,0857	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	53,85	EGP
CHINE	YUAN	7,8776	CNY
INDE	ROUPIE	93,274	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	147,11	DZD

L'OR

Lingot 1KG	75 457,3€	+25,52 %
Lingot 100g	7 557,73€	+25,47 %
Lingot 50g	3 784,37€	+25,42 %
Lingot ONCE (31,10g)	2 358,09€	+25,37 %
Lingot 10g	765,77€	+25,09 %
Lingot 2,5g	198,37€	+23,97 %
20Fr NAPOLÉON	470,79€	+25,53 %
20Fr SUISSE	465,53€	+25,53 %

CRYPTOMONNAIES

Bitcoin	62 998,022€	+44,66 %
Ethereum	2 465,89€	+5,45 %
BNB	564,07€	+79,61 %
Solana	142,497€	+31,79 %
XRP	1,588€	-6,37 %

LA VALEUR DU JOUR

Mercedes-Benz abaisse encore ses objectifs de marge pour 2024

Le constructeur allemand vient d'abaisser, pour la deuxième fois de l'année, son objectif annuel de rentabilité, invoquant un mauvais climat économique, en particulier en Chine. Il prévoit désormais pour sa division automobile une marge opérationnelle de 7,5 % à 8,5 %, contre 10 % à 11 % auparavant.

À l'origine de cette révision, une *« nouvelle détérioration de l'environnement macroéconomique, en particulier en Chine »*, en raison de *« l'affaiblissement de la consommation et du ralentissement persistant du secteur immobilier dans l'empire du Milieu »*, explique le groupe de Stuttgart. Cela a affecté les ventes en Chine, *« y compris dans le segment haut de gamme »*.

Au deuxième semestre, la tendance ne sera pas meilleure. Mercedes devrait subir une dépréciation d'actifs et composer avec un *« environnement de prix dynamique »*. La marge opérationnelle de la division automobile est attendue à environ 6 % au second semestre. Elle avait atteint 14,6 % en 2022 et 12,6 % en 2023.

Le résultat d'exploitation du groupe, qui produit également des vans et exploite une banque, devrait *« être nettement inférieur au niveau de l'année précédente »*, après avoir été anticipé *« légèrement inférieur »* à celui de 2023 (20 milliards d'euros, pour un chiffre d'affaires de 153,2 milliards). Le titre chutait de 6,81 %, à 54,99 euros à la Bourse de Francfort.

Avant Mercedes, BMW avait revu ses objectifs annuels à la baisse le 10 septembre. Le constructeur de Munich est confronté à un rappel portant sur 1,5 million de véhicules affectés par un système de freinage défectueux. De plus, ses ventes s'érodent en Chine. BMW prévoit désormais une marge opérationnelle dans l'activité automobile dans une fourchette *« de 6 % à 7 % »*, contre 8 % à 10 % précédemment. ■

« Le Figaro » reste la marque de presse la plus lue par les cadres et dirigeants

Ingrid Vergara

Elle attire 5,7 millions de lecteurs mensuels parmi cette population très influente.



L'offre éditoriale de la marque se décline sur tous les canaux.
FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

Les marques de presse comptent toujours autant aux yeux des grands lecteurs que sont les dirigeants et les cadres supérieurs. Dans un univers numérique en constante expansion, lire une marque de presse reste chez eux une habitude très ancrée, comme le montrent les résultats de la dernière étude OneNext Influence, réalisée par l'Alliance pour les chiffres de la presse et des médias (ACPM) avec Mediamétrie et Kantar, qui décortique depuis cinq ans la consommation d'information des top cadres et des foyers français à hauts revenus (définis comme ceux gagnants plus de 65 000 euros net par an). Parmi ces marques médias, *Le Figaro* est la plus lue : elle rassemble chaque mois 5,723 millions de lecteurs mensuels sur l'ensemble de son offre éditoriale déclinée à la fois sur le quotidien - sous sa forme papier et PDF -, sur son site d'information LeFigaro.fr et sur son l'application mobile et tablette. Suivent *Le Monde* et *Le Parisien Aujourd'hui en France*, qui touchent respectivement 5,2 millions et 5 millions de cette population. De leur côté, les titres de presse régionale, regroupés au sein de PQR66, fédèrent au total un peu plus de 8 millions de lecteurs chaque mois, confirmant au passage l'importance de l'information locale pour une large partie de la population française. *Femme actuelle* reste le premier titre de presse magazine avec 3,8 millions de lecteurs par mois. Ces 9,9 millions de Français « influents », qui représentent 18 % de la population totale, ont à la fois un fort pouvoir d'achat et un impact sur les autres comportements de consommation.

Focus sur les femmes cadres

« C'est la cible de la presse d'information de qualité comme la nôtre », se félicite Marc Feuillée, directeur général du groupe Figaro. À une époque où l'offre éditoriale se démultiplie plus que jamais sur différents supports, l'étude permet de mieux prendre en compte l'audience globale sur l'ensemble des canaux de diffusion. *« Nos marques sont plus puissantes et plus influentes que jamais sur ces publics très exigeants et difficiles à capter »*, ajoute Aurore Domont, présidente de Media Figaro.

Pour cette 5e édition, un focus particulier a été fait sur les « femmes cadres », de plus en plus nombreuses, pour mieux appréhender leur comportement de consommation et leur rapport aux médias. Grandes lectrices de presse elles aussi, *« elles ont en moyenne 43 ans mais tendent à rajeunir, puisque les moins de 35 ans sont passés de 22 % à 28 % de la cible »*, détaille Amélie Benisty, directrice audience et relation adhérents à l'ACPM. Elles plébiscitent le même trio de marques de presse, *Le Figaro* en tête, qui rassemble 546 000 de ces « lectrices influentes » chaque mois.

Quel que soit le canal de lecture choisi, ces CSP+ hommes comme femmes apprécient la presse, car ils la considèrent comme la source d'information la plus fiable, loin devant la radio et la télévision. Ils apprécient d'y trouver des informations fiables, traitées avec plus de recul (52 %), de façon plus complète (50 %), avec davantage de commentaires et de l'analyse (41 %). *« Notre grande force est aussi d'être à l'origine de la "boucle médiatique" avec des informations d'abord diffusées dans notre journal et notre site, puis par les réseaux sociaux et enfin repris par les radios et télévisions le lendemain »*, souligne Marc Feuillée. ■

En France, la bataille de la « vraie 5G » est lancée

Lucas Mediavilla

La deuxième génération de la technologie, plus puissante, est proposée par Free et Orange.

Fidèle à sa volonté constante de se présenter comme le pionnier de l'innovation, l'opérateur télécoms Free a annoncé mercredi être le premier en France à lancer la 5G dite « standalone » (ou 5G SA) à l'échelle nationale. Orange lui emboîtait le pas avec le lancement d'une offre dite 5G + Home.

La guerre de communication fait toujours rage dans le marché ultraconcurrentiel des télécoms. Et la 5G SA, aussi appelée « vraie 5G » ou 5+, est un des axes sur lesquels les opérateurs vont se battre dans les prochains mois. Pour rappel, il s'agit de la deuxième génération de la technologie, plus puissante que celle lancée en 2019 en France dans le grand public. Elle s'appuie sur des infrastructures autonomes, là où la 5G dite non-standalone capitalisait sur des cœurs de réseaux 4G déjà installés. Cette transition permet de libérer le plein potentiel de ce standard mobile, tant en matière de débit que de réduction de la latence.

L'occasion était trop belle pour Free d'annoncer qu'il serait le premier à en faire profiter ses abonnés, sans surcoût. Le groupe joue néanmoins un peu sur la sémantique. En réalité, SFR, Orange et Bouygues ont déjà lancé leurs offres de 5G SA depuis 2023, mais pour leur clientèle professionnelle. Ils estiment que les usages de la 5G SA sont plus pertinents au niveau des entreprises. C'est aussi auprès de ces dernières qu'ils pourront monétiser une technologie qui leur a coûté très cher à déployer et qu'ils sont loin d'avoir rentabilisé.

« Le vrai bénéfice de la 5G est de proposer des offres qualités de services différenciées. De dire à un client B2B qu'il peut développer des applications industrielles grâce à une qualité garantie en latence et en débit », estime Sylvain Chevallier, associé chez BearingPoint en charge du secteur des télécoms. Le principal apport de la 5G SA est la capacité à diviser le réseau plusieurs tranches (« slicing »), chacune d'entre elles bénéficiant de ressources spécifiques. Orange s'est servi de cette technologie lors des Jeux olympiques pour assurer la stabilité de la diffusion de la cérémonie dans le monde entier.

Pour le grand public, la 5G SA apporte une amélioration du débit et de la latence, mais cela *« ne sera pas frappant dans les usages »*, selon Orange. Son offre pour les particuliers sera disponible le 10 octobre. Mais celle-ci est plutôt destinée aux clients des Box 5G, qui ne disposent pas de fibre chez eux et utilisent le réseau mobile pour les usages domestiques comme la TV ou internet.

Free, de son côté, mise sur une stratégie différente. *« Il y a un bénéfice pour les abonnés sur les débits, la qualité de la couverture data. C'est un premier pas grâce auquel les cas d'usages vont pouvoir se développer »*, insiste Nicolas Thomas, directeur général de Free. Parmi eux, le « gaming nomade » avec les consoles portables, ou l'utilisation des casques-lunettes de réalité virtuelle ou augmentée, qui nécessitent de très gros débits et une bonne latence.

Viser les fréquences de la bande cœur

De façon astucieuse, l'opérateur de Xavier Niel essaye de prendre de vitesse ses concurrents pour se placer en position de leadership sur la 5G. Dans les faits, selon les chiffres du régulateur (Arcep), l'opérateur est celui qui a déployé le plus de sites mobiles, avec près de 20 000 antennes dans le pays. Mais les rivaux de Free rétorquent qu'il s'agit pour la plupart d'antennes déployées sur les bandes de fréquences 700-800 MHz, qui offrent un débit moins important (proche de la 4G) que la bande dite cœur de la 5G, qui se situe entre 3,5 et 3,8 GHz. Sur cette bande cœur, c'est bien Orange qui est en tête en nombre de sites déployés et de couverture, avec 10 500 sites et 70 % de la population française, devant SFR, Bouygues Telecom et Free. Or la 5G SA ne fonctionne que sur la bande cœur, ce qui signifie que Free, avec ses 7 000 sites, ne sera en mesure de couvrir qu'une partie de la population. Le groupe va néanmoins monter en charge. L'Arcep a contraint les opérateurs à disposer de 8 000 sites sur la bande cœur d'ici à la fin de l'année, et 10 000 d'ici à fin 2025.

Outre la compatibilité géographique, se pose celle des terminaux. Dans la liste de smartphones compatibles publiée par Free figurent des marques comme Samsung, Honor, Xiaomi ou encore Motorola. Fait notable, Apple n'en fait pas partie. En sortant du bois ainsi, Free va obliger les autres opérateurs à accélérer leurs plans. Orange devrait élargir son offre à l'ensemble du territoire en 2025, Bouygues Telecom évoquant de son côté quelques mois. SFR, lui, indique qu'il se lancera également prochainement, *« dès que les usages avec les smartphones compatibles se développeront »*. ■

LE FIGARO
et vous



SUPPLÉMENT

LES INVALIDES : ENTRE HISTOIRE ET MÉMOIRE, LE NOUVEAU PARCOURS AU MUSÉE DE L'ARMÉE PAGES 30 ET 31



VIN

ENTRETIEN AVEC PETER KWOK, LE PLUS BORDELAIS DES CHINOIS, À LA TÊTE DE SIX CHÂTEAUX DE LA RIVE DROITE PAGE 35

Alors que 17 000 lieux recevront le public ce week-end pour les Journées européennes du patrimoine, l'avenir n'a jamais été aussi incertain pour les propriétaires et les gestionnaires de monuments. PAGES 28 ET 29

Le patrimoine victime de la prudence budgétaire

MATHIEU THOMASSET/HANS LUCAS VIA AFP; LARA PRIOLET/ECPAD/DEFENSE; GEORGES GOBET/AFP; CLAUDIA GRECO/REUTERS; GABRIEL BOUYS/AFP


Gucci

À Milan, le retour du chic à l'italienne

PAGES 36 ET 37


Tod's

Musée d'Orsay : une journée avec les peintres contemporains

Valérie Duponchelle

Pour la première fois, 80 artistes ont été invités à exposer au royaume de Degas, Manet et Puvis de Chavannes. Et à rencontrer le public.

Jour de gloire pour les peintres au Musée d'Orsay. Pour un jour - pour un seul jour, disent les critiques -, ils ont été 80 contemporains de la scène française, jeudi 19 septembre, à s'exposer au milieu des chefs-d'œuvre, posant comme des élus sur leurs chevalets, redonnant à l'ancienne gare un trafic fou dans son allée centrale et dans ses alcôves. Malgré le soleil intense dehors, le public était là pour découvrir cette brassée de talents orchestrée par l'artiste Thomas Lévy-Lasne, 44 ans, carrure de géant et gourmandise de l'art à la Courbet. Les joues rouges, le cheveu en bataille, cette force de la nature a œuvré deux ans pour *« mener à bien cette aventure et accrocher 2 millions d'euros de peinture contemporaine au sein de 200 millions d'euros de chefs-d'œuvre muséaux »*.

Nicolas Gausserand, jeune conseiller du président en charge des programmes contemporains, a invité au printemps la peintre intimiste Nathanaëlle Herbelin, 35 ans, à exposer à Orsay à côté des nabis (« Être ici est une splendeur », beau titre très prémonitoire). Il la voit parler avec feu de ses amis peintres, de ses professeurs. Lui vient l'idée de mettre en relief la scène française dont Thomas Lévy-Lasne est le héraut avec sa chaîne Twitch - Les apparences, où il interviewe en direct ces fous de l'art et de la matière (450 000 vues en 92 semaines, plus que la Fondation Ricard ou les Beaux-Arts de Paris !). *« Mon point de vue d'artiste était d'essayer de faire quelque chose au lieu de me plaindre. J'ai voulu m'occuper de mon biotope, faire parler les artistes qui n'ont pas la parole ailleurs. Même Marc Desgrandchamps ou Gérard Garouste n'ont jamais une heure pour s'exprimer. C'est une discussion de faiseurs, pas le commentaire de l'œuvre. On est dans l'intimité de l'atelier. »* Les 80 peintres présentés de façon extraordinaire à Orsay sont à retrouver là, en ligne.

L'idée forte est d'avoir posé sur chevalet, comme au XIXe, ces peintures, petit bijou virtuose comme celle d'Axel Pahlavi, venu de Berlin, dans la salle Degas, imposante comme celle de Nina Childress, insolente à côté de l'*Olympia* de Manet. Devant chaque œuvre, l'artiste, assailli de questions par un public large et enthousiaste. Il est tout jeune, comme Dhewadi Hadjab, 32 ans, passé de Poush, l'incubateur d'artistes, à la galerie Mennour, ou Jean-Baptiste Boyer, 34 ans, déjà dans la collection de l'artiste Johan Creten, du président des Jardiniers à Montrouge, Henri Van Melle, déjà dans l'écurie de la galerie RX. Ou vieux pros comme Hervé Di Rosa, 64 ans, académicien des Beaux-Arts débordant d'idées, son ami de la Figuration libre François Boisrond, 65 ans, ou l'immatériel Gérard Traquandi, 72 ans, qui est l'un des huit noms retenus pour les vitraux de Notre-Dame. ■

Chantiers du patrimoine : le temps de l'incertitude

Claire Bommelaer

Alors que se tiennent ce week-end les Journées européennes du patrimoine, les propriétaires et les entreprises craignent un tour de vis budgétaire.



Un artisan sur le chantier de restauration de l'arc de triomphe du Carrousel à Paris. SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

On sait bien que le patrimoine est une affaire de temps long, mais cette fois-ci, l'attente n'a que trop duré. Depuis la dissolution, l'État, Rue de Valois compris, est à l'arrêt et plus rien ne sort des bureaux de l'administration. En principe, le budget aurait dû être sur les rails, la ministre de la Culture aurait dû être confirmée ou remplacée, et une fenêtre de visibilité aurait dû s'ouvrir pour les milieux patrimoniaux. Hélas, en ces Journées européennes du patrimoine, et alors que 17000 lieux vont recevoir du public, jamais l'avenir n'a été aussi incertain pour les propriétaires et les gestionnaires de monument, ainsi que pour les entreprises de restauration.

« Les directions régionales de l'action culturelle (Drac) ont déjà anticipé un budget monument historique en baisse, et elles refusent de s'engager sur des subventions pour des travaux en 2025 », témoigne un propriétaire. Qu'importent les montants, la prudence des Drac est de mise. Ce propriétaire d'un château classé, qui avait besoin de 5000 euros pour des travaux d'entretien, s'est vu opposer un refus net. Pire : après les années de plan de relance, l'effet Jeux olympiques et alors que le chantier pharaonique de Notre-Dame de Paris (850 millions, 1000 emplois) s'achève, c'est tout un cycle de travaux qui se termine. Les grandes cathédrales, qui bénéficient d'un plan dédié, vont pouvoir poursuivre sur leur lancée, au nom de la continuité. Vendredi, pour sa traditionnelle visite des Journées du patrimoine, Emmanuel Macron a d'ailleurs choisi de se rendre dans les salles du Trésor de Chartres, tout juste restaurées. Pour les autres cathédrales qui n'ont pas encore démarré leurs travaux, *« il n'y a plus aucun appel d'offres publié »* assure une entreprise de charpenterie de l'Ouest, qui se demande comment elle va faire pour passer l'année 2025. Parfois, indique l'architecte en chef des monuments historiques Régis Martin, président de l'association des Architectes en chef des monuments historiques (ACMH), *« l'appel d'offres est publié mais rien ne se passe derrière ».*

Après avoir cédé les espaces aux Jeux olympiques, le Grand Palais va poursuivre sa mue, en vue d'une réouverture complète l'année prochaine. *« On m'a demandé de faire rapidement, en site occupé, et avec moins de moyens,* témoigne François Chatillon, architecte en chef des Monuments historiques. *Je ne suis pas sûr de savoir faire. »* L'architecte, qui en a connu d'autres, est tout de même optimiste, car il a réussi à mener à bien son chantier (460 millions d'euros, dont 160 millions versés par l'État). Mais quid des autres grands projets ? Ceux que le président de la République a annoncés, en donnant de l'espoir à toute une filière ?

« Le faucon de Bercy »

En 2024, le patrimoine avait déjà subi une coupe claire de 96 millions d'euros, à la grande fureur de la ministre Rachida Dati. Cette dernière avait demandé aux institutions phares, dont le Louvre ou la Comédie-Française, de puiser dans leurs réserves, et de décaler leurs travaux. Aujourd'hui, les fonds de tiroirs ont été raclés, et le vent n'est toujours pas en faveur de la dépense. Tout en cherchant un gouvernement, Michel Barnier a pris le temps de souligner que la situation financière publique était *« très grave »* et qu'il faudrait prendre des mesures. Cela n'a pas l'air d'être des mots en l'air, d'autant que le premier ministre a engagé comme directeur de cabinet Jérôme Fournel, haut fonctionnaire du Budget connu pour sa rigueur. Il est déjà surnommé le « faucon de Bercy » par les milieux culturels. *« Potentiellement, et lorsque l'on écoute le premier ministre, tous les grands investissements culturels, dont le champ est infini, sont menacés »,* estime un haut fonctionnaire.

La restauration et la mise aux normes du Centre Pompidou (260 millions d'euros), les grands travaux de mises aux normes du Musée d'Orsay (150 millions d'euros), la réhabilitation de l'abbaye de Clairvaux (Aube), le grand plan pour le Louvre (500 millions d'euros) ont virtuellement du plomb dans l'aile. Le chantier de peinture de la tour Eiffel, interrompu pour cause de JO, ne doit pas reprendre avant avril 2025. *« La mairie de Paris, pour qui nous travaillons régulièrement, a tronçonné les tranches de travaux pour les églises parisiennes »,* assure une entreprise de maçonnerie.

On ne sait ce qui pourrait advenir des projets culturels encore dans les cartons, comme le Musée Notre-Dame de Paris, la Maison des cultures africaines ou la Maison du dessin de presse, tous promis en haut lieu, et pour l'instant ni chiffrés, ni financés. La liste est vertigineuse, tant le président de la République a longtemps cru au « quoi qu'il en coûte », y compris dans la culture et le patrimoine. Avec 44000 monuments et édifices classés, 100000 édifices religieux, 1200 musées de France, les besoins sont immenses. Certains grands équipements, comme la Cité des sciences et de l'industrie, ont vieilli, et le petit patrimoine crie famine. Quant aux monuments privés classés, ils ne peuvent imaginer l'avenir sans un coup de pouce de l'État ou des régions.

« Moins de travaux, cela signifie que l'état sanitaire global des monuments va se dégrader. Il y aura des conséquences dramatiques pour les entreprises. Elles vont se retrouver dans une spirale, vont moins embaucher et nous imposer des délais fous », calcule Olivier de Lorgeril, président de La Demeure historique (association qui regroupe 3000 gestionnaires et propriétaires privés*)*. D'un château l'autre, on se passe les informations de ces maçons qui n'ont plus assez de bras, et remettent tout à des jours meilleurs.

D'expérience, les châteaux et monuments privés savent que tout se tient, et que les sources de financement sont largement solidaires : si l'État met moins d'argent, les collectivités lui emboîtent généralement le pas. *« Or, on sait que 1 euro d'argent investi dans le patrimoine représente 21 euros de retombées pour les territoires, avec des emplois non délocalisables »,* poursuit Olivier de Lorgeril.

Transmission du savoir-faire

Toutes ces vérités devaient être redites devant la Direction générale du patrimoine, au début de l'été. Faute de visibilité, le rendez-vous annuel avec les sept grandes associations - les Vieilles Maisons françaises, Maisons paysannes de France, le Groupement des entreprises de restauration, La Demeure historique… - a été annulé. Ces dernières devaient publier, en juillet dernier, une lettre ouverte réaffirmant la nécessité de maintenir les dépenses dans le patrimoine, surtout après le grand chantier de Notre-Dame sur lequel la France entière a travaillé. Elle est restée dans un tiroir, tant la situation était floue.

« On ne veut pas crier au loup, car tout dépendra du ou de la futur(e) ministre de la Culture et de sa capacité à nous défendre », tempère Richard Boyer, patron de la Socra, entreprise spécialisée dans la conser-

Cinq « cathédrales de la mer » à explorer

Les Journées européennes du patrimoine ont pour thème cette année le « patrimoine des itinéraires, des réseaux et des connexions» et le « patrimoine maritime ». L'occasion de visiter quelques « cathédrales de la mer », qu'elles soient en cours de restauration ou simplement de sortie. Notre sélection.



La frégate *L'Hermione* sera à Anglet (Pyrénées-Atlantiques). AP PHOTO/BOB EDME



Le navire archéologique *Alfred Merlin* sera amarré à Toulon (Var). GÉRARD BOTTINO / SOPA IMAGES/SIPA USA VIA REUTERS CONNECT

■ Le monotype de Chatou, aux Mureaux

Lancée au XIXe siècle, l'association du Yacht-club d'Île-de-France (150 membres) n'a jamais cessé de défendre un art de vivre autour de la belle plaisance. *« Naviguer à voile est plus compliqué que tourner une clé dans un moteur,* admet Amélie Crucifix, sa vice-présidente, *mais il permet un plaisir plus apaisé. »* En ces Journées européennes du patrimoine, l'association va sortir quelques-unes de ses pépites conservées dans son grand hangar, dont le monotype de Chatou. Datant de 1909, cet ancêtre des dériveurs à fond plat a été patiemment restauré, grâce à l'argent des cotisations des membres. Il déploiera ses voiles carrées et permettra au club, qui organise fêtes et régates tout au long de l'année, de *« témoigner de l'esprit sportif et de convivialité »* qui règne à bord.

Yacht-Club d'Île-de-France, aux Mureaux (78).

■ Le sous-marin « L'Argonaute » à Paris

L'association Amerami, créée en 1975 et répartie sur le pourtour maritime français, s'est donné pour but de restaurer bateaux et sous-marins. Elle en possède aujourd'hui 90, dont *L'Argonaute*, sous-marin des années 1950 exposé dans le parc de la Villette, dans le nord de Paris. *« Ceux qui nous les ont donnés ne voulaient pas les voir disparaître. Ils savent que les bateaux sont des éléments du patrimoine, au même titre que les châteaux et les cathédrales »,* juge Olivier Charmet, secrétaire de l'association Amerami. Tout comme les édifices, les bateaux réclament un entretien permanent, et donc une recherche incessante de fonds pour y faire face. En ce moment, l'association restaure un bateau de pêche à Douarnenez pour un budget de 300000 euros. *« Nous sommes tous bénévoles et nous essayons de ne pas courir trop vite et trop loin, ni de voir trop gros »,* explique le responsable. Une satisfaction, l'intérêt du public ne se dément pas pour ces chantiers qui, comme la mer, font rêver.

Visite libre du sous-marin, samedi et dimanche, la Villette (Paris 19e).

■ L'« Alfred Merlin » à Toulon

Ce navire scientifique de 46 mètres affecté au département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (Drassm), propriété de l'État, est dédié à la recherche archéologique sous-marine et porte le nom du pionnier de cette discipline. Pour les Journées européennes du patrimoine, ce bateau, qui a été mis à l'eau le 27 janvier 2021, accueillera le public avec, à bord, des archéologues plongeurs, ainsi que l'équipage. Doté de technologies de pointe, il est dédié à l'exploration des épaves accessibles aux plongeurs ou à celles des grandes profondeurs. Grâce à des casques de réalité virtuelle, les visiteurs pourront vivre les sensations d'une plongée de ce type.

Sur le quai Cronstadt, à Toulon (83), par groupe de 10 personnes.

■ Le « Belem » à Saint-Malo

Le 8 mai dernier, on a vu ce bateau classé monument historique arriver au port de Marseille avec la flamme olympique à son



vation et la restauration, et à la tête du Groupement des entreprises de restauration de monuments historiques (GMH). Parmi les 250 adhérents de ce dernier, nombre, dont la Socra, ont bénéficié du chantier de Notre-Dame de Paris, qui est maintenant derrière. Il faut désormais regarder devant, reprendre son bâton de pèlerin, en espérant que les prix ne dégringolent pas trop - chacun essayant de décrocher des marchés de plus en plus rares. *« Pour des raisons de transmission des savoir-faire, personne n'a envie de mettre fin aux contrats d'apprentissage. Mais pour les garder, croiser les doigts ne suffit pas et nous avons besoin de visibilité à deux ans »*, souligne François Asselin, patron de l'entreprise de restauration de monuments historiques Asselin.

Que faire dans l'immédiat ? Dans les monuments et musées, les regards sont tournés vers le mécénat, les concessions, les souscriptions publiques, voire le loto du patrimoine pour prendre une partie du relais. En 2025, certaines églises et des fontaines parisiennes (Saint-Michel, la Madeleine, une chapelle de Saint-Séverin, des décors à Notre-Dame de Lorette...) vont devoir leur salut aux legs, au mécénat de la Fondation Avenir pour Paris, ou aux bâches publicitaires apposées sur leurs façades. *« Qu'importe, il faut garder un rythme, car le patrimoine n'a pas le temps d'attendre »*, explique Karen Taïeb, adjointe au patrimoine à la mairie de Paris.

Le Centre des monuments nationaux, qui gère 103 édifices, et a accueilli un record de 11,3 millions de visiteurs en 2023, veut aussi compter sur les concessions ou les recettes domaniales. Des espaces de bureaux sont loués à l'Hôtel de la Marine, à Paris, la Cité de la langue française de Villers-Cotterêts (Aisne) a lancé un appel d'offres pour qu'un hôtel s'installe dans ses murs, et les restaurants se multiplient dans les sites. Les visiteurs, qui cherchent une « expérience » autant qu'une visite, mordent à l'hameçon. *« Il faut se montrer créatif »*, juge Josy Carrel-Torlet, directrice du développement économique au Centre des monuments nationaux.

Grandes collectes et mécénat

« L'État et les collectivités ne peuvent pas tout », répète de son côté Guillaume Poitrinal, président de la Fondation du patrimoine, laquelle a récolté un record de dons et de mécénat, en 2024. *« La fondation va continuer sur sa lancée, en se mobilisant aussi sur des grandes collectes. Nous avons montré que nous savions faire, et nous allons nous battre. »* La collecte nationale lancée au profit du patrimoine religieux a récolté jusque-là 10 millions d'euros - un succès pour Guillaume Poitrinal, même si du chemin reste à faire pour atteindre le but affiché de 200 millions d'euros.

Car l'argent privé est plus aléatoire, et est également sensible à la situation économique. Dans la foulée d'un accord diplomatique passé entre la France et l'Arabie saoudite, en 2018, il était prévu que le royaume saoudien participe à hauteur de plusieurs centaines de millions d'euros à la restauration du patrimoine français. Or, selon nos informations, les Saoudiens ont opéré une rationalisation des dépenses dans le royaume et à l'étranger. Première conséquence : si le Centre Pompidou escomptait 150 millions d'euros de manne saoudienne pour son immense projet de réhabilitation à horizon 2030, il devrait se contenter de trois fois moins. Il faudra donc chercher ailleurs, ou réduire la voilure.

À moins que l'avenir d'un grand musée français abrité dans un bâtiment emblématique du XXe siècle ne soit jugé prioritaire par le nouveau gouvernement. *« Au XIXe siècle, les élites politiques ont choisi de conserver une part du passé monumental de la France en l'intégrant à la modernité. C'est un choix civilisationnel que maintient depuis un consensus social. Il a un coût, et il faut l'assumer »*, souligne l'historien Alexandre Gady. ■

» Lire aussi PAGE 39

Stéphane Bern : « Restaurer un monument est aussi porteur de social »

Depuis sept ans, Stéphane Bern, le présentateur de « Secrets d'histoire », spécialiste des familles royales et conseiller municipal de Thiron-Gardais, le village d'Eure-et-Loir où il a acheté l'ancien Collège royal et militaire, a lancé le loto du patrimoine, qui contribue à la sauvegarde de monuments français en danger. Depuis son lancement, il a permis d'aider 950 sites en mobilisant plus de 280 millions d'euros.

LE FIGARO. - Vous entendez l'inquiétude des milieux patrimoniaux ?

STÉPHANE BERN. - Politiquement, il est toujours plus facile de couper dans les budgets des monuments historiques, car on est sûr que personne ne va descendre dans la rue pour protester. Et puis, chacun a tendance à penser que les vieilles pierres ne sont pas à un an près, et que le patrimoine ne va pas s'écrouler du jour au lendemain. Moi, je continuerai de faire passer mes messages : le patrimoine génère autant de points de PIB que l'industrie automobile, et 500 000 emplois sont impactés par sa valorisation et sa restauration. Ce n'est pas rien ! Au-delà de l'argent, le patrimoine fédère les énergies et rassemble les gens. Autour d'un monument, qu'il soit petit ou grand, les gens sont fiers, ils ont un sentiment d'appartenance. C'est comme si on rallumait une identité chaleureuse.

À force de distribuer des chèques du loto, vous finissez par connaître tous les élus. Ce réseau vous sert-il au moment du vote des budgets ?

Lorsque nous venons sur un chantier bénéficiaire du loto du patrimoine, c'est toujours un événement, et tout le monde se déplace sur le terrain, les élus, les associations, les représentants de l'État, les artisans et, bien sûr, la foule des curieux. Chacun comprend que la restauration du patrimoine des villages tire toute l'économie d'un territoire. Le secteur est non délocalisable, et il représente ce qui restera alors que « tout fout le camp ».

Mais je remarque qu'au-delà de la photo et de la joie du moment, lorsqu'il faut se battre au Parlement pour sauver les crédits du patrimoine, bien peu répondent à l'appel ! Les mêmes qui m'appellent au secours pour que je vienne aider à sauver leur église vont avoir tendance à se défiler au dernier moment. Entre leur positionnement politique et leur volonté de montrer qu'ils préfèrent « sauver les gens plutôt que des pierres », nos élus sont souvent tiraillés et contradictoires.

Au moins, le RN, qui voulait centrer sa politique culturelle sur le patrimoine, devrait être là…

Cette posture est une imposture, et il faut cesser d'instrumentaliser le patrimoine. Je constate sur le terrain qu'il n'est ni de droite ni de gauche. Les maires de tous bords politiques se tournent vers moi, car ils savent que le patrimoine porte une identité commune, qui n'est pas hystérisée. Ils savent que restaurer un monument, une église ou une ancienne usine est aussi porteur de social. Et qu'est-ce qui est durable, si ce n'est donner une seconde vie à un bâtiment ?


SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

« Au-delà de la défense du petit patrimoine non protégé, je sens qu'on a encore besoin de moi pour faire du lobbying sur d'autres sujets, comme celui de la réglementation ou de l'écologie »
Stéphane Bern

On a appris dans *Le Figaro* que Michel Barnier avait une *« passion cachée pour le loto et les jeux de grattage »*. C'est pour vous, ça !

Quand j'ai lu sa déclaration, j'étais très content. Je l'engage fortement à acheter un jeu Mission patrimoine et à participer aux tirages spéciaux.

Vous animez la Mission patrimoine depuis sept ans. Pas de lassitude ?

Le fait que je sois bénévole dans cette aventure fait que je ne tiens mon pouvoir de personne, et je me sens libre. J'ai une mission, je la poursuis avec succès, puisque les premiers retours de La Française des jeux sont excellents : sur les deux premières semaines, on a dépassé les objectifs du loto, et on pense récolter entre 28 et 30 millions cette année.

Au-delà de la défense du petit patrimoine non protégé, je sens qu'on a encore besoin de moi pour faire du lobbying sur d'autres sujets, comme celui de la réglementation ou de l'écologie. En gros, en France, on surréglemente ou, au contraire, on lâche tout. Regardez les règles sur l'isolation thermique, contenues dans la loi climat et résilience : elle pourrait aboutir à des maisons de caractère recouvertes de PVC. Et le lobby des constructeurs, qui est puissant, veut parvenir à annuler la règle de covisibilité avec un monument classé monument historique *(qui veut que l'on ne peut toucher un édifice dans un rayon de 500 mètres sans autorisation d'un architecte des bâtiments de France, NDLR)*. ■



Le sous-marin *L'Argonaute*, à Paris (Parc de la Villette).
OLRAT - STOCK.ADOBE.COM

bord. Le *Belem*, un des plus anciens bateaux navigant encore, est en permanence en restauration. *« En dehors de l'entretien de fond fait par l'équipage, et de sa mise aux normes, il est en cale sèche pendant cinq mois l'hiver »*, rappelle Christelle Hug de Larauze, déléguée générale de la Fondation Belem Caisse d'épargne. Le navire accueille 2 000 personnes à bord par an, et se visite lorsqu'il est à quai - sa location comme les visiteurs payant son entretien. *« En dehors de la beauté du bateau, les gens aiment le fait qu'il soit authentique et que son gréement soit d'origine. À bord, on y navigue comme en 1887 »*, ajoute la déléguée générale. Avec le *Belem*, c'est toute la transmission de la tradition de la grande marine française qui est assurée. Pendant les Journées européennes du patrimoine, la lanterne qui a permis le transport de la flamme olympique sera exposée à bord.

Visite libre à Saint-Malo (35), sur le quai Saint-Louis.

« L'Hermione » à Anglet

Pendant deux jours, le grand carénage de *L'Hermione* sera ouvert au public en visite libre. La réplique de la célèbre frégate du XVIIIe siècle est en cours de restauration, des champignons ayant été détectés dans le bois de la coque. *« Un chantier du patrimoine technique est en cours depuis trois ans, qui vise à remplacer toutes les pièces de bois atteintes »*, explique-t-on à l'association L'Hermione-La Fayette, qui espère remettre le navire rapidement à flot. Si la vocation première de *L'Hermione* est de faire le lien entre les États-Unis et la France, il est devenu un lieu de formation, en accueillant notamment le public scolaire, en formant des gabiers et faisant naviguer des jeunes du service national universel. Pour achever le chantier, il faut encore récolter 4,5 millions d'euros, sur les 10 millions initiaux. Les collectivités prennent leur part, mais les dons sont plus que bienvenus. ■

Sur le port d'Anglet (64).

C. B.

Hôpital, puis panthéon militaire et musée : l'Hôtel des Invalides se raconte

Éric Biétry-Rivierre

Le Musée de l'armée s'enrichit d'un nouvel espace de visite qui résume l'histoire du site de sa fondation par Louis XIV

Il y a exactement trois cent cinquante ans, les premiers soldats blessés prenaient leurs quartiers aux Invalides. Pourquoi, par qui et comment ce lieu a-t-il été construit ? Comment a-t-il évolué dans le temps ? Il manquait là un centre pérenne. Conscient de cette lacune, le Musée de l'armée l'a comblée. Ouverte dès le 14 juillet afin que le public des Jeux olympiques en profite, puis officiellement inaugurée le 9 septembre dernier, la galerie Vauban, au rez-de-chaussée de l'aile ouest (long rectangle de 325 m²), a été transformée par les architectes Antoine et Pierre Dufour en une vaste et passionnante introduction sous l'œil exigeant de Christophe Batard, architecte en chef des Monuments historiques.

Notons d'emblée que ce parcours chrono-thématique en seulement 30 objets phares, ménagé au centre de cet ancien réfectoire de pensionnaires, n'occulte jamais les peintures murales réalisées aux largeurs et sur le mur ouest par Jacques Friquet de Vauroze en 1678. Ces vues à vol d'oiseau des places fortes conquises par Louis XIV durant la guerre de Dévolution, la campagne des Flandres et la guerre de Hollande, avec plan de leurs tours et de leurs remparts, peuvent sembler naïves ou parfois trop abîmées. Elles n'en constituent pas moins le plus ancien décor peint de l'ensemble du site (15 hectares).

Royauté, empire et république

Le chantier a duré treize mois. Là où se trouvait le « Défilé de cavalerie », belle et spectaculaire présentation de mannequins équestres mais agencée sans souci d'époques - les uniformes présentés étant de fait séparés des collections permanentes chronologiques -, place a été faite pour ces œuvres. Elles sont emblématiques des trois vocations du lieu (à la fonction hospitalière se sont ajoutées celles commémorative et muséale) et des trois périodes constitutives : royauté, empire et république.

Pour synthétiser la séquence fondatrice, et particulièrement le règne de Louis XIV, est installé dès l'entrée un premier chef-d'œuvre : le plan-relief de l'Hôtel des Invalides, merveille de carton-pâte *(lire ci-contre)*. Son coffrage de verre sans structure porteuse horizontale et verticale, réalisée par le même fabricant que pour *La Joconde* (Goppion à Milan), est, à lui seul, une prouesse technique. Son socle est donc entièrement mécanisé, en prévision de l'entretien et autres interventions.

À proximité est suspendue une peinture au format tout aussi imposant. Il s'agit du carton préalable à l'une des tapisseries de haute lisse incluse dans la tenture des Gobelins sur *L'Histoire du roy*. Dû à Pierre Dulin en 1710, un élève de Friquet de Vauroze, il représente l'achèvement de l'hôtel royal. Sur ces 3,53 m × 5,78 m soigneusement consolidés, numérisés en haute définition et restaurés dans une des chapelles du dôme, on reconnaît, autour du Bourbon qui fait plus jeune que son âge, Monsieur, le Dauphin, le Grand Condé, Turenne, Louvois, les architectes successifs Libéral Bruant et Jules Hardouin-Mansart… Et aussi, sur leur gauche, le petit peuple des éclopés. Toutes les explications se trouvent au dos de la composition ou sur un écran interactif voisin, à quatre langues (dont le mandarin) et trois niveaux d'informations plus ou moins détaillées. Tel est le principe muséographique.



La galerie Vauban, au rez-de-chaussée de l'aile ouest (long rectangle de 325 m²), a été transformée par les architectes Antoine et Pierre Dufour en une vaste et passionnante introduction sous l'œil exigeant de Christophe Batard, architecte en chef des Monuments historiques. MUSÉE DE L'ARMÉE

Quand ils ne sont pas posés (comme ce fauteuil roulant de promenade ou cette table de réfectoire sur laquelle on remarque d'authentiques fourchettes découvertes entre mur et lambris lors de travaux en 2008), les objets semblent en apesanteur, reliés aux poutres du plafond via un jeu de contrepoids, haubans et poulies très sophistiqué, qui permet d'assurer la tension et tous les réglages nécessaires. Ces cintres donnent en outre à la galerie un aspect mi-théâtral, mi-maritime de la Royale de bon aloi.

Soldats méritants

Les Invalides sont nés en 1670 quand Louis XIV a signé l'ordonnance stipulant que la capacité d'accueil de leurs bâtiments projetés soit de 1 600 soldats méritants. Quatorze ans plus tard, ils étaient plus de 4 000 à recevoir dans la partie sud des soins de qualité dispensés par un médecin, un chirurgien, un apothicaire et des sœurs de la Charité. Tandis que les lieux de vie se trouvaient principalement à l'ouest. Aujourd'hui encore, l'Institution nationale des Invalides demeure la protectrice de ces pensionnaires.

Voilà pour la vocation originelle. On remarque également la belle présence du modèle de décor intérieur pour la coupole couronnant l'église par Charles de La Fosse. Ce tondo figurant Saint Louis tendant ses armes au Christ, lacéré d'un coup de sabre sous la Révolution et naguère accroché au plafond du bureau historique du gouverneur, n'était pas visible auparavant pour le grand public, excepté durant les Journées du patrimoine.



Sylvie Le Ray-Burimi est conservatrice en chef, responsable du département beaux-arts et patrimoine au Musée de l'armée. MUSÉE DE L'ARMÉE

Sylvie Le Ray-Burimi : « Une vaste transformation ba déesse de la réflexion stratégique et du savoir-faire

Conservatrice en chef, responsable du département beaux-arts et patrimoine au Musée de l'armée, Sylvie Le Ray-Burimi met en perspective la nouvelle muséographie.

LE FIGARO. - Pourquoi avoir revu intégralement la galerie Vauban ?

SYLVIE LE RAY-BURIMI. - Nous accueillons 1,2 million de visiteurs par an, ce qui fait de nous le septième musée français le plus fréquenté. Pourtant, nous ne disposions d'aucun espace informant sur l'endroit où on se trouve. Il fallait conter cette histoire du site afin qu'on le comprenne et qu'on l'apprécie mieux ; réaffirmer aussi le lien entre le Musée de l'armée et l'Hôtel des Invalides.

De quand date ce projet ?

De 2015, environ. Cette année-là, le ministre de la Défense de l'époque avait annoncé l'extension du Musée de l'armée pour qu'il s'ouvre sur l'histoire contemporaine après 1945. Nous achevons là, après treize mois d'un chantier d'ampleur, la première phase de cette vaste transformation baptisée Minerve, du nom de la déesse romaine de la réflexion stratégique et du savoir-faire tactique.

Les aménagements n'ont pas concerné que la galerie Vauban …

Pas seulement. Dans la foulée, à proximité, nous avons créé un espace immersif avec des projections spectaculaires et didactiques, ainsi qu'une salle d'actualité où les thèmes variés du moment vont alterner avec la mise en valeur des dernières acquisitions en date. Nous avons aussi souhaité plus de confort. Toute la menuiserie des huisseries a été remplacée. Face est, les fenêtres ne sont que partiellement occultées pour une luminosité atténuée. Pierre Dufour nous a dessiné une gamme de bancs *(entre siège curule et brancard à lanières, NDLR)* dont certains ont été placés sous les arcades bordant la cour d'honneur. Rien jusqu'alors ne permettait de s'y asseoir. Au total, ce sont 1 000 m² entièrement réaménagés sans retard et sans avoir dû fermer complètement. Car pendant les travaux les Invalides sont toujours restés accessibles, tant pour le grand public que pour les cérémonies et les hommages militaires. Dès l'entrée sous le porche côté Seine, avant la cour d'honneur, une librairie a pris la place de la billetterie principale. Les nouveaux guichets se trouvent désormais aux portes mêmes des parcours, aux entrées centrales des ailes d'Orient et d'Occident.

à aujourd'hui.



Suivent les séquences ultérieures. L'une, impériale, à partir du moment où, en 1800, Napoléon transforme l'église Saint-Louis en nécropole militaire – il y a fait transférer la dépouille de Turenne et le cœur de Vauban. L'autre datant principalement de la IIIe République, quand, en 1905, est opérée la fusion entre le Musée d'artillerie, ouvert aux Invalides en 1872, et le Musée historique de l'armée, éclos en 1896. Quand également la galerie ethnographique créée ici à partir de 1877 est transférée pour partie au Musée de l'homme et pour l'autre au Muséum.

Actuellement, le Musée de l'armée est riche de près de 500 000 pièces datant de l'âge du bronze au XXIe siècle. Et 15 000 d'entre elles sont exposées au public. ■

ptisée Minerve, tactique »

Quelles sont les spécificités techniques des aménagements ?
Outre le fait qu'ils soient respectueux du patrimoine, ils sont très écologiques. Par exemple, du béton de chanvre et un enduit au mortier de chaux ont été employés pour l'isolation des parois hors décors peints. Et les vestibules ont été dotés d'un plancher chauffant.

Quels vont être les prochaines phases de Minerve ?
De 2026 à 2030, nous avons 10 000 m² de surface à réinventer et 2750 m² supplémentaires à aménager pour les réserves. À terme, le musée offrira deux parcours de plus. L'un couvrira la guerre froide et ira jusqu'à la présentation des forces armées françaises actuelles ainsi que leurs engagements récents ou en cours. L'autre synthétisera l'histoire de la colonisation et de la décolonisation française. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR É. B.-R.

Carte blanche et hommage aux sportifs militaires

À proximité de la galerie Vauban, le corridor de Valenciennes permet au visiteur d'accéder à deux nouveaux espaces destinés à des expositions réduites, en lien avec des sujets d'actualité. Carte blanche y est d'abord donnée au sportif Jean Quiquampoix *(photo)*. Gendarme âgé de 28 ans, ce tireur (pistolet vitesse 25 m) licencié au Tir sportif d'Antibes, champion du monde (2014) et champion d'Europe (2012, 2015 et 2021), qui a décroché l'argent aux JO de Rio en 2016 avant de remporter l'or à ceux de Tokyo 2020 (disputés en 2021) a malheureusement perdu son titre olympique cet été. Lors de ces compétitions organisées à Châteauroux, il n'a pas réussi à se qualifier pour la finale. Ce qui est heureux en revanche, c'est son choix d'une œuvre, ici mise en lumière et placée sous vitre indépendante. Il s'agit d'une boîte de deux paires de pistolets ayant appartenu à Napoléon Ier, le tout fabriqué par Nicolas Noël-Boutet. Soit, comme le dit Vincent Giraudier, responsable en ces murs de l'Historial Charles de Gaulle, *« la Rolls-Royce dans le domaine »*. Dans la foulée, pénétrons dans la salle d'actualité. Jusqu'au 31 mai c'est la thématique du sport militaire qui y est abordée en lien avec les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.


X07414/KYODO VIA REUTERS CONNECT

Elle nous rappelle la création de l'École nationale militaire de gymnastique de Joinville en 1852, à l'origine du célèbre « bataillon de Joinville » et de l'actuel Centre national des sports de la défense, au camp Guynemer de Fontainebleau, ainsi qu'à Antibes (42 disciplines, 224 athlètes, ce qui représente 14 millions d'euros de masse salariale par an). Devant des survêtements vintage ou dernier cri et une pléiade de photos montrant des champions tantôt en uniforme tantôt à l'entraînement on fait les comptes. Plus d'un tiers (21) des médailles décrochées par la délégation française aux JO émane de ces jeunes sous contrat au CNSD. Et côté paralympique, sur les 75 médailles remportées par l'équipe de France, 25 l'ont été par les 28 compétiteurs encadrés par cette structure. Une fierté, donc, tant pour les concernés que pour l'armée et la nation entière. Passons maintenant à la salle immersive. On peut s'y asseoir au centre et profiter d'un cycle de projections animant les quatre parois. Un premier film aussi court que saisissant compile les plus belles captations du site par drone. Puis vient son histoire résumée dans un petit film d'animation. Les dessins d'Ekin Koka font revivre le monument à travers neuf événements clés qui s'y sont déroulés de sa fondation jusqu'à l'époque contemporaine. Ailleurs, dans le sas introductif de l'Historial, est évoquée - toujours à l'occasion des JO - la politique sportive et culturelle du Général. Cela notamment par les gouaches de Jean Dewasne (1921-1999) préparatoires à son décor du stade de glace à Grenoble (toujours en place). Voilà un rappel original pour les nostalgiques des JO d'hiver de 1968. Et un prélude idéal à l'édition de 2030 d'ores et déjà prévue dans les Alpes françaises. É. B.-R.

■ Musée de l'armée, Hôtel national des Invalides, 129, rue de Grenelle (Paris 7e). www.musee-armee.fr Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h et en nocturne jusqu'à 22 h les premiers vendredis du mois. Saison musicale des Invalides 2024-2025, 37 concerts d'octobre à juin.

Un plan-relief exceptionnel

Bien qu'il date des années 1680-1690, à la fin de l'âge d'or des plans-reliefs, ce n'est pas un outil militaire, mais davantage un objet de prestige. D'ailleurs, il a été agrandi à partir de son centre en 1815, puis en 1838, où tout a été porté, jusqu'aux îlots d'immeubles est et ouest bordant l'esplanade… Et il a été intégralement restauré en 2023. À partir d'un écran tactile, on éclaire à loisir ses points d'intérêt particuliers. Dôme doré avec son lanternon, 101 m de haut, un des points les plus élevés de la capitale jusqu'à l'érection de la tour Eiffel en 1900, porche nord avec ses statues de Mars et de Minerve et, couronnant le tout, le haut-relief d'un Louis XIV à cheval, courette où Parmentier faisait pousser ses pommes de terre expérimentales dérivées de celles du Nouveau Monde…

Cette unique maquette d'un édifice du XVIIe siècle qui nous soit parvenue, avec celle de la façade de l'église Saint-Gervais-Saint-Protais, à Paris (visible in situ), le figure dans son état de la monarchie de Juillet peu avant le retour des cendres et la construction du tombeau de Napoléon. Elle est faite de bois, de papier, de soie pour la végétation. Ainsi que d'un mica qui donne l'illusion des plans d'eau. Elle a beaucoup voyagé depuis sa création.

Installée au XVIIIe siècle dans la Grande Galerie du Louvre, elle est arrivée dans les combles de l'Hôtel des Invalides en 1777 avant de rejoindre l'ancienne bibliothèque en 1824 (actuel Grand Salon), puis la galerie des plans-reliefs en 1896 (combles de l'aile d'Orient). En 2006, la voilà présentée devant le baldaquin du dôme, sous une cloche en plexiglas. Mais c'est galerie Vauban qu'elle rayonne le mieux. Car la voici en grand chambellan ou en saint Pierre de la galerie Vauban, introduisant à l'ensemble du site.

Sous tous ses angles

Interdit de toucher, bien sûr (de toute manière, une vitrine la protège complètement). Toutefois il est possible de manipuler sur l'écran son avatar en 3D. C'est ainsi que le chef-d'œuvre peut s'apprécier sous tous ses angles. C'est à Anne Courcelle et Christine Trescartes, spécialisées en sculpture, dans leur atelier du 11e arrondissement de Paris, qu'on doit le dépoussiérage, les nouvelles dorures et autres réparations. Patiemment, du 23 janvier au 7 mars 2023, à plat ventre sur un pont roulant construit au-dessus des 7,75 m² de la pièce, elles ont fait disparaître les traces d'usure, comblé lacunes et fissures de manière systématiquement réversible et réparé les soulèvements et déformations épars. Chapeau bas ! ■ É. B.-R.


Datant de la fin du XVIIe siècle, c'est l'une des deux maquettes qui nous sont parvenues d'un édifice de l'époque de Louis XIV. LARA PRIOLET

Le reliquaire de Napoléon Ier reconstitué

La mutation de l'église Saint-Louis en panthéon militaire, dans son caveau des Gouverneurs et sous sa coupole, est notamment matérialisée au centre du parcours par une vitrine reliquaire couronnée. Celle, historique, de Napoléon Ier, contenant l'épée qu'il portait à Austerlitz, le bicorne d'Eylau et ses insignes de la Légion d'honneur.

Ce meuble possède un piédestal datant de 1853. Il était originellement placé dans une chambre jouxtant le tombeau créé par Louis Tullius Joachim Visconti (1791-1853) à l'occasion du retour des cendres de Sainte-Hélène (1840). Il est d'un rouge presque identique au tombeau. *« Sauf qu'il s'agit non de porphyre égyptien devenu introuvable, mais d'un quartzite venu de Carélie* (aujourd'hui en Russie, à la frontière avec la Finlande NDLR) », détaille la conservatrice Sylvie Le Ray-Burimi.

En 1866, l'architecte Alphonse-Nicolas Crépinet (1826-1892) ajoute au-dessus du piédestal une vitrine censée protéger les objets de l'humidité. C'est en effet la salle des saints, donné longtemps à voir aux personnalités, telle la reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande Victoria, nièce de Napoléon Ier et bientôt surnommée la « grand-mère de l'Europe », ou encore l'empereur de Russie Nicolas II.


Vitrine reliquaire de Napoléon Ier, contenant l'épée qu'il portait à Austerlitz, le bicorne d'Eylau et ses insignes de la Légion d'honneur. LARA PRIOLET

Faux coussin

À l'intérieur, à travers ses vitres remplacées conformément aux normes de sécurité actuelles, on remarque outre les objets, le faux coussin au-dessus duquel ils paraissent voleter. Il est doté d'une serrure. C'est un coffre dans le coffre. Il renfermait les documents identificateurs.

Précisons que le meuble reliquaire ne peut plus revenir à son emplacement originel sous le dôme : en 1969, André Malraux y a fait inhumer la dépouille du fils de l'Empereur. Le 15 décembre 1940, Hitler avait fait transférer de la crypte des Capucins à Vienne aux Invalides les restes de l'Aiglon, roi de Rome, emporté à Vienne par la tuberculose à l'âge de 21 ans sous l'identité autrichienne de duc de Reichstadt, vers le Dôme des Invalides.

Autres reliques du premier Empire exposées à proximité, ces pointes d'étendards ennemis, trophées retrouvés dans la Seine ; les 1600 drapeaux auxquels ils appartenaient ayant en effet tous été brûlés en 1814, avant que Paris ne tombe aux mains des coalisés russes, prussiens et autrichiens. ■ É. B.-R.

La redécouverte d'Édouard Detaille, peintre de charges de cavalerie

En 1889, l'Exposition universelle de Paris présente un « palais de la guerre », consacré à l'histoire de l'armée française. Son succès aboutit, en 1905, à la création de l'actuel musée de l'Armée, notamment grâce à la société d'études la Sabretache, association d'officiers, de collectionneurs et d'artistes, parmi lesquels se distingue le peintre Édouard Detaille (1848-1912).

Detaille fut même un temps le président de ce groupe. Néoclassique formé dans l'atelier d'Ernest Meissonier, celui-ci s'est spécialisé dans la reconstitution de batailles, notamment les charges de cavalerie. Il exalte ainsi les figures patriotiques, anonymes comme fameuses. Il a légué à cette institution son important fonds d'atelier, lequel fera l'objet d'une exposition prochainement.

Elle devrait ressusciter temporairement la « salle Detaille » installée en ces murs en avril 1916 et qui était entièrement consacrée aux œuvres de l'artiste.


***Charge du 2e régiment de hussards (lieutenant brandissant un emblème pris à l'ennemi),* vers 1806-1809), d'Édouard Detaille.** MUSÉE DE L'ARMÉE/RMN-GP

Ici, avec cette fougueuse *Charge du 2e régiment de hussards (lieutenant brandissant un emblème pris à l'ennemi) vers 1806-1809* ; œuvre réalisée vers 1902, il se souvient que son grand-père était intendant de la Grande Armée, et que sa grand-tante avait épousé l'amiral Villeneuve.

Au plus proche de l'action

À travers cette charge (probablement commandée par le colonel François-Joseph Gérard qui permit de repousser 1500 Prussiens sortis de Glatz en Pologne), Detaille signifie également son souci d'être au plus proche du réel et de l'action. Dans ce sens il n'oublie pas au pendant édifiant et épique, le tragique des guerres. Notamment lorsqu'il s'agit de celle franco-prussienne de 1870-1871 puisqu'il l'a connue comme engagé au 8e bataillon d'infanterie mobile. ■ É. B.-R.

Une rentrée des orchestres mémorable

Christian Merlin

À Paris, les formations et leurs chefs ont prouvé une fois de plus que la différence apporte de la complémentarité.

Ce sont deux des plus grandes violonistes de notre époque : Lisa Batiashvili et Julia Fischer. La première jouait le *Concerto* de Tchaïkovski pour la rentrée de l'Orchestre de Paris à la Philharmonie, la seconde celui de Brahms pour celle de l'Orchestre national de France à la Maison de la radio. Allions-nous vérifier la thèse de la standardisation, selon laquelle les personnalités seraient devenues interchangeables ? La réponse est non ! Mercredi, la Géorgienne offre un jeu tout en grâce lumineuse, faisant chanter et danser l'archet avec une sensualité raffinée. Jeudi, l'Allemande se campe fermement sur ses jambes pour un jeu très ancré, compact quoique sans lourdeur : un violon homogène et sérieux, très architecturé.

Deux solistes aux différences parfaitement complémentaires ! Tout comme les orchestres et chefs de la capitale. Rentrée en fanfare pour l'Orchestre de Paris avec Klaus Mäkelä. Oublions les deux œuvres chorales du Letton Peteris Vasks : c'est de la soupe. Mais c'est beaucoup plus qu'un accompagnement que Mäkelä offre à Batiashvili dans Tchaïkovski : vif-argent, il joue de l'orchestre pour aller chercher tel rythme ou contrechant pour relancer l'intérêt. Son *Héroïque* de Beethoven est abordée avec une énergie bonapartiste, au risque parfois de manquer de clair-obscur ou de tragique, tandis que l'Orchestre de Paris, étincelant, offre une synthèse entre grand effectif à l'ancienne et clarté de l'école actuelle.

C'est, inhabituellement, par un concert symphonique que l'Orchestre de l'Opéra lançait sa saison, avec un chef qui ne l'avait encore jamais dirigé : Tugan Sokhiev. Rencontre suivie avec attention, quand on sait que l'Opéra cherche toujours un successeur à Gustavo Dudamel, et qu'il est urgent de faire revenir de grandes pointures à la tête de cet orchestre d'élite. Or il ne faut pas être expert pour voir qu'il s'est passé quelque chose entre le chef russe et les musiciens de l'Opéra…


MARCO BOGGREVE

Tugan Sokhiev dirige cette saison, pour la première fois, l'Orchestre de l'Opéra de Paris.

On avait choisi la saisissante *Symphonie nº 4* de Chostakovitch, univers aussi familier du chef qu'inconnu de l'orchestre. Le résultat fut mémorable. Imprimant une tension continue à cette œuvre de plus d'une heure aux humeurs constamment changeantes, Sokhiev opte pour un tranchant implacable. On connaît bien sa technique tout à la fois incroyablement souple et formidablement ferme : l'orchestre se montre réceptif à son geste en répondant instantanément à la moindre de ses sollicitations. L'unité collective impressionne autant que la virtuosité individuelle, du basson de Théo Sarazin à la flûte d'Iris Daverio. Sans parler de la capacité à épouser les atmosphères, à l'image de ce célesta obsédant, qui clôt la symphonie sur un des silences les plus poignants du répertoire, longuement respecté par une salle hypnotisée.

Restent les deux formations de Radio France, que l'on retrouvait dans leur auditorium, chaleureux et intimiste mais à l'acoustique délicate. Peu concerné par l'accompagnement du *Concerto* de Brahms, l'Orchestre national l'était beaucoup plus par la rare *Symphonie nº 2* d'Elsa Barraine, composée en 1938 par une musicienne française à laquelle il consacrera bientôt un disque. Sous la baguette de Cristian Macelaru, on découvrait une musique personnelle malgré les ombres de Roussel et Dukas, d'une saine âpreté dans les rythmes et les combinaisons sonores, même si un finale anecdotique gâche les promesses des deux premiers mouvements. On admire Joséphine Poncelin à la flûte et Mathilde Lebert au hautbois, tout comme le pupitre de cors, dont les qualités profitent aussi aux *Images* de Debussy, où l'orchestre est chez lui malgré des lourdeurs dans *Ibéria*.

L'Orchestre de Paris, étincelant, offre une synthèse entre grand effectif à l'ancienne et clarté de l'école actuelle

Ne manquait plus que le Philharmonique de Radio France, pour la dernière saison de Mikko Franck à sa tête. Coup d'envoi donné par *Une symphonie alpestre*, de Richard Strauss, que nous n'avons pu écouter qu'en différé sur France Musique, savourant l'art du chef pour clarifier et fluidifier les orchestrations les plus touffues.

On se réjouissait d'entendre « en vrai » son deuxième concert, la grandiose *Symphonie nº 3* de Mahler, mais une fois de plus l'imprévisible Finlandais a annulé : une des grandes frustrations de son mandat. C'est son compatriote Jukka-Pekka Saraste qui a sauvé le concert, son arrivée au pied levé expliquant sans doute une exécution contrainte et impersonnelle. On en retiendra les solos d'Antoine Ganaye au trombone et de Javier Rossetto au cor de postillon, ainsi que l'émotion à l'idée que c'était le dernier concert d'une figure marquante du « Philhar », l'alto solo Christophe Gaugué, avant son départ à la retraite. ■

« Tristan & Isolde » manque de fougue à Genève

Au Grand Théâtre, le destin des amants de Wagner a peu inspiré le metteur en scène Michael Thalheimer. Et sa sobriété a déteint sur l'interprétation musicale.

Ce n'est pas que la nouvelle production du *Tristan et Isolde* de Wagner par laquelle le Grand Théâtre de Genève ouvre sa saison soit ratée. Elle est même plus qu'honorable. Mais est-ce suffisant, s'agissant d'une œuvre dont on attend qu'elle vous soulève et vous hante ? Poser la question, c'est déjà y répondre.

Comme dans son *Parsifal* de 2023, le metteur en scène Michael Thalheimer opte pour la nudité d'un espace vide, à l'exception de 260 projecteurs qui relaient le combat entre le jour et la nuit, au centre de cette non-action. Au début et à la fin, la même image : à l'acte I, Isolde tire péniblement sur une immense corde, comme pour déplacer un poids mort invisible ; à l'acte III ce sera Tristan, c'est donc l'autre qui est au bout de la corde. Tel geste, telle expression de visage rappellent la justesse du directeur d'acteurs, mais le metteur en scène n'a semblé que modérément inspiré par le destin des amants. Statisme et dépouillement ne fonctionnent que s'ils sont habités : ce n'est que trop irrégulièrement le cas dans ce spectacle manquant de relief.

Fulgurances

On en trouve bien davantage dans la direction de Marc Albrecht, qui sait tirer profit des couleurs et de la transparence de l'Orchestre de la Suisse romande. On ne serait pas contre plus de fulgurances, mais sa sobriété est en phase avec la production, sans parler de son attention constante aux chanteurs.

Il faut dire que les deux interprètes principaux ont besoin d'être aidés car leurs ressources sont limitées, s'agissant des deux emplois les plus écrasants du répertoire. Le Gallois Gwyn Hughes Jones est crédible dans son portrait d'un Tristan dépressif et marmoréen, et s'il finit par donner de l'intensité à son délire du troisième acte, il le fait en parlant plus qu'il ne chante, avec qui plus est une voix fort peu séduisante. Son Isolde, la Suédoise Elisabet Strid, est une soprano lyrique plus que dramatique, au risque d'une certaine fragilité. L'aigu rayonne délicatement, mais l'assise sur le médium et le grave semble bien légère pour les imprécations et exclamations de la princesse irlandaise.

Ces protagonistes, en retrait dans des rôles appelant l'exceptionnel ou rien, sont entourés par des partenaires de tout premier ordre. À commencer par la Brangäne sensationnelle de l'Allemande Kristina Stanek, présence lapidaire et concentrée, voix précise et homogène, idéale pour ses deux appels nocturnes lancés depuis les hauteurs du théâtre. Le Roi Marke du Germano-Égyptien Tareq Nazmi confirme les qualités exemplaires de cette basse découverte il y a une douzaine d'années, et qui n'ont fait depuis que se développer : basse plus claire que profonde, mais qui sonne comme le plus précieux des violoncelles, avec une éloquence expressive évitant toute monotonie. Très émouvant Kurwenal du Norvégien Audun Iversen, aussi bon acteur que chanteur, et qui fait passer avec autant de chaleur que de sensibilité le dévouement inconditionnel de l'écuyer envers son maître. ■

C. M. (À GENÈVE)

Tristan & Isolde, au Grand Théâtre de Genève (Suisse), jusqu'au 27 septembre. www.gtg.ch



Au Bristol, Arnaud Faye tourne en douceur la page des vingt-cinq ans du règne de Frechon

Stéphane Durand-Souffland

Le tout nouveau c hef dÉpicure propose une carte inaugurale luxueuse, agréable mais consensuelle. Et trop chère.

Du passé, Arnaud Faye a fait table rase, et il a bien raison. Prendre la suite d'Éric Frechon, vingt-cinq ans de Bristol dont quinze couronnés de trois étoiles, constitue en soi un défi suffisant pour ne pas s'embarquer dans la reproduction hasardeuse d'assiettes désormais classiques. Certaines bousculaient les codes, à l'instar de ce gros poireau brûlé garni d'un tartare d'huîtres, pied de nez popu aux dorures. Frechon a quitté le faubourg Saint-Honoré au printemps *(nos éditions du 26 mars)*.

Rien que du neuf, donc, sous la houlette d'un chef meilleur ouvrier de France (MOF) venu de la Riviera – la Chèvre d'Or, à Èze, où il a été remplacé par Tom Meyer. Mais une cuisine de palace, qui tient du défilé de l'ultra-luxe comestible, facturé de manière décomplexée façon attentat au portefeuille. Caviar, homard, turbot, rouget, pigeon, tous nos amis armoriés sont là, dans le menu à 440 € (340 € pour les nécessiteux) ou à la carte. Vous ne risquez pas de glisser sur une sardine ou de vous faire tutoyer par un carré de porc.

« Le chef Arnaud Faye joue volontiers sur les sucrosités ensoleillées, vivifiées par des traits de gingembre ou des tombées de piment d'Espelette »

Le style Faye, présenté le vendredi 13 dernier, n'est pas fade mais consensuel. Il joue volontiers sur les sucrosités ensoleillées, vivifiées par des traits de gingembre ou des tombées de piment d'Espelette. Cela fonctionne agréablement avec, par exemple, le homard au melon et hysope, qu'une bisque charpentée ramène sur le chemin de l'orthodoxie ; ou avec le turbot breton, dodu lingot nacré associé à la carotte, combinaison éclairée par un trait de verveine – la très bonne idée de la recette – et (timidement) acidifiée par une touche d'oseille.

Le pigeon, habillé d'un amusant popcorn et flanqué d'une polenta onctueuse, tire sa force d'un jus réduit à la cardamome noire. Le rouget « à la nissarde » se sucre à une tomate que vient taquiner une sauce aux olives pleine de caractère.







Arnaud Faye propose notamment un homard bleu au melon et hysope *(à droite)* et un turbot breton, carotte, verveine et oseille.

FRANCK JUERY, THOMAS DHELLEMMES

Avec le recul, l'attelage artichaut-caviar (175 € à la carte) nous convainc moins, en dépit de l'apport d'une détonante *« vinaigrette au lime de Tahiti »*. La salinité de l'oscietre solognot ne fait pas le poids face à la suavité du légume breton.

Pour ses desserts, le chef pâtissier Yu Tanaka utilise le miel des ruches installées sur le toit. Sa petite folie rehaussée de framboises et de gingembre, glace au miel et pollen, est une jolie réussite, ni trop sucrée, ni trop entêtante. De même que son interprétation du chocolat, ici fouetté à la poudre d'Espelette et rafraîchi au sorbet cacao : une gourmandise pour adulte. À noter aussi des mignardises de haut vol (raisin-shiso, crème vanille-caramel, chocolat à la coriandre) pour accompagner votre café à 16 €.

Il serait absurde de tenter le comparatif Frechon/Faye. Une fois posé que le premier, né en 1963, est Normand, donc élevé à la crème et au beurre tandis que son successeur de 45 ans, bien que natif d'Auvergne, a acquis sa notoriété actuelle dans un établissement de grand standing au pays de l'huile d'olive et des pinèdes, que les deux sont MOF, il n'y a plus qu'à goûter la partition Épicure 2024 sans penser qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un legs.

Arnaud Faye prend les commandes du Bristol en douceur. Il n'est manifestement pas venu pour défoncer les marbres fins ni faire tomber les lustres en cristal. Le chef – yeux bleus, poignée de main franche – propose une cuisine « à la française » comme on dit des jardins Grand siècle. Celle-ci ravit manifestement la clientèle cosmopolite qui, mercredi, remplissait la salle où règne toujours un service millimétré.

Ce qu'on mange est très bon. Mais l'audace est, pour l'heure tout du moins, sous contrôle, le plaisir est pensé et non pas éruptif. Le livre de cave tient du Gotha des cépages et méprise les étiquettes roturières, l'addition atteint des sommets tragicomiques. Vous êtes dans le Paris de Woody Allen, une ville qui n'existe pas vraiment, un fantasme pas assez canaille. *« Mon cœur est saturé de plaisir quand j'ai du pain et de l'eau »*, disait Épicure avant qu'on ne le mette à toutes les sauces. ■

Épicure au Bristol. 112, rue du Faubourg Saint-Honoré (Paris 8e). Tél. : 01 53 43 43 40. Fermé dimanche et lundi. Menus à 340 € et 440 € (280 € et 340 € en version végétale) ou carte.

Les grands-mères, l'atout cœur des chefs

Alice Bosio

Jean Imbert invite Valentin Raffali, révélation de la dernière édition de « Top Chef », pour deux dîners à « quatre mains » au Relais Plaza, célébrant leurs aïeules respectives.

Que seraient les cuisiniers sans leurs grand-mères ? Depuis qu'on leur donne la parole, et particulièrement avec l'essor des émissions de télé culinaires, les chefs s'épanchent volontiers sur celles qui, grâce à leurs recettes ménagères, leur ont donné le goût de la cuisine et mis la main à la pâte. Jean Imbert, cuisinier star du Plaza Athénée, et Valentin Raffali, nouvelle coqueluche marseillaise révélée au grand public dans la dernière édition de « Top Chef », ne dérogent pas à la règle.

D'un côté, Jean Imbert, 43 ans, dont trois à la tête des cuisines du Plaza où il a succédé à Alain Ducasse. Avant de rejoindre l'avenue Montaigne, le chef ami des people, qui officie aussi au Martinez, chez Dior ou sur l'Orient-Express, avait ouvert dans le 16e arrondissement parisien Mamie, un bistrot traditionnel qui mettait à l'honneur pot-au-feu, riz au lait et autres spécialités de sa grand-mère Nicole, disparue en 2021. Le Francilien aime raconter qu'il avait l'habitude de déjeuner chez elle tous les dimanches, qu'elle est l'une des raisons principales pour lesquelles il a choisi sa voie. *« Quand le Plaza s'est intéressé à moi, j'ai compris que ce ne serait pas conciliable avec Mamie à côté. J'ai donc de suite imposé d'emmener le projet avec moi au Relais, d'autant que cette cuisine intemporelle est cohérente avec le lieu et ce que les clients viennent chercher à Paris. »* Sur la carte de la brasserie figure d'ailleurs la mention « La cuisine de Mamie & Jean ».

Concentré de souvenirs

De l'autre, Valentin Raffali, 28 ans, qui a pris depuis quelques mois ses distances avec son restaurant du cours Julien, Livingston, où il place désormais des chefs en résidence de six mois afin de se consacrer lui-même à l'événementiel. Le Marseillais a perdu son père très jeune et passé beaucoup de temps avec sa grand-mère Blanche. *« J'étais toujours dans ses pattes. Elle venait me chercher, me préparait des plats simples, exprès pour me faire découvrir de nouveaux produits, repassait devant des émissions culinaires à la télé ! C'est elle qui m'a introduit à la cuisine, qui nous a toujours rapprochés. »*

Avant la naissance de Valentin, Blanche a travaillé pendant une quinzaine d'années au Plaza Athénée, s'occupant de l'accueil de trois restaurants – la Galerie, le Régence puis le Relais Plaza. Une coïncidence que le chef s'est empressé de relater à Jean Imbert, rencontré lors d'une épreuve de « Top Chef » dont il était le juré, et qui est à l'origine du « quatre mains » prévu pour les 2 et 3 octobre prochains au Relais Plaza en l'honneur, bien sûr, de leurs aïeules. *« Jean est un chef que j'admire beaucoup. C'est le plus beau projet sur lequel j'aie travaillé jusqu'ici. C'est important pour moi de conserver les yeux qui brillent. »*

Les deux chefs ont donc planché sur un copieux menu en dix temps, concentré de leurs souvenirs d'enfance et des meilleures recettes de leurs grands-mères. Après une terrine des deux mamies, Jean Imbert propose notamment l'incontournable gratin de daurade de Nicole – déjà à la carte de Mamie puis du Relais, mais revu ici dans une version servie à la cuillère –, un filet de bœuf sauce béarnaise « ratée » – *« ma grand-mère mélangeait sa béarnaise à du jus de bœuf qui faisait trancher la sauce d'une façon finalement très moderne »* – et un gâteau de riz aux fruits confits inédit avenue Montaigne. Valentin Raffali, lui, mise beaucoup sur ses spaghettis roulés dans le jus d'agneau rôti à l'ail de la veille servis dans un sautoir au centre de la table mais aussi sur des cuisses de grenouille en persillade – *« un plat que je ne cuisine jamais d'habitude mais qui trouve bien sa place ici »* – et une pomme au four comme les lui préparait Blanche après le centre aéré avec des fruits un peu blets, escortée d'une glace rhum raisin, comme l'aimait son grand-père. Deux soirées aussi caloriques que nostalgiques en perspective. ■



Les chefs Valentin Raffali *(à gauche)* et Jean Imbert au Relais Plaza. ALEX SOCKS

Dîners les 2 et 3 octobre au Relais Plaza (Paris 8e). Tarif : 140 €. Rés. sur le site du Plaza Athénée.

Stéphane Reynaud

L'homme d'affaires chinois, qui prête actuellement sa collection d'objets en or au Musée Guimet, est aussi le propriétaire de six châteaux du Bordelais. Il nous livre ses solutions pour relancer l'activité de ce vignoble en crise.

Peter Kwok : « Pour le vin, la France doit s'entendre avec la Chine »



Depuis 1997, le Chinois francophile Peter Kwok n'a cessé d'investir dans ses propriétés du Bordelais.

COURTESY PETER KWOK

Il ne répond pas vraiment aux questions. Du moins le fait-il à sa façon, en racontant des histoires qui sont comme des contes. On tombe vite sous le charme de ce fin diplomate.

Le financier-mécène-vigneron Peter Kwok est de passage à Paris. On le rencontre entouré de son fils Howard, de sa fille Elaine, de Jean-Christophe Meyrou, le directeur général de ses châteaux, de ses communicants. Il porte un costume noir, laisse sous-entendre qu'il est en retrait des affaires, mais tout indique le contraire. Sa canne qui pourrait suggérer une forme de faiblesse est un sceptre.

Il fut un des premiers Chinois à acquérir des domaines viticoles à Bordeaux. L'homme d'affaires a créé le groupe familial Vignobles K, composé de six propriétés de la rive droite acquises dès 1997, dont Château Bellefont-Belcier et Château Tour Saint Christophe, deux crus classés de Saint-Émilion. Quand beaucoup de ses compatriotes ont investi dans le Bordelais pour repartir aussi vite, lui est bien installé depuis près de trente ans. Le talent, c'est de durer

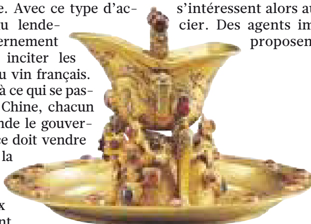
L'ancien président de la Citic, la filiale énergétique d'une des plus grandes sociétés publiques d'investissement en Chine, est aussi reconnu comme un grand collectionneur d'art chinois. Il a fondé le Musée des beaux-arts Qujiang de Xi'an, dont la collection Dong Bo Zhai est présentée au Musée Guimet à l'occasion de l'exposition « L'or des Ming. Fastes et beautés de la Chine impériale ». Peter Kwok parle au *Figaro* de ses deux passions - le vin et l'art - et de ce qui les lie. Porte-parole de la Chine des affaires et de la culture, le francophile fait passer quelques messages.

LE FIGARO. - Selon vous, qu'est-ce qui a le plus changé dans le vignoble de Bordeaux durant ces vingt-cinq dernières années ?

PETER KWOK. - Durant ces dernières décennies, l'ensemble des propriétés de Bordeaux a profité des progrès technologiques. Aujourd'hui, la grande majorité des domaines fait du bon vin. Le problème de Bordeaux est que le vignoble produit trop de vin de grande qualité. Et cela à des prix très raisonnables. Contrairement à la Chine, qui fait beaucoup de vins médiocres, des crus qui au mieux ont un joli nez, mais ne présentent jamais la longueur en bouche des bordeaux. Aujourd'hui, un vin chinois à 50 euros est moins bon qu'un bordeaux à 10 euros.

Alors, comment mieux vendre ces vins de Bordeaux ?

Bordeaux doit faire plus de marketing. Il y a aussi un problème de taxes. En Chine, le bordeaux est en concurrence avec les vins du nouveau monde, notamment les cuvées australiennes qui sont détaxées. À propos du vin, la France - ou l'Union européenne - devrait s'entendre avec la Chine au sujet d'une baisse des taxes sur les vins français en Chine et une baisse des taxes sur les vins chinois en France. Avec ce type d'accord, du jour au lendemain, le gouvernement chinois pourrait inciter les Chinois à boire du vin français. Et contrairement à ce qui se passe en France, en Chine, chacun fait ce que demande le gouvernement. La France doit vendre des vins chinois, la Chine doit vendre des vins français. Bordeaux en sortirait gagnant.



Coupe à vin et à alcool, en or, de l'époque Ming, exposée au Musée Guimet.

En Asie, et en particulier en Chine, et dans le reste du monde, le bordeaux est-il aussi apprécié que dans les années 1980, 1990 ?

Les Chinois ont affiné leur palais, surtout dans les grandes villes comme Shanghaï, Pékin, Chengdu. Maintenant, ils savent apprécier les bons vins. Et dans n'importe quel karaoké en Chine, tout le monde connaît les vins de Bordeaux.

« Un vignoble, comme une œuvre d'art classique, nous procure les plaisirs des sens, un lien avec nos origines, il nous permet de ressentir le passé »

Pour un investisseur étranger, quelle est la chose la plus difficile à comprendre quand on arrive à Bordeaux ?

Quand j'ai acheté Château Haut-Brisson, mon premier château, j'ai dit à mon directeur général : *« Faisons le meilleur vin. Je ne regarderai pas à la dépense pendant dix ans. »* Mais, malgré nos efforts, cela n'a pas fonctionné, car je n'avais pas le bon terroir. J'ai alors changé ma façon de voir les choses. En 2012, quand on est venu me proposer d'acquérir Château Tour Saint Christophe, j'ai signé tout de suite. Nous avons arraché la moitié des vignes, nous avons replanté et entamé une procédure de classement. Depuis 2022, le domaine est classé grand cru de Saint-Émilion.

Quelle est la plus grande joie que vous ont apporté ces propriétés ?

Grâce à ces domaines, ma famille vient souvent en France, mes enfants parlent français et, je l'espère, mes petits-enfants parleront français. C'était mon rêve d'adolescent.

Contrairement à vous, d'autres investisseurs chinois ont investi dans des propriétés du Bordelais puis les ont revendues. Pourquoi ?

Je suis né au Vietnam, j'ai une culture française. Les Chinois de Chine continentale ont une philosophie différente. Beaucoup sont nés dans des régions pauvres et ont gagné d'immenses fortunes dans l'immobilier. Ils voyagent en France, découvrent Petrus et Château Le Pin. Ils s'intéressent alors aux prix du foncier. Des agents immobiliers leur proposent des vignes sans grand intérêt à 5 000 euros l'hectare. Alors certains se disent que cela est vraiment bon marché, qu'ils peuvent gagner beaucoup d'argent en vendant en Chine, à plus de 100 euros la bouteille, des vins issus de ces terres. Mais cela ne fonctionne pas longtemps… Alors ils vendent leur propriété. Dans d'autres cas, ce sont des entreprises qui achètent et, au premier changement de direction, le projet est abandonné. D'autres encore s'intéressent juste au plaisir d'avoir un beau château où ils viennent se reposer. Et ils le revendent facilement.

Quels liens peut-on établir entre le monde du vin et le monde de l'art, que vous semblez apprécier tout autant ?

(Rires.) Quand j'ai vendu Château Haut-Buisson, il y a quelques années, le Bordelais qui souhaitait l'acquérir m'a demandé : *« Est-ce qu'on peut gagner de l'argent avec cette propriété ? »* Je l'ai regardé, et je lui ai moi-même demandé : *« Aimez-vous les tableaux, la peinture ? » « Oui »*, m'a-t-il répondu. *« Pourquoi en acheter ? »*, ai-je continué. *« Car quand je regarde le tableau, je suis heureux »*, a-t-il dit. *« Est-ce que cela vous rapporte de l'argent ? »*, l'ai-je interrogé. *« Quand je le vends, je gagne de l'argent »*, a-t-il répondu. Je lui ai donc expliqué qu'un vignoble, comme une œuvre d'art classique, nous procure les plaisirs des sens, un lien avec nos origines, il nous permet de ressentir le passé. Mais il y a tout de même une différence : une œuvre d'art, on la regarde, on en profite, comme un vignoble. Mais dans un vignoble, on peut ajouter sa touche personnelle, son style, le faire évoluer à sa façon. Et l'homme a acheté mon domaine. ■

Hélène Guillaume
Envoyée spéciale à Milan

Ils ont le même âge, du talent, un beau CV, et quand Sabato De Sarno a la mission de redorer le lustre de Gucci, Matteo Tamburini doit insuffler de la mode et de la féminité chez Tod's. Verdict sur les p odiums milanais ce vendredi.


Gucci


Tod's

LUCA BRUNO/AP ET TOD'S

Un goût italien pas comme les autres

Les quadragénaires de la mode transalpine sont-ils en voie de changer les contours de leur industrie ? Eux qui sont nés au début des années 1980 en même temps que les grandes sagas du luxe italien des Armani, Versace, Prada et Gucci, sont bel et bien en train de prendre la relève. Ils s'appellent Sabato De Sarno, 41 ans, chez Gucci ; Francesco Risso, 42 ans, chez Marni ; Matteo Tamburini, 42 ans, chez Tod's. Tous ont déjà une longue expérience dans des studios de marques très établies, tous cultivent une italianité très forte mais s'adressent à des clientes partout dans le monde. On pourrait d'ailleurs y associer Matthieu Blazy, 40 ans, français mais installé à Milan, qui a tout compris de l'âme italienne de la très belle maison Bottega Veneta.

C'est d'ailleurs aux côtés de Blazy que Tamburini a fait ses armes (entre autres sur les pièces en cuir) avant de rejoindre **Tod's** il y a six mois. La marque créée par Diego Della Valle à la fin des années 1970 essaie depuis une quinzaine d'années d'imaginer le prêt-à-porter qui irait bien avec son fameux mocassin. Bien des designers se sont succédé et pas un jusqu'ici n'a eu l'heure de convaincre le fondateur qu'il avait trouvé « la » silhouette de « son » Gommino. Mais les choses pourraient changer. Après une première collection (automne-hiver 2025) très bien accueillie par la critique, Tamburini persiste et signe avec ce second show pour l'été prochain.

Comme très souvent chez Tod's, les invités sont accueillis par des artisans (ici, en plein montage du Gommino debout derrière de longues tables d'atelier). « *La mano* », « la main », dans le sens « savoir-faire », c'est le message que martèle la marque. D'ailleurs une main, cette fois monumentale (une sculpture de Lorenzo Quinn), plante le décor du podium. « *L'Italie l'été, le goût italien, une approche plus relax des formes et des matières* », résume Tamburini, juste avant le défilé. Devant une presse transalpine conquise, il évoque ses inspirations : le savoir-faire, la voile, le Giro, la côte méditerranéenne… Effectivement, le coton d'un trench-coat claque au vent, les filles ont enfilé sous leur chemise un short cycliste digne de Pogacar, et le Gommino est de la partie en cuir souple chaussant le pied comme un gant… Mais plus que les références, c'est l'esprit de cette collection qui nous inté-

« Toute la mode est sous Ozempic »



DÉCRYPTAGE
Hélène Guillaume

« *Tout le monde nous a serinés avec le body positive, maintenant toute la mode est sous Ozempic*, nous glisse un journaliste habitué de la Fashion Week, alors qu'on vient à peine de poser le pied sur le sol de Milan. *Depuis le retour des vacances, les mannequins ont deux tailles en moins, Naomi Campbell est super mince, Bryan Boy* (influenceur très connu, NDLR) *a perdu genre 22 kg et le premier rang américain a fondu comme neige au soleil. Même dans les studios des maisons, les stylistes s'y sont mis*. » Le fameux médicament pour le diabète détourné en coupe-faim miracle serait donc la nouvelle « trend » de la mode, balayant d'un revers de main les efforts fournis ces dernières années par l'industrie pour que les mannequins, hommes et femmes, soient moins faméliques, histoire de donner aux jeunes générations une vision plus « normale » du corps.

Ozempic est sur toutes les bouches, on se raconte dans les rangs des défilés l'histoire pas franchement glamour d'une personnalité de la mode américaine qui aurait eu quelques tracas gastriques en raison de l'antidiabétique, dans la maison de Gwyneth Paltrow avant l'été… « *J'ai un ami qui a perdu 5 kg en une semaine*, abonde une attachée de presse. *Mais qui dit que ça ne va pas causer des cancers dans dix ans…* » Le phénomène que l'on connaissait via les réseaux sociaux a donc pris de l'ampleur outre-Atlantique. Chez les Français et les Italiens, on est encore un peu méfiants. Et surtout assez catastrophés des corps des filles sur les podiums des défilés. « *Moi j'ai arrêté de les filmer, leurs jambes sont tellement maigres ! Et même dans les maisons italiennes connues pour privilégier des filles qui ont - un peu - des formes !* » Éternel débat de la mode qui se bat contre ses démons. ■

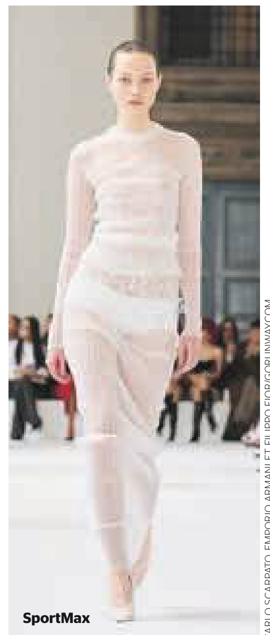
Moschino, Emporio Armani, SportMax, fantaisie ou réalité ?

Valérie Guédon
Envoyée spéciale à Milan

Su le compte TikTok de **Moschino** circulait, quelques jours avant le défilé de l'été 2025, une vidéo de passants bouche bée, dans les rues de Los Angeles, devant un jeune homme habillé d'un énorme pull sur un jean large et une traîne de mousseline rouge à volants de la collection hiver (actuellement en boutique) de la marque. Un petit film qui dit tout du second degré et de la fantaisie de la griffe fondée par Franco Moschino en 1983 et reprise il y a six mois par Adrian Appiolaza… Pour son deuxième opus, le directeur artistique argentin de 52 ans n'a rien perdu de son espièglerie. Une magnifique brune ouvre la marche enroulée dans les draps de sa grand-mère, suivie de mannequins en Perfecto, trench, tee-shirt, tailleur, entortillés de galons (se terminant en sac), piqués de boutons (jusqu'au chapeau), ornés de franges, de rangs de perles, recouverts de pois ou d'imprimés comme dessinésr au stylo Bic (qu'une demoiselle porte d'ailleurs autour du cou). Derrière le happening fun, qui est bienvenu dans le paysage de la mode italienne souvent beige et grège, se trouve aussi de « vrais » vêtements remarquables conçus par ce grand collectionneur de Martin Margiela, et ex-bras droit de Jonathan Anderson (directeur artistique de Loewe).


Moschino


Emporio Armani


SportMax

CARLO SCARPATO, EMPORIO ARMANI ET FILIPPO FIOR/GORUNWAY.COM

L'ambiance est tout autre chez **Sportmax** qui défile à l'Accademia di Belle Arti di Brera tapissée de moquette blanche et qu'on dirait emprisonnée dans la neige et le blizzard. Des filles moulées dans des pans de tissu élastique, de cuir, de mousseline, de maille transparente, et parées d'une avalanche de pampilles, arpentent le podium sur des talons en Plexiglas (pas toujours très stables). La note d'intention explique que cette collection est un « *exercice d'intuition et de précision, d'innovation et de retenue* ». La griffe, (petite) sœur de Max Mara, nous a habitué aux collections futuristes, voire expérimentales qu'on a parfois du mal à imaginer hors du contexte d'une Fashion Week. Celle-ci ne fait pas exception.

Un cliché en noir et blanc d'une femme en costume cravate shooté par Tom Munro sert de décor (et d'invitation) au défilé été 2025 d'**Emporio Armani**. Mais dans le petit teatro du Maestro Giorgio, les complets vestons souples qui sont sa spécialité laissent (trop) vite la place à des robes de danseuses à fleurs, à des sarouels de mousselines glissés dans des bottes plates, à des boléros en shantung pastel, à des jupes de gitanes dans des tons acidulés. À 90 ans depuis cet été, le Milanais, toujours aux commandes, apparait au final entouré de sa centaine de mannequins mais une fois n'est pas coutume, accompagné de Nicola Lamorgese, le directeur du studio de la collection masculine (qui défilait aussi et faisait très envie) et Marco Brunello, son homologue pour la femme. La relève ? Reste qu'Armani, l'homme et la marque, ne compte pas lever le pied. À l'issue du show, il organisait même une gigantesque fête pour la réouverture de l'emblématique boutique de la via Manzoni, en dessous de l'Armani Hotel, en travaux depuis six mois. ■

resse. Cette féminité complexe, sensuelle et intellectuelle dont Phoebe Philo a été le chantre chez Céline au début des années 2010, que l'on retrouve chez Bottega Veneta ou même chez Lemaire en France. Il y a cette touche exotique dans les manteaux légers et craquants qui se drapent sur le côté à la Anne-Marie Beretta. Et dans les cabas origami très réussis, déclinés en cuir grainé façon autruche ou lisse, en rouge laqué, vert anglais, taupe, mastic, etc. Dans ce vestiaire très chic, les pantalons à pli façon Sta Prest côtoient les blouses à rayures matelas, les vestes chinées un peu vintage, les manteaux à forme sablier en cuir… Le cuir, matière de prédilection de la maison, est ici en jaune beurre frais sur une parka, en vert pour une longue robe à plis, ou en brun moka pour un tee-shirt de luxe XXL. Tamburini parvient avec diplomatie et talent à donner de la mode et de l'attitude féminine à cette maison classique et plutôt masculine incarnée par la figure de patriarche italien de son fondateur Della Valle. Reste maintenant à produire et commercialiser ces pièces, qu'elles existent dans les boutiques de la marque voire en multimarque à côté des concurrents de la mode. Ce serait un grand pas.

Dans les boutiques **Gucci** aussi, on aimerait voir plus de pièces de Sabato De Sarno, dont la toute première collection a été commercialisée en mars dernier. Son mocassin à plateforme de la première saison, probablement pas assez produite pour la demande, a été en rupture de stock beaucoup trop rapidement. Aujourd'hui, le nouveau Gucci est bien installé en termes d'images, et a fait place nette après la période très différente esthétiquement d'Alessandro Michele. Pour De Sarno, il s'agit donc d'asseoir ses codes (et en particulier, ses couleurs, le rouge Ancora et le vert anis) tout en donnant plus d'ampleur à la marque. Vendredi, le défilé à la Triennale montre cette ambition. Le long couloir en courbes qui accueille le podium prend des couleurs de coucher de soleil *« comme celui que je regardais cet été de l'île de Pantelleria, le plus beau sunset du monde, face à la Tunisie »*, dit cet amoureux de l'Italie. Tout comme son compatriote Jannik Sinner, n° 1 mondial au classement ATP et ambassadeur Gucci, qui devise tranquillement avec François-Henri Pinault au premier rang.

Intitulée « Casual Grandeur », cette troisième collection creuse le même sillon, cette idée d'un certain glamour à porter tous les jours. *« Comme cette robe en dentelle vert fluo qui s'enfile aussi facilement qu'un tee-shirt, ou cette autre très soir (brodée de pastilles miroir) qui est légère mais fait beaucoup d'effet. »* Casual, donc, ce pantalon de costume d'homme (littéralement puisque décliné de la collection masculine) porté avec des tennis ou ces jeans larges très cool associés à un débardeur gansé de la bande web historique (rouge et verte). Grandeur, pour ces robes de vestale accrochées au cou par un torque bambou… Une référence au sac culte créé par Guccio Gucci en 1947 : en ces temps de pénurie de matières premières, il avait eu l'idée d'utiliser le bambou pour remplacer le cuir de l'anse. Autre legs de Guccio, et sans lequel un show Gucci ne serait pas tout à fait un show Gucci, le mocassin mors (1953) que cette fois, Sabato De Sarno détourne en une botte moulante. *« Mon travail consiste à écrire de nouveaux chapitres sur la base de cet héritage*, confirme-t-il. *Et ma chance est que cette histoire est vaste, et me permet de suivre mes obsessions dans chaque collection, c'est-à-dire le tailoring, la lingerie, le cuir, ou encore l'esprit sixties. »* À l'image de ce manteau en raphia vert à l'humeur rétro. Ou de ces ensembles vestes et jupes ballon aux motifs néo-vintage ou en soie hérissée de petits fils comme des accrocs - *« cela vient d'un défaut de fabrication qui m'a beaucoup plu et que nous avons finalement développé »*. Si l'éclectisme des références et des styles voulus par De Sarno manque de point de vue, les sacs eux sont clairement identifiables, 100 % Gucci, du nouveau sac seau en toile canvas et mors argenté au modèle Bambou en format East-West. Et tous toujours aussi désirables.

Pour le finale, ce fan de pop a choisi le tube de Fiordaliso *Non voglio mica la luna* (sorti l'année de sa naissance), que tous les Italiens sur les bancs chantent en chœur. Il sort saluer en tee-shirt imprimé dans le dos d'un *« Gucci Family, Friends, Teams, Partners, Lovers »*. ■

Les mystères de la canne de Balzac enfin percés

Élodie Baërd

Cet accessoire bien connu de l'auteur de « La Comédie humaine » a révélé récemment quelques secrets après une expertise.

« L'esprit d'un homme se devine à la manière dont il porte sa canne », écrit Balzac en 1830 dans son *Traité de la vie élégante*, paru en cinq épisodes dans le journal *La Mode*. L'écrivain parle en connaissance de cause, lui qui chérit et collectionne cet accessoire.

L'un de ses modèles les plus connus, exposé depuis longtemps à la Maison Balzac à Paris, est fait de bois et d'or ciselé, pavé de turquoises, datant de 1834 et créé par le joaillier Le Cointe. Une chaîne en or, issue d'un collier de jeune fille de sa maîtresse d'origine polonaise Mme Hanska, achève son raffinement. *« Il fait sensation dans Paris en paradant avec cet accessoire excentrique, qui prouve son énergie et sa réussite, à une époque où les canons poussent plutôt à la discrétion, même si la canne est alors très à la mode »*, raconte Geoffray Riondet, expert en bijoux anciens qui vient de se pencher sur cette pièce *« raffinée et délicate, ayant appartenu à un personnage hors norme »*.

Dans une lettre à son amante, Balzac s'amuse que sa canne ait *« plus de succès en France que toutes (s)es œuvres »*. Jamais rassasié de notoriété, l'auteur ne dédaigne pas aussi l'année suivante, en 1836, qu'elle soit au centre d'un roman de Delphine de Girardin, intitulé *La Canne de M. de Balzac*, donnant des pouvoirs magiques au héros. Cet accessoire précieux flatte son esprit orgueilleux, avide de prestige et de reconnaissance. L'écrivain est alors un personnage public influent, grâce à ses romans, ses essais et ses articles dans la presse. Son allure particulière est parfois moquée, caricaturée, lui qui est petit, rond et pas toujours soigné.





Balzac croqué par Charles-Louis Bazin en 1844 avec sa canne, un modèle en bois et pomme en or ciselé et turquoises, exposé à la Maison de Balzac, à Paris.

LE COINTE, MAISON DE BALZAC/ROGER-VIOLLET/PARIS MUSÉES

Capsule cachée

Bien qu'il critique le dandysme d'alors, cet amoureux des belles choses s'avère aussi assez dispendieux. Il achète à crédit. Ainsi la facture de sa canne aux turquoises s'élève à 700 francs, un prix très onéreux, et n'est toujours pas acquittée au bout d'un an comme l'indiquent les livres de comptes.

Il y a quelques semaines, avec l'aide de deux gemmologues, Gérard Panczer et Niloofar Mousavipak, Geoffray Riondet a mené une expertise, directement à la Maison Balzac afin de déterminer la provenance des turquoises. Leur teneur en fer et en cuivre a permis d'affirmer qu'elles viennent d'un gisement perse, à Nichapur dans le nord-est de l'Iran, confirmant leur préciosité. La facture de la canne, à en-tête de la maison Le Cointe, a été retrouvée à la bibliothèque de l'Institut de France. Elle porte la date du 18 août 1834 et fait apparaître d'autres commandes de l'écrivain, comme une monture de bague, une autre canne avec de la cornaline…

L'en-tête *« Le Cointe, tombé depuis dans l'oubli, connaissait un vif succès au début du XIXe siècle »*, rapporte l'expert qui s'est penché sur l'histoire de ce fabricant de joaillerie et d'orfèvrerie, d'abord installé rue de Castiglione puis au 26, place Vendôme. *« On retrouve son nom dans les écrits de Vever* (auteur d'un ouvrage de référence sur cette période, NDLR). *Il était sous la protection de la duchesse de Berry, fournisseur du duc de Bordeaux… »* Seule déception, les trois chercheurs espéraient pouvoir élucider le secret de la capsule à charnière cachée dans le pommeau et déterminer si elle avait abrité une mèche de cheveux ou un portrait d'une dulcinée. Mais en vain. Place à l'imagination. ■

MARCHÉ, DÉFIS, INNOVATIONS : OÙ VA LE NEUF ?

Pascal Boulanger, président de la Fédération des promoteurs immobiliers de France et Julien Pemezec, co-président de la FPI IDF, dressent l'état des lieux du secteur du neuf et se projettent sur les principaux défis à venir. **Par Olivier Marin** @OlivierMarin1

Dans quel état d'esprit, abordez-vous cette rentrée ?
Pascal Boulanger, président de la FPI France se veut lucide : « Le premier mot qui me vient à l'esprit est inquiet car les chiffres de la conjoncture de l'immobilier neuf ne sont pas bons. Mais l'optimisme doit l'emporter. Nos projets sont résilients et pleins d'avenir dans une conjoncture difficile mais motivante. » De son côté, Julien Pemezec, co-président de la FPI Ile-de-France, abonde en ce sens : « Certes, nous traversons une période difficile mais c'est un moment où il faut mettre deux fois plus d'énergie pour innover et proposer de nouveaux projets aux élus, aux aménageurs et puis bien sûr à nos clients. Donner envie. C'est à cela que notre profession travaille avec acharnement. »

Les résultats de l'Observatoire de la promotion privée
Pascal Boulanger dresse un constat sans appel : « Les résultats sont malheureusement historiquement bas. Nous sommes aux alentours de 40 à 50 % de ce que nous devrions faire sur une année normale, que ce soit en termes de réservations de logements, de dépôts de permis de construire, de mises en chantiers et d'offre. Le marché s'est réduit de 50 %. Et, pour des raisons économiques, nous avons retiré l'équivalent de 23 % de nos projets. Après la phase d'attentisme, il y a eu la remontée des taux d'intérêt, les incertitudes politiques, j'espère que nous réaliserons d'excellents troisième et quatrième trimestres. » indique le président de la FPI.

Le dispositif d'investissement locatif Pinel
Pascal Boulanger : « Le dernier rapport de la Cour des Comptes est juste. Il met en avant les vertus du Pinel et il souligne aussi la dépendance qu'engendre la mise en place d'un dispositif d'investissement locatif depuis 40 ans. En fait, c'est la compensation normale d'un logement qui est surtaxé par rapport au reste. Le rapport souligne tout de même une réponse plutôt efficace aux besoins de logements exprimés par les ménages modestes bénéficiaires. Le rapport indique d'autre part que le dispositif Pinel a constitué pour certaines collectivités rencontrées par la Cour, une opportunité, en contribuant au renouvellement urbain ou à la réhabilitation de friches ». En attendant, « avec la chute des investisseurs, ce n'est pas le moment de l'arrêter » (le Pinel doit prendre fin au 31 décembre 2024 NDLR) confie Pascal Boulanger. Pour sa part, Julien Pemezec veut mettre un terme à des idées reçues : « Un investisseur en Pinel, n'est pas un nanti. C'est un petit épargnant, âgé entre 40 et 50 ans, qui cherche un complément de revenus pour sa retraite. Ce dispositif a également permis d'amorcer de nouveaux quartiers de ville. Comme par exemple, l'émergence du Plateau de Saclay (91). En Île-de-France, le logement neuf suit, hélas, la même tendance qu'au niveau national. La production est basse. Et pourtant, nous sommes dans un marché où la pression locative est très forte. Le secteur manque cruellement de logements alors qu'il doit répondre aux enjeux de décohabitation mais aussi de vie étudiante. Les jeunes ont besoin de se loger. »



O.Marin, P.Boulanger, J.Pemezec

Cap vers l'immobilier bas carbone
« Le logement neuf n'a jamais été autant aligné avec la qualité d'usage, et les enjeux environnementaux. En France, la RE 2020 est l'une des réglementations environnementales les plus ambitieuses et participe à la réduction de l'empreinte carbone. Le métier s'est emparé de ce sujet. Cela se traduit par des logements beaucoup plus qualitatifs. Ceux qui vont emménager dans des logements neufs vont diviser par deux ou trois leur facture énergétique. Les espaces extérieurs sont plébiscités. Les bâtiments que l'on produit sont beaucoup plus vertueux. Nous développons aussi le coliving, les résidences étudiantes ou seniors. » rappelle Julien Pemezec. « Acheter un logement neuf, c'est la garantie d'une habitation fiable, avec un confort très élevé. Un lieu de vie à l'avant-garde, un investissement durable. Les promoteurs sont imaginatifs sur de nouvelles formules d'accompagnement de l'accession à la propriété. » Pascal Boulanger de conclure : « Si l'on veut que le logement neuf ait toute sa place dans la société, il doit être exemplaire, au-delà des prestations habituelles attendues. »

MOTS FLÉCHÉS

MOTS FLÉCHÉS GÉANTS DU SAMEDI N°3941

RCI JEUX

- ELLE PERMET L'AUDITION / JEU DE GAMMES
- DANS L'OPPOSITION / NOTIFIA
- LABEL AGRICOLE / PAPIER DÉCORATIF
- ANCIENNE MESURE AGRAIRE / LE NEUF UN
- PRIX D'EXCELLENCE POUR UNE STAR
- CE N'EST PAS DE REFUS / IMMOBILISME
- BRIDÉ AUX ENTOURNURES / SENSUALITÉ
- FLEUVE DE L'HIMALAYA
- TOXICOMANE
- DÉPARTEMENT DE SENLIS / TERRE D'ARS
- INJECTÉE DANS LE CORPS / DÉSHYDRATÉE
- BULLE MATHÉMATIQUE / SNIPER
- DÉBARRASSÉES DE LEUR EAU
- LIBÉRATEUR / POUR LA MANIÈRE
- PATENTES / CÉRIUM AU LABO
- ANALYSE DE SES ÉTATS D'ÂME / ABJURE
- ANECDOTIQUE / ABASOURDI
- AU PALAIS DU LUXEMBOURG / BÊTE LENTE
- FAIRE LES VITRINES / CHEFS AUX RESTOS
- AMATEUR DE PIGEONS / FAIT LE FIER
- CHÈRE ET TENDRE
- IL EST BON POUR LE PANIER
- GRAND SPÉCIALISTE DE LA ROUE
- HÉBERGE / LE CONTRAIRE D'UNE INCULTE
- CLUB CHÉRI DE LA CANEBIÈRE / RÈGLE
- AGRÉMENT DE GASCON / BUE EN SIFFLANT
- QUI S'EST LAISSÉ DUPER
- VALET DE DOM JUAN
- À LA NOCE / SURFACE AU SOL
- ISOLÉE / BAGNOLE
- SCANDIUM DE CHIMISTE / FAMEUSE EDITH
- ALIMENTS RICHES EN VITAMINES
- PAS FORCEMENT CERTAIN
- AUTRUCHE / JEUNE ANGUILLE
- RÉGION DE NICE / VOISIN DU BLAIREAU
- AUTEUR DE BD / GRIVOIS
- PROTÉGÉ CONTRE LA FRAUDE
- UN PEU INVENTÉE / TENACE
- GROS CŒUR / AÉRODROMES DE MONTAGNE
- CHENAL DÉBOUCHANT EN MER
- AVANT L'ÉGYPTE ACTUELLE / ARGON ABRÉGÉ
- C'EST-À-DIRE / ADDITIONS
- PIÈGE DANS LE JARDIN
- CYCLE RÉGULIER / CÉLÈBRE AMPHITHÉÂTRE
- DIVINITÉ CHEZ LES LATINS
- BIEN CONTENT / ASSOCIÉ À LUPIN
- RIEUSES AILÉES / AIMÉ EN ÉTÉ
- ÉLÈVE OFFICIER
- BRUIT SEC / PUISQUE
- IL NE CONTIENT QUE QUELQUES TITRES
- ELLE ENTRE DANS LES CÔTES / EXPERT
- DU BEAU MONDE / GRECS DES ÎLES
- RELIGIEUSE BÉATIFIÉE (MÈRE)
- NAVIRE À UN SEUL MÂT / CLUB FERMÉ
- TROIS NOTES À JOUER / IL A L'OUÏE FINE
- PLEURNICHEUR AU BORD DE L'EAU
- IL TOURNE ET MONTE EN MÊME TEMPS
- ARGILE SABLONNEUSE / VOILE DE PROUE
- VOYAGE DE MAGELLAN / ALCOOL TONIC
- POSE UN SCION / IL ROULE PARTOUT
- ILS SONT GELÉS EN HIVER / ANGELOTS
- OUBLIÉE OU ANNULÉE
- ENGINS VOLANTS / QUI N'A PAS DE PIEDS
- OFFRIR UNE LARGE OUVERTURE
- SIDNEY, CLARINETTISTE
- PIQUANT / CUILLÈRE À TROUS
- RÊVER D'AVOIR LA PLACE
- SANS DISCRÉTION NI MODESTIE
- COMPAGNON D'AUTREFOIS
- BREF SIFFLEMENT / COUTUME ARCHAÏQUE
- FILS DE LAMECH / VIEILLE CONTRÉE D'ASIE
- PRISE DE JUDO / SIFFLERA UN SPECTACLE
- CENTIÈME DU YEN / POSTURE DU YOGI
- CROC DE CHEVILLARD / DU GENRE BOUCHÉ
- ÇA FAIT QUINZE / MANUELLEMENT
- LAROUSSE DE POCHE / DON DE LA NATURE
- SYMBOLE DU TOUR / FÊTE MODERNE
- FAIT TOUT POUR ATTEINDRE SA CIBLE
- PAYS AUX CINQUANTE ÉTOILES
- FEMME DE LA MYTHOLOGIE
- CAPITALE DE LA CORÉE DU SUD
- ONCTUEUSE
- HOMMES DE RÉ / DONNER DE L'OSEILLE
- PÉDALE CENTRALE D'UNE VOITURE
- TÉLÉPHONE D'UN AUTRE SIÈCLE / GAINE
- VILLE DE LA DRÔME / AVÉRÉS
- C'EST DU CHINOIS / ELLE FAIT DORMIR
- PRIVATISATION / TOUT VA BIEN !
- TRAVERSE LES LACS DE SUISSE
- PLANTATION D'ARBRES / SÈVES DE PINS
- RÉPÉTÉ, IL MARQUE L'IRONIE
- ÉCOLE PRESTIGIEUSE / DIX CENTIMÈTRES
- ORNEMENT / DESCENDANTS D'ATRÉE
- CESSATIONS D'ACTIVITÉS / AU-DELÀ
- CAP À TENIR / HAUT DE CHEMISE
- POSSESSIF / QUI A FAIT SON APPARITION
- VAPEURS
- FIXÉE FORTEMENT / FIRME RACCOURCIE
- INGRÉDIENT DU PÂTISSIER
- ARGENT LIQUIDE / AVIS D'AMI
- MADAME TRUC / ELLE OUVRE LE QUOTIDIEN
- IL EST COMPTÉ BON SI ON APLATIT
- MATIÈRE À PROTHÈSE / PROCHE DE JERRY
- VÉHICULES TOUT-TERRAIN
- EXQUIS POUR LES SURRÉALISTES
- CREUX SOUS LES BRAS
- ACCUMULA LES COUCHES / ÉCHAPPATOIRE
- BOUT DE BIBERON / PARÉ
- BELLE OVATION / FÊTE MUSULMANE
- FIN DE VERBE DU PREMIER GROUPE
- CONTAMINÉS
- AGENCE DE RENSEIGNEMENTS / DE L'EAU
- LOCALITÉ DE LA CÔTE-D'OR
- MAÎTRE EN PLUS COURT
- BROYEUR / C'EST FORT
- TRANSPORTEUR D'ÉTALON / UNE ORANGE
- MILITAIRE ATTIRÉ PAR LE SUD
- IL AVANCE AVEC DES RAMES / RAYURE
- ELLE UTILISE LA SCIE À BOIS / FAUTE
- ROI DE FRANCE / LETTRES DU DOCTEUR
- CAP SUR LA BOUSSOLE / QUI ONT DU VÉCU
- DE QUOI DIRIGER / LE PIED DU MÉDOC
- INSULAIRE ITALIEN / BÂTON À BRÛLER
- LE CANARD Y FAIT TREMPETTE
- S'EN VA DÉFINITIVEMENT
- ATTAQUE SOUDAINE / IL EST NÉ MUET
- C'EST ASSEZ GROS COMME MAMMIFÈRE
- CALE DE MÉCANO / PRÊTRE
- PARTIES DE TEST / À DEUX PAS
- FORME D'UNE GALAXIE
- PUISSANCE DU MOTEUR / VIA
- INSPIRATRICES
- PIQUE / C'EST DUR EN MAIN
- SE TROUVE DANS LES AIRS / DE PLUS
- IL FUT FIDÈLE À FIDEL
- ESPACES D'ACCUEIL
- ÔTE UNE VOYELLE
- ALLER DE MAIN EN MAIN / MILIEU DU PAIN
- ERSATZ DE MARBRE / MÉDIA
- BÊTE DE SOMME / ANCÊTRE BOVIN
- MAL SERVIE / C'EST UN BONUS
- DIPLÔME À LA FAC / CARACTÈRE GREC
- ILS SE PRÊTENT AUX EXPÉRIENCES
- FACTEUR RHÉSUS
- APPUIE SUR / PRESQUE RONDE
- PRÉNOM DE FILLE
- VIEUX VAISSEAU / VALLÉE DE LA NESTE
- FINE ET ÉLANCÉE
- GRIMPÉ
- MÂCHOIRES / RALLA DANS LES BOIS
- EMPLOYÉ / APRÈS LA CITATION
- IL Y A DE L'ORDRE À Y METTRE / BASQUE
- CE N'EST QU'UNE HYPOTHÈSE
- ACCORD À L'EST / NOTE À L'UNISSON
- UN PLUS MUSICAL / MOLYBDÈNE AU LABO
- EN BOURGOGNE, SUR-TILLE
- DE BONNE LIGNÉE
- COUVERT D'UN VERNIS
- POLYNÉSIEN DE NOUVELLE-ZÉLANDE
- IL VEILLAIT SUR LE PETIT ÉCRAN
- CARMÉLITES ET BÉGUINES

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

■	A	■	O	■	A	■	S	■	P	■	I	■	A	■	E	■	A	■	G	■	A	■	F	■	H
A	F	G	H	A	N	■	A	I	L	■	S	C	R	A	T	C	H	■	R	E	T	S	I	N	A
■	I	R	E	■	T	O	R	N	A	D	E	S	■	B	A	L	A	D	E	■	T	A	T	■	L
L	C	I	■	A	I	R	■	C	I	E	R	G	E	S	■	O	N	E	S	T	E	P	■	E	T
■	I	G	O	R	■	E	N	O	N	C	E	■	G	E	S	T	E	S	■	E	N	E	I	D	E
C	O	N	C	I	S	I	O	N	■	R	■	E	R	N	E	■	R	E	C	R	U	■	P	A	R
■	N	O	R	D	■	L	I	N	A	I	G	R	E	T	T	E	■	R	A	R	E	S	■	M	E
B	A	T	A	I	L	L	E	U	R	S	■	A	N	E	■	R	E	T	R	O					
■	D	E	N	T	E	E	■	E	M	P	O	T	E	■	C	E	L	E	R	I					
P	O	R	T	E	U	R	S	■	A	E	R	O	S	O	L	S	■	R	E	R					

« La Maison » : ton univers impitoyable

Céline Fontana

Délicieusement féroce, cette saga familiale dans le milieu de la haute couture et du luxe est portée par Lambert Wilson et Carole Bouquet.

Gros plan sur des cartons jacquard. Puis des machines à tisser en activité. Une fine dentelle apparaît. Bientôt ornée de broderies. La pièce est emballée dans une très chic boîte siglée Ledu. Déposée délicatement dans une auto qui quitte l'usine bretonne pour filer à vive allure vers Paris avant d'être remise, avec déférence, aux ateliers du créateur. En fond sonore, la petite chanson délicieusement rétro de Feist : *« Tout doux, tout doux, tout doucement/ Comme ça/ La vie c'est épatant »*.

Bienvenue à *La Maison*, celle de Vincent Ledu, donc. *« Vincent est un personnage aristocratique, un Hubert de Givenchy, dans sa culture, son chic, son autorité, mais plus contemporain, qui ferait la mode d'un Lagerfeld mêlé de Yamamoto,* analyse son interprète Lambert Wilson. *Il est né au cœur de la fabrication de la dentelle dans l'entreprise paternelle et est habité par cet héritage ancestral. Il a un caractère solitaire et élitiste. C'est un esthète qui a connu un âge d'or de la haute couture mais n'arrive pas à se remettre en question. »*

Familles dysfonctionnelles

Alex Berger, producteur du *Bureau des légendes*, est à l'origine de cette série en 10 X 52 minutes pour Apple TV+. *« Après l'espionnage, nous avions envie de pénétrer un autre environnement fantasmé par tout le monde pour en dévoiler les coulisses, celui du luxe et de la haute couture française »*, explique-t-il. Pour autant, la mode n'est pas le cœur de cette fiction, simplement son cadre – prestigieux et élégamment filmé par Fabrice Gobert *(Les Revenants)* et Podz *(Lupin)*. *« Les enjeux sont liés à cette industrie, la problématique, elle, est shakespearienne,* poursuit Lambert Wilson. *On se nourrit d'un drame familial, avec le poids de l'héritage, des retournements, des trahisons, des alliances, des vengeances. Vincent possède un côté Roi Lear, avec son sens de la solitude, sa misanthropie. »*



Lambert Wilson (le couturier Vincent Ledu) et Amira Casar (Perle Foster, son ancienne muse), dans *La Maison*. APPLE TV+

Ces récits de familles dysfonctionnelles, toxiques, autodestructrices, qui remontent à la mythologie grecque et aux Atrides, sont éternels. *La Maison* s'en empare avec la volonté assumée d'offrir une saga romanesque et mélodramatique dans la lignée de *Dallas* ou *Succession*. Il est en effet ici question de lutte fratricide, de transmission et de rivalité entre deux grandes marques, la centenaire Ledu et le nouvel empire Rovel. Chez les premiers, la star donc (Lambert Wilson), son ancienne muse Perle Foster (toujours formidable Amira Casar), la sœur Marie (Anne Consigny), le petit frère fêtard et frustré Robinson (Antoine Reinartz). Chez les seconds, Diane, la matriarche à la main de fer ivre de revanche (Carole Bouquet, mention spéciale à ses répliques vachardes !), sa fille très effacée (Florence Loiret-Caille) et l'époux de celle-ci, Victor Ledu (Pierre Deladonchamps), qui a rejoint le camp honni, par ambition mais pas que… Enfin, l'électron libre, Paloma (Zita Hanrot), une jeune créatrice visionnaire adepte de l'upcycling et des réseaux sociaux, qui va chambouler les forces en présence.

De prime abord caricaturaux, les personnages, très vite, touchent par leur quête éperdue et pathétique d'argent, de pouvoir, qui n'est autre, au fond, qu'un inextinguible besoin d'amour et de reconnaissance. Ils prennent même une dimension tragique lors d'un épisode de Noël, très théâtral, au sein d'un château en Bretagne, hors du temps. Le suspense monte dans une ambiance digne des *Dix petits nègres* d'Agatha Christie. La férocité, la cruauté, le disputent à la noirceur de l'humour. On en redemande ! ■

« La Maison »
Sur Apple TV+
Notre avis : ●●●○

Maladie d'Alzheimer : le long voyage de l'oubli

Laurent Louët

Dans son film au plus près de la réalité, Charlotte Marie tente de comprendre ce que traversent les malades et leurs aidants. Bouleversant.

Elles se nomment Marylou, Myriam, Sophie, Yvonne… Ces femmes d'âges très différents souffrent toutes de la maladie d'Alzheimer sous les yeux de leurs proches, devenus des aidants. Les regards de ces femmes semblent parfois vides. La pathologie a altéré les neurones. *« Elle a entraîné l'extinction des lumières dans les usines du cerveau qui sont chargées du langage, de la mémoire*, explique Bruno Dubois, neurologue à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris. *Au fil de son évolution, cela provoque une modification complète de la capacité d'autonomie du sujet. »*

Produit par Caroline Delage pour Au Tableau Productions et Flach Film Production, le documentaire *Souviens-toi* expose sans concession la détresse dans laquelle plongent les malades atteints d'Alzheimer et leur entourage. Le plus souvent, la maladie commence par une perte de mémoire. L'incapacité à garder des mots à l'esprit. Elle se traduit ensuite par la perte de repères dans l'espace, l'oubli des noms, la fatigue et l'apathie, la perte de confiance en soi, aussi.

« Je suis en prison, explique ainsi Myriam, bouleversante. *J'ai pleuré et je pleure encore parce que je ne sais pas ce que j'ai fait (…). Je n'ai pas envie de lâcher. Je le dis à la pathologie, je lui parle : "Si tu veux te battre avec moi, on va se battre. Et je vais t'avoir." »* Quand les amis se sont déjà éloignés restent les conjoints et les enfants comme seuls repères dans ce tsunami émotionnel et pratique. Le quotidien se transforme en un défi permanent. *« Je ne sais pas comment réagir, je ne sais pas trop quoi faire »*, explique une épouse. *« Devenir aidant, c'est oublier la vie d'avant et dédier son temps au malade d'Alzheimer »*, précise un mari.

Motifs d'espoir

En baladant sa caméra au plus près de la réalité, Charlotte Marie touche juste. Son film n'occulte aucun versant des difficultés qui s'empilent au fil du temps. *« Quand tu nous reconnaîtras plus, on mettra des masques de Michael Jackson »*, lâche une fille à sa maman, laquelle danse sur le morceau *Billie Jean*. *« On en rit beaucoup parce qu'on préfère en rire qu'en pleurer »*, répond sa sœur. À travers l'ensemble de ces témoignages, on comprend combien l'accompagnement des malades et de leur entourage est crucial. Les structures pour la prise en charge quotidienne des patients peuvent aussi se révéler bénéfiques. Dans cette « halte répit », la musicothérapie permet ainsi de raviver un vocabulaire délaissé.

« Aujourd'hui, j'aimerais qu'on me dise que l'on a trouvé un remède à la maladie d'Alzheimer », lance un aidant, dans un cri du cœur qui témoigne de l'utilité de cette production. À l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, l'IM2A, un institut de recherche spécialisé, a été créé en 2010. La science avance et donne des motifs d'espoir. *« L'immunothérapie nettoie 80 % des lésions dans le cerveau des patients*, conclut Bruno Dubois. *C'est très spectaculaire. Pour la première fois, on parvient à ralentir la progression de la maladie. »*

En France, on compte plus de 1 million de malades atteints d'Alzheimer en 2024, et ce chiffre pourrait doubler d'ici à 2050 en raison du vieillissement de la population. ■

« Souviens-toi : vivre avec la maladie d'Alzheimer »
Dimanche à 23 h, sur C8
Notre avis : ●●●◐

PLEIN ÉCRAN

La cathédrale de Cologne, un chef-d'œuvre franco-allemand

Blaise de Chabalier

À l'occasion des Journées européennes du patrimoine, Arte diffuse samedi un documentaire sur cet édifice dont l'architecture s'inspire du style gothique né en France.

Quel merveilleux symbole pour fêter les 41e Journées européennes du patrimoine que la cathédrale de Cologne : un chef-d'œuvre bâti au bord du Rhin dont l'inspiration est française. Parmi les programmes diffusés sur Arte à l'occasion des festivités, le documentaire fouillé de Martin Carazo Mendez, intitulé *Un joyau à la française*, diffusé ce samedi à 20 h 50, retrace l'histoire mouvementée d'un chef-d'œuvre dont la construction s'est étalée sur six siècles. Ce film allemand, riche de témoignages de spécialistes, évoque, schémas à l'appui, les nombreuses étapes de l'édification du monument. Un joyau dont la première pierre a été posée au Moyen Âge, en 1248.

Pour ériger sa cathédrale, à l'emplacement d'une basilique du IXe siècle, l'archevêque de Cologne Konrad von Hochstaden s'inspire d'une nouvelle architecture apparue en France depuis peu. La basilique de Saint-Denis, reconstruite dans les années 1130 et qui marque la naissance de ce qu'on n'appelle pas encore « l'art gothique », attire particulièrement son attention. Le nouveau style inventé par l'abbé français Suger intègre des innovations comme les arcs-boutants et les hautes fenêtres en arcs brisés. De quoi laisser largement entrer la lumière. L'ecclésiastique germanique prend aussi comme modèle la Sainte-Chapelle, voulue par Saint Louis et consacrée en 1248. Mais ce qui distingue l'édifice colonais des constructions françaises, c'est son gigantisme. L'idée est de pouvoir accueillir les pèlerins de plus en plus nombreux. Même inachevée, quand elle est consacrée en 1322, la cathédrale impressionne déjà. Aujourd'hui encore, ses deux tours culminant à 157 m en font la plus haute église à deux flèches du monde. Quant à sa façade de plus de 7 000 m², elle reste, dans le style gothique, la plus vaste jamais réalisée.



Ses deux tours, qui culminent à 157 m, font de la cathédrale de Cologne la plus haute église à deux flèches du monde. ARTE

Charpente en acier

L'interruption des travaux au XVIe siècle s'explique principalement par l'influence du moine Martin Luther, qui annonce la Réforme. De plus, en 1550, le peintre italien Giorgio Vasari, considéré aujourd'hui comme le fondateur de l'histoire de l'art, dénigre le style médiéval qu'il considère comme barbare, digne des Goths, et le baptise en conséquence « gothique ».

Heureusement, après l'occupation de Cologne par les troupes françaises à partir de 1794, qui se poursuit sous Napoléon jusqu'en 1814, l'achèvement du monument redevient d'actualité. C'est un marchand d'art colonais, Sulpiz Boisserée, qui, soutenu par Goethe et le futur roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV, relance le chantier. Coup de chance incroyable, Boisserée met la main sur le plan original de la façade. Une moitié est découverte dans un grenier de Darmstadt et l'autre chez un antiquaire parisien ! Pour la première fois, on dispose d'une représentation très concrète de ce qui était prévu au Moyen Âge. Le chantier est lancé le 4 septembre 1842. Les travaux durent moins de quarante ans, avec, pour la charpente, l'utilisation de l'acier. Ceci 25 ans avant l'édification de la tour Eiffel. En 1880, la cathédrale, achevée, resplendit. Elle apparaît comme le symbole d'une Allemagne unie.

Mais, à partir de 1941, le majestueux édifice souffre cruellement des bombardements alliés. Sur ses 22 voûtes, 9 sont effondrées. De loin, sa haute silhouette semble intacte et contraste avec la cité détruite à 90 %. La restauration sera longue, au point que celle du flanc nord n'est toujours pas achevée aujourd'hui. Cette cathédrale hors norme, dans laquelle le général de Gaulle et le chancelier Adenauer se sont recueillis en 1962 pour marquer la réconciliation franco-allemande, est désormais un puissant symbole de paix. ■

» Lire aussi PAGE 28



Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag

TF1
21.10 The Voice Kids
Divertissement

Prés. : Nikos Aliagas et Karine Ferri. 2h15. Inédit. The Voice Kids entre dans la deuxième phase de l'aventure, celle des Battles. Les jeunes talents ont une nouvelle chance de briller sur la scène et de séduire non seulement le public, mais aussi leurs coachs.

23.25 Stars des émissions cultes : que sont-ils devenus ? Magazine.

France 2
21.10 Le quiz des champions
Jeu

Prés. : Cyril Féraud. 2h15. Dix des plus grands champions de jeux télé, toutes chaînes confondues, s'affrontent au cours d'un match de titans. Certains tentent leur chance pour la première fois, d'autres veulent prendre leur revanche. Ils vont s'affronter au cours de quatre manches et une finale.

23.25 Quelle époque ! Talk-show.

France 3
21.05 Meurtres à...
Série. Policière

Fra. 2023. Avec Carole Bianic, Guillaume Arnault. Meurtres à Meaux. Inédit. Jean Christophe Bellon, notable local et président de l'Amicale Mémorielle de la Grande Guerre de Meaux, est assassiné. Karine Lelièvre est chargée de l'enquête.

22.40 Meurtres à... Série. Policière. Meurtres à Strasbourg.

Canal+
21.05 Rugby : Top 14
En direct

3e journée : Bordeaux-Bègles - Racing 92. Pour cette 3e journée, les Bordelais de Yannick Bru accueillent les Franciliens du Racing 92 en Gironde.

23.01 Canal Rugby Club le débrief. En direct. **23.24** Expendables 4. Film. Action. Avec Jason Statham.

Arte
20.50 Un joyau à la française, la cathédrale de Cologne
Documentaire

All. 2023. Réal. : Martin Carazo Mendez. 1h35. Inédit. La cathédrale de Cologne est un monument emblématique de l'architecture gothique.

22.25 Les éoliennes en mer, quelle cohabitation avec la nature ? Doc.

M6
21.10 Pékin express
Jeu

Prés. : Stéphane Rotenberg. 2h30. L'épopée des maharadjas. Inédit. Une nouvelle mission photo inédite permet aux binômes d'aller à la rencontre du peuple indien.

23.40 Débrief express, retour sur la course. Divertissement. Inédit.

C8
20.21 Face à Hanouna. Div.

21.17 Les héros de la route
Magazine. 1h41. Avec les gendarmes des autoroutes d'Alsace. Inédit. Avec l'autoroute A35, qui traverse la région, l'Alsace est un carrefour routier situé dans une zone transfrontalière près de la Suisse et de l'Allemagne

22.58 Les héros de la route. La Normandie sous haute surveillance. Mag.

W9
17.10 La petite histoire de France.

21.10 La petite histoire de France
Série. Humoristique. Fra. Avec Maxime Gasteuil. Les péripéties de quatre personnages oubliés de l'Histoire de France : les cousins de Vercingétorix, Jeanne d'Arc, Louis XIV, et Napoléon Bonaparte.

23.00 La petite histoire de France.

TMC
18.10 Burger Quiz. Jeu.

21.15 Columbo
Série. Policière. EU. 1989. Saison 9. Avec Peter Falk, Patrick Bauchau. Portrait d'un assassin. Le lieutenant à l'imperméable fripé enquête dans l'univers singulier d'un peintre mégalomane dont la première femme vient d'être retrouvée assassinée.

23.05 90' Enquêtes. Magazine.

France 5
20.05 C l'hebdo la suite. Talk-show.

21.05 Echappées belles
Magazine. Prés. : Ismaël Khelifa. 1h35. Le grand spectacle du Vercors. Inédit. Ismaël Khelifa découvre le Vercors, un territoire préservé et dynamique, et ses habitants passionnés par cette terre aux airs de «bout du monde».

22.40 Échappées belles. Magazine. Un été en Suisse.

RMC Découverte
17.15 Australie, la ruée vers l'or. Doc.

21.10 Australie, la ruée vers l'or
Documentaire. 0h55. Une pépite à un kilo, sinon rien ! Inédit. En Australie occidentale, les Heli Hunters sont contraints d'effectuer un atterrissage d'urgence dans une région reculée et les Brumbies ne semblent pas pouvoir s'arrêter.

22.05 Australie, la ruée vers l'or. 3 ép.

Histoire TV
20.00 Historiquement Show. Inédit.

20.50 La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe
Documentaire. Fra. 2019. Réal. : Alain Brunard, Vanessa Pontet. 1h40. 2 épisodes. Entre 1626 et 1630, le cardinal de Richelieu est la cible de toutes les intrigues.

22.30 La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe. Doc.

L'essentiel du dimanche

TF1 21.10 La chute du président
Film. Action. EU. 2019. Réal. : Ric Roman Waugh. 1h56. Avec Gerard Butler, Morgan Freeman. Pris au piège et faussement accusé, un chef de la sécurité veut retrouver l'auteur de la tentative d'assassinat commise contre le président des États-Unis.

France 2 21.10 Permis de construire
Film. Comédie. Fra. 2021. Réal. : Éric Fraticelli. 1h33. Avec Didier Bourdon. Inédit. Un dentiste vivant à Paris découvre qu'il a hérité d'un terrain en Corse où son père, récemment décédé, souhaitait faire construire une maison.

France 3 21.05 Brokenwood
Série. Policière. NZ. 2023. Saison 9. Avec Neill Rea, Fern Sutherland. On ne choisit pas sa famille. Inédit. Dolly Wadsworth fête ses 90 ans lors d'une soirée extravagante dans le manoir familial. Mais le lendemain, une jeune femme inconnue est retrouvée morte.

Canal+ 21.05 Rugby : Top 14
3e journée : Stade Français Paris - Toulon. En direct du stade Jean-Bouin . La réception des Varois du RC Toulon va servir de bon test pour les rugbymen du Stade Français. Les Parisiens ont des ambitions dans cette nouvelle saison de Top 14 et ils visent le titre final qui fuit le club depuis 2015.

Arte 21.00 Coco avant Chanel
Film. Drame. Fra/Blg. 2009. Réal. : Anne Fontaine. 1h45. Avec Audrey Tautou. Comment Gabrielle devint Coco Chanel, ou l'histoire d'une orpheline qui chanta dans un beuglant avant de devenir l'une des modistes les plus célèbres de France.

M6 21.10 Zone interdite
Magazine. Prés. : Ophélie Meunier. 1h55. Écrans, sommeil, anxiété : nos ados en danger ! Inédit. Un jeune Français sur deux souffre d'anxiété ou de symptômes dépressifs : dans la société post-covid, les écrans et le manque de sommeil expliquent en partie ce phénomène.

LE FIGARO TV Île-de-France

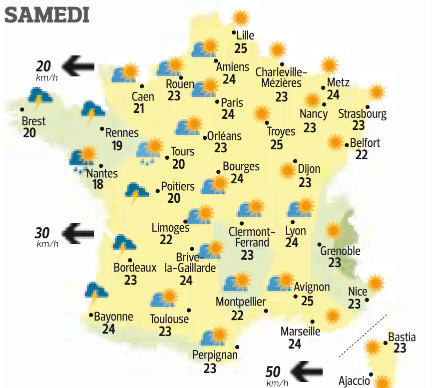
SAMEDI
19.30 Version française, magazine. 2 épisodes.
20.30 INÉDIT : Conversations Madame Figaro, Avec : Gaëtan Roussel.
21.00 Histoire du look, documentaire de Philippe Allante. Fières allures médiévales.
22.00 Fabergé : les objets du désir, documentaire.

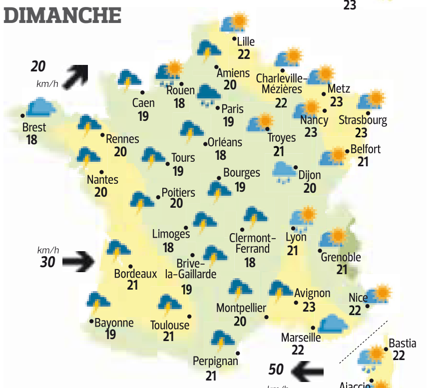
DIMANCHE
19.30 Panoramas, Japon : L'ouest éternel.
20.30 Les Échos de l'Histoire, La guerre du Rif, le monde à l'épreuve de la modernité.
21.00 INÉDIT : Le Figaro la nuit, magazine présenté par Thibaut Gauthier. Avec : Valérie Donzelli.
22.00 Métronome, documentaire.

Pour regarder le Figaro TV ?
Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box
SFR 468 | Orange 345
Free 904 | Bouygues 305



ÉPHÉMÉRIDE St-Matthieu
Soleil : Lever 07h37 – Coucher 19h49 – Lune décroissante

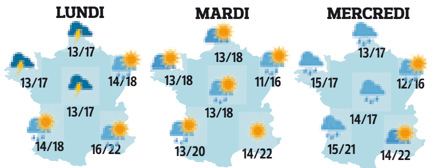
SAMEDI


DIMANCHE


T (en °c) : <-10 à 0 | 0 à 10 | 10 à 20 | 20 à 30 | 30 à >40

LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	23/29	AMSTERDAM	14/23	ATHÈNES	18/25
BARCELONE	20/22	BELGRADE	13/23	BERLIN	11/22
BERNE	9/21	BRUXELLES	13/24	BUDAPEST	11/22
COPENHAGUE	13/19	DUBLIN	14/17	LISBONNE	18/23
LONDRES	16/23	MADRID	16/23	PRAGUE	11/22
RABAT	21/24	ROME	15/27	TUNIS	20/30



MOTS CROISÉS
Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6716

HORIZONTALEMENT
1. Il convient d'être patient avec eux. – **2.** A pris le voile. – **3.** Leurre de la pêche. – **4.** Exige beaucoup de liquide ou transporte beaucoup de liquide. Grain de chapelet. – **5.** Chevaux ou chameaux. – **6.** Met les poulets sur le gril. Parapluie défensif. – **7.** Exploiter au maximum. – **8.** Possessif. Morceau de bûche. – **9.** Ça rétame sur le tatami. Extrême extrême. – **10.** Fait appel au matelot. Faux cerf et copie de l'orignal. – **11.** Refusas l'admission. Videur à l'église. – **12.** Flaques en fond de cale.

VERTICALEMENT
1. Peintures sur papier. – **2.** Écrit dans les règles. – **3.** Geste pour amadouer le greffier. Hymne guerrier. – **4.** L'étranger. A exigé bien des manœuvres. Entre deux « ein » chez un génie lumineux. – **5.** Régna au temps d'Asa. Donne de bonnes couleurs rouges. – **6.** Voyagent dans le plus simple appareil. Toile blanche. – **7.** Fui par l'utopiste. Addition de goût. – **8.** Sans un nuage. Sont parfois placés sous la protection d'un gros bonnet.

	1	2	3	4	5	6	7	8
1								
2								
3								
4					■			
5							■	
6				■				
7								■
8			■					
9						■		
10				■				
11					■			
12								

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6715
HORIZONTALEMENT **1.** Marmites. – **2.** Émouvant. – **3.** Gourante. – **4.** Axa. Nier. – **5.** Bige. Est. – **6.** Acérer. – **7.** Si. Odeur. – **8.** Slide. Ré. – **9.** Ille. Eau. – **10.** Nie. Âmes. – **11.** Énormité. – **12.** Sénaires.
VERTICALEMENT **1.** Mégabassines. – **2.** Amoxicilline. – **3.** Rouage. Iléon. – **4.** Mur. Érode. Râ. – **5.** Ivan. Ede. Ami. – **6.** Tanière. Émir. – **7.** Entes. Uraète. – **8.** Stertoreuses.

SUDOKU

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9.

Chaque jour un peu plus difficile

GRILLE 4855 FACILE

			9		5	7		
	4		8	1			5	6
1	3					8	9	
	8		5	7		9	1	
	9		3		4		2	
	5	2		9	6		8	
	1	3					7	2
6	2			5	1		4	
			4	2	8			

GRILLE 4856 DIFFICILE

			4		5			
			9				1	8
	7	2						3
				1		3	6	
	9			5			2	
	8	4		9				
6						2	5	
4	5				8			
			5		3			

GRILLE 4857 DIABOLIQUE

	1						8	
4	7						1	3
2			4		8			5
		2				9		
		9	3		7	5		
				8				
	2			3			5	
7								1
				6	2	5		

LETTRES EN PLUS

Composez un mot de six lettres avec la lettre en plus.

G E N E R + R = (Faire la pluie et le beau temps)
O P A L E + D = (Tandem qui prend l'eau)
P A G E R + P = (À lâcher pour plus de tranquillité)
M A M I E + S = (Donne un air mauvais)

LETTRES EN MOINS

Dans chacun des mots horizontaux, rayez une lettre afin de créer un mot nouveau et reportez cette lettre dans la colonne vide. Vous découvrez alors verticalement le mot mystère.

ELEVAGE	TERRER
GLACAGE	GRISER
POINCON	ORANGE
MANGEUR	MACHON
TRACTER	CARENE

SOLUTION DES MOTS MÉLANGÉS
LE MOT À TROUVER EST : LONGER.

Miel Abitbol, influenceuse au grand cœur



PAR **Keren Lentschner**

La jeune femme de 17 ans, qui compte 1,7 million d'abonnés sur TikTok, lance Lyynk, une appli dédiée à la santé mentale des jeunes. Elle a conçu la plateforme, qui compte plus de 200 000 téléchargements, avec l'aide d'une psychiatre.

Elle arrive quelques minutes en retard au rendez-vous, commande un diabolo fraise et démarre l'entretien, très pro, d'une voix douce et assurée, rodée à l'exercice. Miel Abitbol, 17 ans, influenceuse très suivie par les ados, qui compte 1,7 million d'abonnés sur TikTok, assume depuis quelques jours son rôle de chef d'entreprise. Avec son père et sa psychiatre, Claire Morin, elle a cofondé Lyynk, une appli dédiée à la santé mentale des jeunes. Vingt-quatre heures après son lancement, elle comptait déjà plus de 100 000 téléchargements. *« J'ai toujours eu envie d'aider les autres,* explique la jeune femme, brushing impeccable, un top bleu assorti à ses ongles. *Je suis fière d'y être parvenue car je reviens de loin. »*

Miel s'est inspirée de son histoire pour concevoir l'appli, gratuite pour les jeunes. Il y a trois ans, elle se retrouve à l'hôpital après une tentative de suicide. Elle enchaîne dépression et troubles alimentaires. Elle peine à se remettre de plusieurs années noires pendant lesquelles elle a été victime de harcèlement scolaire et sexuel, et d'un viol. Miel s'est murée dans le silence, incapable d'en parler à ses parents.

La jeune femme ne s'en cache pas. Depuis l'âge de 10 ans, elle a pris l'habitude de raconter son quotidien sur TikTok. Elle considère le réseau social comme son *« journal intime »*. *« Je n'ai pas de tabou »*, lâche-t-elle. Miel a documenté sa descente aux enfers, publié des photos d'elle sur son lit d'hôpital, livré ses états d'âme, ses difficultés à remonter la pente, et raconté son retour à la vie. *« Je me sentais moins seule parce que les gens commentaient mes vidéos »*, confie-t-elle. Elle encourage aussi les jeunes victimes d'agressions à porter plainte, dépitée que son propre cas ait été classé sans suite.

Son ton lui a permis de séduire une vaste communauté et de prendre conscience de l'ampleur du fléau. Chaque jour, Miel reçoit des centaines de messages de ses fans. Y compris de nombreux témoignages de filles et de garçons qui la remercient de leur avoir *« sauvé la vie »*. *« Lorsqu'ils sont en souffrance, je leur conseille d'en parler à un adulte ou à un professionnel de santé,* explique-t-elle. *J'essaie de me protéger un minimum. »* La jeune femme, qui a passé une partie de son enfance aux États-Unis, parle aussi de sa famille, de ses tenues et de maquillage sur TikTok et Instagram.

Pas un jour ne passe sans qu'elle ne poste de contenu. *« Certains se forcent à le faire. Pour moi, c'est une passion »*, confie-t-elle. Sans prendre à la légère l'impact qu'elle a auprès de sa communauté. *« Je me suis rendu compte de la responsabilité que j'avais en tant que personnalité publique sur les réseaux sociaux »*, déclare la jeune femme, souvent reconnue dans la rue par des fans *« toujours bienveillants »*. Sur Instagram, elle n'hésite pas à apparaître au naturel, mais sur TikTok, elle se départit rarement de ses filtres. *« Je suis plus jolie avec, ça rend les ombres plus belles »*, sourit-elle.

> **« L'appli ne peut remplacer le suivi par un psy. Lorsqu'on fait une dépression, il faut un accompagnement médical »**
> **Miel Abitbol**
> Influenceuse et créatrice de Lyynk

L'idée de l'appli a germé en août 2023, alors qu'elle n'était pas encore tout à fait guérie. Miel décide de concevoir une appli dédiée à la prévention. Son père, avec lequel elle entretient une relation fusionnelle, l'accompagne dans la gestation du projet. L'ancien chef d'entreprise dans la tech finance également la société. Parmi les outils proposés par Lyynk, un calendrier émotionnel pour auto-évaluer son humeur, un compteur de sobriété pour les addictions… L'appli propose aussi des vidéos de sensibilisation à destination des jeunes et des adultes. Un psy répond aux questions. *« L'appli ne peut remplacer le suivi par un psy. Lorsqu'on fait une dépression, il faut un accompagnement médical »*, poursuit la jeune femme.

L'ambition de Lyynk est de fournir une « safe place » aux jeunes, en lien – s'ils le souhaitent – avec un parent ou un adulte de confiance. Un moyen aussi de faciliter le dialogue qui peut parfois s'avérer difficile.

L'appli s'accompagne de la création d'une fondation dont le but est de sensibiliser le public et les politiques en matière de santé mentale. Miel, qui rêve d'un ministère dédié au bien-être des jeunes et d'un système scolaire plus bienveillant qui empêche les phobies scolaires, a pris la parole en février dernier à l'Assemblée nationale. Elle a planché pendant plusieurs semaines avec un député sur une proposition de loi visant à réguler les réseaux sociaux. Mais la dissolution y a mis un coup d'arrêt. La jeune femme est convaincue qu'il ne sert à rien d'interdire les réseaux sociaux et que la responsabilité doit être partagée. Elle rêve de mettre en place des cours à destination des collégiens pour un usage plus responsable.

Il y a deux semaines, Miel a emménagé seule. Une victoire pour la jeune femme qui consacre son temps libre à ses amis ainsi qu'à la peinture et au dessin. Admise dans une école de commerce, elle a finalement décidé de décaler le début de ses études et de prendre une année sabbatique pour se consacrer à Lyynk. Et prendre un nouveau départ. ■



FERNANDEZ LEON/LYYNK

« J'ai toujours eu envie d'aider les autres. Je suis fière d'y être parvenue car je reviens de loin », déclare Miel Abitbol.



UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Jambe (jan-b') n. f.
Membre actif d'un club de football.

**Le PSG a remporté son premier match de Ligue des champions grâce à la chance : le ballon a filé entre les jambes du gardien adverse.
Le mot vient du latin *gamba* qui désigne la patte d'un quadrupède. La jambe est avec le pied un accessoire essentiel pour ce bipède qu'est un joueur de football. Or visiblement l'autre soir, les joueurs parisiens n'étaient pas très en jambes. Certains la traînaient, d'autres avaient peut-être pris l'équipe espagnole de Gerone par-dessus elle, qui sait ? Les Parisiens couraient après le match. Les commentaires sur leur médiocre prestation ne manqueront pas : on nous tiendra longuement la jambe avec des explications qui nous en feront une belle : le PSG n'est pas encore à la hauteur de l'événement. Quant aux Espagnols, ce but malencontreux survenu à la toute fin d'un match honorable a dû leur couper des jambes qui n'avaient pas démérité. Et leur gardien malheureux qui l'autre soir avait les jambes trop écartées ? Lui, il est rentré penaud aux vestiaires ; une expression imagée le décrit bien : la queue entre celles qui l'avaient trahi.** ■